

Le Monde des livres

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15032 7 F

VENDREDI 28 MAI 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE

Païement échelonné sur trois ans et maintien d'un contrôle national

Le capital des vingt et une sociétés privatisables sera largement ouvert aux actionnaires étrangers

Une vague irrésistible

DEPUIS dix ans, la vague se fait irrésistible. Des pays les plus riches comme le Japon ou la Suède aux pays du tiers-monde les plus jaloux de leur indépendance comme l'Algérie ou l'Iran, l'Etat se désengage et cède au privé les entreprises qui opèrent sur des marchés concurrentiels. Pour ne rien dire des ex-pays communistes ou d'une Chine populaire qui, sans formalisme, fait de l'économie de marché son nouveau « Grand Bond en avant ». Echéance historique de l'Est, évidemment. Difficulté d'entreprendre une gestion rigoureuse, parfois. Mais aussi sentiment diffus que l'avenir économique dépend beaucoup plus de la régulation du commerce international et de l'environnement dans lequel opèrent les entreprises que de ce qui paraît, aujourd'hui, une chimère : la propriété publique des moyens de production.

Adapté, donc, de faire l'épreuve d'originalité, Edouard Balladur y met de la constance. Le grand architecte des privatisations de 1986 n'a jamais dévié, lui qui a toujours considéré que « pour remettre l'économie française sur une trajectoire de croissance il [convenait] de reprendre la politique à menées pendant la première cohabitation. Les nouvelles réserves émises par François Mitterrand ne paralysaient guère susceptibles d'anéantir le cours des choses, même si le chef de l'Etat reçoit, sur tel ou tel cas particulier, le secours d'un député de la majorité.

Au maire de Toulouse, Dominique Baudis, qui s'inquiétait déjà, jeudi 27 mai, d'une possible privatisation de l'Aérospatiale - entreprise à la fois de très haute technologie et travaillant pour la défense nationale - la pramir ministre pourra toujours opposer les exemples étrangers. Les Britanniques ont inventé le « golden share », cette action qui permet à l'Etat d'exercer un droit de veto, une fois l'entreprise privatisée. Les Américains, avec la récente tentative de reprise du missile LTV par Thomson, ont à nouveau démontré qu'il était toujours possible, pour un Etat, d'empêcher qu'une entreprise jugée stratégique passe sous contrôle étranger.

POUR autant, les privatisations ne sauraient, à elles seules, tenir lieu de politiques. Elles sont un moyen. Un accompagnement. Les experts s'accordent à dire qu'elles ont utilement contribué au redressement de l'Argentine, mais tel n'est pas le cas pour tous les pays.

Il y a d'ailleurs quelques paradoxes à faire appel à la vente des bijoux de familles pour desserrer le garrot financier des Etats endettés. Pour privatiser, il faut aussi que les vingt et une entreprises en cause aient été généralement bien gérées depuis leur entrée dans le patrimoine public, ou l'endemain de la seconde guerre ou en 1982.

Après son plan de relance, le gouvernement a adopté un programme de privatisations de grande ampleur concernant vingt et une entreprises du secteur concurrentiel. A cette liste vient s'ajouter le Crédit local de France, déjà partiellement privatisé par le gouvernement Cresson. Tout en maintenant un contrôle national sur ces sociétés, il est prévu à la fois d'ou-

vrir plus largement leur capital aux étrangers et de permettre un paiement de leurs actions en plusieurs fois. Les premières réactions syndicales témoignent d'une certaine résignation, mais la CGT demeure catégoriquement hostile. Quant au président de la République, il a tenu à souligner que certaines entreprises devaient demeurer propriété de l'Etat.

L'avertissement de M. Mitterrand

par Thomas Ferenczi

François Mitterrand a renoué avec l'habitude qu'il avait prise, au cours de la première cohabitation, de « marquer » le gouvernement en faisant connaître, à mesure que celui-ci met en œuvre sa politique, son désaccord avec les mesures annoncées. La différence entre les

deux périodes est que le président de la République s'exprime désormais en demi-teintes, ce se contentant de formuler des « réserves » mais sans en expliciter le contenu. Cela avait commencé au conseil des ministres du 14 avril lorsque le chef de l'Etat avait fait dire, par son service de presse, qu'il désapprouvait les

commentaires de Charles Pasqua sur l'insécurité. Au conseil des ministres du 12 mai, nouvelle observation : M. Mitterrand alerte le gouvernement sur les difficultés constitutionnelles que pourrait poser, selon lui, la réforme du statut de la Banque de France.

Lire la suite page 8 et nos informations page 17

Une satisfaction pour la France

Les Douze assouplissent leur politique agricole

A l'issue de la réunion des ministres de l'agriculture des Douze, jeudi 27 mai, il a été décidé de compenser la mise en jachère obligatoire de terres en augmentant de 27 % par l'augmentation de la prime, dont le montant passera de 2 000 F à 2 600 F par hectare. Accompagnée d'un relèvement de 0,6 % du quota laitier national, cette mesure donne satisfaction à la France qui plaçait pour une limitation des pertes de revenus des agriculteurs, afin d'éviter une explosion de colère dans le monde paysan.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Jeudi 27 mai à l'aube, à l'issue d'une réunion « marathon » de trois jours, les ministres de l'agriculture des Douze sont parvenus à se mettre d'accord sur une série d'aménagements à apporter à la réforme de la politique agricole commune (PAC) adoptée voici un an. Les corrections ainsi décidées

ont pour objet d'apaiser le mécontentement des paysans, qui, dans l'ensemble de la Communauté, et de façon particulièrement bruyante en France, avaient mal accueilli une réforme destinée à freiner la production et, peut-être davantage encore, la course aux rendements. Leur principale critique portait sur l'obligation de mettre en jachère 15 % de la surface cultivée.

PHILIPPE LEMAITRE
Lire la suite page 18

Marseille au but

L'OM champion d'Europe de football



MUNICH
de notre envoyé spécial

La nuit effie cette Coupe d'Europe, la plus belle de toutes, brandie par des bras français. Les joueurs de l'Olympique de Marseille l'ont secouée d'une impatience vieille de trente-sept ans (1). Ils l'ont embrassée, cajolée d'un désir sursis par une longue frustration. Ils l'ont touchée, tous, jeunes et vieux, footballeurs aguerris et titulaires récents, foudus dans la même euphorie, pour mieux s'assurer qu'elle avait décidé de ne plus échapper à leurs étreintes. Pour mieux s'assurer qu'ils n'ajouteraient pas leur nom à ceux des prétendants déçus, éconduits par un caprice interminable.

Ils se graveront au bas d'une liste prestigieuse, un inventaire des grands d'Europe, qui s'était toujours logé à brader les équipes de l'Hexagone. Le temps d'un match, les Marseillais ont soldé tous les comptes, liquidé les vieux arriérés que traînait le football français.

Car la quête angoissée s'est paradoxalement dissoute, mercredi soir, dans un sentiment d'indéfectibilité.

JÉRÔME FENOUGUO
Lire la suite et les articles de PHILIPPE BROUSSARD et de JEAN-JACQUES BOZONNET page 12

(1) En finale de Coupe d'Europe, six tentatives avaient échouées : Reims (1956, 1959), Saint-Etienne (1976), Brest (1978), Marseille (1991) et Monaco l'an dernier.

LE MONDE DES LIVRES

■ L'itinéraire de Françoise Dolto. ■ Histoires littéraires, par François Botz : « Candide, le divin manchot ». ■ D'autres mondes, par Nicole Zand : « Go West ». ■ La descente au paradis. ■ Le paradoxe d'être suisse. ■ Derek Walcott, « détonnant voyageur » de Saint-Malo. ■ Les encyclopédies, de Diderot au CD-ROM. ■ Sociétés, par Georges Balandier : « Le testament de Georges Elia ». ■ Sous l'œil des barbares. ■ Le feuilleton de Pierre Lepeque : « Segen, antiquaire d'elle-même ». Lire pages 25 à 32

POINT DE VUE

Bosnie : enclencher la paix

par Alain Juppé

Faillite, trahison, nouveau Munich... Que n'a-t-on entendu depuis la présentation du programme d'action des Cinq sur la Bosnie, samedi dernier, à Washington !

Ces accusations me semblent reposer sur un grave contresens. Notre volonté a été tout au contraire de donner un coup d'arrêt à l'insupportable et de reprendre en main une situation dramatique où les occasions ne saient, les lâchetés et les reculs ont souvent été de mise. Qu'en en

juge, en se référant au texte même de ce programme d'action.

1. - Le plan Vance-Owen, affirmé-t-on, est enterré. Ce n'est pas exact. Les signataires du programme d'action, c'est-à-dire, je le rappelle, la France, l'Espagne, le Royaume-Uni, la Russie et les Etats-Unis d'Amérique, n'ont apporté un soutien sans équivoque (« énergique », dit le texte) aux deux coprésidents de la conférence de Londres, Cyrus Vance et Lord Owen. Ils ont réaffirmé avec tout autant de netteté que leur objectif restait un règlement « objectif », « fondé sur le processus Vance-

Owen ». Ils se sont déclarés prêts à encourager « la mise en œuvre rapide des dispositions mutuellement agréées du plan Vance-Owen » (point 7).

Cherche-t-on à appliquer un plan qu'on veut enterrer ? Faut-il ajouter que ceux qui nous prêtent, injustement, une telle intention et se font aujourd'hui les chantres du plan de paix en étaient naguère les détracteurs au motif qu'il favorisait trop les Serbes ?

Lire la suite et nos informations page 3
Alain Juppé est ministre des affaires étrangères.

Jean Giono

PROVENCE

Textes réunis et présentés par Henri Godard

« Lire à la suite ces textes écrits sur la Provence à divers moments, c'est embrasser d'un coup le parcours si particulier de cette œuvre. Leur mérite est de se situer à mi-distance du pays où Giono n'a jamais cessé de vivre, et des romans qu'il y a écrits. »

H. G.

nrf

GALLIMARD

Un attentat fait six morts à Florence

Une voiture piégée a explosé dans le nuit de mercredi 26 à jeudi 27 mai à Florence, faisant six morts et provoquant de graves dégâts au musée de la Galerie des Offices.

Lire page 4

Une grève-test à la SNCF

Sur fond de crise commerciale et de déficit accru, les salariés de la SNCF ont infligé au gouvernement Balladur le premier mouvement d'arrêt de travail d'ampleur nationale. L'avenir paraît particulièrement sombre pour le chemin de fer, dont le nombre de clients et le trafic sont en diminution.

Lire page 17

Un entretien avec un dissident chinois

Xu Wani a été libéré après douze ans de détention.

Lire page 4

Le terrorisme en Algérie

L'écritain Tahar Djaout grièvement blessé.

Lire page 6

La somme complète se trouve page 24

M0147 - 0528 0 - 7.00 F



A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 600 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KSD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 45 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 5 FL ; Portugal, 200 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRB ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

مكتبة العالم

DÉBATS

Politique

Etat de grâce et rigueur de l'Etat

par Shmuel Trigano

Aujourd'hui, où l'on parle d'état de grâce pour le gouvernement Balladur, comme hier pour la période qui suivit l'élection de François Mitterrand et à laquelle mit fin la politique de « rigueur » du gouvernement Mauroy, on ne réfléchit pas assez au registre sémantique de ces mots, empruntés au langage de la religion, que nous employons pour définir notre existence, et aux enseignements qu'on pourrait en retirer...

A bien des égards, la France vit depuis plus de vingt ans un drame moral. Mai 68 n'a-t-il pas fait entendre une extraordinaire demande de grâce ? En faisant l'apologie de l'autodétermination radicale du sujet, de la libération des mœurs la plus effrénée et de la destruction des rapports sociaux, la culture qui en est sortie a manifesté que cette grâce fut recherchée comme le contraire de la loi. Devant les impasses et les excès de cette subjectivité égarée, les esprits - ceux-là mêmes qui furent les artisans de 68 - sont peu à peu revenus vers la loi et plus de rigueur, tandis que reculait comme une valeur illusoire la grâce autrui-même exaltée. Elle restait cependant conservée dans un coin de la vie publique. Si la révolte d'une génération avait échoué, le socialisme français conservait en effet, de façon purement mécanique et objective (parce qu'il était dans l'opposition, vierge de tout pouvoir), l'étendard de l'espérance (« Changer la vie »)...

Aussi, lorsqu'il arriva, « miraculeusement » évidemment, au pouvoir, on eut le sentiment que la politique pouvait concilier avec l'espérance (l'état de grâce). Puis, très vite à l'épreuve des dures réalités de l'Etat, il fallut faire très consciemment le choix de la rigueur. Ce tournant pulvérisa la politique française, parce qu'elle était tout entière sur le partage de l'espérance à gauche et de la gestion à droite. Canonisée dans l'opposition de gauche, la grâce restait un

inépuisable réservoir de rêves et d'espérances. Au pouvoir, le réservoir bienfaisant se vidait. A nouveau, ne croyait-on pas que nous contemporains se posent avec une passion tragique, que dépendra une nouvelle donne politique.

La question dépasse ses termes français : elle concerne toute la démocratie, pour laquelle la grâce reste un mystère incompréhensible et impossible. Les rapports d'égalité, qui sont idéologiquement le fondement des convictions démocratiques, engendrent une relative indifférence à ce qui échappe aux rapports réels par la loi et l'entente. Chacun laisse à l'Etat réglementaire - un être froid - le soin de s'occuper d'autrui. Qu'est-ce qui, dans la loi, m'obligeait envers les populations affamées du tiers-monde ou les SDF ? Rien.

Or ces dernières années ont vu renaître cette très ancienne vertu de charité qui fait, par son sentiment d'obligation indépendante de la loi et laissée à la discrétion du sujet, l'expérience d'un au-delà de la loi, d'un surcroît moral qui exige plus de soi-même que la loi ne le demande... Ce besoin naît dans le sujet, certes, mais il met en jeu la politique, parce qu'il témoigne d'une recherche de « communauté », de fraternité, de surcroît, de don, « en plus » des structures impersonnelles et anonymes de la société bureaucratique qu'est devenue la démocratie industrielle, incapable de satisfaire cette demande.

Alors l'humanitaire est devenu une instance nouvelle dans la cité moderne, le signe avant-coureur d'une postmodernité politique, qui pourrait être un bien mais aussi une délinquance caricaturale. C'est bien là tout le problème et la cause de l'égarement que les modernes ne savent pas habiter ce lieu à eux inconnu avec les instruments de la modernité. Ils tentent en effet, de l'habiter avec les figures de la loi et de l'Etat. Ce lieu socio-moral peut-être habité par l'institution politique sans produire de monstruosité, nous en avons eu un exemple avec le fameux « droit d'ingérence humanitaire », avec lequel la loi tout au long de la grâce perdrait son âme. Finalement, ce terme concret, il signifierait en effet la fin de l'Etat-nation et de son sacro-saint droit de

sonveraineté, tandis que seuls des Etats-nations (ou un consortium d'Etats-nations comme l'ONU) pourraient l'exercer... Les techniciens de l'humanitaire deviendraient des politiques (l'humanitaire d'Etat, un stratagème diplomatique) et l'humanitaire (la grâce) occuperait le champ de l'Etat, en une véritable famille morale, car la grâce ne peut gouverner l'Etat sans le ruiner et la rigueur le champ de la grâce sans la pétrifier. Comment habiter ce lieu nouveau ? L'Etat ne peut aller seul dans ce domaine. Le débat actuel sur la bio-éthique est significatif. L'au-delà du droit et de l'Etat peut-être structuré par des critères politiques et des figures du droit ? Remarquons que c'est là que s'engouffrent le « retour du religieux » (plus que des religions)... Cela signifie-t-il que ce domaine de la grâce est le domaine sauvage de l'informe, du vague, du flou, du fantasme et de l'émotionnel ? Ce serait alors une grave menace qui pèserait sur ce lieu, surcroît à la sphère éthique, qui se surajoute à la citoyenneté au point de pouvoir l'englober, de devenir son esprit, son inspiration, sa morale. Peut-on agir dans le monde du surcroît ? (l'abondance de la grâce) comme si l'on était encore dans le lieu de la pénurie, du « compte », pesé, mesuré » (le rigueur) ? Cette question a aussi une portée très concrète : notre société est riche mais elle produit pauvreté et chômage. Nous ne savons plus juguler le plus et le moins...

C'est une civilité nouvelle qu'il nous faut inventer, qui ressaisisse à la fois le sujet et la société, dans une nouvelle problématique de la loi et de la grâce où la grâce ne serait pas forcément semblable à l'hybris des Grecs, arbitraire et irrégulière, mais plutôt ce qui traverse, anime et inspire la loi et la cité. Il y a dans la grâce laissée à elle-même un risque mortel, car elle se produit que de fusionnel, mais il n'est pas bon que la rigueur soit seule, car elle engendrerait la destruction. La loi aide la grâce à se « racheter » et elle a pour finalité de l'aider à s'exercer dans ce monde dant l'épreuve essentielle est l'absence et la séparation. C'est un nouvel esprit public qui est en jeu. On ne peut renouveler la politique sans renouveler la morale.

Shmuel Trigano est écrivain et l'auteur de *Philosophie de la loi* (Le Cerf).

L'humanitaire - instance nouvelle

Or ces dernières années ont vu renaître cette très ancienne vertu de charité qui fait, par son sentiment d'obligation indépendante de la loi et laissée à la discrétion du sujet, l'expérience d'un au-delà de la loi, d'un surcroît moral qui exige plus de soi-même que la loi ne le demande... Ce besoin naît dans le sujet, certes, mais il met en jeu la politique, parce qu'il témoigne d'une recherche de « communauté », de fraternité, de surcroît, de don, « en plus » des structures impersonnelles et anonymes de la société bureaucratique qu'est devenue la démocratie industrielle, incapable de satisfaire cette demande.

Alors l'humanitaire est devenu une instance nouvelle dans la cité moderne, le signe avant-coureur d'une postmodernité politique, qui pourrait être un bien mais aussi une délinquance caricaturale. C'est bien là tout le problème et la cause de l'égarement que les modernes ne savent pas habiter ce lieu à eux inconnu avec les instruments de la modernité. Ils tentent en effet, de l'habiter avec les figures de la loi et de l'Etat. Ce lieu socio-moral peut-être habité par l'institution politique sans produire de monstruosité, nous en avons eu un exemple avec le fameux « droit d'ingérence humanitaire », avec lequel la loi tout au long de la grâce perdrait son âme. Finalement, ce terme concret, il signifierait en effet la fin de l'Etat-nation et de son sacro-saint droit de

Acquis sociaux

A-t-on le droit de faire des enfants ?

par Hervé Fernandez et François Olivennes

La préservation des acquis sociaux initiée par le président de la République a été l'objet pendant cette campagne électorale d'une touchante unanimité. C'est à qui en rajouterait le plus sur la retraite à soixante ans, la réduction du temps de travail, et le RMI.

Pendant ce temps, les salariés vivent des situations assez initiales de ce tableau idyllique, et nous nous concentrons ici sur certains de leurs problèmes. Deux acquis fondamentaux semblent en effet être de plus en plus attaqués dans l'entreprise : le droit à la grossesse et l'égalité professionnelle des femmes et des hommes. La mesure du chômage démasque les salariés qui acceptent aujourd'hui des comportements patronaux qu'ils n'auraient probablement pas tolérés hier. Le souci de la compétitivité incline certains chefs d'entreprise à tout subordonner à la sacro-sainte productivité. Dans cet univers, il n'est pas étonnant que la grossesse soit l'ennemi numéro un et la femme enceinte la terreur des gestionnaires des ressources humaines. Nous sommes dans notre profession confrontés régulièrement et depuis longtemps à « la complainte des mères au travail ».

Quelle que soient leur conscience professionnelle et leur productivité effective, c'est toujours d'un mauvais œil qu'on les regarde : celles qui partent un peu plus tôt le soir, qui, peut-être, s'absentent plus souvent. Il serait bon que, un jour, on étudie l'effet dévastateur de cette culpabilisation sur l'équilibre personnel de ces millions de femmes et son retentissement sur l'efficacité au travail. Cette « culpabilisation » franchit aujourd'hui une nouvelle étape. Nous voyons arriver dans la maternité la génération des grossesses quasi clandestines. Les femmes dissimulent le plus longtemps possible à leur employeur le fait qu'elles sont enceintes, puis, au moment de l'annonce, elles se sentent trahies, l'objet d'une guerre de position qui les conduirait à la démission ; quand il ne s'agit pas d'un licenciement économique qui vise à contourner l'interdiction de licenciement des femmes enceintes.

Dans certains cas, l'employeur demande un engagement écrit à ne pas être enceinte dans les premières années de l'embauche ; document illégal et sans valeur, mais assez symptomatique du mode de fonctionnement de certains chefs d'entreprise. De même, elles rechignent à accepter un arrêlé alors qu'il est thérapeutiquement nécessaire et permettrait d'éviter une naissance prématurée, laquelle est source de risque pour l'enfant, de difficulté psychologique pour la mère et d'un enfant non négligeable pour la collectivité lorsqu'on sait qu'une journée d'hospitalisation en soins intensifs d'un

enfant très prématuré peut coûter 7 500 francs par jour et que son séjour peut se compter en semaines, voire en mois.

Enfin, les mêmes difficultés sont rencontrées dans le cas des nouvelles techniques de traitement de la stérilité, telle que la fécondation *in vitro*, qui représente un parcours du combattant pour de nombreuses femmes. Aux difficultés et aux stress propres liés au traitement médical lui-même s'ajoute l'hostilité de l'entreprise. La grossesse est déjà un malheur pour certains patrons ! Alors la grossesse « aidée » semble enstituer pour eux une perversion à l'entreprise : le droit à la grossesse et l'égalité professionnelle des femmes et des hommes. La mesure du chômage démasque les salariés qui acceptent aujourd'hui des comportements patronaux qu'ils n'auraient probablement pas tolérés hier. Le souci de la compétitivité incline certains chefs d'entreprise à tout subordonner à la sacro-sainte productivité. Dans cet univers, il n'est pas étonnant que la grossesse soit l'ennemi numéro un et la femme enceinte la terreur des gestionnaires des ressources humaines. Nous sommes dans notre profession confrontés régulièrement et depuis longtemps à « la complainte des mères au travail ».

Notre avenir collectif compromis

Cette inhibition de la grossesse au nom d'un impératif productiviste mal compris est insupportable et scandaleuse. Elle constitue une régression profonde bafouant le droit des femmes et les acquis particulièrement importants que possèdent les femmes enceintes en France, situation qui n'est retrouvée dans pratiquement aucun pays du monde. Elle compromet également notre avenir collectif, et la baisse récemment remarquée du nombre d'enfants par foyer en France n'est peut-être pas étrangère à ce phénomène nouveau.

Ces acquis ne sont pas destinés à pénaliser l'entreprise mais à assurer la qualité de la prise en charge de la grossesse, et donc de la naissance. Cette attitude visant à dissuader les femmes d'avoir des enfants fabrique des milliers de foyers où l'absence de descendants est, en soi, un drame. L'absence de plus d'un enfant par foyer est, au point de vue des entreprises elles-mêmes, car l'épanouissement personnel des salariées n'est pas contradictoire avec leurs performances professionnelles, mais il en est le gage. Il faudrait réfléchir aux organisations du travail qui permettraient aux femmes de mener leur « double vie » plutôt que de les conduire à gâcher l'une et l'autre.

Voilà un terrain d'action concret pour les partenaires sociaux et les hommes politiques. Il ne sert à rien de fixer la retraite à soixante ans si par ailleurs tout est mis en œuvre pour diminuer les naissances des cotisants de demain !

Le professeur Hervé Fernandez et le docteur François Olivennes travaillent au service de gynécologie obstétrique de l'hôpital Antoine-Béclère, à Clamart.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cusi
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tzani,
15-17, rue de la République
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : 46-62-72-72 - Société civile
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA

Imprimé
par « Le Monde »
12, rue M.-Gumbourg
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications n° 57 437
ISSN : 0595-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde
PUBLICITE
Reproduction interdite de tout article
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS			
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)			
TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, envoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessous ou par INTERNETEL : 36-15 LE MONDE code d'accès ABO
« LE MONDE » (USPS) is published daily for \$ 5.00 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Second class postage paid at Clamart N.Y. and at additional mailing offices. POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 126 of NY, Box 1514, Clamart N.Y. 10919 - 1514.
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 1120 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 283 USA
Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP Paris 90

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Et si nous avions perdu à gauche ?

par Bernard Poignant

UNE explication simpliste de notre défaite, dans le plus « langage de bois », est couramment avancée depuis des années : le PS, parti de gauche, aurait finalement fait une politique de droite et se serait, ainsi, coupé de son électorat ! Dans une discussion, le premier qui avance cette analyse prend de l'avance et met son interlocuteur sur la défensive. C'est un raisonnement trop confortable. Méfiant envers les thèses toutes faites, je renverse la charge de la preuve : et si nous avions, aussi, perdu des électeurs de gauche pour avoir fait un défaut des projets de gauche ? Et si certains de nos électeurs nous avaient quittés non parce qu'on les aurait trahis ou trompés, mais par désaccord réel avec nous et certains de nos choix ?

La fameuse CSG (contributions sociales généralisées), en ce moment vantée pour son équilibre, n'a pas été combattue seulement par la droite. La TDR (taxe départementale sur la revenue) a échoué parce qu'une partie de la gauche a accompagné la droite dans son opposition. L'une et l'autre font pourtant appel à des très vieux principes de gauche : la première intègre les revenus du capital et de la propriété pour financer la Sécurité sociale ; la seconde prévoyait d'intégrer les revenus pour la première fois dans la fiscalité locale. Evidemment, certains y gagnaient, et pas d'autres. Il arrive que les perdants aient voté pour la gauche. Certains ont pu en faire une raison pour la quitter.

Même le RMI (revenu minimum d'insertion), mesure d'hu-

manité autant que de solidarité, a suscité des réserves dans une partie de notre électorat. Celui qui a un très bon salaire ne voit pas sa position modifiée par cette mesure. Celui qui perçoit le SMIC ou un peu plus trouve que son travail n'est pas rémunéré comme il faut. Ceux qui n'ont pas entendu cela pendant la campagne électorale sont sours. Et, pourtant, il fallait faire le RMI.

Je pourrais ajouter d'autres exemples, y compris locaux. Maire d'une villa moyenne de soixante mille habitants, je me bats pour le logement social. Tout le monde dit que c'est une bonne cause. Pourtant, à chaque projet concret, il y a des résistances ou des oppositions, au nom de l'environnement. On se méfie à l'avance de ceux qui vont habiter ces HLM, et tous les fantasmes défilent : on vous dit qu'un bâtiment HLM risque de dévaloriser le patrimoine du voisinage. Et ceux qui le disent ne sont pas tous des électeurs de droite !

Alors ? Et si nous avions perdu aussi pour avoir fait des réformes de gauche, fondées sur des valeurs collectives auxquelles je resterais attaché contre vents et marées : solidarité, recherche d'équité, intérêt général ? Or, aujourd'hui, l'individualisme égale son maître. Comment résoudra-t-on cette contradiction pour bâtir la politique sociale de demain : chacun ne pense qu'à soi, et la gauche espère toujours agir pour tous ? Bon sujet pour les états généraux de juillet...

Bernard Poignant, ancien député (PS) du Finistère, est le maire de Quimper.



CLAUDE ALLÈGRE
L'ÂGE DES SAVOIRS
POUR UNE RENAISSANCE
DE L'UNIVERSITÉ

ledébat

GALLIMARD

Le programme d'...
continue de susciter de viv...

Endencher
la paix

Le conflit bosniaque

Le « programme d'action » de Washington continue de susciter de vives controverses entre alliés

Les forces serbes ont lancé une nouvelle offensive dans le Nord

A-t-on le droit d'arrêter des enfants ?

par Fernandez et François Olivennes

La Maison Blanche a précisé, mercredi 26 mai, que le rôle des États-Unis dans le cadre du « programme d'action » pour la Bosnie-Herzégovine, arrêté la semaine dernière à Washington, serait exclusivement de défendre les soldats de la FORPRONU chargés de protéger les six « zones de sécurité », pas de défendre les civils musulmans dans ces zones elles-mêmes. Le secrétaire d'État, Warren Christopher, a de son côté répété que les États-Unis ne souhaitent pas s'engager directement dans le conflit bosniaque, le risque étant, selon lui, qu'un tel engagement n'ait pas de fin et que la Bosnie se transforme en « marécage ».

Ces mises au point interviennent alors que s'est ouvert à Washington un débat sur le rôle des États-Unis dans le monde, après qu'un haut responsable du département d'État ait affirmé que l'administration Clinton, donnant la priorité aux questions économiques, entendait renoncer au « leadership » sur bien des affaires internationales, en prenant pour exemple la Bosnie. Tout en démentant que les États-Unis aient l'intention d'abandonner leurs

responsabilités de chef de file, Warren Christopher a indiqué : « Dans certaines situations, nous essaierons d'impliquer d'autres pays. Nous ne serons pas longtemps une super-puissance si nous devons tout faire par nous-mêmes ».

Un autre débat, qui porte sur le « programme d'action » défini à Washington, s'est poursuivi mercredi, nous rapporte notre correspondant à Bruxelles, Jean de Guériviere, lors de la réunion des ministres de la défense des pays membres de l'OTAN. « Nous avons pris note de l'importance accordée aux zones de sécurité, ainsi qu'aux sanctions et autres mesures destinées à faire pression sur les Serbes de Bosnie et à les amener à accepter le plan de paix (Vance-Owen). Nous restons disposés à examiner favorablement toute nouvelle demande d'assistance que nous adresseront les Nations unies », indique le communiqué publié à l'issue de cette réunion. Toutefois, des critiques ont été faites contre le « programme d'action » par l'Allemagne et la Turquie ainsi que par de petits pays membres comme le Danemark, estimant que ce plan risquait de figer

les conquêtes territoriales serbes en Bosnie. Le ministre allemand, Volker Rühe, s'est ainsi opposé à ce que figure dans le communiqué l'expression selon laquelle les pays membres « se félicitent » du programme de Washington.

Les Allemands protestent après d'Alain Juppé. Quant au secrétaire général, Manfred Wörner, il a renvoyé sur l'ONU les critiques faites à l'encontre de l'OTAN dans la gestion de la crise bosniaque : « La Communauté européenne s'est tournée vers les Nations unies et non vers nous (OTAN) » pour faire face à la situation. « Nous avons toujours dit que nous serions prêts à aller plus loin mais nous ne sommes qu'un instrument », a-t-il ajouté.

Le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a fait savoir qu'il s'était plaint mercredi, dans un entretien téléphonique avec son homologue français Alain Juppé, à la fois de la façon dont le « programme de Washington » avait été arrêté et de son contenu. « Les décisions sur de futures actions de la communauté internationale pour

venir à bout du conflit dans l'ex-Yugoslavie doivent être prises comme par le passé par les instances compétentes », a-t-il ajouté. « L'intégrité de l'État de Bosnie-Herzégovine doit être assurée, et les sanctions contre la Serbie doivent être strictement mises en œuvre », a-t-il ajouté, en rappelant que les Européens s'étaient « entendus sur ce principe de base et devaient s'y tenir ».

Notre avenir collectif compromis

La situation dans la zone de conflit est très préoccupante. Les forces serbes ont lancé une nouvelle offensive dans le Nord, menaçant les zones de sécurité. Les forces croates ont également avancé dans certaines zones. La situation humanitaire est très grave, avec de nombreuses victimes civiles.

Enclencher la paix

Suite de la première page

2. - **Déclaration inacceptable :** nous aurions entériné les conquêtes serbes, et, du même coup, avoué la purification ethnique.

Le texte dit précisément le contraire. Nous avons exprimé notre détermination à appliquer rigoureusement les sanctions imposées par le Conseil de sécurité à l'encontre de la Serbie. Nous avons également réaffirmé que nous ne sommes pas prêts à accepter la « solution de la Serbie » qui consiste à reconnaître les territoires occupés par la Serbie comme faisant partie de la République de Serbie.

3. - **Trahison inacceptable :** nous aurions abandonné les musulmans de Bosnie. Outre le maintien de l'assistance humanitaire (point 1), nous avons au contraire écrit que nous nous efforçons d'assurer l'adoption rapide de la nouvelle résolution du Conseil de sécurité actuellement en discussion à l'initiative de la France, et qui vise à élargir le mandat et à renforcer les moyens de la FORPRONU dans les zones de sécurité.

Il est indéniable que d'autres pays viennent appuyer l'effort que nous fournissons depuis des mois déjà, par exemple à Sarajevo ou à Bihac.

La définition du mandat, dont découleront les règles d'engagement des troupes, exigent un soin tout particulier. Si la France est suivie, la FORPRONU, trop souvent condamnée au rôle de spectateur du drame, pourra devenir un acteur à part entière, capable de dissuader les

agresseurs. Ce serait un changement substantiel qui permettrait de faire des zones de sécurité de véritables points d'appui pour une mise en œuvre progressive du plan Vance-Owen.

Il faut enfin endiguer le conflit, en augmentant notamment la présence internationale en Macédoine avec l'accord des autorités de Skopje. Les États-Unis envisagent d'apporter leur contribution à cet effort, ce qui constitue à l'heure un fait nouveau important.

Si nous parvenons à accomplir tout cela - qui est inscrit dans le programme de Washington, - alors nous aurons fait de grands progrès vers un cessez-le-feu durable. Nous aurons également fait un pas décisif vers la mise en œuvre de la « solution de la Serbie ».

On voit à quel point ceux qui ont parlé de résignation se trompent. C'est en contraire une exigence de cohérence et d'action qui vient d'être exprimée. Elle doit se traduire dans les prochains jours par le vote des résolutions correspondantes du Conseil de sécurité.

Certes, l'effort qu'il nous faut engager pour concrétiser le programme de Washington est considérable. Mais si tous les États signataires et l'ensemble des membres du Conseil de sécurité des Nations unies le veulent, il y a tout à fait un instrument d'action irremplaçable.

Où est l'alternative ? Qui peut

dire, sans se mentir et sans mentir à ceux qui l'écoutent, qu'il est possible d'entreprendre la reconquête de la Bosnie en y lançant les 150 000 à 200 000 hommes nécessaires ? Qui peut prétendre à cela ?

On rétorquera qu'il suffit de donner les moyens de se battre à ceux qui ne les ont pas, en levant l'embargo sur la fourniture des armes. A-t-on bien mesuré les conséquences d'une telle décision ? Ce serait la fin de l'assistance humanitaire, et le retrait immédiat de la FORPRONU ; ce serait sans doute l'effacement rapide des musulmans ; ce serait l'intensification du conflit. Sommes-nous prêts à un tel engagemement ?

Il faut une bonne dose d'imagination à un ministre d'un prétendu gouvernement pour oser écrire : « Cette Europe adolescente, faite encore d'unité, de visions claires et de détermination politique, n'aura pas su imposer aux Serbes une contrainte suffisante. Les responsables justifiant la prudence furent battus sur des notions issues de la dernière guerre mondiale alors que tout avait changé. De grâce, que ceux qui n'ont pas tenu ce langage en 1992 ne nous fassent pas la leçon en 1993 ! »

Face à ce dilemme, laissons les polémiques inutiles, les calculs et les arrières-pensées. Nos efforts doivent aujourd'hui en priorité se concentrer sur la recherche de la paix et l'arrêt des combats. Il faut avancer pas à pas et combiner l'audace avec la patience et la détermination.

ALAIN JUPPÉ

Un obus serbe s'abat toutes les dix minutes sur Maglaj, et aucune maison de cette ville de 32 000 habitants n'a été épargnée, a, de son côté, rapporté une équipe de l'agence Reuters qui a pu s'y rendre et constater l'extrême dénuement de ses défenseurs musulmans et croates. « Nous manquons de vivres et de matériel médical. Un convoi de secours a tenté de nous rejoindre, mais les violents bombardements l'ont contraint à rebrousser chemin », explique Ivica Jozic, commandant des forces croates locales.

« Nous manquons aussi de munitions », note Selim Krizic, commandant des unités musulmanes de Maglaj, dans la défense est organisée par un commandement commun croato-musulman. La ville est située dans une vallée, à une cinquantaine de kilomètres au nord du bastion musulman de Zepa, auquel elle est reliée par un étroit couloir serpentant entre de larges poches aux mains des Serbes.

Avant le début de la guerre, il y a un an, Maglaj comptait 43 000 habitants. Selon un rapport du Haut Commissariat pour les réfugiés, les 32 000 civils restés dans la région, pour la plupart des musulmans et des Croates, sont au bord de la catastrophe. Ivica Jozic estime que les forces serbes ont intensifié leurs attaques pour tenter d'établir un deuxième corridor entre les territoires du nord-ouest de la Bosnie qu'ils contrôlent et la République de Serbie.

Pour sa part, un observateur de la Communauté européenne, Christian Mulders, raconte que des obus serbes sont tombés à proximité de son groupe lorsqu'ils sont entrés à

Etablir un nouveau corridor

Un obus serbe s'abat toutes les dix minutes sur Maglaj, et aucune maison de cette ville de 32 000 habitants n'a été épargnée, a, de son côté, rapporté une équipe de l'agence Reuters qui a pu s'y rendre et constater l'extrême dénuement de ses défenseurs musulmans et croates. « Nous manquons de vivres et de matériel médical. Un convoi de secours a tenté de nous rejoindre, mais les violents bombardements l'ont contraint à rebrousser chemin », explique Ivica Jozic, commandant des forces croates locales.

« Nous manquons aussi de munitions », note Selim Krizic, commandant des unités musulmanes de Maglaj, dans la défense est organisée par un commandement commun croato-musulman. La ville est située dans une vallée, à une cinquantaine de kilomètres au nord du bastion musulman de Zepa, auquel elle est reliée par un étroit couloir serpentant entre de larges poches aux mains des Serbes.

Avant le début de la guerre, il y a un an, Maglaj comptait 43 000 habitants. Selon un rapport du Haut Commissariat pour les réfugiés, les 32 000 civils restés dans la région, pour la plupart des musulmans et des Croates, sont au bord de la catastrophe. Ivica Jozic estime que les forces serbes ont intensifié leurs attaques pour tenter d'établir un deuxième corridor entre les territoires du nord-ouest de la Bosnie qu'ils contrôlent et la République de Serbie.

Pour sa part, un observateur de la Communauté européenne, Christian Mulders, raconte que des obus serbes sont tombés à proximité de son groupe lorsqu'ils sont entrés à

M. Karadzic ne livrera pas de criminels de guerre au tribunal international

Les Serbes de Bosnie ne livreront pas de criminels de guerre présumés au tribunal international mis en place par l'ONU, a assuré, mercredi 26 mai, le leader serbe bosniaque, Radovan Karadzic, à l'agence yougoslave Tanjug. M. Karadzic a affirmé que la « République serbe » de Bosnie était « souveraine » et qu'elle dispose d'une justice souveraine et du droit souverain de juger tous ceux qui ont commis des crimes de guerre, fussent-ils Serbes, Croates ou Musulmans. Il a indiqué que des observateurs internationaux pourraient assister à ces procès, qui seront publics.

Le leader serbe bosniaque a estimé que la création de ce tribunal était « très problématique » et ressemblait « à une revanche du lobby allemand pour Nuremberg et à une tentative de choisir la partie qui doit être proclamée coupable dans le conflit yougoslave ». - (AFP)

HONGRIE : après la démission de son secrétaire général

Le Forum démocratique est menacé d'éclatement

BUDAPEST

de notre correspondant

La stabilité du gouvernement hongrois est menacée après la démission surprise, mercredi 26 mai, du ministre de la Défense, Lajos Für, de son poste de secrétaire général du Forum démocratique (MDF), la principale composante de la coalition conservatrice au pouvoir depuis trois ans. M. Für a annoncé sa décision au cours d'une réunion de trois heures de la direction du MDF qui s'est déroulée dans une « atmosphère dramatique », selon le porte-parole du parti.

En jetant l'éponge, M. Für, figure historique du MDF, semble porter le coup de grâce à son parti, ébranlé depuis un an par une offensive des ennemis d'extrême droite. Il a indiqué qu'il se retirait car il n'a pas pu « préserver l'unité du parti », déclaré entre les extrémistes dirigés par le député démogogue Istvan Csurka, et les centristes, regroupés autour du chef du gouvernement, Josef Antall. Même si la crise convait entre ces deux camps, le MDF avait toujours réussi à maintenir une unité de façade. Mais la démission de M. Für ne peut qu'accroître le dénoyement de cette épreuve de force. Visiblement bouleversé, le « père spirituel » du MDF, Sandor László, a déclaré qu'il envisageait, lui aussi, sa démission si

M. Csurka était exclu, comme le réclame depuis des mois l'aile libérale du MDF.

Léché par les grands fondateurs du parti, le premier ministre est aujourd'hui écartonné par Istvan Csurka, lequel avait mis le feu aux poudres en publiant, l'été dernier, un pamphlet aux accents antisémites contre le gouvernement. S'il se résigne à l'écarter, M. Antall provoque l'éclatement de son parti d'un an des prochaines législatives. Sinon, il restera otage de l'extrême droite. Le débat devrait être tranché, lundi, lors d'une session extraordinaire de la direction du MDF.

En tout état de cause, cette situation illustre l'échec de la tactique de M. Antall : maintenir M. Csurka au sein du MDF pour mieux l'isoler. Il se retrouve avec un parti en lambeaux dont la déconfiture menace la stabilité de son gouvernement.

Attaqué sur sa droite et critiqué par ses partenaires de la coalition, jamais la position de M. Antall, dont l'état de santé est en outre inquiétant, n'a paru aussi fragile. Dans l'immédiat, la marge de manœuvre du premier ministre est étroite et, note, jeudi, le quotidien hongrois *Hirap*, il doit désormais envisager de gouverner avec une chambre minoritaire pour échapper à l'emprise des extrémistes.

YVES-MICHEL RIOLS

Raphaël Confiant

RAVINES DU DEVANT-JOUR



HAUTE ENFANCE

GALLIMARD



LAUDE ALLEGRE

AGE DES SAVOIRS

EUROPE

ITALIE: près du Musée des Offices

L'attentat de Florence a fait six morts et une trentaine de blessés

Une forte explosion a fait six morts et une trentaine de blessés, en plein centre de Florence (Italie), à quelques dizaines de mètres du Musée des Offices, endommagé aussi le patrimoine culturel, dans la nuit de mercredi 26 à jeudi 27 mai. Alors que, dans un premier temps, les enquêteurs avaient avancé l'hypothèse d'une fuite de gaz, le directeur général de la protection civile italienne Elvino Pastorelli a annoncé, jeudi matin, qu'il s'agissait d'un attentat à la voiture piégée: selon lui, l'explosion aurait été décelée dans une Fiat «Duna» au pied de la tour des Pulci.

La déflagration a détruit l'édifice abritant la plus belle académie de sciences agnès du monde, l'Académie des Géorgiens (amis de la Terre, 1783) sur l'île de Lambertucci dominée par les Offices, ainsi que la tour des Pulci attenante, où logeaient quatre des victimes, la gardienne, son mari et leurs deux enfants, une fillette de huit ans et sa sœur de quelques mois. Les corps carbonisés de deux autres personnes, non encore identifiées, ont été retrouvés, de l'autre côté de la rue, dans un bâtiment

ravagé par un incendie. La Galerie des Offices, l'un des plus célèbres musées du monde, a été sérieusement endommagée et devrait rester fermée pendant plusieurs mois.

Plusieurs œuvres exposées dans le musée ont été endommagées, dont une *Nativité* de Gherardo Delle Notti (Gerrit van Honthorst). Les toiles les plus célèbres sont restées intactes, mais ce sont les dégâts causés au bâtiment, construit par Vasari au XVI^e siècle pour abriter les bureaux (Uffizi) des Offices des Médicis qui sont les plus inquiétants. Selon la directrice du musée, M^{me} Petrolini Tofani: «Nous devons enlever toutes les œuvres. S'il commence à pleuvoir, ce serait une catastrophe».

Cette explosion survenue deux semaines après l'attentat à l'explosif qui a ébranlé un immeuble à Rome, faisant une vingtaine de blessés. Une revendication au nom d'une certaine «Phalange armée», une organisation inconnue qui avait déjà revendiqué d'autres attentats dans le passé, n'était pas prise au sérieux par les enquêteurs, jeudi matin. — (AFP)

GRANDE-BRETAGNE: les suites de l'«Irakgate»

Un ministre est accusé de «dissimulation de preuve» par un ancien député conservateur

Selon Sir Hal Miller, ancien député conservateur, le gouvernement de M^{me} Thatcher aurait laissé condamner à tort des industriels accusés d'avoir livré les éléments d'un «super-canon» à l'Irak à l'insu des autorités.

LONDRES

de notre correspondant

Sir Patrick Mayhew, actuel ministre chargé de l'Irlande du Nord, occupait les fonctions de ministre de la justice en 1990. C'est en cette qualité qu'il serait intervenu pour empêcher la divulgation de preuves compromettant des hommes d'affaires arrêtés dans le cadre de l'enquête sur l'exportation illégale d'armements en Irak. Cette grave accusation est portée par Sir Hal Miller, ancien député du Parti conservateur. L'affaire est celle du «super-canon» irakien, qui avait commencé d'être assemblée, en 1988-1989, grâce aux matériaux fournis par des entreprises britanniques.

L'arrestation de trois dirigeants de la société Walter Somers, en mai 1990, suivait la saisie, un mois plus tôt, par les douanes, de huit tuyaux d'acier de forte dimension qui étaient des éléments du «super-canon». Peter Mitchell, directeur général de Walter Somers, entendu par la justice, risque donc gros, et Sir Hal décide d'intervenir: il rencontre Sir Patrick Mayhew à la Chambre des communes et lui fait part de son intention de fournir à la justice les preuves qui disculperont M. Mitchell en montrant que le gouvernement était parfaitement au courant de ces exportations illégales. Cela provoque, selon Sir Hal, une réaction hostile du ministre de la justice, qui demande instantanément à son interlocuteur de se taire.

Sir Patrick a formellement démenti, lundi 24 mai, ces accusations, et a rappelé qu'en novembre 1990 il a conseillé à l'administration des douanes d'abandonner les poursuites judiciaires, ce qui fut fait. Sir Hal, de son côté, souligne

que, averti par les dirigeants de Walter Somers dès juin 1988, il a très vite mis en garde le gouvernement et les services secrets: il conserve des preuves écrites de ses dires. Tout cela d'empêcher pas qu'au moment de la saisie des éléments du «super-canon», en 1990, le ministre de la justice, Nicholas Ridley, affirmait que le gouvernement n'était au courant de rien...

Parole contre parole

Bref, c'est la parole de Sir Hal contre celle de Sir Patrick. Le problème est que le témoignage du premier a été fait devant la commission d'enquête judiciaire présidée par un magistrat, M. Scott, formée en novembre 1992, dans le cadre de l'enquête sur l'exportation illégale d'armements en Irak. Il s'agissait alors d'une autre affaire, celle de la société Matrix Churchill, dont les dirigeants furent également accusés d'avoir exporté illégalement en Irak des machines-outils servant à la fabrication d'armements (le Monde du 12 au 19 novembre 1992). Or, on sait maintenant que non seulement le gouvernement, dirigé à l'époque par M^{me} Thatcher, était au courant de ces livraisons au régime de Saddam Hussein, mais qu'il les avait encouragées.

Le juge Scott, un homme qui a une réputation de ténacité et de probité, poursuit ses auditions de témoins: il n'a pas perdu espoir d'entendre le premier ministre, John Major, ainsi que son prédécesseur, Sir Patrick Mayhew devait être entendu jeudi 27 mai par la commission.

LAURENT ZECCHINI

Un remaniement du gouvernement n'est pas exclu. Les services du premier ministre britannique ont annoncé, jeudi matin 27 mai, que John Major allait procéder incessamment à un remaniement gouvernemental. Ces dernières semaines, d'intenses rumeurs ont couru dans les milieux politiques de Londres, faisant état notamment du départ de Norman Lamont, chancelier de l'Echiquier. — (Reuters)

RUSSIE: les chefs des Républiques appellent au compromis sur la Constitution. — Les chefs des Républiques faisant partie de la Fédération de Russie, réunis à Moscou mercredi 26 mai, ont refusé d'appuyer le projet de Constitution de M. Eltsine, en appelant à faire une synthèse de ce projet et de celui défendu par le Parlement. Selon le porte-parole présidentiel, M. Kostikov, cette réunion fut «une grande victoire» pour M. Eltsine car «personne n'a voté contre son projet», les chefs des Républiques ayant même promis «le renoncement» de la soutenir lors de la conférence constitutionnelle convoquée pour le 5 juin; mais le nombre de deux du gouvernement, M. Choumoukine, a reconnu que les chefs des Républiques ont refusé de signer une

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

ASIE

Un Chinois incorrigible

Le dissident Xu Wenli, libéré après douze ans de détention, n'affiche aucun repentir

PÉKIN

de notre correspondant

Incorrigible! Il y a cinq heures qu'il est sorti de son cachot, et le voilà qui déjà polémise sur l'une de ses marottes. «Montesquieu: quand j'ai lu que sans même venir en Chine, il avait compris que l'un des problèmes essentiels de mon peuple était qu'il ne pouvait s'empêcher de tricher dans le commerce, je me suis dit que ses théories politiques ne pouvaient qu'être justes». Et d'appuyer son propos d'un pouce levé pour saluer un Sicile des Lumières dont l'admiration l'a conduit dans une geôle solitaire où il a vécu douze ans (le Monde du 27 mai).

Sa libération s'est produite avec la même désinvolture policière envers la procédure qu'autrefois son incarcération. Mercredi matin, les policiers sont venus chercher son épouse et sa fille au domicile familial, petit appartement dans une résidence ouvrière. Direction la prison numéro un de Pékin à bord d'un minibus. Xu Wenli venait de se voir ordonner de faire ses bagages, dont six caisses de livres. Voilà tout. Il n'a pas insisté pour obtenir une explication.

Aux journalistes étrangers, il fut indiqué que cette étonnante résultat de sa bonne conduite, et certes pas de la nécessité de donner un cas à régler au lobby du Congrès américain partisan d'infliger une punition

commerciale à la Chine pour sa politique des droits de l'homme. Attribué en famille, il fête sa libération à l'aide d'une lame de couteau. «Il me fallait un alcool de France», Montesquieu, toujours. Sur la porte, il n'a affiché un mot pour s'excuser de n'être pas disponible: épuisement et émotion. Mais il y a aussi la joie de parler, de retrouver de vieilles connaissances. La dernière fois que nous nous étions vus, quelques jours avant son arrestation, il tentait de faire revivre un mouvement pro-démocratique dont la plupart des principes figures, s'étant rendues célèbres par leur campagne d'affiches sur le «mur de la démocratie», étaient déjà incarcérées. C'était huit ans avant Tiananmen. Déjà.

Rires et pleurs

Non sans fierté, il rit de son matricule en prison. «D'abord 002 puis 001! Pour nous autres dont les noms étaient connus à l'étranger, cela a été plus facile. C'est peut-être un signe que la Chine s'ouvre». Son air lui est familier. «Dans l'ensemble, j'ai été bien traité», raconte-t-il. Il n'a bien perdu quelques dents et quelques cheveux, mais enfin... Il a pu suivre l'évolution du monde dans le journal officiel et à la télévision. Et se maintenir en forme physique par

des exercices, en forme morale par la lecture, assortie d'une certitude: «J'ai voulu ouvrir pour mon pays».

Pas une once de regret. Il refuse fermement le motif de son incarcération: «Organisation d'une clique visant à renverser le gouvernement». Il considère encore aujourd'hui avoir en raison de publier un samizdat à la chinoise, *Tribune du Qing-Avril*. Il demande des nouvelles d'autres dissidents, dont certains sont à l'étranger. La grande question: le dernier des grands noms de l'époque, Wei Jingshang, pour qui Xu avait pris fait et cause, sera-t-il le prochain à être libéré pour donner un nouveau souffle à l'Occident? «Peut-être avant l'année prochaine», mais c'est une spéculation, pas plus.

An souvenir de sa mère, débottée il y a cinq ans (il n'eut pas le droit de sortir de prison), Xu pleure. Triste, mais aussi inquiet d'une éventuelle incompréhension. «Croire ou non en Dieu, cela n'a pas d'importance, hein? Nous sommes bien pareils!». Il souffre à l'idée de ce qu'il endurera sa femme, fonctionnaire. Il avait refusé l'offre de ses collègues de se «réhabiliter» aux yeux de sa famille en reconnaissant sa «culpabilité». En fait, s'il est une raison pour laquelle sa famille a résisté à l'épreuve, c'est son obstination. Il le devine, sans en être encore sûr.

Dans la cour, une petite vieille promenant un nouveau-né nous regarde d'un air curieux. Il fait beau

et chaud. Pas de policier en vue, du moins à première vue. Quantité d'autres familles ordinaires vivent dans ce semblant d'urbanisme aux normes lennistes, au vide-ordure puant, au débordement programmé par l'architecture. Avant de parler de l'environnement, Xu demande un délai pour rassembler les fils d'une vie mise entre parenthèses pendant douze ans par le fait du Prince, pour n'avoir fait que critiquer ce Prince. On aurait mauvaise grâce à le lui refuser.

FRANCIS DERON

Pékin admet qu'il y a eu des manifestations à Lhassa. — L'agence Chine nouvelle a reconnu pour la première fois, mercredi 26 mai, que des manifestations avaient eu lieu l'avant-veille et la veille à Lhassa, fomentées par des «fouteurs de troubles». L'agence officielle du gouvernement chinois assure que la situation est «restée normale», et ne fait pas état d'arrestations ou de victimes. Elle précise que «la police a pris des mesures pour mettre un terme aux troubles après avoir au préalable parlé aux agitateurs». Selon des informations non confirmées répandues par le gouvernement du dalaï-lama en exil en Inde, trois personnes ont été tuées et plusieurs ont été arrêtées durant ces troubles. — (AFP)

CAMBODGE: devant le succès populaire des élections

Le prince Sihanouk prend ses distances avec les Khmers rouges

Alors que se déroulait, jeudi 27 mai, l'avant-dernier jour du scrutin au Cambodge, et que près de 90 % des inscrits ont voté, le prince Sihanouk a pris publiquement ses distances envers les Khmers rouges avec lesquels il entendait, récemment encore, constituer un gouvernement de «réconciliation nationale».

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Le prince Sihanouk n'aura pas été le dernier à tirer les leçons, sans même en attendre les résultats, du succès populaire des élections organisées par l'ONU au Cambodge. Il tourne le dos aux Khmers rouges en «renonçant définitivement» à sa proposition de former un «gouvernement quadripartite de réconciliation nationale» — comprenant donc des représentants de Pol Pot. Se ralliant franchement à la légalité «onusiennne», il «laisse au seul gouvernement et à la seule Assemblée nationale, tous deux issus des élections de mai 1993, le soin de décider de l'inclusion ou de la non-inclusion des Khmers rouges dans un futur gouvernement».

Dans une déclaration publiée mercredi 26 mai et présentée comme non condensée des propos qu'il avait tenus le matin même devant des parlementaires français

«Défais historique»

Ce revirement ne peut être pris à la légère car, selon l'un des participants aux entretiens, le prince avait déclaré, à propos des élections qui s'étaient tenues ces jours et semaines derniers, qu'il n'évoque plus une «deuxième croisade» sihanoukiste pour sauver le Cambodge. Le volci donc revenu dans le cadre de l'intervention de l'APRONUC, l'autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge, avec laquelle il avait même envisagé de rompre le dialogue l'hiver dernier.

Voilà donc Sihanouk réintégré

dans le circuit alors que le scénario électoral s'est déroulé sans lui. Mais les Khmers rouges, qui prennent ainsi une deuxième gifle, ne sont pas pour autant rayés du paysage. M. Akashi, le patron de l'APRONUC, en estime aujourd'hui les effectifs à 15 000 hommes entraînés et récemment rééquipés. Sans aller si loin, les Khmers rouges peuvent encore s'appuyer sur 10 000 hommes au moins, et ont élargi, ces derniers mois, les zones sous leur contrôle, notamment sur la frontière thaïlandaise. Dans le contexte cambodgien, ils auront donc leur mot à dire pendant quelque temps encore. Le régime issu des élections sera fatalement fragile avec des moyens militaires limités et une économie en ruine dans un pays où les armes continuent de circuler par dizaines de milliers.

Mais que Norodom Sihanouk attende, attendre, c'est bien sûr, à calmer le jeu est de bon augure, d'autant que, depuis quelques semaines, ses amis chinois ont pu, eux aussi, certaines distances envers les Khmers rouges. Pour accélérer le mouvement et, peut-être aussi, dans l'attente d'une chambre «ingouvernable», il propose même qu'une majorité simple (et non, comme prévu, des deux-tiers) soit requise pour l'adoption d'une constitution qui, aux termes des accords de Paris, doit avoir lieu dans un délai de trois mois.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CORÉE DU NORD: pour sortir de la crise «nucléaire»

Pyongyang rouvre le dialogue avec Séoul et Washington

La crise ouverte en mars par l'annonce du retrait de la République populaire démocratique de Corée (RPDC, Corée du Nord) du traité de non-prolifération nucléaire est entrée dans une phase qui laisse penser qu'elle pourrait se résorber.

TOKYO

de notre correspondant

A deux semaines du 12 juin, date à laquelle la décision de Pyongyang de dénoncer le traité de non-prolifération nucléaire (TNP) deviendra effective, deux développements indiquent que la Corée du Nord et ses principaux interlocuteurs, les États-Unis et la Corée du Sud, cherchent à sortir de l'impasse.

Dans un message signé du premier ministre nord-coréen Kang Song-sam, la RPDC a proposé, mardi 25 mai, de rouvrir le dialogue avec Séoul et d'organiser le

31 mai à Panmunjom une rencontre entre vice-premiers ministres pour examiner la possibilité d'un sommet entre les deux pays. Le message précise que la question nucléaire pourrait aussi être à l'ordre du jour. Il est probable que Séoul, qui avait proposé la semaine dernière une reprise du dialogue, répondra favorablement à l'initiative de Pyongyang.

Le même jour, le département d'État américain a annoncé une rencontre, le 2 juin à New-York, entre le secrétaire adjoint aux affaires politiques et militaires, Robert Gallucci, et le vice-ministre des affaires étrangères de la RPDC, Kang Sok-chu. Ce sera la première rencontre à haut niveau entre Américains et Nord-Coréens depuis seize mois. La question nucléaire sera au centre de ces coteries.

Pyongyang, qui a pris des relations diplomatiques avec Washington, cherche à sortir de son isolement en établissant des liens avec

les États-Unis qui permettraient de débloquent également la situation avec le Japon, dont la RPDC attend une aide économique une fois que les relations bilatérales auront été normalisées. Depuis qu'elle a annoncé son retrait du TNP, la RPDC a insisté pour qu'aient lieu des négociations à haut niveau avec les Américains, qui seules, estime Pyongyang, peuvent permettre de résoudre ce problème.

Ces dernières semaines, une intense activité diplomatique en coulisse entre Nord-Coréens et Américains en poste à Pékin indiquait qu'un compromis était cherché. La Chine semble avoir eu un rôle actif d'intermédiaire. Début mai, le Conseil de sécurité a adopté une résolution au ton mesuré (en réponse au souhait de Pékin, qui s'était cependant abstenu) demandant à la RPDC de reconsidérer son retrait du TNP.

PHILIPPE PONS

PROCHE-ORIENT

Une «première» à Casablanca

Un ministre israélien a participé à la conférence sur l'environnement en Méditerranée

CASABLANCA

de notre correspondant

Ministre israélien de l'environnement, M. Yossi Seridour a réusé le tour de force d'être le premier membre d'un gouvernement israélien à participer — en dehors du processus de paix au Proche-Orient — à une réunion régionale dans un pays arabe en passant presque inaperçu. Il s'agissait de la Conférence sur l'environnement en Méditerranée, qui a clos ses travaux mercredi 26 mai à Casablanca.

En fait, personne n'avait vraiment envie de donner à cette «première» une importance particulière: les Européens, parce que cela, selon le mot de l'un d'eux, était «dans l'ordre des choses», et les Arabes, parce que l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations de paix aurait pu rendre embarrassante la présence de M. Sarid. L'Organisation d'action démocratique et populaire, une petite formation marocaine d'extrême gauche, a vigoureusement protesté contre l'invitation lancée aux Israéliens par la Banque mondiale, cofinanceuse de la conférence. *Libération*, organe de l'USFPA (gauche) a estimé que la venue de M. Sarid était «inopportune».

MOUNA EL BANNA

Amnesty international s'enquiert du nombre de civils tués dans la bande de Gaza. — Dans un communiqué publié jeudi 27 mai à Londres, Amnesty international estime que l'augmentation du nombre de civils palestiniens tués «de manière injustifiable» dans la bande de Gaza est «extrêmement inquiétante». L'Organisation de défense des droits de l'homme, dont une délégation vient d'effectuer une visite à Gaza, souligne que depuis la déportation, en décembre, de quelque 400 activistes présumés vers le Liban, «plus de 100 Palestiniens ont été tués par les forces israéliennes, dont au moins 70 dans la bande de Gaza». Amnesty précise qu'au moins 30 des victimes n'avaient pas plus de seize ans. — (AFP)

YÉMEN: deux ingénieurs américains enlevés. — Employés de la compagnie pétrolière Hunt, deux ingénieurs américains et leur chauffeur yéménite ont été enlevés, mardi 25 mai, dans la région de Ma'arib, à 250 kilomètres à l'est de Sanaa, par des membres d'une tribu, ont indiqué mercredi des sources travaillant dans cette région. Selon des sources bien informées, cette prise d'otages serait destinée à obtenir la libération de quatre membres d'une tribu récemment condamnés à mort pour l'assassinat d'un policier. — (AFP)

ASIE

Chine : le réveil de l'« empire »

Face à la montée des régionalismes, le régime de Pékin flatte le nationalisme de la population

PÉKIN

de notre correspondant

La récession de Hongkong à la Chine constitue « l'ardent désir commun à tous les descendants de l'empereur Yan et de l'empereur Jaune de par le monde », déclarait récemment le représentant de Pékin dans la colonie britannique. Dans cette réflexion se trouve toute la pensée archaïque du régime.

« L'empereur Yan » et « l'empereur Jaune » n'ont jamais existé que dans la légende, qui veut qu'ils aient régné voilà plusieurs millénaires. Mais qu'importe. En panne idéologiquement, trop incertain de lui-même pour jeter aux orties la feuille de vigne socialiste qui dissimule encore le recours au capital, le régime de Pékin a décidé de passer à un décollage économique brutal le 27 mai 1993. Pékin imprime à sa propagande une dérive nationaliste qui touche au chauvinisme.

Ce phénomène était apparu dès avant la crise de 1989. Après Tiananmen, le régime avait tenté de raviver la xénophobie en blâmant les étrangers pour « les troubles ». Il a, depuis, à la fois affiné et amplifié la manœuvre, qui se double d'une insistance marquée sur le rôle de l'armée. La propagande insiste sur l'omniprésence des militaires dans tous les secteurs d'activité, et affiche une esthétique ambiguë : jeunes gens aux cheveux courts, uniformes impeccables, déplacements martiaux au parfait ordonnance.

La campagne pour l'organisation des Jeux olympiques de l'an 2000, que Pékin réclame à cor et à cri, participe du même esprit : honneur pour la nation, fierté devant l'histoire, mobilisation générale de la population, décoration de la ville comme une caserne un jour de fête. La moindre occasion est prise pour démonstration. Les récents Jeux sportifs d'Asie orientale se sont ouverts à Shanghai sur un défilé de chars de carnaval où l'on voyait, entre autres, la corneuse anglaise disparaître progressivement des regards sur un gracieux représentant Hongkong.

L'excellence de la « race »

Le régime pékinois estime de sa responsabilité de léguer à la postérité une Chine réinstallée dans les frontières d'aut jadis, son ancêtre, l'Empire mandchou, avant le milieu du dix-neuvième siècle. Jusqu'à récemment, il s'était vu faciliter la tâche par une communauté internationale empressée à lui plaire. Ainsi récupéra-t-il le Turkestan chinois et le Tibet. Les démocrates ont accepté sans broncher de rompre avec Taiwan pour ouvrir des ambassades à Pékin. Puis, en 1984, ce fut Margaret Thatcher qui signa l'accord de récession de Hongkong sur des bases satisfaisantes pour Pékin.

Ce n'est que récemment que Taiwan, marché substantiel pour les économies capitalistes, a commencé à poser un cas de conscience aux gouvernements des pays industrialisés et que des émeutes à répétition ont attiré l'attention sur la situation du Tibet. Il n'y a qu'en Mongolie extérieure - arrachée par Staline à Mao - que Pékin a reconnu l'indé-



Pékin

pendance d'une des parties constituant autrefois l'Empire mandchou. Aux arguments historiques présentés par Pékin pour justifier ses revendications territoriales, la communauté internationale a répondu par l'acquiescement. Cela a renforcé les gémissements communistes, qui avaient passé leur vie à faire la guerre dans ce but : réunification, dans leur conviction qu'il n'y aurait aucun obstacle sur cette voie. On imagine bien la fureur que M. Deng aurait, dit-on, manifesté à découvrir que Londres revenait sur ce qu'il croyait avoir été conquis à propos de Hongkong.

Le nationalisme permet en outre d'attirer vers le continent une partie des richesses accumulées ces dernières décennies par la communauté chinoise d'outre-mer. Même si celle-ci préfère vivre dans les confortables cités capitalistes, elle n'est pas indifférente à ce châtouillement de la fibre ethnique - elle qui n'a pas partout entretenu avec les populations autochtones des rapports dénués de tensions (par exemple en Indonésie). Cela explique en partie les développements épiques de la presse de Pékin sur l'existence de la « race » chinoise.

Mais la raison principale de cette bouffée de nationalisme se trouve probablement dans la peur qu'éprouve un régime puissamment centralisateur à constater son affaiblissement face aux potentiels provinciaux enrichis par la libéralisation économique. Les insultes adressées au gouverneur de Hongkong, Chris Patten (traité, entre autres, de « prostitué en fin de carrière qui se met à prêcher l'abstinence »), rappellent les injures déversées sur les « nouveaux lords » du Kremlin lors des affrontements à la frontière sino-soviétique en 1969. Alors, la Chine officielle sortait aussi de ses gonds, à un moment où le régime était très divisé. Les tentatives de réformes traditionnelles forçaient Pékin à une crispation contre un adversaire extérieur afin de réaffirmer son pouvoir.

Juguler le séparatisme

Le nationalisme contraint aujourd'hui les bureaucrates : les plus modernistes et les pouvoirs provinciaux à se réaligner sur le discours du « trône ». Certaines des tirades les plus dures contre les Occidentaux proviennent de personnalités connues comme assez libérales, qui se lavent ainsi de soupçons pouvant peser sur leurs convictions.

Ce nationalisme est encore accentué par la réelle évolution de Taiwan. Là, l'électorat a porté au pouvoir des hommes qui ne considèrent plus la réunification de la Chine comme un objectif immédiatement envisageable. Leur préoccupation est de gérer le statu quo permettant à la classe d'affaires locale de traiter avec le continent sans en dépendre trop.

De plus, l'exaltation de la nation est, pour Pékin, un moyen de juguler les tentations séparatistes des marches aux frontières peuplées de non-Chinois. Le régime n'a pas caché, ces derniers temps, son souci de les faire participer davantage au décollage économique, remède indispensable - avec l'endocritisme dans le respect du pouvoir souverain - en séparatisme. Sans doute est-ce là, pour ces populations, le résultat d'une heureuse, quoique tardive, compréhension du malaise qui règne de façon latente dans ces marches et explose à l'occasion, comme au Tibet.

Enfin, le phénomène nationaliste chinois va de pair avec une réelle montée en puissance militaire. Les efforts d'armement de Pékin ne sont plus un mystère. Plusieurs pays

de la région en nourrissent la crainte que la Chine se soit en passe d'occuper le vide créé, en particulier en Asie du Sud-Est, par un début de repli américain consécutif à la disparition de l'URSS. La présence dans la haute direction politique de l'amiral Liu Huaqing, un officier connu pour vouloir donner à la marine des moyens supérieurs, effort déjà entrepris à grande échelle, n'est pas faite pour les rassurer.

Les dirigeants de Pékin démentent à qui mieux mieux que leur pays dépense plus qu'il n'est nécessaire au maintien d'une armée « exclusivement défensive » : 6 dollars par tête, contre 1 000 aux États-Unis ou 300 au Japon. Ou encore : 7,3 milliards de dollars dans le prochain budget officiel - contre 274 milliards pour Washington, 37 milliards pour Tokyo.

Une armée peu belliqueuse

Certes, le contexte n'est guère propice à des aventures militaires. La classe dirigeante chinoise est dans l'ensemble consciente que le pays n'est plus en mesure de vivre seulement selon ses propres règles.

Son appartenance à la communauté internationale - responsabilité internationale - s'exprime dans l'adhésion à l'Organisation mondiale du Commerce, à l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Asie, à l'Organisation de l'Asie-Pacifique, etc. - joue contre des risques de dérapage. Le néo-nationalisme est principalement à usage interne.

Pour autant, en Chine même, il ne met pas tout le monde à l'aise.

La population ne donne pas l'impression qu'elle serait enthousiasmée pour des gestations destinées à impressionner tel ou tel voisin, à faire plier Londres sur Hongkong, à faire frémir Taiwan, ou à récupérer la propriété exclusive des archipels de la mer de Chine méridionale, revendiqués par cinq autres pays du Sud-Est asiatique.

Des dissidents ont même comparé la dérive nationaliste à celle de l'Allemagne nazie. En 1992, une publication du ministère de la culture a été fermée pour avoir publié un article critiquant le refus du régime de prendre en considération le concept occidental des droits de l'homme. Son auteur demandait en substance : quelle différence y a-t-il entre Hitler et un gouvernement (chinois) qui mesure son succès au revenu par habitant sans souci des autres aspects du progrès humain ?

On peut aussi douter que l'armée se mobiliserait de gaieté de cœur pour une opération autre que défensive - elle dont l'encadrement tout entier est impliqué dans le commerce national et international. Ses cinquante mille usines et ateliers d'armement se sont diversifiés, en quelques années, au point que, selon une estimation généralement retenue, leur production est faite à 65 % de leur valeur de produits industriels civils, parfois en collaboration avec des firmes occidentales. La célèbre firme de ventes d'armes Polytechnique, tenue par des enfants de vétérans de la Longue marche, vient d'élargir sa surface sociale et emménageant dans un nouvel immeuble intitulé, en gigantesques lettres dorées, « Poly Plaza ».

Tout opération extérieure qui risquerait d'assombrir à nouveau dans la région l'image de la Chine réparée après Tiananmen à grands efforts de relations publiques, serait suicidaire pour un programme de modernisation qui repose autant sur la façade de maturité du pays que sur les contributions financières de la communauté internationale. L'armée et ses émulations en seraient des victimes majeures.

Si les arguments historiques invoqués par Pékin pour justifier telle revendication de souveraineté peuvent faire sourire en Occident, ils rassurent les voisins de la Chine dont depuis longtemps habitude. Ce n'est pas pour autant qu'ils les voient ressortir sans inquiétude, surtout en des temps de succession mal maîtrisée.

FRANCIS DERON

Le Monde • Vendredi 28 mai 1993 • 5



VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01
MINITEL 36.15 Code A3T puis OSP

Vte s/mis. Immo. PAL. JUS. CRÉTEIL (94) JEUDI 10 JUIN 1993 à 9 h 30
PARCELLE DE TERRAIN A MAROLLES-EN-BRIE (94)
34, chemin de Derrière-les-Clos, contenance : 772 m². LOT 8 du Lotissement
S'adr. à M^{re} TH. MAGLO
Mise à Prix : 70 000 F
4, allée de la Toton-d'Or. CRÉTEIL (94) TEL. : 49-80-01-85 (9 h 30 à 12 h).

Vte s/mis. Immo. PAL. JUS. CRÉTEIL (94) LE 10 JUIN 1993 à 9 h 30
PROPRIÉTÉ A ORMESSON-SUR-MARNE (94)
23, rue Voltaire. Maison d'habitation elev. 3 étages-sol. JARDIN
sur-dech. 2 PCS - 1^{er} et 1^{er} CHÈRE Autre bdt. CHÈRE - Garage
Mise à Prix : 90 000 F
4, allée de la Toton-d'Or. CRÉTEIL (94) TEL. : 49-80-01-85
(exclusivement de 9 h 30 à 12 h).

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS,
le JEUDI 17 JUIN 1993, à 14 h 30, EN UN LOT
IMMEUBLE - 11, PASSAGE PIVER
à PARIS (11^e), compr. BAT. de 2 étages et BAT de 1 étage
MISE A PRIX : 350 000 F
S'adr. à SCP. BOITTELLE-COUSSAU, MALANGEAU, avocats associés à
PARIS (75006) - 2, carrefour de l'Odéon - Tél. : 47-98-94-14. Visites : les
vendredis de 10 h à 12 h et 24 h/24 h au MINITEL, même numéro.
Au Greffe du T.G.I. de PARIS.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 10 JUIN 1993 à 14 heures
PROPRIÉTÉ A SAINT-CLOUD (92)
54 et 56, avenue Coudreau
Sur sous-sol, rez-de-chaussée : entrée, salon avec cheminée, chambre, W.C.
cuisine équipée - 1^{er} étage : 2 chambres, salle de bains - cour intérieure
MISE A PRIX : 2 200 000 F
S'adresser à M^{re} Michel POUCHARD, avocat au Barreau des Hauts-de-Seine,
9, rue Robert-Lavigne (92600) ASNIÈRES. Tél. : 47-98-94-14. Sur les lieux
pour visiter le VENDREDI 4 JUIN 1993 de 9 h 30 à 10 h 30.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 10 JUIN 1993 à 14 heures
APPARTEMENT A COURBEVOIE (92)
7, rue Baudin et 2, rue de l'Alma
Bâtiment « LE BELIER » sur 2 étages comprenant : entrée, trois pièces
principales, cuisine, salle de bains, W.C. - CAVES - PARKING SOUS-SOL
MISE A PRIX : 400 000 F
S'adresser à M^{re} Michel POUCHARD, avocat au Barreau des Hauts-de-Seine,
9, rue Robert-Lavigne (92600) ASNIÈRES. Tél. : 47-98-94-14. Sur les lieux
pour visiter le VENDREDI 4 JUIN 1993 de 12 h 30 à 13 h 30.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 10 JUIN 1993, à 14 h 30
APPARTEMENT DE 6 P. PRINC. - 130 m² env.
12, bd SAINT-MARCEL, PARIS (5^e)
au 1^{er} étage (réunion de 2 appart.) - et 2 CAVES
M. à P. : 2 000 000 F
S'adr. à la SCP BOITTELLE-
COUSSAU et MALANGEAU, avocats
à PARIS (75006), 2, carrefour de l'Odéon. Tél. : 47-98-94-14. Sur les lieux
vendredis, de 10 h à 12 h et 24 h/24 MINITEL, même numéro.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE,
le 10 JUIN 1993, à 14 heures, en un lot
APPARTEMENT A NEUILLY/S/SEINE (92)
1-3, rue du Bois-de-Boulogne et 73, bd du Commandant-Charcot
1^{er} étage, esc. B, entrée, 4 p.p., s. de b., cuisine, W.C. 1 cave
MISE A PRIX : 200 000 F
S'adr. M^{re} JAUDON, avocat à BOULOGNE, 27 bis, rue de l'Abreuvoir.
Tél. : 48-25-74-14 et à M^{re} GRISONI, avocat à PARIS (1^{er}), 244, rue de
Rivoli. Tél. : 42-60-18-44. Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de
NANTERRE. Sur les lieux pour visiter le lundi 7 juin 1993 de 17 h à 18 h.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE,
le JEUDI 10 JUIN 1993, à 14 heures
MAISON LIBRE
élevée sur cave, garage, chaufferie, atelier - Rez-de-chaussée : séjour,
cuisine, W.C. - 1^{er} étage : 3 chambres, salle de bains.
Terrasse aménagée - Sur un terrain de 323 m²
FONTENAY-AUX-ROSES (92)
37, rue Jean-Lavand - MISE A PRIX : 500 000 F
S'adr. à M^{re} Véronique JULIEN, avocat au Barreau des Hauts-de-Seine,
30, rue Salvador-Allende (92000) NANTERRE. Tél. : 47-21-00-81.
SCP C. KRIEF, KRIEF-GORDON, avocats à PARIS (16^e),
81, avenue Kléber. Tél. : 45-01-71-40.

VENTE au Palais de Justice de PARIS, le 10 JUIN 1993, à 14 h 30
EN UN LOT
180, RUE DE LA POMPE, PARIS (16^e)
APPART. 160 m²
au 2^e étage de 4 p.p. office, cuis.
S. de B., Cb. de toil. W.C. lingerie.
APPART. 95 m² DUPLEX - APPART. 45 m² DUPLEX
au 1^{er} et 6^e étages - 2 CAVES
M. à P. : 3 000 000 F
S'adr. à la SCP BOITTELLE-
COUSSAU et MALANGEAU, avocats
à PARIS (75006), 2, carrefour de l'Odéon. Tél. : 47-98-94-14. Sur les lieux
vendredis, de 10 h à 12 h et 24 h/24 MINITEL, même numéro.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE,
le JEUDI 10 JUIN 1993, à 14 heures, EN UN LOT
APPARTEMENT A RUEIL-MALMAISON
(Hauts-de-Seine), 103, avenue de la Châtaigneraie
12, rue Lissier-Terray, 6-16, rue du Commandant-Nismes
Dans un ensemble immobilier, cadastré section BL n° 217 pour 1 ha 13 a 74 ca.
le lot n° 404, au 2^e étage, att. sud, cage B. App. de type A2 occupé par un locataire
disposant d'un titre régulier opposable à l'adjudicataire. Lot n° 32 : Emplacement
de PARKING - Lot n° 230, au 1^{er} sous-sol, esc. 8, cage 8. CAVES C 38.
MISE A PRIX : 350 000 F
S'adresser au cabinet de M^{re} VAN BENEDEK, 43, allée du Tertre, 92000
Nanterre (tél. 47-24-15-22). - Au greffe du tribunal de gde instance de Nanterre.

Le Monde
EDITIONS

NIPPON
LE JAPON DEPUIS 1945
William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75003 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Tél. DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et en anglais au : 48-00-20-17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Seul indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-45.

MERCREDI 2 JUIN

- S. 1 et 7 - 20 h 30. Tableaux, mandarin et épie de Ronen.
M^{re} ADER, TAJAN, SCP GODDEAU-VELLIET et
M^{re} DENISE, CP à Ronen. Tél. : (16) 55-71-54-48.
- S. 6 - 11 h et 14 h 15. BEAUX LIVRES ANCIENS ET
MODERNES - M^{re} ADER, TAJAN, Expert : M. P. Mesnard,
dén. chez l'expert : Le Coussier, 100, rue Saint-Hippolyte
75008 Paris. Tél. : (1) 42-66-68-32 - Fax : (1) 46-24-07-57.
- S. 8 - Vins - M^{re} LOUDMER.
- S. 10 - Arts décoratifs 1880 à 1950 - M^{re} PICARD, MM. F. Marchisac
et J.-M. Maury, experts.
- S. 11 - Autographes - M^{re} BARON, RIBEYRE.

JEUDI 3 JUIN

- S. 3 - DOUANES, Bijoux, pierres précieuses - M^{re} LAURIN, GUIL-
LOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, SUITE DE CETTE
VENTE LE VENDREDI 4 JUIN.

VENDREDI 4 JUIN

- S. 2 - 14 h 30. Bibliothèque d'un amateur. TRÈS BEAUX LIVRES
ANCIENS - M^{re} ADER, TAJAN, Experts : MM. C. Guérin et
D. Courvoisier. Expo. chez les experts : Bpierre Claude-Badin
22, rue Guyzot 75006 Paris, du vendredi 28 mai au mercredi
2 juin de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Fête de la Pentecôte :
Livres visibles sur rendez-vous le mercredi 2 juin jusqu'à 21 h.
- S. 4 - Mobilier Charles X et XVIII^e - M^{re} BARON, RIBEYRE.
- S. 5 - 14 h 15. Tableaux anciens. Tableaux et sculptures modernes. Art
dén. Extrême-Orient. Objets d'art et de bel ameublement.
M^{re} DELORME.
- S. 9 - Tableaux anciens. Meubles de propriété ancienne et de style -
M^{re} AUDAP, SOLANET, SCP GODDEAU-VELLIET.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, SOLANET, SCP GODDEAU-VELLIET, 32, rue Drouot (75009),
47-70-67-68.
BARON, RIBEYRE, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement)
RIBES-LAURIN, 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LOUDMER, 7, rue Rossini (75008), 44-78-50-30.
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Louvain, gérant

directeur de la publication

Bruno Pignatelli

directeur de la rédaction

Jacques Guille

directeur de la gestion

Maurice Lumbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

(indépendant du directeur de la rédaction)

Yves Agnès

Thierry Goussier

Philippe Harman

Jacques-François Simon

Daniel Varret

directeur des relations internationales

Anciens directeurs :

Hubert Bonin-Méry (1944-1969)

Jacques Favre (1969-1982)

André Lacombe (1982-1985)

André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

16, RUE FAUBOURG

75001 PARIS CEDEX 16

Tél. : (1) 40-88-28-28

Téléfax : (1) 40-88-28-28

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BERVOU-MÉRY

94802 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-88-28-28

Télécopieur : 49-80-30-10

AFRIQUE

ALGÉRIE : le procès de l'attentat de l'aéroport d'Alger

Trente-huit personnes ont été condamnées à mort

ALGER

de notre correspondant

Comme prévu, c'est un verdict sévère qui a rendu, mercredi 26 mai, après plus de vingt jours de procès, la Cour spéciale d'Alger, en condamnant à la peine capitale trente-huit des cinquante-cinq personnes accusées d'avoir participé à l'attentat à la bombe commis le 26 août dernier, à l'aéroport d'Alger. Ces actes terroristes, attribués au Mouvement islamique armé (MIA), avaient fait neuf morts et plus de cent vingt blessés.

Les juges ont dépassé les réquisitions du procureur, qui avait demandé la peine de mort contre quinze des vingt-neuf inculpés présents et la « peine maximale » contre vingt-six autres accusés en fuite. Mais le représentant du ministère public avait, en fait, ardemment défendu le principe de la peine capitale « en regard de son exemplarité et de son effet dissuasif ».

Parmi les douze condamnés à mort qui étaient dans le box des accusés figurent un élu de l'ex-Front islamique du salut (FIS), Hocine Abderrahim, un commandant de

bord d'Air Algérie, Rachid Hachachi, et le vice-président d'une commune d'Alger, Saïd Soussane. Il y a aussi un « compagnon de route » de Mustapha Bouyali (un des premiers islamistes algériens à avoir pris le maquis, où il fut tué en 1987), Mansouri Medani, condamné en même temps que les « possesseurs de bombe » d'Alger, du fait de ses activités antérieures à la tête d'un « groupe armé ».

Mandats d'arrêt internationaux

Ce sont les mêmes chefs d'accusation — « constitution de groupe armé » et « aide à la sécurité de l'Etat » — qui ont été avancés pour justifier la condamnation à mort de la plupart des inculpés. Ces derniers, par la voix de leurs avocats, ont, pour la plupart, plaidé non coupable et affirmé que leurs aveux — seules pièces « constantes » versées au dossier — avaient été extorqués sous la « contrainte », voire la « torture ».

Parmi les condamnés à mort par contumace, figurent trois fils de l'« numéro un » du FIS, Abassi

Madani (qui purge, avec Ali Benbadji, une peine de douze ans de prison) et celui qui se présente comme le porte-parole du FIS à l'étranger, Rabah Kehir. Les quatre hommes, contre lesquels un mandat d'arrêt international a été lancé, vivent en Allemagne. Le quotidien *Liberté* n'a pas hésité, mercredi, à fustiger la « complaisance certaine » du gouvernement de Bonn, accusé d'avoir laissé se créer une « véritable base arrière de la subversion islamiste ». La France, en revanche, malgré « l'ampleur de la compromission du pouvoir judiciaire », fait l'objet d'un jugement moins brutal : « Apparemment, la droite ne compte pas composer avec les islamistes », estime le journal.

Le verdict rendu par la Cour spéciale d'Alger porte à cent sept le nombre des condamnations à la peine capitale prononcées contre des islamistes, depuis l'instauration de l'état d'urgence, le 9 février 1992. Six de ces peines ont été exécutées au mois de janvier : deux contre des militaires, quatre contre des civils.

CATHERINE SIMON

Les intellectuels visés à leur tour

L'écrivain Tahar Djaout grièvement blessé dans un attentat

ALGER

de notre correspondant

Dix jours après que le directeur du quotidien indépendant *El Watan*, Omar Belbouche, eut échappé, saisi et saisi, à une tentative d'assassinat, c'est une autre personnalité du monde intellectuel algérien, Tahar Djaout, écrivain et journaliste, qui a été la cible de teneurs, mercredi 26 mai, alors qu'il quittait son domicile, situé dans la cité résidentielle de Baïnem, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de la capitale. Grièvement blessé à la tête, M. Djaout était, mercredi soir, dans un « coma profond », selon les médecins.

Longtemps rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Algérie-Actualité*, Tahar Djaout avait participé, au mois de décembre 1992, à la fon-

dation de l'hebdomadaire *Ruptures*, dont il était le directeur de l'information. Agé de trente-neuf ans, il confondait, en parallèle, une œuvre de poète et de romancier francophone, discrètement entamée, en 1975, avec *Solstice barbelé* (édité chez Naaman, au Québec). C'est en 1984, avec la publication de son roman *Les Chercheurs d'os* (édité au Seuil), que son travail d'écrivain avait commencé à être reconnu. Ce livre, comme, en 1991, *Les Vigiles* (Le Seuil), avait suscité des grincements de dents au sein de la classe politique au pouvoir, qui s'y voyait dépeint sous un jour peu radieux.

L'annonce de l'attentat a provoqué un profond émoi dans la capitale, so particulière dans la presse. C'est la première fois, depuis le déclenchement de la vague d'attentats imputés aux islamistes, qu'un

journaliste est grièvement atteint. Le ministre de la culture et de la communication, Hamroui Habib Chetoui, a aussitôt condamné « cet acte odieux qui a visé, à travers la personne de Tahar Djaout, toute la communauté intellectuelle ». Les assassinats, en mars, de Djilali Lybès, ancien ministre des universités, de Hafid Senhadji et de Laadi Flici, tous deux membres du Conseil consultatif national (CCN), avaient déjà fortement ébranlé cette même « communauté », que la presse algérienne qualifie souvent d'« élite française ». A quelques semaines du premier anniversaire de la mort du président Mohamed Boudiaf, assassiné le 29 juin 1992, ce nouvel attentat vient alourdir considérablement le climat politique.

C. S.

DIPLOMATIE

Malgré le « oui » du Danemark à Maastricht

Le Parlement européen n'échappe pas au scepticisme ambiant

STRASBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Dans son intervention, qualifiée de « discours d'angoisse », Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste, le plus important du Parlement européen, a dénoncé, mercredi 26 mai, la passivité de la CEE face à tous les maux qui accablent la construction européenne : « La Communauté, qui ne fait rien, n'est même plus capable de protéger nos emplois, nos marchés, qu'elle brade aux Américains la santé de nos enfants, parce qu'elle est incapable de réprimer le trafic transfrontalier de la drogue ».

M. Cot a encore été plus sévère lorsqu'il s'est attaqué à la politique de Bruxelles en affirmant que les opinions européennes « se révoltaient contre le grand marché » et qu'il était désormais établi que « l'emploi ne découle pas naturellement de la croissance ». Enfonçant le clou, le chef de file des socialistes européens a stigmatisé une Communauté qui

« s'acharnait » dans ses errements, « au nom d'une idéologie libérale archaïque-démocratique dont elle constitue quasiment le dernier refuge ».

Même s'il reconnaît volontiers la part « politicienne » de sa nouvelle position, il est maintenant dans l'opposition en France et les élections européennes auront lieu dans un an — M. Cot se défend d'être animé par cette seule préoccupation. « Il n'est plus possible de faire comme si de rien n'était, a-t-il expliqué, et de continuer à cautionner une politique dans laquelle l'élection populaire ne se reconstruit plus. » Le président belge des démocrates chrétiens européens, Léo Tindemans, estime, pour sa part, que « l'affaire Hoover (1) est significative du danger que court l'Europe de revenir aux vieux démons des années 30 ». « A cette époque, considérait-il, les pays européens ont tous voulu surmonter leurs difficultés intérieures au détriment de leurs voisins, et nous avons foncé dans le mur. » Bien que favorable au principe de l'élargissement de la CEE, M. Tindemans en arrive,

tant sa déception et son inquiétude sont grandes, à remettre en cause les décisions du Conseil européen d'Edimbourg. « Il y a un an, on nous disait que de nouvelles adhésions n'étaient possibles qu'après une réforme en profondeur du fonctionnement de la CEE. (...) Voilà quelques mois, les deux opérations devaient s'effectuer en parallèle et, aujourd'hui, il s'agit de se saisir de la question de la réforme après l'élargissement. » Le parlementarisme belge est d'autant plus préoccupé que la Suède et surtout l'Austrie reviennent ouvertement à la charge pour conserver leur statut de pays neutre.

Le président de la Commission, Jacques Delors, a également exprimé ses inquiétudes : « Nous ne pouvons pas continuer à avancer dans le brouillard en disant : élargissons-nous, c'est un signe de confiance, on verra après. » Pour le reste, le président a posé, avec beaucoup de détachement, un regard « extérieur » sur l'évolution de la construction européenne.

Sa fonction lui « interdisant de s'exprimer sur la tragédie yougoslave », il s'est limité à « quelques réflexions » sur « la situation économique assez désespérante » et la nécessité de réfléchir à « un nouveau modèle de développement », étant entendu que « le chômage massif s'accroît, sans espoir (...) de revenir à une situation nettement meilleure avant trois ou quatre ans ». Quelques rares et maigres applaudissements ont ponctué cette intervention : même M. Delors ne fait plus recette à Strasbourg.

MARCEL SCOTTO

(1) Transfert de France en Grande-Bretagne d'une usine de groupe pour raison de « dumping social ».

AFRIQUE DU SUD : après l'arrestation des dirigeants du Congrès panafricain

Malaise au sein du gouvernement

Le Congrès panafricain (PAC) ne reprendra pas sa place à la table de négociations tant que les cinquante-deux membres de sa direction arrêtés mardi (le *Monde* du 27 mai) ne seront pas libérés, a annoncé mercredi 26 mai son président, Clarence Makwetu. Une certaine gêne est perceptible dans les milieux proches du gouvernement, à la suite de ces arrestations aux motifs encore flous.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Pour M. Makwetu, le président du PAC, cinq préconditions conditionnent la participation de son organisation aux négociations, parmi lesquelles la libération immédiate des personnes arrêtées et la formulation d'excuses publiques. La position du PAC n'est cependant pas tout à fait claire puisque, sans grandir de sa contradiction, M. Makwetu a précisé qu'une réunion de la direction de son organisation déciderait bientôt de la conduite à tenir à l'égard des négociations.

En revanche, une déclaration de l'Armée de libération du peuple d'Azanie (APLA), branche militaire du PAC, expédiée de Dar-es-Salaam, où siège la direction du mouvement, indique qu'après la « déstabilisation de guerre » que constitue l'action de la police, l'organisation est « prête à créer une situation d'insécurité totale dont les effets se feront sentir dans chaque secteur de la communauté des oppresseurs ». Pour le moment, ces menaces n'ont pas été suivies d'effet. Mercredi,

quarante-cinq sympathisants du PAC ont été arrêtés alors qu'ils manifestaient devant les locaux de l'organisation à Johannesburg.

Les commentaires politiques portent surtout sur les circonstances qui ont entouré l'action de la police. Personne ne semble mettre en doute la responsabilité du PAC dans plusieurs des attentats qui ont ému l'opinion publique blanche ces derniers mois. Mais beaucoup se demandent quelles sont les véritables raisons qui ont poussé les autorités à agir au risque de compromettre des négociations qui semblaient sur le point d'aboutir.

Des explications confuses

Des explications quelque peu confuses des uns et des autres, il ressort surtout qu'aucun des principaux ministres n'était averti des préparatifs de l'opération. Bien que « patron de la police », Hernus Kriel, ministre de la loi et de l'ordre, n'en ait été informé qu'à peine quelques heures avant son déclenchement. Il en a été de même pour le président De Klerk. Mercredi, au Parlement, le chef de l'Etat a expliqué aux députés que l'opération était strictement policière, et non pas politique, elle n'avait eu besoin d'une approbation présidentielle qui, d'ailleurs, n'avait pas été recherchée. Aux mêmes motifs, il n'y avait aucune raison pour que les négociations en soient affectées.

Mardi, le chef de la police, le général Johan van der Merwe, avait indignement déclaré que la raffe avait été fixée au 25 mai parce que les députés devaient débattre ce jour-là du budget de la police, ce qui leur donnait l'occasion de discuter à chaud de l'actualité.

Ces surprenantes explications ne semblent pas avoir, loin s'en faut, dissipé le malaise qui tout aussitôt les événements de mardi. Car de deux choses l'une : soit le chef de l'Etat, comme il l'affirme, a été mis devant le fait accompli, et l'affaire témoigne d'une dangereuse autonomie des services de sécurité ; soit il a donné son accord et, en affirmant le contraire, il risque de faire douter ses partenaires de négociation de la pureté de ses intentions. Une hypothèse qui risque d'être retenue après la publication, mercredi, dans le *Financial Times*, d'une interview dans laquelle M. De Klerk met à nouveau sur la table des propositions sur l'avenir constitutionnel du pays qui avaient été écartées au cours des négociations.

GEORGES MARION

□ Visite en Égypte du ministre sud-africain des affaires étrangères. — « P. K. » Botha a achevé, mercredi 26 mai, une visite de quarante-huit heures en Égypte, la première d'un chef de la diplomatie sud-africaine depuis trente ans. La question de l'ouverture au Caire d'un « bureau de représentation » sud-africain a été évoquée lors de ses entretiens avec le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Amr Moussa, qui a indiqué que l'examen de la situation en Afrique du Sud « occupera une place importante à l'ordre du jour du prochain sommet de l'OUA » devant s'ouvrir au Caire le 28 juin. Mais l'admission de l'Afrique du Sud au sein de l'Organisation de l'unité africaine n'est pas encore à l'ordre du jour. — (Corresp.)

AMÉRIQUES

VENEZUELA : impatience dans l'opinion

La Cour suprême tarde à entamer l'instruction du procès du président Perez

CARACAS

de notre envoyé spécial

La tension est soudainement montée d'un cran, mercredi 26 mai à Caracas, où une violente manifestation de 12 000 étudiants et professeurs en grève a été dispersée sans ménagement par la police devant le Congrès. Les manifestants, brandissant des banderoles hostiles à Carlos Andrés Pérez, au président provisoire, Octavio Lepage — qu'on appelle déjà ici avec ironie Octave le Bref — et au parti gouvernemental Acción democrática, ont été acclamés par la population à leur passage en cortège serré et bruyant à travers la capitale.

On a relevé un certain nombre de

blessés. C'est la manifestation de rue la plus spectaculaire depuis février 1992. Elle reflète le mécontentement et l'inquiétude de l'opinion face à l'immobilisme et à la confusion des autorités alors que la Cour suprême tarde à entamer l'instruction du procès du président Pérez, inculpé de détournement de fonds publics. La volonté manifeste du Parti d'action démocratique de rester aux affaires jusqu'en 1994 exaspère chaque jour davantage les secteurs d'opposition.

Le pays est pratiquement paralysé. Les milieux d'affaires réclament des décisions économiques urgentes alors que l'Etat est au bord de la cessation de paiement.

Le procureur général Ramon Escovar Salom, qui a renoncé en

mars la demande de jugement du président Pérez, est intervenu, mercredi, pour réclamer lui aussi la désignation par le Congrès, dans les trente jours, d'un président intérimaire jusqu'à la fin de l'actuelle législature. Il a critiqué publiquement le comportement de M. Pérez.

Dans ce climat trouble et tendu, les militaires commencent à donner de la voix. Le ministre de la défense a affirmé que « l'indécision actuelle est grave et crée une instabilité préoccupante ». « Si le vide de pouvoir se prolongeait, les militaires pourraient le remplir. » Cette mise en garde vient à la fois curieusement de l'entourage de M. Pérez et aussi des rangs d'une opposition multiforme.

MARCEL NIEDERGANG

EN BREF

□ COMORES : nouveau premier ministre. — Un nouveau premier ministre, Saïd Ali Mohammad, a été nommé par le président de la République, Saïd Mohammed Djohar. Il devra former le nouveau gouvernement comorien depuis l'écoulement au pouvoir de M. Djohar, en mars 1990. Deux fois ministre, d'abord aux affaires islamiques, puis à la justice, M. Ali Mohammad avait assuré l'intérieur du pouvoir durant la tentative de coup d'Etat du 26 septembre dernier, alors que le président de la République se trouvait en visite en France. — (AFP)

□ ÉQUATEUR : deux policiers blessés à l'issue d'une journée de grève syndicale. — Deux policiers ont été blessés et un véhicule de police a été incendié, mercredi 26 mai à Quito, lors de manifestations à l'occasion d'une première journée de grève nationale à l'appel des syndicats. Le mot d'ordre de grève illimitée a été suivi par de nombreux étudiants, enseignants et par les populations indigènes. Il vise à contester la politique économique et sociale du président conservateur Sixto Duran Ballen, ainsi que « l'ingérence » du Fonds monétaire international dans les affaires du pays. Les manifestants réclamaient notamment des baisses de salaires et un gel des prix des

combustibles et des services publics. — (AFP)

□ GUINÉE : un mort et 50 blessés lors d'une manifestation à Conakry. — Une personne a été tuée, poignardée, et cinquante autres blessées au cours d'une manifestation pour la démocratie, organisée mardi 25 mai à Conakry par l'opposition. Des témoins ont vu des partisans du Parti de l'unité et du progrès (PUP), au pouvoir, attaquer les protestataires à coups de couteau et de bâton à la fin de cette manifestation au cours de laquelle plusieurs milliers de personnes ont exigé du président Lansana Conté l'organisation accélérée d'élections démocratiques. — (Reuters)

□ LIBÉRIA : attaque des rebelles dans les faubourgs de Monrovia. — Le Front national patriotique du Libéria (FNPL) de Charles Taylor, engagé depuis la mi-mai dans une guérilla contre la Force onéographique d'interposition (ECOMOG), a lancé, mercredi 25 mai une attaque d'overgoutte contre Pynesville, une commune située dans les faubourgs de Monrovia. Selon des témoins, les rebelles ont détruit un centre de communications par satellite et une station d'émissions-radio américaine. — (AFP)

MEXIQUE

Le cardinal Posadas aurait été tué par méprise

Le procureur de l'Etat de Jalisco, Leonardo Larios, a estimé, mercredi 26 mai, que le cardinal Juan Posadas, tué lundi dans une fusillade à l'aéroport de Guadalajara (le *Monde* du 26 mai), aurait été victime d'une méprise, lors d'un règlement de comptes entre bandes rivales de trafiquants de drogue. Ses agresseurs l'aurait enfoncé avec le baron de la drogue Joaquín Guzmán, chef du cartel mexicain de Sinaloa, qui se déplaçait dans une voiture du même type que celle de l'archevêque de Guadalajara.

Le cardinal a reçu quatorze balles dans le thorax et son chauffeur dix. Parmi les cinq autres personnes tuées dans la fusillade figuraient deux des tireurs, « complètement drogués », d'après le rapport d'autopsie. Cette version officielle est contestée par la presse. On ne sait toujours pas avec certitude où a commencé la fusillade et le nombre de protagonistes. La quantité d'armes et le matériel radio sophistiqué retrouvés dans une camionnette donnent à penser que l'opération avait été minutieusement préparée. On ne sait pas non plus si la police était présente ou non au moment des faits. — (AFP, Reuters)

POLITIQUE

Le débat sur la loi de finances rectificative et la séance de questions d'actualité à l'Assemblée nationale

M. Fabius annonce un recours au Conseil constitutionnel contre la déductibilité de la CSG

Les députés ont entamé, mercredi 26 mai, après la séance de questions d'actualité, la discussion générale du projet de loi de finances rectificative (collectif) budgétaire pour 1993. L'UDF et le RPR ont apporté leur soutien au texte gouvernemental. Le PC et le PS l'ont critiqué, le second envisageant même de saisir le Conseil constitutionnel sur la CSG (contribution sociale généralisée).

Trente-trois orateurs ont pris la parole, mercredi, au Palais-Bourbon, pour donner leur avis sur le projet de loi de finances rectificative pour 1993. La discussion, qui a commencé vers 17 heures, s'est prolongée jusqu'à 1 heure du matin en présence de Nicolas Sarkozy, ministre du budget, fidèle à son banc dans un hémicycle quasiment désert lors de la reprise de séance à 21 h 30. La retransmission télévisée de la finale de la Coupe d'Europe des clubs cham-

piens entre Marseille et Milan faisait, à cette heure-là, sérieusement concurrence au collectif budgétaire. Les députés de la majorité ont annoncé, comme on pouvait s'y attendre, qu'ils voteront le projet gouvernemental, mais l'UDF a présenté plusieurs propositions pour l'améliorer. Député de Paris, Gilbert Gauthier a notamment incité le gouvernement, au nom du groupe UDF, à s'engager dans « un plan de réduction des impôts » comme promis lors de la campagne électorale; il a déploré le choix d'une hausse de la CSG (contribution sociale généralisée) déductible.

Des recettes « vieilles comme l'injustice »

« Vous auriez pu, a-t-il déclaré, décider - il n'est d'ailleurs pas trop tard - d'atténuer la progressivité de l'impôt sur le revenu grâce aux gains retirés de la non-déductibilité (...). Ce geste aurait montré la volonté du gouvernement de réformer l'impôt sur le revenu et aurait été d'autant mieux apprécié par les Français que le collectif exige d'eux de nombreux sacrifices. »

Les « sacrifices » - mais pas les mêmes - ont été critiqués, aussi, par Louis Pierrat (PC, Seine-

Saint-Denis). « Les recettes que vous préconisez, a-t-il dit, sont vieilles comme l'injustice: prendre aux salariés pour alléger les charges du grand patronat. » « Nous ne sous-estimons pas l'ampleur des déficits publics, a-t-il continué, mais ils ne peuvent être comblés que par une politique de croissance et d'emploi, rigoureuse à l'égard de la spéculation. »

Laurent Fabius (PS, Seine-Maritime) a reproché au collectif de « n'être ni juste pour les impôts ni efficace pour les emplois ». « Vous prétendez combattre la récession et vous décidez une ponction qui ne pourra que la renforcer », a-t-il affirmé, en évoquant les hausses des impôts indirects et de la CSG, qui pèseront sur les ménages. En outre, il soulignait l'ancien premier ministre, « vous ne subordonnez à peu près aucune de vos mesures économiques à des engagements fermes des entreprises en matière d'emploi ». M. Fabius a ajouté que les socialistes souhaitent, au nom du principe de l'égalité devant l'impôt, que la déductibilité de la CSG ne soit pas retenue. « Si vous rejetez cette proposition, a-t-il prévenu, nous saisirons le Conseil constitutionnel. »

La CSG sera au cœur du débat entre la majorité et l'opposition, mais aussi au sein de la majorité. Au sein du RPR, Elisabeth Hubert (Loire-Atlantique) a exprimé sur le sujet une position très différente de celle de M. Gauthier, puisqu'elle a tenu le discours « pour les années à venir, quand nos finances le permettront, un élargissement de la déductibilité à l'ensemble de la contribution, avec une compensation pour les petits salaires qui ne tirent pas bénéfice de la déductibilité ». Dans le collectif, cette déductibilité ne s'applique en effet qu'à l'augmentation de la CSG, qui passe de 1,1 % à 2,4 % du revenu.

C. B.

Le gouvernement envisage d'accroître la prise en charge du chômage partiel

La séance des questions d'actualité, mercredi 26 mai, à l'Assemblée nationale, a été occupée essentiellement par le problème de l'emploi. Interrogé par l'opposition sur les licenciements récemment intervenus dans certaines entreprises, et par la majorité sur la baisse des charges, le gouvernement a tenté de rassurer l'une et de donner espoir à l'autre, notamment sur la compensation du chômage partiel par l'Etat.

Les parlementaires russes, venus en délégation pour assister aux travaux de l'Assemblée nationale, ont dû trouver leurs collègues français bien agités, mercredi, lors de la séance des questions au gouvernement. Etait-ce la chaleur du jour ou la perspective du match du soir? L'ambiance était, en tout cas, mutine, et Philippe Séguin ne manquait pas de marquer son agacement devant la dissipation de ses collègues.

C'est dans cette atmosphère distraite que le gouvernement a dû justifier sa politique de l'emploi. Pierre Garmendia (PS, Gironde) s'est étonné de l'annonce de certaines privatisations. « Certains ouvriers étaient motivés par le plan de restructuration, mais aussi attirés par des déclarations du gouvernement, selon lesquelles il n'y aurait pas de licenciements dans le secteur public, a-t-il dit. Comment pouvez-vous expliquer aux syndicats, aux cadres et employés de ces entreprises que les suppressions d'emplois et la réduction très importante de la sous-traitance servent à lutter contre le chômage? »

Le ministre de l'Economie a fait mine de « s'étonner » de la « surprise » du député socialiste. « D'une part, a expliqué Edmond Alphandery, les privatisations étaient pré-

vue dans la plate-forme UDF-RPR, que le peuple français a approuvée à une immense majorité. D'autre part, le précédent gouvernement avait déposé un projet de création d'une caisse garantie des retraites, gagée sur la privatisation d'entreprises publiques, celles-là mêmes que nous reprenons dans notre projet. » Vives protestations sur les bancs socialistes.

A son tour, Georges Sarre (PS, Paris) s'est inquiété des « licenciements-mitige » intervenus ces derniers jours dans certaines entreprises. L'ancien secrétaire d'Etat aux transports a demandé au ministre du travail comment il compte agir pour faire appliquer la loi du 23 janvier 1993, dite loi Aubry, prévoyant un contrôle renforcé sur les plans sociaux. Michel Girard a tenu à le rassurer. « La loi sera respectée, a-t-il affirmé, et la morale et l'humanité [seront] prises en compte dans toutes les circonstances. » Il a précisé que des instructions avaient été données en ce sens par circulaire.

« Raison, décence et morale »

Sur le terrain de la défense de l'emploi, le Parti communiste n'a pas voulu être en reste. Maxime Gremetz (PC, Somme) est donc revenu à la charge. « La loi sur l'interdiction du licenciement doit s'appliquer, a-t-il martelé. Elle ne s'applique pas. Allez-vous enfin faire appliquer la loi? » Le ministre du travail a donc répondu que « la loi sera appliquée avec raison, décence et morale », sans se priver d'ajouter: « Si le chômage s'est aggravé et s'il doit s'aggraver inexorablement dans les prochains mois, c'est du fait d'une économie déficiente et des dispositions qui ont conduit à une dégradation de la situation. »

L'argument risque de ressortir plus souvent qu'à son tour, exaspé-

rant un peu plus, à chaque fois, les socialistes. Les députés de la majorité n'ont pas été en reste. François Sauvadet (UDF, Côte-d'Or) a déclaré que « le problème du chômage réside dans les charges très lourdes qui pèsent sur les entreprises, en particulier sur les PME et les entreprises artisanales ». « Le montant des prélèvements est à la limite du supportable », estime-t-il. « Envisagez-vous de proposer un plan de réduction de ces prélèvements? », a-t-il demandé au gouvernement, au milieu des protestations des rangs socialistes et communistes.

Michel Girard les a fait redoubler en déclarant que « l'alourdissement du coût du travail est une des causes de l'aggravation du chômage ». « C'est pourquoi, a-t-il continué, le gouvernement a entrepris une politique d'allègement, en commençant par la budgétisation des allocations familiales, qui représentera, à terme, 150 milliards d'allègement pour les entreprises. » Charles Checcobrant (UDF, Pas-de-Calais) a tenu, lui aussi, à faire des propositions en matière d'emploi, pour améliorer la procédure des licenciements économiques par un aménagement de la réglementation du chômage partiel. Il a suggéré de faire assumer totalement par l'Etat la charge de l'indemnisation, « afin d'inciter les entreprises à ne pas licencier », et de porter la durée de cette indemnisation par l'Etat, des quatre semaines, consécutives actuelles, à six mois.

Le ministre du travail a déclaré que le gouvernement travaille en ce sens et envisage d'augmenter l'allocation versée par l'Etat au salarié pour compenser sa perte de salaire. M. Girard, ayant satisfait sa majorité, pouvait prendre, au banc du gouvernement, un repos bien mérité.

SYLVIA ZAPPI

Le cardinal Posada aurait été mé

Le cardinal Posada aurait été mé

Le cardinal Posada aurait été mé

Le cardinal Posada aurait été mé

Le cardinal Posada aurait été mé

Le cardinal Posada aurait été mé

Communication, énergie, transports : leur histoire est marquée par ceux qui ont de l'imagination.

A Nazca, au Pérou, des hommes avaient imaginé de nouveaux moyens pour communiquer avec l'univers. Car imaginer, c'est inventer l'avenir. Pour nous, c'est anticiper l'évolution des besoins des hommes dans la communication, l'énergie et les transports. Nous sommes un groupe

mondial implanté dans plus de 110 pays et notre expérience s'appuie sur une connaissance approfondie des marchés locaux. Chaque année, nous investissons 10 % de notre chiffre d'affaires dans la recherche et le développement et 20 000 experts y consacrent leurs efforts.

C'est pourquoi dans nos trois domaines d'activités : la communication, l'énergie et les transports, nous proposons à nos clients les réponses les mieux adaptées à leurs besoins. Car la vocation d'Alcatel Alsthom est de prévoir le futur pour aider les hommes à mieux vivre le présent.

ALCATEL
ALSTHOM

Alcatel Alsthom SA, rue La Boétie 75008 Paris, France

MÉDECINE

Selon une étude menée en France

L'utilisation de la pilule abortive RU 486 pourrait être améliorée et simplifiée

Dans son prochain numéro, le *New England Journal of Medicine*, daté du 27 mai, publie les résultats d'une étude menée auprès d'un millier de femmes enceintes souhaitant avorter (1). Ils montrent une simplification possible de l'usage de la pilule abortive RU 486, au risque de relancer la polémique sur sa banalisation.

Le RU 486 ou mifepristone, du laboratoire Roussel-Uclaf, filiale française du groupe pharmaceutique allemand Hoechst, est une molécule qui inhibe l'action de la progestérone, substance indispensable au développement de la grossesse. Cette propriété explique l'action abortive du RU 486, sujet de polémiques depuis une dizaine d'années déjà. Il est toutefois apparu, lors des essais cliniques, que le RU 486 utilisé seul, ne permettait pas d'obtenir une réelle efficacité dans le déclenchement de l'interruption de la grossesse. En revanche, l'association de cette molécule et d'une certaine catégorie de médicaments (la famille des prostaglandines) laisse voir l'espérance d'une augmentation notable de l'efficacité (le *Monde* daté 2-3 décembre 1984).

Ainsi les équipes spécialisées dans la pratique de l'interruption de grossesse ont-elles progressivement commencé à proposer une association de RU 486 et de prostaglandine, cette dernière molécule augmentant notablement la contractilité du muscle utérin. Une telle association réalisait selon ses promoteurs un avortement dans plus de 90 % des cas. En France, un dérivé de la prostaglandine de type E2 (ou misoprostol) était administré par injection intramusculaire entre trente-six et quarante-huit heures après l'administration de RU 486 chez les femmes où la grossesse (calculée à partir du dernier jour des dernières règles) dépassait sept semaines. En Grande-Bretagne, l'association était administrée par voie orale. Un certain nombre de femmes ont obtenu une efficacité obtenue (arrêt de la grossesse, expulsion totale du fœtus) se situant en moyenne à 96,7 %, c'est-à-dire à un taux voisin de celui obtenu avec la prostaglandine administrée par voie intramusculaire.

Le système de pharmacovigilance mis en place en France devait recenser trois cas d'infarctus du myocarde, dont un mortel, sur un total

de soixante mille injections d'avortement à partir d'une telle association (le *Monde* des 10 et 24 avril 1991). Cela devait conduire à la réduction des indications, l'association RU 486-prostaglandine ne pouvant être prescrite chez des femmes de plus de trente-cinq ans ou fortes consommatrices de tabac. Ces différents éléments ont conduit les concepteurs du RU 486 et les praticiens spécialistes de l'interruption de grossesse à proposer une association plus simple à partir d'une prostaglandine pouvant être administrée efficacement par voie orale.

Les premiers travaux ont été menés auprès de cent femmes et publiés en 1991 dans les comptes-rendus de l'Académie des sciences en France, puis, la même année, dans les colonnes de l'hebdomadaire britannique *The Lancet*. Le ministre de la Santé nous avait demandé de mettre au plus vite en place une étude confirmant l'efficacité de l'association RU 486-prostaglandine administrée par voie orale, nous explique le docteur André Garreta, responsable chez Roussel-Uclaf du développement du RU 486. « Ce que nous avons pu disposer de cinq cents dossiers, il y a un an environ, nous avons pu obtenir une modification des indications de l'autorisation de mise sur le marché. Depuis mai 1992, les femmes enceintes souhaitant avorter peuvent disposer d'une telle association de deux médicaments administrables par voie orale ».

Des risques de banalisation

Les résultats publiés par le *New England Journal of Medicine* ont été obtenus grâce au volontariat de près d'un millier de femmes enceintes souhaitant avorter dans des centres agréés français. Une première étude a touché 505 femmes enceintes (de moins de sept semaines), qui ont reçu, dans un premier temps, une dose de 600 mg (trois comprimés) de RU 486, puis, quarante-huit heures après, une dose de 800 mg (quatre comprimés) de prostaglandine administrée par voie orale. Un certain nombre de femmes ont obtenu une efficacité obtenue (arrêt de la grossesse, expulsion totale du fœtus) se situant en moyenne à 96,7 %, c'est-à-dire à un taux voisin de celui obtenu avec la prostaglandine administrée par voie intramusculaire.

La seconde étude a concerné

390 femmes qui, lorsque l'avortement n'était pas obtenu cinquante-deux heures après l'administration d'un tel traitement, recevaient une nouvelle dose de prostaglandine. L'efficacité de la méthode atteignait alors 98,7 %. Au total, les auteurs concluent qu'une telle combinaison médicamenteuse est efficace pour les interruptions précoces de grossesse. Ils soulignent notamment que l'impact sur le système cardiovasculaire est moins important que lors de l'administration intramusculaire de prostaglandine.

Une telle évolution dans les méthodes d'avortement conduisant à une banalisation de l'usage de cette méthode abortive ? La réponse est négative pour le docteur Umann, selon lui, les possibles complications hémorragiques, notamment, imposent la prescription médicamenteuse en milieu spécialisé et hospitalier, comme c'est le cas en France. On pourrait malgré tout, estime encore le docteur Umann, envisager sur le territoire américain que le RU 486 puisse être prescrit en cabinet de gynécologue agréé et la prostaglandine administrée trente-six ou quarante-huit heures plus tard en milieu spécialisé, les femmes étant dûment informées de la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.

Dans un éditorial signé du docteur Allan Rosenfield (Columbia University of Public Health), le *New England Journal of Medicine* élargit le propos. Il rappelle que le RU 486 est une molécule à usage médical, son utilisation commerciale est réglementée par les lois américaines, compte tenu de l'attitude des groupes anti-avortement. Il souligne également que la réglementation française (concernant l'agrément des centres d'orthogénie et les règles très strictes de délivrance du médicament) tient plus de considérations politiques et scientifiques et, qu'en tout, les choses pourraient peut-être être autrement. « On ne peut pas dire que le RU 486 est une molécule à usage médical, mais on ne peut pas dire qu'il n'est pas à usage médical ».

JEAN-YVES NAU

(1) Cette étude est le résultat de neuf spécialistes du département médical du laboratoire Roussel-Uclaf, du centre d'orthogénie de l'hôpital Broca (Paris) et de l'INSERM.

Sorti en librairie

Le rapport Dormont précise les conditions d'utilisation de l'AZT dans le traitement du sida

Un rapport sur la « prise en charge des personnes atteintes par le VIH », établi sous la direction du professeur Jean Dormont (le *Monde* du 24 février), vient d'être édité par les éditions Flammarion (1).

La sortie en librairie du rapport Dormont devrait permettre à quiconque s'intéresse à l'épidémie de sida de disposer des informations médicales et pratiques les plus fiables. Ce document a un intérêt supplémentaire. Il a été actualisé à la suite de la publication des résultats préliminaires de l'essai franco-britannique « Concorde » tendant à montrer que l'administration d'AZT à des personnes infectées par le virus du sida, mais encore asymptomatiques, n'induit pas d'effets bénéfiques significatifs (le *Monde* des 3, 10 et 11-12 avril).

Trois questions se posent aujourd'hui à propos de l'utilisation des trois médicaments antirétroviraux (AZT, le ddI et le ddC) ayant une activité inhibitrice de la répllication du VIH : à quel moment faut-il débuter un traitement anti-viral ? Y aurait-il un bénéfice plus important et plus prolongé à attendre d'une combinaison d'anti-rétroviraux par rapport à une monothérapie ou à une alternance ? Après qu'une monothérapie par AZT a été prescrite en première intention, ce qui est la règle aujourd'hui, quand et comment doit être assurée son relais ?

« La logique, peut-on lire dans le rapport, voudrait que l'on prescrive ce traitement le plus tôt possible afin d'éviter la contamination d'un nombre croissant de cellules, puisque l'on sait qu'il existe une répllication virale à tous les stades de l'infection ». Cependant, l'essai « Concorde » montre qu'il n'y a pas de bénéfice clinique à long terme résultant d'un traitement par

l'AZT débuté précocement. Dans ces conditions, que faire ?

L'AZT, estime le rapport Dormont, « est toujours le premier médicament à utiliser. Les doses quotidiennes communément prescrites oscillent entre 500 et 750 mg ». Cependant, ajoute le rapport, « le bénéfice du traitement par l'AZT est souvent de durée limitée, tant sur le plan clinique que sur le plan biologique (chiffre de lymphocytes CD4) ». La diminution d'efficacité de l'AZT coïncide avec l'émergence de souches virales plus virulentes et/ou avec l'apparition d'une résistance in vitro à l'AZT liée à certaines mutations du gène viral. Le rapport recommande donc la prescription d'AZT aux personnes présentant des signes cliniques d'immunodéficience et aux personnes asymptomatiques ayant moins de 200 lymphocytes CD4 par microscopie de sang.

Les traitements futurs de l'infection

En ce qui concerne le relais par la ddI, le rapport Dormont reconnaît qu'il « est impossible, sur la base des données actuellement disponibles, de définir avec précision le moment où devrait intervenir un traitement par ddI chez un malade traité par AZT ». Le rapport ajoute qu'on « ignore actuellement s'il est préférable d'associer la ddI à l'AZT ou de substituer la ddI à l'AZT. La réponse à cette importante question ne pourra être apportée que par des essais thérapeutiques ».

Dans l'immédiat, le rapport précise que les données préliminaires sur l'efficacité de la ddI administrée en première intention « inclinent à considérer que l'AZT reste à

ce jour le traitement initial de référence ». Pour ce qui est de la ddC, le rapport Dormont indique que son efficacité en monothérapie « n'a pas été actuellement démontrée ». En conséquence, ce traitement « ne doit être recommandé isolément qu'à un stade avancé de la maladie, lorsque qu'il y a une intolérance ou échec patient de l'AZT ». En outre, des données préliminaires indiquent que l'association AZT-ddC est en l'état bien tolérée à court terme et qu'elle entraînerait une augmentation un peu plus nette des CD4.

L'avenir du traitement du sida sera-t-il donc fait de l'association d'anti-viraux ? « Il est plausible, lit-on dans le rapport, que les traitements futurs de l'infection par le VIH reposent sur des combinaisons thérapeutiques, associant de façon simultanée et/ou séquentielle des anti-viraux ayant de préférence des modes d'action différents ». Deux grands essais en cours, l'américain ACTG 175 et l'euro-péen DELTA, permettront de comparer l'efficacité des associations AZT-ddI et AZT-ddC à celle des monothérapies par l'AZT ou la ddI.

Enfin, le rapport Dormont précise que de nouveaux médicaments anti-rétroviraux sont actuellement l'objet d'essais cliniques préliminaires et pourraient donc justifier dans un proche avenir la mise en œuvre d'essais plus importants de phase III. Cela concerne en particulier des médicaments proches de l'AZT, comme le 3TC et la D4T (stavudine), ainsi que d'autres molécules actives comme les antiprotéases et les anti-tat.

FRANCK NOUCHI

(1) Édité conjointement avec le ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, ce rapport de 136 pages est commercialisé au prix de 49 francs.

JUSTICE

L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris

L'aura du professeur Montagnier

Le professeur Luc Montagnier a déclaré, mercredi 26 mai, devant la 13^e chambre de la cour d'appel de Paris : « Je pense que l'on a sous-estimé les dangers du sida. Quand je dis « on », c'est l'opinion, les médecins, le monde politique et les chercheurs ». Son témoignage, tempéré mais sans faiblesse, a notamment permis d'éclairer la cour sur le rôle que chacun a tenu ou aurait dû tenir en 1985.

Le professeur Luc Montagnier n'est pas un témoin comme les autres. L'aura du découvreur du virus LAV, agent causal du sida, semble le placer dans cette situation particulière qui donne une coloration absurde au rituel judiciaire. On se surprend à se demander pourquoi il lui faut dire sa profession et jurer de dire la vérité. Car ce témoin est respecté des deux côtés de la barre. Manifestement, pour les avocats des victimes comme pour ceux de la défense, et même, semble-t-il, pour l'accusation, il est l'arbitre, l'autorité indiscutable, la vérité.

Une vérité toute en nuances que le professeur Montagnier exprime pourtant clairement. Ainsi, répondant à une question de M. Michel Zaoui, avocat d'hémophiles contaminés, donne-t-il un regard global. « C'est un drame pour les personnes contaminées et il ne s'arrête pas en 1985. Pour moi, l'affaire continue et le meilleur service que l'on peut rendre aux victimes, c'est de trouver les moyens d'empêcher l'évolution vers la maladie. La société doit leur offrir réparation et soutien, pour certains malheureusement, en s'occupant d'eux tout particulièrement ».

Le virologue de l'Institut Pasteur se penche ensuite sur le cas particulier des hémophiles contaminés. « Il y a eu faute de la société, faute de l'Etat à leur égard, par la sous-estimation du risque qu'on leur a fait encourir. C'est là qu'il y a eu scandale », interrogué par l'avocat général,

Christine Thin, sur le chauffage des produits destinés aux hémophiles, le professeur Montagnier n'étudie pas les incertitudes. « Ce n'est pas un problème de tout ou rien. Au début, on n'était absolument pas sûr que la technique du chauffage était efficace. Elle était préférable à utiliser. J'ai été convaincu en février 1985 ». Et plus tard, il ajoute : « En 1985, on savait que le chauffage inactivait le virus, mais le CNTS et d'autres n'ont pas réalisé l'importance de cette connaissance ».

Comme une gifle

Dans sa modération, la phrase est pourtant sévère pour le docteur Garreta car, chez ce témoin si particulier, la plus légère réprobation sonne comme une gifle. Aussi, le docteur Garreta entame-t-il un dialogue avec le professeur Montagnier. Le ton de l'ancien directeur du CNTS se fait presque suppléant. Il veut savoir si la décision prise en mai 1985 de chauffer les produits était une bonne décision. Le virologue confirme : « Oui, c'était une bonne décision. Elle aurait peut-être dû être prise plus tôt ». De même, pour la surcontamination provoquée par la fourniture répétée de produits non chauffés aux hémophiles séropositifs, le professeur Montagnier indique : « A l'époque, et encore maintenant, on n'a aucune certitude d'aggraver la sida par de nouvelles contaminations. Mais, dans le doute, il valait mieux s'abstenir ». Plus généralement, le professeur constate : « Quand il y a un risque en matière de santé publique, c'est aux décideurs de prendre ce risque en compte ».

Vous voulez parler du ministre de la Santé ?

« Du ministre de la Santé et des décideurs, dont vous êtes », M. Garreta.

Le docteur Garreta proteste. Il ne doit pas être l'objet de l'épique d'écrits ou de publications permettant de l'alerter. « Si des gens nous avaient dit : il ne faut pas », on aurait eu des dis-

cussions, un choix (...). Pour des gens opérationnels comme nous, le doute n'est pas venu jusqu'à nous. Le professeur Montagnier en convient. « Je regrette qu'il n'y ait pas eu davantage de communication entre les chercheurs et le CNTS. Mais le docteur Garreta semble catastrophé par le mot « scandale » prononcé par le chercheur, qui explique : « Il n'y a pas eu de scandale en 1983 et 1984, il y a eu des retards. Mais l'information médicale et scientifique n'a pas été traduite suffisamment tôt dans les faits. C'est là qu'il y a eu scandale... Je ne pense pas que le scandale porte sur une personne, sur vous, M. Garreta. Je pense, c'est un problème général, qu'il y a eu des dysfonctionnements, une déconnexion entre la médecine, les autorités scientifiques, le monde médical et la monde de la transfusion. Cela ne doit plus se reproduire. Il faut pour cela des structures permettant la communication ».

C'est, limpide, le professeur Montagnier contraste avec les spéculations entendues jusqu'ici. Même lorsqu'il entre dans des explications techniques, la logique domine au travers de la prudence. Pendant plus de trois heures, les avocats l'interrogent sans tenter d'induire ses réponses ou de le bousculer comme un témoin ordinaire quand la réponse ne convient pas. Il est le seul à pouvoir constater sans représailles une erreur dans une question de M. Sébastien Paugam, il captive le bon sens. Pour illustrer l'affaire, il imagine : « Mon fils est hémophile. Qu'est-ce que j'aurais fait ? J'aurais essayé de ne pas faire l'erreur de lui donner des concentrés sanguins à titre prophylactique. Si mon fils avait eu un accident, j'aurais été obligé de lui donner du sang. J'aurais demandé des produits chauffés. S'il avait été séropositif, j'aurais aussi demandé des produits chauffés. S'il n'y en avait pas eu, j'aurais pris le risque... »

MAURICE PEYROT

Revendiquant trois des quatre attentats contre les agences du groupe de tourisme

Le FLNC-canal historique reproche à Nouvelles Frontières sa « mainmise » sur l'hôtellerie corse

Trois des quatre attentats ayant récemment visé le groupe de tourisme Nouvelles Frontières ont été revendiqués par le Front national de libération de la Corse (FLNC-canal historique). Dans un communiqué diffusé mercredi 26 mai dans l'île de Beauté, l'organisation clandestine a reproché au groupe de tourisme sa « mainmise » sur l'hôtellerie insulaire. Estimant avoir joué le jeu du développement local, Jacques Maillot, PDG de Nouvelles Frontières, avoue sa perplexité.

Deux organisations clandestines se disputent en fait les quatre attentats commis contre les agences de Nouvelles Frontières depuis le milieu du mois de mai. Les explosions de Paris, Ajaccio et Bastia ont été revendiquées par le FLNC - canal historique dans un communiqué authentifié et daté du 27 mai. Mais, la veille, un mystérieux « Front paillote de libération nationale » avait pris les devants en supplantant deux attentats. Cette organisation, dont le nom apparaît, semble-t-il, pour la première fois, avait signé les opérations de Marseille et de Paris. La destruction de l'agence parisienne du boulevard Saint-Michel se trouve ainsi doublement revendiquée, ce qui ne clarifie pas le dossier.

Si les revendications du « Front paillote » sont vagues, celles du FLNC font l'objet d'un long communiqué. « Nouvelles Frontières, deuxième tour operator français, a réalisé en peu de temps une véritable mainmise sur deux fleurons de l'hôtellerie insulaire, énoncé l'organisation nationaliste. Qu'en est-il de la « corsica-

tion des emplois, de la formation ? (...) Qu'en est-il des retombées du « miracle économique » promis à la région ? (...) Continue-t-on les mêmes pratiques de clientélisme, de passe-droit, d'attribution de marchés aux copains de toutes sortes, défavorisant systématiquement les entreprises corses ? »

Pas d'acquéreur pour le complexe hôtelier

Le recours à ces thèmes élastiques de la revendication nationaliste provoque l'incompréhension de Jacques Maillot, PDG de Nouvelles Frontières, qui se croit à l'abri de tels reproches et affirme « vouloir jouer le développement économique de la Corse ». Sans doute son groupe a-t-il bien acquis les deux « fleurons » évoqués par le communiqué : il s'agit de l'Hôtel des Calanques, sur la route des Sanguinaires près d'Ajaccio, et du Grand Bleu, à Calcatoggio. Cette dernière affaire, un complexe hôtelier trois-étoiles, a ainsi été achetée en avril 1992 après être restée en vente pendant des années sans trouver acquéreur. « Nous avons proposé des participations financières aux hôteliers de l'île ainsi qu'à la région avant de reprendre l'affaire », précise Jacques Maillot, mais sans obtenir de réponses favorables. En septembre 1992, la société Corsimm, filiale de la société de transports maritimes Corsica Ferries, est toutefois entrée dans le capital en acquérant 33,34 % des parts du Grand Bleu. L'achat et les travaux ont été financés par un établissement tout autant insulaire, assure encore le PDG du groupe de tourisme.

D'un montant de 22 millions

de France, les travaux ont été confiés à des entreprises corses, plaide encore M. Maillot, multipliant les signes de bonne volonté. Peut-être certains nous reprocheront de ne pas avoir choisi les « bonnes » entreprises locales, mais c'est quand même à nous de décider à qui nous voulons confier nos travaux ! Sur les quarante et un salariés de l'hôtel, trente-trois sont corses. Je n'ai jamais employé corse, mais certains postes n'ont pas trouvé de candidats. L'argumentation est comparable pour l'Hôtel des Calanques, exploité en association avec des personnes privées corses et avec une majorité de salariés nés de l'île de Beauté, comme pour les deux agences de voyages ouvertes à Bastia et à Ajaccio, qui emploient exclusivement des travailleurs corses.

Le perpétuel du PDG est d'autant plus grande qu'il estime avoir de « bons rapports » avec l'ensemble des composantes de la vie politique insulaire, les nationalistes de *Corsica Nazione* et du Mouvement pour l'autodétermination (MPA) y compris. Une incompréhension accrue par le fait que M. Maillot affirme n'avoir reçu aucune lettre de menaces, de racket ou d'impitoyable révolutionnaire. On se souvient qu'une précédente vague d'attentats avait décidé l'autre grand tour operator français, le Club Méditerranée, à se retirer de l'île de Beauté. Sans que l'on sache vraiment si les explosions étaient liées à mettre sur le compte d'hôteliers jaloux ou d'entrepreneurs écartés, de l'impitoyable révolutionnaire ou du racket organisé.

ERICH INCIVAN

Selon un rapport parlementaire

Le coût des actions extérieures de la France va doubler en un an

à vue, comme le prévoit le code de procédure pénale depuis le 1^{er} mars. Mais les policiers se seraient trompés dans le calcul des heures écoulées et aucun avocat n'aurait été prévenu.

❖ **Suicide d'un détenu à la prison d'Epinal.** - Un détenu de la prison d'Epinal (Voges) s'est suicidé par pendaison, lundi 24 mai, dans sa cellule. Arrêté en mars 1992 à Auxerre (Yonne) et accusé d'avoir violé une jeune fille, André Potier était en détention provisoire depuis quatorze mois. C'est le cinquième suicide d'un détenu dans cette nouvelle maison d'arrêt depuis son

compte deux opérations d'aide et d'assistance. L'une, à Djibouti, a coûté 59,5 millions de francs et la seconde, au Rwanda, a entraîné

de proteases*, según Act. Oja

D'autre part, Yves Guéna, sénateur RPR de la Dordogne et maire de Périgueux, a été reçu par M. Léotard qui lui a confirmé son intention de dissoudre le 5^e régiment de chasseurs, stationné dans cette ville, en raison de la liquidation de la 15^e division d'infanterie.

« Des mesures de compensations s'imposent, de façon que des effets positifs puissent intervenir avant un an », a précisé M. Guéna.

Des élus RPR protestent contre la dissolution de certains régiments

Accompagné de deux de ses ministres d'Etat, Charles Fauriol et François Létour, et en présence de Jacques Chirac, président du RPR, Edouard Balladur a réuni, mercredi 26 mai, à l'Assemblée, de façon impromptue, plusieurs députés dont les circonscriptions seront touchées par le plan de réorganisation des régiments que le ministre de la Défense devra rendre public jeudi 27 mai en fin d'après-midi (le Monde du 21 mai).

Scot concernés, notamment par la fusion de la 15^e division d'infanterie (dont le PC est à Limoges) avec la 27^e division alpine (Grenoble), Alain Marsaud (RPR, Haute-Vienne), Patrick Ollier (RPR, Hautes-Alpes), Xavier Laroche (RPR, Loiret) et Daniel Garrigue (RPR, Dordogne). Avant d'entendre M. Létour qui s'est expliqué sur les mesures envisagées, certains de ces députés ont, selon le président de la commission de la défense à l'Assemblée, Jacques Boyon, menacé de donner leur démission.

D'autre part, Yves Guéna, sénateur RPR de la Dordogne et maire de Périgueux, a été reçu par M. Létour qui lui a confirmé son intention de dissocier le 3^e régiment de chasseurs, stationné dans cette ville, en raison de la liquidation de la 15^e division d'infanterie. Des mesures de compensation s'imposent, de façon que des effets négatifs matériels n'aient cours.

[illegible]

هذه من الإيجل



SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

La vocation tardive de Rodolphe Gilbert

M. Balladur annonce des « choix » sur POTAN, le service national et les crédits militaires

Le premier ministre, Edouard Balladur, a affirmé, mercredi 26 mai, en présentant la commission chargée de préparer un Livre blanc sur la défense, que le gouvernement n'a « aucun doute » sur la nécessité de maintenir des crédits militaires, notamment sur l'OTAN, le service national et la formation militaire, qui doit être maintenue à son niveau actuel.

La commission, qui rendra son rapport d'ici quatre ans, a pour mission de préparer le premier Livre blanc de la défense depuis celui de 1984. Elle doit également proposer des mesures de réforme de l'armée et de la formation militaire.

La stratégie de la France doit être revue, a-t-il déclaré. Le premier ministre a souligné la nécessité de maintenir des crédits militaires, notamment sur l'OTAN, le service national et la formation militaire, qui doit être maintenue à son niveau actuel.

« Une place claire »

M. Balladur, à l'OTAN, a affirmé, mercredi 26 mai, en présentant la commission chargée de préparer un Livre blanc sur la défense, que le gouvernement n'a « aucun doute » sur la nécessité de maintenir des crédits militaires, notamment sur l'OTAN, le service national et la formation militaire, qui doit être maintenue à son niveau actuel.

La stratégie de la France doit être revue, a-t-il déclaré. Le premier ministre a souligné la nécessité de maintenir des crédits militaires, notamment sur l'OTAN, le service national et la formation militaire, qui doit être maintenue à son niveau actuel.

Des élus RPR protestent contre la dissolution de certains régiments

Des élus RPR ont protesté, mercredi 26 mai, contre la dissolution de certains régiments de l'armée française. Ils ont souligné la nécessité de maintenir des crédits militaires, notamment sur l'OTAN, le service national et la formation militaire, qui doit être maintenue à son niveau actuel.

La stratégie de la France doit être revue, a-t-il déclaré. Le premier ministre a souligné la nécessité de maintenir des crédits militaires, notamment sur l'OTAN, le service national et la formation militaire, qui doit être maintenue à son niveau actuel.

Dix-neuf Français étaient inscrits, lundi 24 mai, dans le tableau final du simple messieurs des Internationaux de France de Roland-Garros. Mercredi soir, il n'en restait plus que cinq qualifiés pour le deuxième tour. Sur les trois convoqués mercredi, un seul a gagné sa place pour le troisième tour. On pourrait en déduire que le bilan des joueurs nationaux est globalement négatif. Et on aurait tort. Les deux seules sensations fortes des trois premiers jours de tournoi sont à mettre à leur crédit : l'élimination mardi de Ivan Lendl, tête de série numéro 7, par Stéphane Huet, puis celle de Boris Becker, tête de série numéro 4, par Rodolphe Gilbert, vingt-cinq ans. Ces deux joueurs ont en commun d'être gauchers et de jouer les sous-marins dans les profondeurs du classement mondial, l'un à 297, l'autre à 92. Leurs performances n'en sont que plus épatantes.

En 1983, Yannick Noah gagne les Internationaux de France après trois heures de tennis épuisant face à Mats Wilander. Cette année-là, Rodolphe Gilbert, quinze ans, il joue au tennis depuis quatre ans au club de la Banque de France où sont inscrits ses parents. Le gamin n'a pas les qualités physiques du nouveau héros national, mais le jeu de Noah le bluffe. Des milliers d'adolescents sont dans le même cas à la même époque. A la différence de cette multitude de fans, Rodolphe Gilbert décide de passer à l'acte, de s'engager dans la voie qui lui a montré son idole. Il veut devenir, sinon champion, du moins joueur professionnel.

A quinze ans, on croit que tout reste possible, que le vie commence. Les entraîneurs de tennis fédéraux ne partagent pas cette opinion. Ils estiment qu'un garçon de cet âge, qui n'a pas eu moins cinq ans de compétition derrière lui, n'a pas d'avenir sur les courts. A leurs yeux, le prototype du futur champion reçoit une raquette en guise de hochet, comme André Agassi, on est attaché au poteau de filet par sa mère, comme Ivan Lendl. Le tennis doit être une passion exclusive de la bécotée. Rodolphe Gilbert a perdu du temps sur des skis puis dans les buts d'une équipe de football. On lui conseille de passer le bac.

A quinze ans, on ne veut pas croire que tout est écrit, que toute nature est impossible sur le contrat d'avenir. Rodolphe Gilbert ne suit donc pas la voie qu'on lui indique. Il attendra son tour par un chemin détourné, une section sports-études privée d'Aubervilliers, l'équivalent d'une boîte à bac pour jeunes champions en détresse avec le système. On y accède plus facilement avec un gros compte en banque qu'avec un bon dossier sportif. Celui de Rodolphe Gilbert n'est pas des plus brillants. Techniquement, il n'est pas mauvais. Physiquement, il a des lacunes, mais il en est conscient. Il s'entraîne deux fois plus dur que ses camarades. Il en tirera quelques profits.

Repassé dans l'ombre

A dix-huit ans, Rodolphe Gilbert devient champion de France juniors. On est en 1986. Cette année-là, Boris Becker, qui a quelques mois de plus, gagne les championnats de Wimbledon pour la deuxième année consécutive. En dépit de ses progrès, le Français est loin d'avoir « recollé au peloton » de ceux qui sont passés des couches-épaves au short de tennis. Pendant qu'il pâle pour gagner sa place dans les tournois, Boris Becker découvre la rude vie des stars.

Rodolphe Gilbert passe professionnel en 1988. Trois ans décalés, il n'est resté le SMIC en fin de mois. A la même époque, les hommes d'affaires de l'Allemand

cherchent les meilleurs placements pour les quelques deux millions de dollars gagnés sur les courts par leur protégé. Les deux garçons évoluent dans la galaxie tennis, à des années-lumière l'un de l'autre. Rien ne paraît pouvoir ou devoir les rapprocher. Il faut trois ans à Rodolphe Gilbert pour monter avec peine jusqu'à la centième place mondiale. Pendant ce temps, Boris Becker fait le yoyo entre le deuxième et le cinquième rang.

Une fois, en 1991, Rodolphe Gilbert passe sous le projecteur. Par hasard. Il y a un trou à boucher dans le tableau du tournoi de Key-Biscayne où il joue. Le joueur qui doit normalement le remplir est introuvable. Le Français est sur le bord d'un court où joue son amie Nathalie Hossner. On le lance dans le grand bain. Sans avoir le temps de réaliser ce qui lui arrive, il bat son compatriote Thierry Champion, puis se retrouve devant Pete Sampras. L'Américain, qui n'a pas encore fêté son vingtième anniversaire, est alors tenant du titre des Internationaux des Etats-Unis. Rodolphe Gilbert le sort en deux sets. L'exploit est sans lendemain. Le Français repasse dans l'ombre, tandis que Boris Becker continue de défier la chronique.

En 1993, le joueur allemand est harcelé par une partie de la presse qui lui reproche sa liaison avec une jeune femme noire. Il rompt avec un cinquième ou sixième coach, il ne sait plus lui-même. En tout cas, ce n'est pas sa meilleure année. Il ajoute deux titres à son palmarès mais, la plupart du temps, il est malade ou blessé et il ne passe pas les premiers tours des tournois dans lesquels il s'engage. Rodolphe Gilbert ne fait pas mieux. Il a fini par entrer dans le système fédéral. Thierry Tulasne l'entraîne maintenant depuis un an, sans que les résultats changent radicalement.

Mercredi 26 mai, le sort vent que ces deux trajectoires se coupent à Roland-Garros. Rodolphe Gilbert, quatre-vingt-douze ans, joueur mûr, bat en trois manches Boris Becker, tête de série numéro 4. Le vaincu résume l'événement sans émotion : « J'ai eu beaucoup de balles de break au premier set. Rodolphe n'est jamais parvenu à égaliser sur mes services, jusqu'à ce qu'il obtienne une balle de break à 5-6. Cela lui suffit pour gagner la première manche. En gagnant ce point, il retourne aussi le match. Au troisième set, j'avais encore une chance mais il la maintient la pression, il ne s'est pas épuisé. Une balle de break à 5-5, un bon passing et voilà... »

Une vague ressemblance

Boris Becker tourne la page. Il explique pas son imprécision, son inconstance. Il ne dit pas pourquoi il n'a pas plongé sur une balle de 3-1 au deuxième set, comme il le faisait naguère, pour renverser le match. Il est fourbu, enveloppé dans son mystère, parti ailleurs déjà, à Wimbledon, sur son gazon fétide, pour la suite de ses aventures. Celles de Rodolphe Gilbert ne font que commencer. On veut tout connaître de lui. Il présente son meilleur profil, raconte ses courses quotidiennes dans les dunes d'Arcachon, rappelle ses défaits prometteurs face à Chang ou Michael Stich, démonte ses sentiments, envisage le futur face à Cédric Piolain, cherche en vain des mots d'anglais. Il est admirable et pathétique. Il donne le sentiment de tenir le monde dans sa main comme on tiendrait une poignée de sable.

On l'écoute, on lui trouve une vague ressemblance avec Henri Leconte. On le découvre pondéré, sans esprit de revanche. On ne le sent pas très costaud au fond, une fragilité indéfinissable, celle qui plaît aux femmes. Et ce lui pardonne tout. Cet excès de bonheur comme cette absence d'épaisseur. Aujourd'hui Rodolphe Gilbert a goûté au parfum qui, il y a dix ans, avait gâté Yannick Noah et Roland-Garros, la victoire.

ALAIN GIRAUDO

Les résultats du mercredi 26 mai

SIMPLE MESSIEURS

Premier tour

Premier quart du tableau

P. Kuhn (All) b. J.-P. Fleurian (Fra) 3-6, 6-3, 3-6, 6-3.

Deuxième tour

Troisième quart du tableau

G. Ivanisevic (Cro, o' 5) b. A. Berasategui (Esp) 6-3, 6-3, 6-2; C. Costa (Esp) b. J. Arrese (Esp) 6-3, 6-2, 6-4; A. Chesnokov (Rus) 6-3, 6-2, 6-4; T. Woodbridge (Aus) 4-6, 6-4, 3-6, 7-5, 6-0; R. Krajcek (PB, o' 12) b. M. Rosset (Sui) 6-2, 6-3, 6-1; K. Novacek (Tch, o' 13) b. F. Clavier (Esp) 6-4, 6-2, 4-6, 6-0; C. Dosedel (Tch) b. Y. Kafelnikov (Rus) 6-3, 6-1, 6-0; R. Gilbert (Fra) b. B. Becker (All) 4-7, 7-5, 6-3, 7-5.

Quatrième quart du tableau

M. Stich (All, o' 9) b. H. Holm (Sui) 6-4, 6-2, 7-5; T. Muster (Aut, o' 15) b. C. Piolain (Fra) 7-5, 2-6, 6-4, 6-2; B. Gilbert (EU) b. D. Prioulet (All) 6-1, 5-7, 6-2, 6-2; J. Tarrago (EU) b. O. Dabrowski (Fra) 6-4, 6-2, 6-4; J. Courier (EU, o' 2) b. T. Carbonnel (Esp) 6-4, 6-1, 6-0.

SIMPLE DAMES

Deuxième tour

Premier quart du tableau

S. Graf (All, o' 1) b. A. Staszova (Tch) 6-1, 6-1; L. Glusacova (Bel) 6-2, 6-3; I. Majoli (Cro) b. L. Allen (EU) 6-0, 6-1; S. Hack (All, n' 10) b. L. Ferrando (Ita) 6-1, 6-4; M. Pierce (Fra, o' 12) b. R. McQuillan (Aus) 6-4, 6-0; R. Po (EU) b. S. Stafford (EU) 6-4, 6-1; P. Labor (Arg) b. E. Rastbach (RSA) 6-2, 6-3; J. Capriati (EU, n' 6) b. A. Fusi (Fra) 6-1, 7-5.

Deuxième quart du tableau

C. Martinez (Esp, o' 4) b. G. Halgeon (EU) 7-5, 6-2; M. Baudone (Ita) b. L. Harvey-Wild (EU) 4-6, 7-6, 6-4; J. Wiesner (Aut) b. J. Santrock (EU) 6-1, 6-3; M. Malceva (Bul, n' 9) b. I. Gorochategui (Arg) 6-4, 6-1; J. Halard (Fra) b. M.-J. Gaidano (Arg) 6-1, 6-4; P. Hy (Can) b. A.-M. Foldes (Hon) 7-6, 6-1; A. Hnber (All, o' 8) b. L. McNeil (EU) 6-1, 3-6, 7-5.

Entre parenthèses, la nationalité des joueuses et, éventuellement, leur numéro de tête de série.

Le LIVRE de POCHÉ

La Pochothèque

Le Théâtre en France

Littérature générale

PIERRE COMBESCOT Les Filles du Calvaire

PATRICIA HIGHSMITH Ripley entre deux eaux

CHRISTIANE DESROCHES NOBLECOURT La Grande Nublaide

DOMINIQUE FERNANDEZ L'Ecole du Sud

PIERRE BELLEMAIRE L'Année criminelle-11

PIERRE BELLEMAIRE L'Année criminelle-12

MAXIMO MUTIS Un bel mort

CLAUDE DUNETON Variations devant les nouveaux

MAX GALLO Une affaire publique

ERWAN BERGOT Sud Lorrain 13 - Le Maître de Bas-Tou

ROGER ALEXANDRE Notre entreprise est formidable

BRUCE CHATWIN Utz

MICHEL BENOIT Prisonnier de Dieu

MARIE-HERMINE HUMBERT Le Volkameria

Classiques

PIERRE DE RONSARD Discours des misères de ce temps

MARCEL PROUST La Prisonnière - Albertine disparue

Classique de la philosophie

PLATON Protagoras

Bibliotécaire

HERMANN HESSE Le Voyage en Orient

LEONARDO SCIASCIA Le Chevalier et la Mort

Bibliotécaire

FRANÇOIS JULLIEN Flore de la tadeur - A partir de la pensée et de l'esthétique de la Chine

Manifeste pour une mort douce

Le Livre de Poche Références

FRANÇOIS CARON Histoire de France 15 - La France des Patriotes

RENE REMOND Histoire de France 16 - Notre Siècle

Les Grands Textes politiques (théor)

Thrillers

CLIVE CUSSLER Dragon

JOSE-PABLO FEINMANN Les Derniers Jours de la victime

RICHARD KERLAN Vol sur Moscou

Policiers

AGATHA CHRISTIE Poirot quitte la scène

Hitchcock présente

ALFRED HITCHCOCK Histoires délicieusement délictueuses

Science-fiction

PHILIP ROSE FARMER Le Labyrinthe magique

Les langues modernes

Un arabe

Nouvelles du monde arabe

Pratiques

Dr RENE THEWISSEN Aimer et guérir

JACQUES GANDOUIN Guide du protocole et des usages

TOKYO : 7 JOURS 7.700 F

VOYAGEURS AL JAPON

42 86 16 16

VOYAGER PLUS VRAI

S.T.A.G.E USA ANGLAIS

Dans une grande université de Californie ou de Floride.

Départs possibles tous les 2 mois.

année (8 mois) : 80.000 F env.

semestre (4 mois) : 22.000 F env.

Cours, logement, repas inclus.

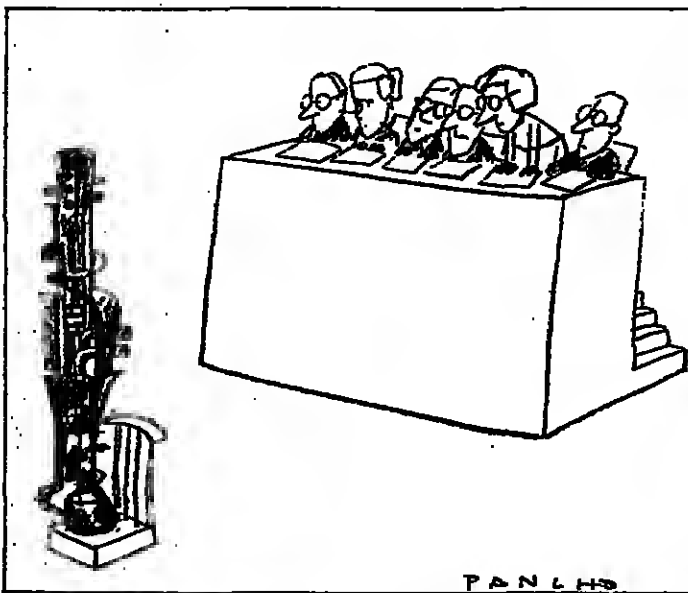
University Studies in America

CEPES 42, avenue Daumesnil 75007 PARIS (1) 46 50 28 28

CULTURE

L'art et l'Etat

IV. - Acheter, exposer, propager



P. ANCHES

tion de l'art contemporain. Des directeurs de FRAC ont trop pensé à leur carrière, à faire des expositions monographiques, ou fantasment sur la création d'un musée : ce n'est pas leur mission.

Mais la diffusion implique de multiples déplacements dans les villes, villages, écoles, etc. Beaucoup d'œuvres en souffrent. On peut même s'interroger sur l'opportunité d'acquiescer des œuvres monumentales, fort intéressantes mais intranquillantes. Les collections du FRAC Lorraine sont entassées dans des conditions précaires au Musée d'Epinal. Des élus empruntent, de temps à autre, des pièces pour monter des expositions improbables. Le transport se faisant en dépit du bon sens, des œuvres ont été perdues, d'autres détériorées.

Les FRAC, englués dans des problèmes locaux, n'ont pas toujours les moyens d'une ambitieuse politique de diffusion. Quatorze FRAC seulement disposent de lieux d'exposition et encore beaucoup de ceux-ci sont-ils médiocres - d'obscurs lieux de stockage, affirme l'artiste Jean-Luc Vilmouth - même si des efforts ont été faits, puisque la gestion et le fonctionnement sont passés, en gros, de 5 % au début des années 80 à plus de 50 % du budget.

Rares sont les FRAC qui ont des réserves impeccables, comme en Picardie. Elles sont même souvent indignes. « On peut aussi parler de l'état des réserves dans les musées », répliquent plusieurs directeurs. Celles du FRAC Champagne-Ardenne ont été inondées trois fois, et des œuvres de John Hilliard, François Martin et Jean-Pierre Bertrand ont été endommagées. En Haute-Normandie, parmi ses deux cent cinquante œuvres, on trouve un beau Jean Michel de la série la Grande Vallée (acheté 30 000 F et aujourd'hui estimé 800 000 F) qui est ensablé dans un local insalubre, sans aucune condition de sécurité.

« Outil pédagogique » ou musée

Trois FRAC ont pourtant réussi à équilibrer une politique d'acquisitions originales et de diffusion active. La Picardie doit beaucoup à la personnalité de son directeur, Yves Lecoq. Celui de Bretagne, qui a créé un « réseau » entre l'ensemble des lieux voués à l'art contemporain, est en voie de devenir un véritable musée. Les Pays de la Loire ont mis en place une politique d'ateliers : cent vingt artistes y ont travaillé durant les mois d'été. Longtemps cité en exemple, ce FRAC est en passe de trouver un nouveau lieu d'accueil, mais son rapprochement avec le Musée de Nantes est différé.

Aujourd'hui, les FRAC ont à choisir entre deux philosophies : devenir un « outil pédagogique », selon François Barré, ou service des écoles, des municipalités, des centres d'art (Picardie, Nord) ; ou se transformer en musée (Bretagne). En Rhône-Alpes, une bonne partie des œuvres sont déjà dans les

musées de la région, les autres alimenteront le futur musée d'art contemporain de Lyon que doit construire Renzo Piano. Le FRAC Nord - qui devait, ce mois-ci, gagner Dunkerque, devra attendre deux ou trois ans. Il est condamné à occuper des locaux « précaires et provisoires » dans l'agglomération lilloise. En revanche, la collection de Midi-Pyrénées rejoindra bien les anciens abattoirs de Toulouse le 14 juin prochain et devrait, d'ici trois ans, former un ambitieux pôle artistique avec un centre d'art et un musée. Quant au FRAC Languedoc-Roussillon, il pourrait rejoindre Sète.

D'autres pensent surtout à survivre. Le bilan de la Haute-Normandie est pour le moins négatif : un jeune directeur (Paul Cabon) désempoigné, pas d'acquisition depuis 1990 (alors qu'il y a 585 000 francs de blocage), pas de lieu d'exposition, des réserves indignes. Certains annoncent même la fin de ce FRAC pour septembre : « C'est vrai qu'il ne marche pas, mais c'est le cas de nombreux FRAC de France, se défend la présidente, Annick Faury (UDF). Nous avons trop acheté des artistes internationaux à des prix fous. Nous allons recenser le FRAC, en septembre, sur la promotion de jeunes artistes régionaux ».

Reste que, pour la plupart des responsables, le bilan des FRAC est positif. Ils ont été un appréciable ballon d'oxygène pour le marché de l'art. « Plusieurs artistes en ont bien profité, certains ont même bâti leur réputation grâce à eux », disent à mots couverts de nombreux directeurs. Pour les galeries, essentiellement parisiennes, le bilan va dans le même sens, puisque 62 % des acquisitions ont été effectuées chez eux. Enfin, en dépit de leurs imperfections et de leurs limites, ils ont contribué à familiariser un public non négligeable - et des élus - avec l'art contemporain. Ce n'est déjà pas si mal. Même Bernard Ceysson, responsable du Musée d'Art moderne de Saint-Etienne, qui était un des plus virulents pourfendeurs des FRAC, a changé d'avis : « Je craignais que ces fonds fussent oubliés les grosses lacunes en art du vingtième siècle dans nos musées. Je reconnais qu'ils ont fait bouger les régions, les villes. Les collections se sont enrichies et des responsables de qualité se sont offerts. Maintenant, je ne suis pas sûr qu'il faut des musées d'art contemporain partout en France ».

Mais ces FRAC ont-ils contribué à promouvoir les artistes dont on parlait demain ? L'avenir le dira. « Les FRAC sont tout simplement les reflets de leur époque, constate François Barré, avec ses engagements, ses oublis et ses points aveugles ».

MICHEL GUERRIN
et EMMANUEL DE ROUX
FIN

(1) La plupart des chiffres de cette enquête émanent de Vidéomusées, une association qui rassemble, dans une banque de données informatique associée à un vidéodisque, l'ensemble des données des collections publiques françaises du vingtième siècle. Vidéomusées permet notamment de consulter et de visualiser 40 000 œuvres.

Relever un plat mexicain ça demande un minimum d'effort.



B-C-R-C TABASCO is a registered trademark of Wm. R. Warr Co.

en faisant défilé la reproduction des acquisitions sur l'écran de Vidéomusées, on constate aussi que les FRAC ont souvent acheté des œuvres mineures par rapport à la production des artistes.

La collection du FRAC Nord, une des meilleures, est exemplaire. Sur les cent soixante-dix artistes représentés, on trouve les grands noms des vingt-cinq dernières années, représentant les principaux courants internationaux : Buren-Mosset-Toroni-Parmentier en France, Arte povera en Italie, art minimal aux Etats-Unis, néo-expressionnisme en Allemagne. « Cela dénote une certaine frilosité de notre part, reconnaît Caroline David. Il est vrai qu'aucun FRAC n'a, jusqu'à présent, osé faire découvrir un jeune artiste ». Le président, Michel Delebarre, est prudent : « Si, parmi nos achats, 20 % passent à la postérité, alors nous aurons fait du bon travail ». Il est facile de repérer les œuvres emblématiques de certains FRAC : Jean Hélin et Haim Steinbach en Bretagne, Dan Graham en Rhône-Alpes, Tapies, Merz et Barcelo en Midi-Pyrénées, Tony Cragg et Tremlett en Picardie, Allan Bie Colburn en Bourgogne, Francis Steegmans et Bob Morris en Lorraine, Richard Deacon en Pays de la Loire, Zorin en Champagne-Ardenne.

Ainsi en arrive-t-on à un paradoxe : établis dans les régions, dans des villes de province qui ont été jadis des pôles artistiques antiques, avec leurs écoles, leurs styles, leurs mécènes et leurs collectionneurs propres, les FRAC contribuent moins à réactiver une vie culturelle que à la transformer en un musée de la culture.

Le FRAC Nord a été fondé en 1982, dans la région de Lille, par un petit nombre de spécialistes qui dispersent dans toutes les régions les échantillons d'un goût qui est celui, dans la plupart des cas, du plus petit dénominateur commun.

Une fois achetées, que faire de ces œuvres ? On les montre, et comment ? Ces questions sont désormais fondamentales. Elles pèsent sur les autres missions des FRAC : conserver, restaurer, exposer, diffuser, publier. Certes, les expositions sont nombreuses - plus de sept cents en dix ans - mais à quel prix ? Les FRAC ont des budgets évasives : « Recevoir trois personnes par jour, c'est un problème auquel sont confrontés beaucoup d'entre nous », avoue Frédéric Paul, du FRAC Limousin. Comme les lieux dont ils disposent sont rarement accueillants, et souvent mal situés, ils sont peu identifiés par le public. Même le FRAC Champagne-Ardenne, qui possède un fort bel espace (1 200 mètres carrés), implanté dans l'ancien collège des jésuites de Reims, n'est pas signalé en ville, ni devant la porte d'entrée. Comment, dans ces conditions, se faire connaître ?

Arriver à faire venir le public est déjà un tour de force. Lui faire apprécier ce qu'il voit en est une autre. Voilà pourquoi, dans la plupart des FRAC, on n'a aujourd'hui qu'un mot à la bouche : pédagogie ! Comme en Languedoc-Roussillon, où le nouveau directeur, Ami Barak, projette pour la rentrée une ambitieuse politique de sensibilisation dans les lycées. Politique déjà pratiquée dans la région Nord. Au FRAC Rhône-Alpes, le temps des acquisitions tapageuses est révolu. Place au travail en profondeur : Marie Lapaine, « une femme de terrain », selon Jacques Oudot, a été nommée à sa tête pour cette qualité. Elle veut renouer avec le tissu culturel de la région, « retrouver un esprit muséal élitiste, aider les jeunes artistes pour favoriser la compréhens-

lais. Au milieu de tout cela, le directeur du FRAC essaye, tant bien que mal, de tirer son épingle du jeu. Tâche d'autant plus malaisée que le terrain est virage et les élus peu préparés à « digérer » des avant-gardes. D'où les innombrables conflits, quiproquos, débats, changements de politique et de personnes qui ont mis en péril les FRAC durant la dernière décennie. Conflits entre l'Etat et les régions, les élus et les spécialistes, le directeur et le représentant du ministère, le directeur et le président. Sans parler des musées, dont beaucoup ont « snobé » ces intrus venant chasser sur leurs terres. Pourtant, seul le FRAC de l'Île-de-France a connu une crise déterminante. En désaccord avec la politique d'achat de ce dernier, l'Etat a fini par se retirer en 1985, laissant la région gérer seule son fonds.

« Comment développer une vraie politique d'achat avec à sa tête un élu qui, souvent, méconnaît l'art contemporain, peu capable à des pressions et à favoriser l'achat d'artistes trop à la mode ou trop régionaux », demande François Barré, le délégué aux arts plastiques au ministère de la culture. La question écarte certes d'être posée, mais s'est-on donné la peine d'informer ces élus ? Bico souvent, ils ont été amenés à prendre une décision - achat ou refus - à la seule vue d'une disposition, sans connaître ni l'artiste, ni son œuvre, ni sa cote.

L'Etat a-t-il les moyens, dans ces conditions, de conduire « ceux qui savent » ? Jacques Oudot évoque les premières années du FRAC : « Je me souviens d'une exposition organisée à Chambéry autour du mouvement art povera. L'ancien ministre

Les artistes les plus prisés par les FRAC

	Nombre d'œuvres acquises	Montants totaux (en francs)
François Morellet...	22	1 832 696
Jean Hélin...	13	1 650 000
Christian Boust...	12	1 630 000
Günther Rambow...	25	1 435 000
Toni Grand...	11	1 393 000
Jeff Wall...	5	1 340 384
Pierre Soulages...	9	1 308 500
Niele Toroni...	1	205 500
Jean Le Gac...	21	1 252 500
Antoni Tapies...	20	1 141 584
Olivier Dubé...	23	1 131 660
Gérard Gasinowski...	14	1 115 000
Michelangelo Pistoletto...	14	1 089 000
Ulrich Rückert...	6	1 075 000
Silvan Hantani...	8	1 070 247
Mario Merz...	6	1 065 745
Dan Graham...	10	1 055 487
Jean Dubuffet...	6	1 045 000
Imi Knoebel...	7	1 019 248
Pierre Alechinsky...	17	1 008 500
Gérard Garouste...	19	989 998
Bernard Lavier...	18	986 000
Daniel Buren...	8	945 965
Jean Degott...	17	940 280
John Armleder...	11	926 046
Sigmar Polke...	3	920 000
François Bouillon...	17	910 000
Soi Lewitt...	15	901 069
Pierre Buraglio...	28	899 828
Gerhard Richter...	6	879 356

(Source Vidéomusées)

Dans ce tableau figure la liste des artistes les plus prisés par les fonds régionaux d'art contemporain (FRAC), en fonction du montant des œuvres qui leur ont été achetées. Certains chiffres ne sont pas totalement actualisés. François Bouillon et, dans une moindre mesure, Gérard Garouste sont essentiellement représentés par des dessins, ce qui explique le nombre élevé d'œuvres répertoriées.

de l'environnement, Michel Barner, arrive. A la vue des matériaux utilisés, les villages et les maisons de bois, il est resté fort perplexe. Mais personne n'a pris la peine de répondre à ses questions. Le milieu de l'art, a souvent répondu à la demande du public et des élus par des théories esthétiques et des discours littéraires. Et Jacques Oudot de rappeler qu'il n'est pas aisé de faire comprendre à un élu qu'un rayon de lumière éphémère vaut 500 000 francs.

S'ils ont été créés sur le même modèle, s'ils fonctionnent à peu près de la même façon, s'ils portent le même nom, les FRAC sont pourtant fort différents les uns des autres : statuts, histoires, moyens financiers, choix, profils, tout les sépare. Il y a les « gros » FRAC (Nord, Bretagne, Rhône-Alpes) et les « petits » (Anvergne, Poitou-Charentes, Centre, Corse). Rhône-Alpes possède un fonds de mille œuvres, celui de la Corse une centaine à peine. Certains ont un lieu d'exposition, et d'autres pas. Les uns ont du succès, d'autres sont en panne - celui de Lorraine, par exemple, unanimement considéré comme « un FRAC à la traîne », et qui n'a d'ailleurs jamais eu de directeur.

Sur le plan administratif, on peut se demander s'il fallait créer des structures identiques dans des régions très différentes : l'art contemporain était déjà fort bien défendu en Rhône-Alpes et en Ile-de-France ; fallait-il y implanter des

Après avoir longtemps négligé l'art contemporain, l'Etat et les collectivités locales ont multiplié, depuis une décennie, les initiatives (le Monde du 25 mai). Alors que les écoles de beaux-arts s'interrogeaient sur leurs missions et leur pédagogie (le Monde du 28 mai), les artistes s'aperçoivent qu'il leur est de plus en plus difficile de trouver, à Paris surtout, un atelier où exercer leur talent (le Monde du 27 mai). Le dernier volet de cette série d'articles sur « l'art et l'Etat » s'essais à un bilan des Fonds régionaux d'art contemporain.

Le sigle est barbare et suscite les jeux de mots faciles : « Fric-FRAC », « les FRAC croquants », « les fringues des FRAC ». L'ironie finit par agacer. Certains rêvent de changer l'intitulé pour améliorer l'image d'une institution souvent mise en cause mais qui est toujours en place après onze ans d'existence.

Les fonds régionaux d'art contemporain (FRAC) ont été créés en 1982, quand Jack Lang entamait son premier mandat rue de Valois. Leur rôle est d'acheter des œuvres contemporaines dans le domaine des arts plastiques, autant pour stimuler le marché de la création que pour promouvoir les esthétiques nouvelles auprès d'un public régional. Il en existe un dans la plupart des régions de France. Les censeurs ont vite fait de les assimiler à vingt-quatre « cloîtres bureaucratiques, manipulés par l'Etat. Comme ils ont dépensé pour leurs acquisitions près de 170 millions de francs (1), d'autres voix s'élèvent de ces achats, etous semblables et sans audience ». Les critiques les plus indulgentes estiment que les FRAC font vivre artistes et galeries, alimentent quelques musées et centres d'art. Mais d'autres rappellent que ces fonds n'ont pas fait avancer la promotion de l'art contemporain, mais aussi l'Etat du paysage artistique. « Nous sortions d'un désert », se souvient Jacques Oudot, vice-président du conseil régional, adjoint au maire de Lyon (sans étiquette) chargé de la culture et président du FRAC Rhône-Alpes. « Pendant trente ans, la France a préféré construire des piscines et former des nageurs. Elle a complètement occulté les arts plastiques ». Une opinion partagée par Frédéric Paul, directeur du FRAC Limousin : « Le fossé s'élargissait de plus en plus entre les artistes et le public ». Que faire ? S'appuyer sur les musées ? « Trop conservateurs », répondait-on rue de Valois.

Une décennie de conflits

Il fallait donc créer quelque chose de nouveau. Alors directeur du service de la création artistique au ministère de la culture, Bernard Anthonioz a jeté les bases des FRAC en s'inspirant du vieux FNAC (Fonds national d'art contemporain, créé en 1875), dont il avait été le patron. L'idée fut concrétisée par Claude Mollard, alors délégué aux arts plastiques au ministère de la culture, qui constatait l'existence d'« un écart entre la naissance de l'œuvre dans l'atelier de l'artiste et sa reconnaissance historique ». Ce fameux écart, qui précède tant de jeunes artistes, devait être comblé par les FRAC, avec leurs structures souples, légères (deux à quatre personnes), dans chacune des régions de France, chargées d'acheter des œuvres, puis de les faire connaître.

Les régions se sont alors lancées dans une frénésie d'acquisitions, avec un budget de 27 millions de francs la première année et de 34 millions la deuxième. Des structures, les plus souvent associatives, ont été mises en place, financées à moitié par l'Etat et par les conseils régionaux. Le premier donne pour acheter, le second gère la fonctionnement. Un comité technique (composé de spécialistes) propose les œuvres, et le conseil d'administration (essentiellement des élus locaux) les accepte ou non. Le représentant du ministère de la culture dans la région a joué un rôle très influent, surtout dans les premières années. Pour coiffer le tout, des politiques - et pas n'importe lesquels - les président : Valéry Giscard d'Estaing en Auvergne, Michel Delebarre dans le Nord-Pas-de-Calais.

enir son rang

Bozonnet

C'est aujourd'hui chose faite. La recette était-elle aussi inconnue quand, baré des mêmes principes, un autre capitaine d'industrie, René Lagardère, a dû copier la recette des campagnes, à la tête de groupes du Miro-Racing, comme d'habitude d'habitude ? L'Etat, qui a toujours eu du mal à trouver un atelier où exercer leur talent (le Monde du 27 mai), le dernier volet de cette série d'articles sur « l'art et l'Etat » s'essais à un bilan des Fonds régionaux d'art contemporain.

Après avoir longtemps négligé l'art contemporain, l'Etat et les collectivités locales ont multiplié, depuis une décennie, les initiatives (le Monde du 25 mai). Alors que les écoles de beaux-arts s'interrogeaient sur leurs missions et leur pédagogie (le Monde du 28 mai), les artistes s'aperçoivent qu'il leur est de plus en plus difficile de trouver, à Paris surtout, un atelier où exercer leur talent (le Monde du 27 mai). Le dernier volet de cette série d'articles sur « l'art et l'Etat » s'essais à un bilan des Fonds régionaux d'art contemporain.

Grand stade en question

Le grand stade de Marseille est une question qui a été posée par le conseil régional. Le conseil régional a décidé de financer la construction d'un grand stade de Marseille. Le conseil régional a décidé de financer la construction d'un grand stade de Marseille.

CULTURE

CINÉMA

Le pandore et l'orpheline

Sous couvert de conte de fées moderne un cri rageur et sarcastique

de Kira Mouratova

Ouverture en forme de drague au poivre : un fils russe erre la nuit dans un champ de choux. Plan d'une beauté absurde, à couper le souffle. Mais il dure, dure, et un bébé pleure de plus en plus fort. Il faut le trouver, et ce grand flandrin de Kirilouk (Nikolai Chastokine) doit avoir du borscht dans les yeux pour ne pas y parvenir. Il finit par le ramasser, l'emmène. Aussitôt, Moustova déclenche une hilarante scène de rue.

Des voisins s'engueulent, et pour n'importe quoi, tandis que des chiens s'agrippent en aboiements assourdissants. Les gens répètent et répètent encore leurs identités et dérisoires récriminations. C'est

trop, et c'est insupportable. En deux séquences, la réalisatrice a fait le nécessaire pour qu'on se souvienne qu'elle est probablement le meilleur metteur en scène en activité dans l'ex-URSS. La plus ténue, aussi.

Aurait-elle voulu décourager les mieux disposés de ses spectateurs qu'elle ne s'y serait pas prise autrement. Passé ce préambule, elle raconte avec à peine plus de sérénité comment le brave Kirilouk remet l'enfant trouvé aux autorités paternelles dans un océan de papiers et d'incompétence russe. Puis comment il tombe amoureux du bébé confié à une clinique kalfenne et convoine sa compagne que cette gaminette doit devenir la leur, intrigue pour récupérer le bambin avant d'être en justice. Ce n'est jamais prudent. A Odessa

moins qu'ailleurs. La caméra de Mouratova est partout, dans le documentaire de la vie quotidienne et dans le conte de fées, dans le pamphlet et dans le burlesque venu du cinéma muet. L'ensemble est une sorte de mélodrame beckettien, définitivement inclassable, imprévisible.

Du naturalisme sensible et rieur de *Breves rencontres* au long poème désespéré du *Syndrôme asthénique*, Kira Mouratova a parcouru et révisé, avec un égal bonheur de cinéaste et une conscience inébranlable, toutes les gammes des systèmes de représentation. Le *Milicien amoureux* tente d'aller au-delà. Autour de ce bébé irrémédiablement tombé du landau d'Eisenstein, le film explore un un man's land du cinéma, dans l'excès des gestes, des mots, des sentiments, mais aussi des lumières, des couleurs et des durées, dans les calembours visuels, l'hypertrophie, le mauvais goût débridé et la matérialité des corps (splendides scènes de réveil du jeune couple). Il tente de fabriquer un espace qui échapperait aux imprévisibles logiques (« socialistes » ou « libérales », cyniques ou mystiques) comme au complaisant pathos slave que Kira Mouratova a de longue date identifiés et dénoncés comme de fâcheuses impasses.

Un carré de choux nocturne n'a pleuré une orpheline, n'a un fils russe peut être fondroyé d'amour ? Pourquoi pas, s'il sert de terrain d'envol à ce film OVNI, proposé par un détonnant mélange de violence et de tendresse.

JEAN-MICHEL FRODON

Comique croupier

LE MARI DE LÉON

de Jean-Pierre Mocky

D'après un roman et avec les mots de Frédéric Dard, Jean-Pierre Mocky, tout content d'être interdit au moins de douze ans, bricole un démarquage loufoque de *The Servant*, assaisonné de gros mots assés comme des proclamations de liberté, et délicatement nuri de clins d'œil à la fantasmagorie façon Franju. Le Léon du titre (Serge Riabonkine) s'est sans doute cru jadis Rastignac des nuits mondaines et culturelles, il n'est devenu que le faire-valoir obséquieux de Boris, son « mari », génial homme de théâtre tout auréolé de romantisme grand-russe et de cynisme. Boris, c'est Mocky soi-même en majesté et en peignoir, au slip doré et aux mains balafardes.

Il y a un mystère caché dans les placards, des grivoiseries débauchées avec, en train, une glorieuse latrigo (Brigitte Hauser), et une belle esculap (Laura Grandi), plusieurs tentatives de séduction plus ou

moins abouties, du décorum vieille Europe et nouveau riche, de la lingerie fine et des blagues épaisses. Tout cela s'entasse sur l'écran en un bric-à-brac rigolard. Boris humilie Léon qui se venge en insultant sa femme infirme, ça vous fait rire ? Non, pas vraiment. Cette fois, le prince-voyou de l'humour noir s'est pris les escarpins dans ses propres manigances.

Mais, déguisé en pope coque d'opérette, en auteur maudit, en outrecuidant Don Juan, en farceur mal embauché ou en Iphigénie mâle sacrifiée sur l'autel du spectacle commercial, Jean-Pierre Mocky reste l'indispensable trublion, roublard et manigancier, du cinéma français. Le flambeur impénitent (et coqueux) d'une salle de jeu où la plupart ne misent qu'à coup sûr. Qu'il continue à fary, et à ce rythme soutenu (treize titres pour ces dix dernières années), est en soi une bonne nouvelle, même lorsque, comme ici, il rate sa relance. On l'attend au prochain tournant : le bougre est loin d'être lassé.

J.-M. F.

LETTRES

Mort de l'écrivain américain Irving Howe

Nous apprenons avec retard la mort, le 5 mai, de l'auteur et critique américain Irving Howe. Il était âgé de soixante-deux ans.

Irving Howe, une des personnalités emblématiques des intellectuels de gauche de New-York, fut à la fois un des grands spécialistes de littérature et un commentateur politique influent. Engagé dans la politique, trotskiste dans sa jeunesse, puis radical, Irving Howe avait fondé en 1954 la revue *Dissent* qui a été depuis près de quarante ans le journal de ce qu'il nommait la « gauche modérée », critique en même temps pour le capitalisme américain et pour le communisme cubain ou soviétique, tout en restant socialiste toute sa vie. Lauréat du National Book Award en 1976 pour son livre le

plus célèbre, *The World of Our Fathers* (le monde de nos pères), une histoire de l'immigration vers les États-Unis des juifs d'Europe de l'Est, il était aussi l'auteur de nombreuses études littéraires, notamment sur Shakespeare, William Faulkner, ainsi que d'une biographie de Léon Trotsky et d'une autobiographie, *A Margin of Hope* (Une marge d'espoir, 1982).

Enfin, Irving Howe avait contribué activement à sortir la littérature yiddish de l'obscurité en entreprenant l'édition en anglais de recueils d'essais, de nouvelles et de poèmes. Sa grande découverte avait été, au début des années 50, celle d'un auteur inconnu, sauf des lecteurs du journal yiddish *Forverts*, Isaac Bashevis Singer.

N. Z.

Après la mise à l'écart d'Evelyne Pisier

Jean-Sébastien Dupuit a été nommé directeur du livre

Jean-Sébastien Dupuit a été nommé, mercredi 26 juin, en conseil des ministres, directeur du livre et de la lecture au ministère de la culture. Il remplace à ce poste Evelyne Pisier, démise de ses fonctions par le ministre de la culture, Jacques Toubon, au début du mois de mai (le Monde du 7 mai). M. Dupuit prendra ses fonctions le 1^{er} juin.

(Né le 29 juillet 1951 à Blois (Loiret), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA, Jean-Sébastien Dupuit a été affecté au ministère de la culture et de l'environnement à partir de 1977. Chargé de la sous-direction des monuments historiques et des palais nationaux en 1982 et 1983, il a été secrétaire général de l'Association pour le Grand Louvre en 1983 et 1984. Après avoir été rapporteur de la mission d'organisation des administrations centrales de 1984 à 1986, il fut, entre 1986 et 1988, conseiller technique chargé des archives, du livre et du patrimoine en cabinet de François Léotard, alors ministre de la culture et de la communication. Adjoint de l'administrateur général de la Bibliothèque nationale Emmanuel Le Roy Ladurie à partir de 1988, il a occupé ce poste jusqu'en février 1990, avant d'obtenir le titre d'administrateur délégué de la Bibliothèque nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

COMMUNICATION

Les suites d'une machination avortée contre M. Bourges

Aymar du Châtenet met en cause la hiérarchie de TF1

Rebondissement dans les suites de la machination avortée contre Hervé Bourges qui fait l'objet d'une instruction judiciaire depuis que le président de France Télévision a déposé plainte contre X, pour faux, usage de faux et diffamation, après qu'un journaliste de TF1 eût essayé de faire publier par le *Figaro*, en février, un document falsifié visant à l'impliciter dans l'affaire Botton (le Monde des 6, 7, 8, 9, 13, 14 et 15 mars) : le journaliste en question, Aymar du Châtenet, auquel la direction de TF1 avait reproché d'avoir agi seul en court-circuitant sa hiérarchie, et qui a depuis été licencié, signe, dans l'*Evénement* du jeudi, paru le 27 mai, un article démentant cette thèse en impliquant notamment plusieurs membres de la hiérarchie de TF1.

« La complot des uns et des autres à me décrire coupable », écrit Aymar du Châtenet, dans une affaire où je n'ai été que l'acteur involontaire, et les attaques calomnieuses dont je n'ai cessé de faire l'objet me contraignent à faire une mise au point. Le journaliste affirme notamment qu'après avoir reçu ledit document par l'intermédiaire du confrère avec lequel il coopérait dans le suivi journalistique de l'affaire Botton et qui l'avait accompagné lors de sa démarche au *Figaro*, Philippe Pallat, ancien collaborateur de VSD, il en a immédiatement référé à sa hiérarchie : « Moins de dix minutes après avoir reçu ce document je le remis en mains propres à Pascal Houzelot, proche collaborateur d'Etienne Moutet. A la date des faits, il est chargé de mission à la direction générale de l'antenne (...) Je lui donne le document car, début février, il avait évoqué une rumeur selon laquelle Hervé Bourges pourrait être lié à l'affaire Botton. Au vu du document voici ce que Pascal Houzelot me déclare : « Ce n'est pas pour nous... Trop délicat. Il faudra le transmettre à un organe de presse écrite. Je vais m'en occuper. Je pense que ça pourrait intéresser le *Figaro Magazine* ou le *Figaro*. » Pascal Houzelot conserva le document, ajoute Aymar du Châtenet. Le document, qui s'est répété par la suite un faux, a transité soixante-douze

heures à TF1. Il précise que c'est « à la demande de Pascal Houzelot » que le directeur délégué des magazines de l'information de TF1, Charles Villeneuve, a alors pris contact avec le directeur de la rédaction du *Figaro*, Franz-Olivier Giesbert, pour préparer sa démarche auprès de ce quotidien : « Pourquoi le *Figaro* ? Le document n'a été transmis par TF1 à ce quotidien pour vérifications et recoupements, dit Aymar du Châtenet, « Bourges-Botton » étant un sujet trop brûlant, TF1 a jugé le document trop sensible. La transmission de ce document « brut » à un confrère fut donc une décision de la chaîne. »

Le journaliste licencié affirme également qu'il a ensuite « converti » sa hiérarchie sous la promesse d'un arrangement jusqu'à ce qu'il se confie, après son licenciement, au président-directeur général de la chaîne.

S'il affirme qu'il ne sait pas qui est l'auteur du faux, Aymar du Châtenet réaffirme, en revanche, que celui-ci a été transmis à TF1 par Philippe Pallat, ce que dément ce dernier, mis en examen en avril par

le juge d'instruction en charge du dossier, en répétant que le document qu'il a fait parvenir à TF1 ne comportait pas le nom d'Hervé Bourges.

Invité par l'AFF à réagir à ces déclarations, le directeur de l'information de TF1, Gérard Carreyrou, répondit, mercredi soir, en l'absence de l'état-major de la chaîne en déplacement à Munich pour suivre le match de football OM-Milan, qu'il maintenait ses précédentes déclarations « selon lesquelles, après une enquête, Aymar du Châtenet s'est délibérément situé dans cette affaire hors de sa hiérarchie de l'information et n'a agi à l'insu de ses supérieurs. » Charles Villeneuve s'est contenté pour sa part de nous renvoyer à sa réaction du 12 mars, dans laquelle il indiquait qu'il n'avait « ni initié ni piloté l'affaire dite du faux document Bourges. » Quant à M. Houzelot, il nous a fait savoir qu'il démentait « formellement le rôle qui lui est attribué » et qu'il étudie « les suites judiciaires à donner » aux affirmations d'Aymar du Châtenet.

Avec un service de vidéotex

L'université de Nice combat la vogue du « paranormal » à la télévision

L'université de Nice a ouvert un service de vidéotex apportant des éléments sérieux d'explication aux phénomènes « paranormaux » exploités par certains médias.

Alors que les phénomènes parapsychologiques diminuent, grâce à la sophistication des moyens de contrôle, le nombre de leurs adeptes augmente. Henri Broch, maître de conférences à l'université de Nico-Sophia-Antipolis, juge que certains médias sont responsables de ce paradoxe (1). Selon lui, une émission comme

« Mystères », sur TF1, et la présence envahissante sur les plateaux de télévision d'astralgues, voyants, numérotiques, guérisseurs ou tous genres (lire notre suppléments *radio-télévision* dans le Monde daté 25-26 avril) « forment une caisse de résonance » et contribuent à élargir le cercle des « nouveaux croyants ». « C'est pourquoi, en tant que scientifique, précise Henri Broch, je me dois de mettre à la disposition du public l'information la plus complète et la plus correcte possible. »

Cette information, Henri Broch la diffuse depuis 1986, sur un service vidéotex - 3615 ZET - élaboré pour l'université de Nice. Il propose, « à l'aide de nombreux dossiers constamment remis à jour, une approche « zététique » (2) des phénomènes paranormaux » : archéologie fantastique, astrologie, surnaturalisme, médecines magiques, parapsychologies, vril, médiums. « Nous ne choisissons pas nos sujets par rapport au contenu de l'émission. Mais nous répondons à toutes les questions après chacune de ses diffusions », constate Henri Broch, qui anime un réseau de correspondants scientifiques, d'historiens et d'illusionnistes professionnels.

Sur 3615 ZET, un dossier concerne, par exemple, « le sarcophage d'Arles-sur-Tech » (Pyénées-Orientales), évoqué lors de la première diffusion de « Mystères ». Ce monument de marbre, exposé en plein air, se remplit chaque jour d'un litre d'eau quasiment « pure », à laquelle on attribue des vertus curatives. Le réseau d'Henri Broch livre dans son entier le rapport d'enquête rendu, en 1961, par les hydrologues Perard, Hünner et Lebarné, qui avait été partiellement évoqué à la télévision.

« Contenu manipulable »

La conclusion est limpide : « Le couvercle du sarcophage est perméable : l'eau de pluie y pénètre, met quatre à six jours pour traverser la pierre et s'écoule ensuite à l'intérieur. Comme il ne peut y avoir de circulation d'air importante, il n'y a pratiquement pas d'évaporation et l'eau peut donc s'accumuler. L'eau de pluie lave et attaque même légèrement le couvercle ; celui-ci reste propre et perméable et le phénomène peut se prolonger indéfiniment. »

Par courrier ou par la messagerie du service, il est aisé de découvrir certaines supercheries. « Mystères » entretient parfois volontairement le trouble, confie Henri Broch, qui a déjà refusé deux propositions de producteurs. Ils m'avaient invité à participer à l'émission, pour évoquer des phénomènes déjà étudiés. Le contenu de l'émission était facilement manipulable car elle est diffusée en différé. J'ai donc répondu de ne pas compter sur moi. »

VÉRONIQUE CAUHAPE

(1) Henri Broch est membre d'honneur de plusieurs institutions scientifiques étrangères connues pour l'étude des phénomènes paranormaux. Il est l'auteur de deux ouvrages : *Au cœur de l'extranormal*, éditions Horizon chimériques, Bordeaux, 1991, 392 pages, 135 F ; et *Le Paranormal*, éditions du Seuil, 1985, réédité en 1989, 256 pages, 47 F.

(2) Le *Littre* définit ainsi la zététique : « méthode dont on se sert pour pénétrer la raison et la nature des choses ».

Attre

ANDICAP INFORMATION

TOUT SAVOIR POUR MIEUX ETRE

LE MAGAZINE du HANDICAP

Toutes les informations utiles sur la scolarité, l'insertion professionnelle, la santé, la recherche, la vie pratique, l'accessibilité et aussi le sport, les loisirs, la culture...

Témoignages - Reportages - Interviews - Petites annonces...

Bulletin d'Abonnement

1 an (6 numéros) 150 F port compris

NOM Prénom

Adresse

Code Postal Ville

A retourner avec votre règlement à

ETRE - 3, rue du Colonel Moll - 75017 PARIS

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.l. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 28 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Avec la main droite. Salle d'art graphique. Jusqu'au 28 mai.

LES FAUTEUILS DE MATISSE. Atelier des enfants. Jusqu'au 5 septembre.

HENRI MATISSE (1894-1954). Musée national d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 21 juin.

MALCOLM MORLEY. Galeries contemporaines. Du 1^{er} au 19 septembre.

REVUE VIRTUELLE N° 7, LE VIRTUEL EN QUESTIONS. Galerie contemporaines. Jusqu'au 18 septembre.

RUDOLF SCHWARZKOPFER. Galerie du forum. Jusqu'au 31 mai.

Musée d'Orsay

1, rue de Solferino (44-48-48-14). Mer, ven., sam., dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

CARABIN (1862-1932) OU L'UNITÉ DE L'ART. Exposition descriptrice. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 11 juillet.

JEAN CAMILLE FORMIGÉ (1848-1924), OESSENS D'ARCHITECTURE. Exposition descriptrice. Jusqu'au 13 juin.

LES FRANÇAIS PEINTS PAR EUX-MÊMES. Exposition descriptrice. Jusqu'au 13 juin.

CHARLES MAURIN (1856-1914), DESIRÉS ET GRAVURES. Exposition descriptrice. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 11 juillet.

Palais du Louvre

Porte Jaume - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.l. et mar. de 9 h à 17 h 16, un. sur deux et tous les mer. jusqu'à 21 h 15. Fermé dim. 30 mai.

ANTONIO DE MESSINE, LE CHRIST A LA COLONNE. Pavillon de Flore. Entrée : 35 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 8 août.

COPIER-CRÉER - DE TURNER A PICASSO. 300 œuvres inédites par les maîtres du Louvre. Hall Napoléon. Entrée : 36 F. Jusqu'au 26 juillet.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (40-70-11-10). T.l. et mar. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

LEWIS BALTZ. Entrée : 36 F. Jusqu'au 29 mai.

RICHARD LONG. Entrée : 35 F. Jusqu'au 29 mai.

JEAN POUVY (1892-1956). Entrée : 35 F. Jusqu'au 22 août.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenhower.

AMÉNOPOHIS III. Le pharaon-soliste. Galeries nationales (44-13-17-17). T.l. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 42 F. Jusqu'au 31 mai.

DESIGN, MIROIR OU SIECLE. (45-76-05-47). T.l. et mar. de 11 h à 20 h, ven., dim. de 10 h à 18 h, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 50 F (billet sur place et France). Jusqu'au 25 juillet.

EN ROUTE - M. LARTIGUE. (44-13-17-17). T.l. et mar. de 10 h à 18 h 15. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 septembre.

LE SIECLE DE TITTIEN. Galeries nationales (44-13-17-17). T.l. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 45 F. Jusqu'au 14 juin.

Galerie nationale du Jeu de paume

Place de la Concorde (42-80-69-69). T.l. et mar. de 12 h à 18 h, sam., dim. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 20 juin.

MUSÉES

ALOÏSE ET LE THÉÂTRE DE L'UNIVERS. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-31-30). T.l. et mar. de 14 h à 18 h, jeu. jusqu'à 4 heures.

A PROPOS DE PAYSAGES. Cinquante dessins de la collection d'André Malraux. Institut néo-classique, 121, rue de Lila (47-05-65-65). T.l. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 27 juin.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 28 MAI

« Hôtel du Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (5. Rojoir-Kern).

« Le jardin des missions étrangères et les hôtels de la rue du Bac », 14 h 30, 128, rue du Bac (5. Rojoir-Kern).

« Du Moulin-Rouge au Musée Poubelle », 14 h 45, métro Blanche (V. de Langlade).

« La grande rue », 10 h 30, métro Saint-Paul (5. Rojoir-Kern).

« Hôtels, églises et palais du Marais », 14 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville (devant le pont).

« Hôtels et carrières du Marais », 11 h 15, 14 h 30 et 17 h 45, métro Pont-Marie (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

« Paris au vert : roses et automnes au jardin de Bagatelle » (sur inscriptions : 45-26-26-77). 14 h 30, jardin de Bagatelle (Paris et son histoire).

« De l'ancienne comédie au couvent des cordeliers », 14 h 30, métro Mabillon (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Histoire architecturale d'un palais : de la Renaissance double à la Pyramide de Paris », 14 h 30, sortie métro Louvre (Monuments historiques).

« Mabillon : un quartier entre Saint-Sulpice et Saint-Germain-des-Près », 14 h 30, sortie métro Mabillon, angle de la rue Montfaucon (Monuments historiques).

« Le raffinement du monde du dix-huitième siècle : du parc Monceau à

MARTA COLVIN. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (43-54-75-00). T.l. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 mai.

FORMES ET COULEURS. Sculptures de l'Afrique noire. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 15 septembre.

IMAGES TISSUES D'EGYPTE. Tapisseries de l'atelier Wissa Wassef. Tapisseries de la Fondation Wissa Wassef, Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 1^{er} août.

JEAN JACQUELIN AFFICHISTE (1905-1989). Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figeac (42-79-14-50). T.l. et mar. de 13 h 30 à 20 h. Fermé le 28 mai. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 mai.

MICHEL KIKOINE ET SES AMIS DE L'ÉCOLE DE PARIS. Couvent des cordeliers, 16, rue de l'École-de-Médecine (40-48-05-47). T.l. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 20 juin.

MARCELLE MARCELLE. Maison de la Ville, 30, av. Corneille-Carlier (40-03-78-10). T.l. et mar. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 28 septembre.

MASQUES MEXICAINS. Centre culturel du Mexique, 118, rue de la Vieille-du-Temple (44-81-84-44). T.l. et mar. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 mai.

REI NAITO. Théâtre du Nord-Pas de Calais, avenue Franklin-Roosevelt (42-66-60-70). T.l. et mar. de 13 h à 21 h, dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 8 juin.

OBJETS 1890-1910. Dessins et modèles de fabrique déposés à Paris. Archives de Paris, 16, bd Sévigné (42-39-65-55). T.l. et mar. de 10 h à 18 h 30, jeu. jusqu'à 20 h 30.

CLAUDIO PARMIGIANI. Institut culturel italien à Paris, hôtel de Galliera, 50, rue de Valenciennes (44-38-49-38). T.l. et mar. de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 mai.

PÉTRA. Le dit des pierres. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 mai.

LES RENDEZ-VOUS OU MONOES. Des premières expositions universelles aux images par satellite. Tour Eiffel, musée d'Art, Champ-de-Mars (43-07-29-00). T.l. et mar. de 8 h à 23 h. Entrée : 17 F (accès au premier étage), escaliers : 8 F. Jusqu'au 30 juin.

SCENES GERMANIQUES. Photos d'Andreas Rosat et Maria Sewcz. Centre culturel de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-92-30). T.l. et mar. de 10 h à 20 h, jeu. jusqu'à 22 h.

ANNE SKANSNAR, YNGVAR LARSEN, MONTAGNES ET FANTOMES. Centre culturel suédois, hôtel de Marle, 11, rue de Valenciennes (44-78-80-20). T.l. et mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 28 mai.

LES TEKIYA, LES CAMELOTS AU JAPON. Espace Japon, 8, rue de la Fontaine-au-Roi (47-00-77-47). T.l. et mar. de 12 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 mai.

WILHELMSTADT CITY OF MONUMENTS, UNESCO - 7^e étage, 7, place de Fontenay (47-48-11-52). T.l. et mar. de 8 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 27 mai.

CENTRES CULTURELS

AORESSA PROVISOIRE POUR L'ART CONTEMPORAIN RUSS. Musée de la Poste, 34, bd de Voltaire (43-20-15-30). T.l. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 juin.

BALZAC DANS L'EMPIRE RUSS. De la Russie à l'Ukraine. Maison de Balzac, 47, rue de Valenciennes (42-24-56-38). T.l. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 juillet.

LE CACHET DE L'ART FAIT FOI. MICHELE GIGNOUX. Musée de la Poste, 34, bd de Voltaire (43-20-15-30). T.l. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 juillet.

CHAGALL ET SES TOILES. Jardin d'Acclimatation, musée en Herbe, bois de Boulogne, boulevard des Sablons (40-67-97-68). T.l. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 14 h à 18 h. Accès libre. 16 h, dim. à 14 h 30, 18 h, réservation sur 40.87.97.68. Entrée : 13 F, atelier : 15 F. Jusqu'au 28 mai.

LES CHEVAUX CELESTES DE L'EMPIRE DES HAN. Présentation de peintures. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 5, pl. d'Iéna (47-23-61-61). T.l. et mar. de 8 h 45 à 18 h. Jusqu'au 30 juin.

CHRONIQUES CONTEMPORAINES.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 28 MAI

« Hôtel du Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (5. Rojoir-Kern).

« Le jardin des missions étrangères et les hôtels de la rue du Bac », 14 h 30, 128, rue du Bac (5. Rojoir-Kern).

« Du Moulin-Rouge au Musée Poubelle », 14 h 45, métro Blanche (V. de Langlade).

« La grande rue », 10 h 30, métro Saint-Paul (5. Rojoir-Kern).

« Hôtels, églises et palais du Marais », 14 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville (devant le pont).

« Hôtels et carrières du Marais », 11 h 15, 14 h 30 et 17 h 45, métro Pont-Marie (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

« Paris au vert : roses et automnes au jardin de Bagatelle » (sur inscriptions : 45-26-26-77). 14 h 30, jardin de Bagatelle (Paris et son histoire).

« De l'ancienne comédie au couvent des cordeliers », 14 h 30, métro Mabillon (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Histoire architecturale d'un palais : de la Renaissance double à la Pyramide de Paris », 14 h 30, sortie métro Louvre (Monuments historiques).

« Mabillon : un quartier entre Saint-Sulpice et Saint-Germain-des-Près », 14 h 30, sortie métro Mabillon, angle de la rue Montfaucon (Monuments historiques).

« Le raffinement du monde du dix-huitième siècle : du parc Monceau à

CONFÉRENCES

Salle Laennec, 60, boulevard de Latour-Maubourg, 20 h 16 : s'élève de l'ère à l'ère (Institut géographique).

11 bis, rue Kappeler, 20 h 15, 21 h 30 : Les métamorphoses de l'âme après la mort (Royaume des théosophes).

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

Des femmes photographes racontent. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'Honneur (45-55-30-11). T.l. et mar. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 juin.

L'ÉVOLUTION DU PAYSAGE DANS LES ALPES DE HAUTE-PROVENCE. Archives nationales, hôtel de Soubise, 80, rue des Francs-Bourgeois (40-27-80-06). T.l. et mar. de 13 h 45 à 17 h 45. Entrée : 12 F (dim. 8 F). Jusqu'au 12 juillet.

MARCEL GROMAIRE. Carnets 1911-1963. Bibliothèque Nationale, rue Colbert, 8, rue des Petits-Champs (47-03-81-28). T.l. et mar. de 12 h à 18 h 30. Du 27 mai au 31 juillet.

CONES, GRÉCOUS, MELKITES, RUSSES. Collection privée du Liban. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l. et mar. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 14 juillet.

ANNE MANOELBAUM. Bibliothèque Nationale, galerie de photographie, 2, rue Vivienne et des Petits-Champs (47-03-81-10). T.l. et mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 29 mai.

MARCELLE MARCELLE. Réves et Tronchies d'une ville. Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-06-38-10). T.l. et mar. de 10 h 30 à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Conférences les mer. de 18 h 30 à 19 h 30 (accès libre avec le billet d'entrée). Entrée : 27 F. Jusqu'au 5 juillet.

MIYABI, ART COURTOIS DU JAPON ANCIEN. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 5, pl. d'Iéna (47-23-61-61). T.l. et mar. de 8 h 45 à 18 h. Entrée : 32 F (compréhension la visite du musée). Jusqu'au 18 août.

MOISAN. Histoires d'une République de la Saïta, 12, rue Surcouf (45-56-80-17). T.l. et mar. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 mai.

OBJETS D'USAGE ET DE GOUT DANS LES PREMIÈRES ANNÉES DU XIX. Un album de dessins. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-35-32-14). T.l. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 août.

PARIS, LA VILLE ET SES PROJETS. Pavillon de l'Artsanal, rez-de-chaussée, 1, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 18 août.

PEINTURE DES ABOGADOS D'ITALIE. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-30). T.l. et mar. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 novembre.

PEINTURES RACONTÉES, IMAGES EN PAROLES. Musée d'Art naïf Marianne Fourny, 2, rue de Valenciennes (42-58-74-12). T.l. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 octobre.

PEINTURES ROMAINES EN NARBONNAISE. Musée du Louvre, 19, rue de Valenciennes (42-35-32-14). T.l. et mar. de 12 h 30 à 18 h, jeu. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Du 1^{er} au 4 juillet.

PICASSO : TOROS Y TOREROS. Musée d'Art naïf Marianne Fourny, 2, rue de Valenciennes (42-58-74-12). T.l. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 octobre.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Sélection 1992 du club des directeurs artistiques de la publicité. Musée de la Pub, 107, rue de Rivoli (42-35-32-14). T.l. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 27 août.

LA RENAISSANCE DE LA MODE ITALIENNE. Florence, la Sala bisbetica 1852-1973. Musée des arts de la mode, Palais de la Ville, 109, rue de Rivoli (42-35-32-14). T.l. et mar. de 10 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} août.

LES ROIS SCULPTEURS. Art et pouvoir dans le Grand Palais carolingien. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-30). T.l. et mar. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 novembre.

SEBASTIAO SALGADO. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 29 mai.

EMMANUEL SOUZE. L'émancipation grise. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 29 mai.

SPLÉNDEURS DE RUSSIE. Mille ans d'orthodoxie. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-85-12-73). T.l. et mar. de 10 h à 18 h 30. Jusqu'au 11 juillet.

VIOLET-LE-DUC ET LA MONTAGNE. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (44-81-20-00). T.l. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 11 juillet.

LE VITRAIL, MATERIAUX ET TECHNIQUES.

TEL : 44 41 36 36 MINITEL 3615 THEA

LE PELICAN

AUGUST STRINDBERG mise en scène ALAIN MILIANTI

avec Jean-Paul Bordes, Christine Cohendy, Agnès Dewitte, Didier Mohieu, Isabelle Sadoyan-Bouise

A PARTIR DU 2 JUIN

(47-23-61-61). T.l. et mar. de 8 h 45 à 18 h. Entrée : 32 F (compréhension la visite du musée). Jusqu'au 18 août.

MOISAN. Histoires d'une République de la Saïta, 12, rue Surcouf (45-56-80-17). T.l. et mar. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 mai.

OBJETS D'USAGE ET DE GOUT DANS LES PREMIÈRES ANNÉES DU XIX. Un album de dessins. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-35-32-14). T.l. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 août.

PARIS, LA VILLE ET SES PROJETS. Pavillon de l'Artsanal, rez-de-chaussée, 1, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 18 août.

PEINTURE DES ABOGADOS D'ITALIE. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-30). T.l. et mar. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 novembre.

PEINTURES RACONTÉES, IMAGES EN PAROLES. Musée d'Art naïf Marianne Fourny, 2, rue de Valenciennes (42-58-74-12). T.l. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 octobre.

PEINTURES ROMAINES EN NARBONNAISE. Musée du Louvre, 19, rue de Valenciennes (42-35-32-14). T.l. et mar. de 12 h 30 à 18 h, jeu. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Du 1^{er} au 4 juillet.

PICASSO : TOROS Y TOREROS. Musée d'Art naïf Marianne Fourny, 2, rue de Valenciennes (42-58-74-12). T.l. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 octobre.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Sélection 1992 du club des directeurs artistiques de la publicité. Musée de la Pub, 107, rue de Rivoli (42-35-32-14). T.l. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 27 août.

LA RENAISSANCE DE LA MODE ITALIENNE. Florence, la Sala bisbetica 1852-1973. Musée des arts de la mode, Palais de la Ville, 109, rue de Rivoli (42-35-32-14). T.l. et mar. de 10 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} août.

LES ROIS SCULPTEURS. Art et pouvoir dans le Grand Palais carolingien. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-30). T.l. et mar. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 novembre.

SEBASTIAO SALGADO. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 29 mai.

EMMANUEL SOUZE. L'émancipation grise. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 29 mai.

SPLÉNDEURS DE RUSSIE. Mille ans d'orthodoxie. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-85-12-73). T.l. et mar. de 10 h à 18 h 30. Jusqu'au 11 juillet.

VIOLET-LE-DUC ET LA MONTAGNE. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (44-81-20-00). T.l. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 11 juillet.

LE VITRAIL, MATERIAUX ET TECHNIQUES.

Basile, 4, rue Saint-Sabin (43-55-31-93). Jusqu'au 29 mai.

AV-2. Gouvernement tactile. Galerie J. et J. Doury, 67, rue de la Roquette (47-00-10-34). Jusqu'au 29 mai.

BARGONI. Galerie Protée, 38, rue de Valenciennes (43-25-21-58). Jusqu'au 5 juin.

GIANNI FRANCO BARUCHELLO. Galerie Krieff, 50, rue Mazarine (43-29-32-37). Jusqu'au 15 juin.

BAZAINE. Ses poèmes et ses livres. Galerie Héroïne, 40, rue de la Folie-Méridienne (43-25-21-58). Jusqu'au 5 juin.

CAROLE BENZAKEN. Galerie Nathalie Obadia, 8, rue de Normandie (42-76-06-05). Jusqu'au 10 juillet.

MARC BORNET, GILLES PRIVÉ. Galerie Gaudin, 40, rue de la Folie-Méridienne (43-25-21-58). Jusqu'au 5 juin.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie O. Meo, 8, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

PEREZ-FLORES. Galerie Daniel Rende, 18, rue de Valenciennes (42-22-77-57). Jusqu'au 6 juin.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

ED PASCHE. Peintures récentes. Galerie Darthez-Spawer, 9, rue Jacques-Callot (43-54-10-98). Jusqu'au 3 juillet.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie O. Meo, 8, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

ED PASCHE. Peintures récentes. Galerie Darthez-Spawer, 9, rue Jacques-Callot (43-54-10-98). Jusqu'au 3 juillet.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie O. Meo, 8, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

ED PASCHE. Peintures récentes. Galerie Darthez-Spawer, 9, rue Jacques-Callot (43-54-10-98). Jusqu'au 3 juillet.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie O. Meo, 8, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

ED PASCHE. Peintures récentes. Galerie Darthez-Spawer, 9, rue Jacques-Callot (43-54-10-98). Jusqu'au 3 juillet.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie O. Meo, 8, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

ED PASCHE. Peintures récentes. Galerie Darthez-Spawer, 9, rue Jacques-Callot (43-54-10-98). Jusqu'au 3 juillet.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie O. Meo, 8, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

ED PASCHE. Peintures récentes. Galerie Darthez-Spawer, 9, rue Jacques-Callot (43-54-10-98). Jusqu'au 3 juillet.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie O. Meo, 8, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

ED PASCHE. Peintures récentes. Galerie Darthez-Spawer, 9, rue Jacques-Callot (43-54-10-98). Jusqu'au 3 juillet.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie O. Meo, 8, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

ED PASCHE. Peintures récentes. Galerie Darthez-Spawer, 9, rue Jacques-Callot (43-54-10-98). Jusqu'au 3 juillet.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie O. Meo, 8, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

ED PASCHE. Peintures récentes. Galerie Darthez-Spawer, 9, rue Jacques-Callot (43-54-10-98). Jusqu'au 3 juillet.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie O. Meo, 8, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

ED PASCHE. Peintures récentes. Galerie Darthez-Spawer, 9, rue Jacques-Callot (43-54-10-98). Jusqu'au 3 juillet.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie O. Meo, 8, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

ED PASCHE. Peintures récentes. Galerie Darthez-Spawer, 9, rue Jacques-Callot (43-54-10-98). Jusqu'au 3 juillet.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie O. Meo, 8, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

ED PASCHE. Peintures récentes. Galerie Darthez-Spawer, 9, rue Jacques-Callot (43-54-10-98). Jusqu'au 3 juillet.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie O. Meo, 8, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

ED PASCHE. Peintures récentes. Galerie Darthez-Spawer, 9, rue Jacques-Callot (43-54-10-98). Jusqu'au 3 juillet.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie O. Meo, 8, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

ED PASCHE. Peintures récentes. Galerie Darthez-Spawer, 9, rue Jacques-Callot (43-54-10-98). Jusqu'au 3 juillet.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie O. Meo, 8, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

ED PASCHE. Peintures récentes. Galerie Darthez-Spawer, 9, rue Jacques-Callot (43-54-10-98). Jusqu'au 3 juillet.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie O. Meo, 8, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

ED PASCHE. Peintures récentes. Galerie Darthez-Spawer, 9, rue Jacques-Callot (43-54-10-98). Jusqu'au 3 juillet.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie O. Meo, 8, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (43-54-10-98). Jusqu'au 10 juillet.

ED PASCHE. Peintures récentes. Galerie Darthez-Spawer, 9, rue Jacques-Callot

ERIC LÉSER

ÉCONOMIE

Au nom d'un libre-échange radical

L'accord entre la CEE et des pays pauvres producteurs de bananes est condamné par le GATT

Une instance d'arbitrage du GATT vient de condamner la CEE pour les préférences tarifaires que celle-ci accorde aux producteurs de bananes de certains pays pauvres. Il s'agit d'une nouvelle ingérence dans les affaires intérieures de la Communauté dont la politique agricole commune est en ligne de mire, au nom du libre-échange.

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

Les préférences tarifaires qu'accorde la Communauté aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), signataires de la Convention de Lomé, disparaîtront-elles bientôt sous prétexte qu'elles sont contraires aux règles du libre-échange ?

La question peut paraître étrange dans la mesure où il s'agit là, en facilitant leurs exportations, d'aider au développement d'une soixantaine de pays qui comptent parmi les plus pauvres de la planète. Elle se pose pourtant de façon très concrète depuis qu'un panel, d'est-à-dire une instance d'arbitrage du GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs), convoqué sur plainte des pays exportateurs latino-américains, vient de condamner la CEE pour l'accès préférentiel qu'elle accorde aux producteurs de bananes des pays ACP. Ceux-ci, aux premiers rangs desquels la Côte-d'Ivoire, le Cameroun, la Jamaïque et Sainte-Lucie, livrent environ 850 000 tonnes par an sur le marché des Douze.

Sans doute, l'idée même d'arrangements tarifaires est-elle contraire à la logique de la plus grande faveur, base de la doctrine du GATT. Mais, outre le fait que l'accord général prévoit explicitement dans son article 24 la possibilité de déroger à la règle lorsqu'il s'agit de créer une zone de libre-échange ou une union douanière, c'est sur cet article 24 que la CEE appuie sa légitimité au regard du GATT, la Convention de Lomé a été ratifiée depuis des lustres à l'organisation

genevoise. Aucune instance du GATT n'avait, jusqu'à présent, contesté son bien-fondé.

C'est que les instances du GATT, tout en étant soucieuses de préserver les règles du jeu du libre-échange, respectent la souveraineté économique et politique des parties contractantes. Elles agissent avec modération. Depuis quelques années, les « panelistes », très influencés par le secrétariat général de l'organisation, interprètent l'Accord général de façon beaucoup plus strictement juridique. La Communauté, c'est-à-dire la Commission européenne et les États membres, n'ont déjà dénoncé cette dérive, mais sans y répondre de manière articulée.

En le matière pourtant, le laissez-faire est dommageable : ainsi, c'est en raison d'une condamnation très contestable par un panel du GATT que la Communauté se trouve enjoutée par l'obligation de plafonner sa production de grains négligeables. Et cette contrainte, imposée par les États-Unis au travers du GATT, est, par ricochet, source de heurts bien inutiles entre États membres de la CEE.

Remise en question

La condamnation de l'accès privilégié consenti aux producteurs de bananes des pays ACP signifie, en réalité, la remise en question potentielle de l'ensemble des accords préférentiels conclus par la CEE avec les pays de Lomé, mais aussi ceux de la Méditerranée ou de l'Est européen.

Un vrai séisme en perspective ! Il n'est pas indifférent de remarquer que la semaine dernière, ces arrangements tissés par la Communauté ont été vivement critiqués — principalement par les pays latino-américains — lorsque la politique commerciale de la CEE a été passée au crible (comme le sont désormais, à tour de rôle, les politiques commerciales de chacune des parties contractantes) par le conseil du GATT.

Ce sont là des alarmes bien inutiles, expliquera-t-on à Genève, puisque l'Accord général donne à

la Communauté les moyens de faire prévaloir son point de vue. Pure théorie ! La CEE peut, c'est vrai, refuser les conclusions d'un panel, faculté dont elle ne se privera certainement pas dans le cas présent.

Mais, outre le fait que les plaigants peuvent, dans une telle hypothèse, demander au conseil du GATT l'autorisation de prendre des mesures de rétorsion, il se crée alors insidieusement une jurisprudence en matière de laquelle on considère que la Communauté est dans son tort. Un jugement qui aurait des conséquences pratiques tout à fait dommageables comme le montre l'affaire des oléagineux.

L'an passé, la Communauté a rejeté, avec quelque bruit, les conclusions du panel « soja », qui lui intimait l'ordre d'offrir des compensations aux producteurs américains se disant lésés par le système d'aides à la production appliqué au titre de la politique agricole commune (PAC). Mais aujourd'hui, faute d'avoir alors provoqué un véritable éclat, elle estime qu'il lui faut s'incliner et réduire sa production de grains oléagineux, afin de faire de la place aux exportations américaines.

La condamnation du panel ne signifie pas, c'est vrai, que la Communauté doit renoncer à accorder des préférences tarifaires aux pays ACP. Mais, pour les maintenir, il lui faut, au terme de l'Accord général, demander au GATT une dérogation (waiver), laquelle devra être approuvée par les deux tiers des parties contractantes.

Si on en arrivait là, on peut penser qu'une telle dérogation serait accordée. Toutefois, compte tenu de l'hostilité des pays latino-américains et, derrière eux, des États-Unis, protecteurs naturels des grandes multinationales productrices de bananes, une telle issue n'est pas certaine.

Et surtout, les Douze peuvent-ils accepter qu'un panel juge leur politique, s'ingère de manière aussi crasse dans le compte de leurs affaires ? Le GATT condamne aujourd'hui les préférences tarifaires accordées aux producteurs ACP, demain le libre accès consenti aux producteurs de

bananes communautaires des DOM ou des Canaries, pourquoi pas après-demain les préférences et restitutions de la PAC que Genève et Washington, faut-il le redire, ont toujours assimilées au péché ?

Un tribunal contre l'Europe

C'est l'occasion de souligner que l'accord de Blair House, conclu en novembre 1992 entre la Commission européenne et les États-Unis, aujourd'hui tellement contesté par les Français, sans être certainement un bon accord, présente le grand avantage de comporter une « clause de paix », c'est-à-dire l'engagement pris par les États-Unis et, ensuite, par les autres partenaires du commerce international, de cesser de harceler la Communauté avec la PAC.

Dans le mémorandum exposant « la position française dans les négociations du cycle de l'Uruguay Round » récemment transmis aux Douze et qu'Edouard Balladur vient de présenter à la Commission le 3 juin, le gouvernement insiste sur la nécessité de régler les différends que fait naître le commerce international en s'en tenant aux règles du GATT et en supprimant donc les pratiques unilatérales. Sont ainsi visés les États-Unis qui, lorsque cela leur convient, finissent par ces mesures défensives de leur législation nationale (le Trade Act).

Cette revendication ne sera déjà pas facile à satisfaire. Cependant, s'agissant du règlement des différends, elle ne pourra suffire : la Communauté a au moins autant besoin d'obtenir des assurances quant à son fonctionnement à venir du GATT. La dérive juridique actuelle, dont il faut bien constater qu'elle joue systématiquement au détriment des intérêts de la Communauté, doit être stoppée.

Le GATT ne peut plus être un tribunal d'outre-mer. Les jugements arbitraires à remettre en question la liberté d'action politique de l'Europe unie.

Ph. L.

Les Douze assouplissent leur politique agricole

Suite de la première page

Cette obligation est ressentie à la fois comme une contrainte contre nature et comme une frite pénalisante en termes de revenu. Aussi les Douze se sont-ils attachés à rendre moins répressif ce nouvel instrument de gestion de la PAC, principalement en relevant de 27 % le montant de la « prime jachère », indemnité versée à l'exploitant pour compenser ce gel forcé. En France, elle passera, en moyenne, de 2 000 F (montant jusqu'à présent retenu) à 2 600 F par hectare.

Même si l'entretien de la jachère est relativement coûteux — il ne s'agit pas du tout de laisser la terre en friche —, une simple multiplication permet de réaliser le cadeau que les ministres viennent de faire, par exemple à un céréalier qui va devoir geler 20 hectares !

La revalorisation de la prime-jachère

chère était la revendication prioritaire de Jean Puech, ministre français de l'Agriculture. Il s'est montré très satisfait du résultat atteint, même s'il demeure en deçà d'un relèvement de 20 % de la prime qu'il avait demandé au Conseil. « Nous avons obtenu des améliorations significatives qui vont nous permettre d'appliquer dans les meilleures conditions possibles la réforme de la PAC. Je souhaite que les agriculteurs ressentent ces premiers résultats importants comme des signaux montrant clairement qu'ils sont défendus. La France n'est plus isolée dans cette Europe, elle a su se faire entendre et écouter », a-t-il déclaré.

Devant les journalistes, M. Puech a insisté à plusieurs reprises sur ce fait que la politique de mouvement « initiée par le premier ministre » était accueillie avec compréhension par les pays partenaires et commençait à por-

ter ses fruits. En vérité, la stratégie mise en œuvre par le nouveau gouvernement pour sortir de l'impasse agricole et commerciale de la France, surenchères électorales aidant, s'était fourvoyée, vient de constater, jeudi à Bruxelles, un début de mise en œuvre plutôt encourageante. L'objectif, plus facile à formuler qu'à atteindre, est de trouver, sur ce double terrain agricole et commercial, un modus vivendi avec les partenaires français de la CEE, voire plus tard avec les États-Unis, tout en évitant une crise intérieure, autrement dit sans s'aliéner la confiance du monde paysan.

Celui-ci devrait apprécier les résultats ratés de Bruxelles par M. Puech et donc accepter, sans trop grogner, que la France donne son aval à l'arrangement conclu en novembre 1992 à Washington par la Commission européenne avec les États-Unis afin de limiter à 3,128 millions d'hectares la superficie plantée en grains oléagineux dans la CEE. Un arrangement dont l'objet était de mettre fin à un long contentieux qui a vu la Communauté deux fois condamnée par un panel du GATT (lire d'autre part). An reste, cet arrangement, contre lequel les organisations professionnelles, relayées par les pouvoirs publics, s'étaient déchaînées sur le tard, avait été salué, y compris du côté français, comme tout à fait raisonnable lorsqu'il avait été conclu. Sans donner d'indications formelles, M. Puech a laissé entendre que la France pourrait donner son feu vert lorsque le dossier sera ouvert par les ministres des Affaires étrangères, le 8 juin. « Dès le moment où le dialogue est bien engagé, où les demandes françaises reçoivent un écho favorable, nous pourrions avoir un regard qui évolue », a-t-il fait valoir.

Cet arrangement sur les oléagineux doit être clairement distingué du pré-accord agricole conclu à la même date par la Commission européenne avec les États-Unis dans le cadre de l'Uruguay Round et dont le gouvernement français, le jugeant inacceptable, entend qu'il soit renégocié.

Les coups de pouce donnés par le Conseil pour humaniser la réforme ne se sont pas limités à l'indemnité jachère. Différentes autres dispositions ont été adoptées pour que, dans la pratique,

l'obligation de geler une fraction de la surface cultivée soit plus facile à gérer par l'agriculteur. Il reste à espérer que ces corrections ne compromettent pas l'objectif de l'opération, qui est de réduire la production et de rééquilibrer l'offre et la demande de céréales et d'oléagineux.

La jachère concerne la grande culture. Mais les productions animales sont également touchées par la réforme. M. Puech a obtenu une augmentation de 0,6 % du quota laitier français, ce qui permettra d'allouer 141 000 tonnes supplémentaires aux régimes de montagne. Une mesure à la fois équitable et peu coûteuse pour le budget européen : les éleveurs, qui manquent de lait, y produisent essentiellement des fromages de qualité et autres spécialités trouvant facilement preneurs sur le marché et pour lesquels le risque d'excédents est donc quasiment inexistant. S'agissant du beurre, produit pour lequel la demande régresse de façon continue, la Commission européenne avait préconisé de réduire le prix d'intervention de 5 % au 1^{er} juillet 1993. Le Conseil a décidé d'en revenir à une baisse en deux temps, comme cela avait été prévu dans le train de décisions de la réforme de la PAC. Il y aura donc une diminution de 3 % au 1^{er} juillet 1993, suivie d'une seconde baisse de 2 %, au 1^{er} juillet 1994.

PHILIPPE LEMAITRE

■ Fiat va recourir au chômage technique extraordinaire. Le constructeur automobile Fiat, dont les ventes se sont effondrées de 20,4 % depuis le début de l'année et de 28,4 % en avril, s'est déclaré mercredi « en état de crise industrielle ». Cette formalité permet à Fiat de mettre ses ouvriers en chômage technique extraordinaire. Des négociations sont actuellement en cours à Rome entre des représentants de la direction et les syndicats à ce sujet. Fiat a en effet épuisé son capital de grèves de chômage technique ordinaire, et c'est pourquoi le groupe industriel de Turin a demandé au ministère du travail italien de recourir au chômage technique extraordinaire à partir du 1^{er} juillet. Il n'a toutefois pas présenté de plan de restructuration.

REPÈRES

INDUSTRIE

Les ex-Chantières de La Ciotat annoncent leur dépôt de bilan

La PDG des Ateliers de production d'acier La Ciotat (APAC, 162 salariés), M. Benoît Barthélemy, a annoncé à des représentants du ministère de l'Industrie son intention de déposer le bilan de l'entreprise, ce jeudi 27 mai, selon un communiqué du ministère publié mercredi soir.

Ces représentants ont rencontré successivement une délégation des salariés des APAC et la PDG de l'entreprise. « Au cours de ces entretiens, il est apparu que le carnet de commandes de l'entreprise est durablement vide, explique le ministère dans son texte. En conséquence, la viabilité de la société n'est pas assurée. Dans ces conditions, le gouvernement a décidé d'arrêter le versement des salaires à compter du 1^{er} juin », poursuit-il. « Pour sa part, M. Benoît Barthélemy a déclaré aux représentants du ministère (...) vouloir tirer immédiatement les conséquences de cette situation et a annoncé son intention de déposer le bilan de l'entreprise dès demain, 27 mai, précise le communiqué. De son côté, le ministère s'est engagé à mettre en place un plan social personnalisé pour chacun des 162 salariés ».

NOMINATION

La Banque Worms retrouve un président

Près de six mois après la démission de Jean-Michel Bloch-Lainé, la Banque Worms retrouve un président en la personne de Jacques-Henri Gougenheim, nommé mercredi en conseil des ministres à la tête de cette filiale à 100 % de l'UAP. M. Gougenheim, polytechnicien qui a fait toute sa carrière à l'UAP où il était actuellement contrôleur général, avait été proposé comme président de la Banque Worms par le conseil d'administration de la banque le 3 mai.

Agé de 60 ans, le nouveau président n'est pas un nouveau venu dans l'établissement, puisqu'il en avait été le directeur-général de 1984 à 1987. Il devra notamment mettre en œuvre le plan de redressement de la banque dont les pertes en 1992 se sont élevées à 1,6 milliard de francs.

LOGEMENT

Accession sociale à la propriété : 100 000 primes de 10 000 francs

Le premier ministre, Edouard Balladur, avait promis de puiser dans les 2 milliards remboursés par l'Assemblée nationale (le Monde du 14 mai) pour financer une mesure exceptionnelle en faveur de l'accession sociale à la propriété.

On en sait un peu plus aujourd'hui sur cette disposition : l'État octroierait une aide exceptionnelle de 10 000 francs aux primo-accédants bénéficiant soit d'un PAP (prêt aidé à l'accession à la propriété), soit d'un prêt FGAS (fonds de garantie pour l'accession sociale à la propriété). Cette possibilité sera ouverte jusqu'à la fin de 1993. Un milliard de francs seront consacrés à cette opération, ce qui représente 100 000 primes.

Cette disposition donnera un coup de pouce supplémentaire aux PAP, dont le taux a également été abaissé à 7,7 % et le nombre augmenté de 20 000 en 1993 (soit 55 000 au total sur l'année). Les plafonds de ressources permettant d'avoir accès à ce type de prêts — notoirement insuffisants — ont aussi été revalorisés en Ile-de-France et pourraient l'être encore.

PRIX

Hausse de 0,1 % en avril

Les prix de détail ont augmenté de 0,1 % en avril, l'indice de l'INSEE calculé sur la base 100 en 1990 s'étant inscrit à 107,7 contre 107,5 en mars. Par rapport à avril 1992, la hausse est de 2,1 %.

Les prix des produits alimentaires ont baissé de 0,1 % en avril et de 0,4 % par rapport à avril 1992. Les prix des produits manufacturés du secteur privé ont resté complètement stables

par rapport à mars, augmentant de 1,6 % en un an. Les prix des services privés augmentent de 0,3 % en un mois et de 4,2 % en un an.

L'indice du mois d'avril malgré sa faible progression a enregistré la hausse de 0,7 % de la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) entrée en vigueur le 15 du mois. Cette hausse fiscale a entraîné une augmentation de 0,2 % des prix pétroliers. L'indice d'avril enregistre une assez forte hausse du poste « loyers et eau », qui augmente de 0,5 % en un mois et de 5,4 % en un an.

SOCIAL

Les salariés de l'usine Hoover de Longvic acceptent le plan social

Les salariés de l'usine Hoover de Longvic (Côte-d'Or) ont accepté, mercredi 26 mai, à une forte majorité le plan social négocié entre la direction et les syndicats à la suite de la confirmation de la fermeture de l'établissement, qui emploie plus de 600 salariés. « Les salariés concernés ont voté à 95 %, a précisé la CFDT, syndicat majoritaire. Environ 620 employés, dont 470 ouvriers spécialisés, sont concernés par les licenciements, qui s'échelonnent entre le 1^{er} juillet 1993 et le 1^{er} mars 1994. Seules 66 personnes des services de marketing et des pièces de rechange resteront sur le site de Longvic, dont la production sera transférée à Combeuland, en Ecosse. Les syndicats ont critiqué « la débauche de l'Etat, qui s'est avérée un plan social sans mesures de reclassement adéquates pour la majorité des salariés » alors que « la législation lui donnait pourtant la possibilité d'exiger des améliorations ».

Nouvelle action symbolique des mineurs de Carmaux

Pour la troisième journée consécutive, les mineurs de Carmaux (Tarn) ont manifesté, mercredi 26 mai, pour protester contre le plan social qui prévoit la suppression de 324 des 600 emplois du site de la Grande Découverte des Charbonnages de France (le Monde du 26 mai). Après avoir dressé, mardi, un barrage de rochers sur la RN 86, les manifestants ont, mercredi, déversé gratuitement plusieurs camions de charbon à la centrale EDF d'Albi. Les mineurs entendent en fait protester contre le fait que cette centrale ne consomme annuellement que 170 000 tonnes de charbon en provenance des mines voisines sur une consommation totale de 600 000 tonnes.

La deuxième réunion de l'UNEDIC est fixée au 9 juin

La deuxième séance de négociations entre les partenaires sociaux sur le régime d'assurance chômage a eu lieu le mercredi 9 juin. Cette réunion, primitivement prévue pour le 25 mai, avait été annulée la veille de la rencontre, officiellement à la demande de certaines organisations syndicales. Ce jour-là, les gestionnaires de l'UNEDIC avaient reçu une lettre de Michel Giraud, ministre du travail, qui confirmait le versement d'une aide financière de l'Etat permettant au régime d'assurer le paiement de toutes les allocations dues pour les mois de juin et de juillet (le Monde du 26 mai). Le report avait également été décidé dans l'attente de l'annonce, par le premier ministre, de nouvelles mesures concernant l'emploi, contenues dans le contrat apporté, toujours le 25 mai, au plan de redressement du 10 mai.

M. Giraud maintient la loi Aubry

En réponse à Georges Sarre (PS), lors de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, mercredi 26 mai, Michel Giraud, ministre du travail, a confirmé le recours à la loi Aubry votée en janvier qui prévoyait un contrôle de la qualité des plans sociaux dans le cas de réductions d'effectifs. Le texte sera appliqué avec raison, avec détermination, avec moralité, a affirmé le ministre, qui a annoncé que « des instructions sont données par voie de circulaire aux préfets. La loi prévoit que la procédure de licenciement est nulle et de nul effet tant qu'un plan visant au reclassement de salariés s'intègre au plan social n'est pas présenté par l'employeur aux représentants du personnel ».

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

■ Commandes de biens durables : stabilité en avril. — Les commandes de biens durables (il s'agit de produits dont la durée de vie est au moins égale à trois ans) sont restées quasiment inchangées en avril aux États-Unis après une baisse de 3,4 % en mars.

FRANCE

■ Consommation des ménages : + 2,3 % en avril. — La consommation des ménages en produits manufacturés a progressé de 2,3 % en avril, selon le dernier indice de l'INSEE. Ce mouvement de hausse — le premier depuis le début de l'année — touche l'ensemble des produits à l'exception des achats d'automobiles. L'INSEE note en particulier le « rebond » des achats de radio-TV-hi-fi, d'électroménager et d'ameublement (+ 3,4 %) et le redressement partiel des dépenses en textile-cuir (+ 4,9 %) qui retrouvent leur niveau de février. Les autres produits manufacturés progressent de 1,4 %. En revanche, les automobiles se stabilisent à leur bas niveau (- 0,7 %).

JAPON

■ Ventes de grands magasins : - 6,5 % en avril. — Les ventes des 271 grands magasins japonais ont chuté en avril de 6,5 % par rapport au même mois de 1992 pour se situer à 707,1 milliards de yens (98 milliards de francs). Il s'agit de la quatorzième baisse mensuelle consécutive. Les produits les plus affectés par cette chute sont les vêtements, l'ameublement et le matériel électroménager.

هكذا من لاجل

ECONOMIE

Les laisses-pour-compte

ÉCONOMIE

Le « Rapport mondial sur le développement humain 1993 »

Les laissés-pour-compte de la planète

Préparé par une équipe d'économistes pour le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'édition 1993 du « Rapport mondial sur le développement humain » vient d'être publiée (1). Il met l'accent sur les laissés-pour-compte de la planète. A l'échelle mondiale, moins de 10 % des individus participent aux institutions qui façonnent la vie de leur pays.

Guinée se classe bon dernier derrière le Sierra-Leone, qui osera affirmer que le développement humain est plus avancé ici que là ? Le classement, il faut le conserver à l'esprit, reflète aussi l'état des statistiques nationales.

Cela dit, le « hit parade » du PNUD est une mine aux multiples pépites. Il met en évidence les disparités énormes entre pays pourtant proches en terme de PNB par habitant. Ainsi, l'indice de développement humain du Guyana est-il largement supérieur à celui du Pakistan, pays où la mortalité infantile et l'analphabétisme prospèrent. Le classement éclaire aussi les progrès des uns, les recule des autres au fil du temps. Le développement humain au Maroc a été de près de 60 % au cours des vingt dernières années tandis que celui du Zaïre stagnait. Autre enseignement, le bon niveau des quinze États de l'ex-Union soviétique qui font leur entrée dans le classement : « Dans ces pays, l'espérance de vie moyenne est de soixante-dix ans, et il y a environ un médecin pour 300 habitants, alors que l'espérance de vie moyenne dans les pays en développement est de soixante-trois ans et qu'il y a un médecin pour 5 000 habitants. »

Les énormes disparités de revenus

Première puissance mondiale, les États-Unis arrivent en huitième position (la France est sixième) au tableau d'honneur du PNUD. Mais tel quel, le résultat fait l'impression sur les énormes disparités de revenus qui existent entre l'Amérique du Nord et les autres régions. Mortalité infantile, niveau d'éducation, revenus : les Noirs - les « désavantagés de la naissance » - comme les appelle le rapport, cumulent les handicaps. Tant et si bien que, s'ils formaient un État, ce dernier se classerait au trente-deuxième rang, entre la Lituanie et la République de Corée. Idem pour les Hispaniques, promis à un trente-cinquième rang (juste devant la Russie). En revanche, des États-Unis ramenés à leur seule population blanche caractériseraient en tête du classement. Autres laissés-pour-compte du développement

humain : les ruraux. Alors qu'ils représentent environ les deux tiers de la population mondiale, ils bénéficient en moyenne de moins du quart des services d'enseignement, de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement. « Dans la campagne, note le rapport, le revenu par habitant représente, dans bien des pays, la moitié environ de celui enregistré dans les villes. »

Les femmes (le PNUD leur consacra une prochaine étude) sont également désavantagées. L'enseignement, les emplois intéressants, les soins de santé leur sont souvent interdits. La vie publique leur est souvent barrée. Exemple caricatural, le Japon. Le taux d'inscription des femmes dans les universités y est deux fois inférieur à celui des hommes ; leur salaire ne représente que la moitié du salaire moyen des hommes ; elles occupent peu de postes de direction et sont pratiquement exclues de la vie

publique. Résultat, si le classement du PNUD prenait en compte les inégalités de sexe, le Japon rétrograderait du premier au dix-septième rang (à l'inverse, le France gagnerait quelques places).

Au-delà des groupes ethniques défavorisés, des discriminations fondées sur le sexe, c'est à un constat accablant qu'arrive sur ce point le rapport du PNUD. A l'échelle mondiale, moins de 10 % des individus participent à des institutions politiques, économiques, sociales ou culturelles qui façonnent leur destin. C'est dire combien le rôle de l'intégration s'annonce long.

JEAN-PIERRE TUOULI

(1) Rapport mondial sur le développement humain 1993. Publié pour le Programme des Nations unies pour le développement, par les éditions Economica, 256 p., 150 F.

L'envolée des organisations non gouvernementales

Les ONG (organisations non gouvernementales) fleurissent. En 1990, elles étaient près de 5 000 à couvrir dans les pays en développement (PVD), de la santé à l'éducation, de l'environnement aux droits de l'homme, avec des moyens financiers chaque année plus importants. En 1970, celles de l'Hémisphère Nord avaient versé 1 milliard de dollars au titre du développement. Vingt ans après, le chiffre est passé à 7,2 milliards.

Pour quels résultats ? Le niveau de vie des populations pauvres en a-t-il été amélioré ? Le rapport 1993 du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) se garde d'apporter une réponse définitive. « Il apparaît seulement que même les populations qui ont bénéficié de projets couronnés de succès restent pauvres », notent prudemment ses auteurs. Qu'il s'agisse de fournir des crédits aux pauvres (un risque que refusent souvent les banques traditionnelles), d'assister les plus pauvres d'entre les pauvres, ceux que les gouvernements délaissent, d'aider des populations marginalisées à accéder à l'autonomie, le bilan des ONG apparaît dans tous les cas contrasté. Souvent, leur réussite a été sans lendemain ou superficielle. Ainsi, à propos des interventions des organisations pour réduire les inégalités liées au sexe, les experts du PNUD dérivent : « Parfois, la tentative de faire figurer les problèmes de discrimination liés au sexe dans les projets (...) n'a rapporté que peu d'avantages aux femmes. Dans d'autres cas, le succès des projets a été éclipé par des forces sociales plus puissantes. »

Reste un domaine dans lequel les ONG sont irremplaçables : l'aide d'urgence. Famine, guerre, tremblement de terre : lorsqu'il s'agit d'intervenir sans tarder, les organisations non gouvernementales ont la capacité de réagir rapidement et efficacement. J.-P. T.

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Grâce à son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne, l'eau de VOLVIC respecte et garde intactes les saveurs les plus fines. C'est certainement pour cette qualité que l'on rencontre aujourd'hui VOLVIC sur la plupart des grandes tables en France, comme LÉDOYEN à Paris.

volic L'EAU DES SAVEURS INTACTES

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
A qualité égale, nos prix sont les plus bas.

LEGRAND Tailleur
Hommes et dames
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Centre formation professionnelle, avocat.

C.F.P.A.
Préparation intensive
4 semaines, du 23 août
au 17 septembre
Inscriptions avant le 14 juillet

CEPES
42, avenue Bosquet, 75007 PARIS
(1) 45-50-28-28

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNIGESTION HOLDING, Genève Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie le 14 mai 1993 à Genève sous la présidence de Bernard Sabrier, a approuvé les comptes de l'exercice 1992 et l'ensemble des résolutions qui lui étaient présentées.

L'exercice 1992 s'est soldé par les résultats consolidés suivants :

Produits nets	FS 53 millions	(+ 19 %)
Bénéfice net après impôts	FS 21,5 millions	(+ 15 %)

L'Assemblée a décidé la distribution d'un dividende de FS 5,50 (contre FS 5,00 au titre de l'exercice 1991). Au 31 décembre 1992, les fonds propres s'élevaient à FS 309 millions et le total du bilan à FS 761 millions.

L'exercice 1992 a été marqué par :

- un accroissement substantiel des résultats de sa filiale, Banque Unigestion ;
- un renforcement de sa Direction générale et de ses cadres ;
- une augmentation de 62 % de son fonds de commerce clientèle.

Les résultats du premier trimestre de l'exercice 1993 sont en forte croissance :

- le total des produits a plus que doublé ;
- le total des charges s'est accru de 20 % ;
- le total du bilan a progressé de 20 % ;
- le total des fonds gérés continue de croître à un rythme soutenu.

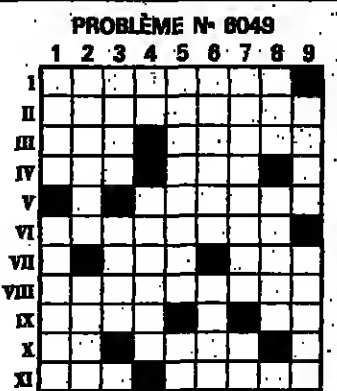
Pendant ces premiers mois :

- Unigestion Holding a acquis de la Bank of America la société Security Pacific (Switzerland) SA.
- Unigestion Holding a concrétisé la cession de sa participation dans l'Omniun Bancaire et Commercial OBC, Paris.
- La société Unigestion Trustees (société suisse dépositaire de fonds gérés par des gestionnaires indépendants) a commencé son activité.
- Unigestion Holding a obtenu l'autorisation d'ouvrir, courant 1993, Bank Unigestion (Guernsey) Ltd.
- Unigestion Holding a constitué à Paris UH Gestion SA, qui offrira aux investisseurs institutionnels des produits obligataires agréés par la COB.

Unigestion Holding pense pouvoir dépasser en 1993 10 % de rendement sur fonds propres.

**UNIGESTION
HOLDING**

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Jeune homme qui a peut-être une âme de chef. - II. Qui se sont habitués à la campagne. - III. Côte à l'étranger. Une culture nette. - IV. Pas vilaine. Adverbe. - V. Démonstratif. - VI. Des gens capables de nous éclairer. - VII. Se rend quand on arrive à la fin. Occasion de réjouissances à l'étranger. - VIII. Avec lui, c'est du tout cult. - IX. Produit des colonies. Parle de pénance. - X. Préposition. S'il n'en

manque pas un, c'est que rien n'a sauté. - XI. Pas aimable. Est très lourd quand il est grand.

VERTICALEMENT

I. Pêche, n'est évidemment pas la première. Quand elles sont chaudes, peuvent former un torrent. - II. Peut celer une faim de loup. Nait en Belgique. - III. Un caractère d'autofa. Une boisson de Jésus. - IV. Tranche de melon. Pas du vrai. - V. Qui risquent d'exploser. Coule à l'étranger. - VI. Inscrire. Attire les touristes. - VII. Une mère qui n'a pas eu de chance. Période. - VIII. Sans taches. Héritage. - IX. Pas gâté. Tré quand on tourne la page.

Solution du problème n° 6048

Horizontalement
I. Alcaïas. - II. Néophytes. - III. Léer. Ne. - IV. Su. Traits. - V. Sem. Do. - VI. Isolé. - VII. Enle. Rare. - VIII. Li. Lias. - IX. Cède. Aigu. - X. Ers. Sem. - XI. Rasure.

Verticalement
1. Anomie. Cor. - 2. Lé. Sole. - 3. Col. Solides. - 4. Apé. Ets. - 5. Dharma. Eu. - 6. Eyra. Tris. - 7. St. Idé. - 8. Entourage. - 9. Cède. Résumé.

GUY BROUTY

Broad

VISION

VIE DES ENTREPRISES

Affaire Sasea
Le Crédit lyonnais
se retire
de l'instruction

Les dirigeants du Crédit lyonnais ont décidé mercredi 26 mai de se retirer de l'instruction menée à Genève par le juge Jean-Louis Crochet dans le cadre de la banque-roule de la Sasea. Les trois représentants de la banque française ont pris cette décision en refusant de répondre séparément aux questions du juge d'instruction. Il s'agit pour le Crédit lyonnais d'un virage stratégique, la banque française ayant simultanément décidé de contre-attaquer en déposant une plainte au pénal pour escroquerie contre l'ancien administrateur délégué de la Sasea, Florio Fiorini, auquel elle réclame plusieurs centaines de millions de francs suisses. Une manière pour le Crédit lyonnais de voir l'affaire reprise par la justice depuis son début, et non traitée partiellement comme la procédure en cours risquait de le faire.

Inculpé de banqueroute et écroué à Genève, Florio Fiorini, ancien administrateur délégué de la Sasea, affirme que le déstabilisateur financier de 5 milliards de francs suisses de cette société en faillite depuis le 30 octobre 1992 est le résultat d'une décision du Crédit lyonnais, qui a lui-même retiré son soutien au moment où ce dernier était le plus nécessaire.

Durant toute la semaine, le juge genevois devait entendre les responsables de la banque nationale française convoqués à titre de témoins ou pour simple renseignement, cette banque étant le plus gros créancier de la Sasea holding avec un montant de 900 millions de francs suisses. Cependant la défense de Florio Fiorini a protesté contre le fait que les trois dirigeants venus à sa place puissent s'exprimer en même temps, ce qui leur permettrait de faire coïncider leurs réponses. Le magistrat instructeur ayant pris acte de cette demande, les trois représentants ont fait opposition à cette décision et n'ayant pas obtenu gain de cause ont décidé de se retirer.

Pour des transactions antérieures à l'annonce de la fusion entre Elf-Sanofi et YSL

La Commission des opérations de Bourse
transmet le dossier Saint Laurent au parquet

Huit jours après l'officialisation du mariage entre le groupe public Elf-Sanofi et la société Yves Saint Laurent, la Commission des opérations de Bourse, qui avait ouvert une enquête sur le marché du titre Saint Laurent le 6 novembre dernier (Le Monde du 7 novembre 1992), a décidé de saisir le parquet.

Au mois de novembre 1992, la COB, alertée par des actionnaires minoritaires, avait décidé de mettre le titre Yves Saint Laurent sous surveillance afin d'examiner les mouvements intervenus sur l'action au cours du mois de septembre. Des ventes représentant 2 % du capital étaient intervenues depuis la publication par le *Nouvel Economiste*, daté 18 septembre, d'une interview de Pierre Bergé dans laquelle le président du groupe Yves Saint Laurent déclarait que 14,9 % ou plus du groupe

était à vendre — ce qui suscitait un intérêt spéculatif — et l'annonce le 21 septembre de résultats semestriels en baisse qui ont fait chuter l'action.

Les transactions, qui ordinairement portaient sur quelques centaines de titres, avaient totalisé 53 887 pièces le jeudi 17 septembre et 25 808 pièces le lendemain, à un cours de 818 francs. Le 21 septembre, lors de la publication des résultats, le bénéfice net de Saint Laurent était ramené de 41 millions de francs à 2,6 millions de francs. La conséquence immédiate fut un repli de l'action qui s'est poursuivi au cours des semaines suivantes pour finalement coter 615 francs la veille de sa mise sous surveillance par la Commission.

Dans un communiqué publié mercredi, la COB précise « qu'un nombre important d'actions YSL ont été vendues hors-marché à des acheteurs domiciliés à l'étranger, au cours des semaines ayant précédé l'annonce au public, le 21 septembre 1992, des résultats du premier semestre 1992 ». La COB a également décidé d'ouvrir « une procédure pouvant conduire à une sanction administrative ».

La COB a en revanche blanchi YSL sur toutes les transactions ayant précédé l'annonce de la fusion avec Elf-Sanofi, début janvier. La COB estime en effet que « les transactions sur le marché du titre YSL à compter du 1^{er} décembre 1992, préalablement à l'annonce de la fusion YSL/Sanofi, n'ont pas révélé d'opérations irrégulières ».

F. Bn.

L'organisation des poursuites judiciaires

Plusieurs centaines de créanciers
de la BCCI se réunissent à Londres

LONDRES

de notre correspondant

Ce pourrait être le plus grand rassemblement de créanciers du monde : près d'un millier de personnes, toutes victimes de la faillite frauduleuse, en juillet 1991, de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), sont attendues, jeudi 27 mai, dans le stade londonien de Wembley.

Officiellement, il s'agit d'être

un comité de cinq membres qui, tout en représentant les intérêts des quelque 730 000 anciens détenteurs de comptes de la BCCI, devra approuver la gestion et les frais de fonctionnement de l'administrateur judiciaire, la firme Touche Ross, chargée de la liquidation de l'établissement bancaire. Il est probable que les centaines de petits épargnants réunis à Wembley trouveront un peu élevée la « facture » des

experts-comptables, laquelle se monte environ 112 millions de livres (près de 95 millions de francs).

Certains estimeront que c'est un peu cher payé, d'autant que les chances de récupérer les fonds disparus restent très minces. Selon Touche Ross, 12,4 milliards de dollars (soit plus de 68 milliards de francs) sur 14 milliards de dollars d'avoirs ont été retrouvés. C'est à cette triste réalité que sont confrontés les créanciers de la BCCI, que Touche Ross a contactés pour l'occasion en adressant quelque 50 000 lettres dans plus de 50 pays. L'élection de ce comité a été demandée par la Haute Cour de justice de Londres, en janvier dernier, et plus d'une vingtaine de candidats se sont déjà manifestés.

Une longue
bataille

Les anciens clients de la BCCI recevront donc peu de bonnes nouvelles, même si la décision « historique » de Touche Ross de poursuivre la Banque d'Angleterre en justice, pour avoir failli à sa tâche de supervision des activités de la BCCI (le *Monde* du 26 mai), constitue un espoir.

Aucun montant de dommages et intérêts n'a encore été officiellement annoncé, mais les exigences de la liquidation pourraient s'élever à près de 8 milliards de livres.

Cette action, approuvée par de nombreux parlementaires, donnera sans aucun doute lieu à une longue bataille judiciaire, d'autant que, selon la loi britannique, l'institution de Threadneedle Street est théoriquement protégée contre de telles poursuites. Une action similaire pourrait cependant être prochainement engagée par les autorités d'Abou-Dhabi, dont le gouvernement, qui était le principal actionnaire (à plus de 77 %) de la BCCI, aurait perdu environ 2,2 milliards de dollars dans la faillite de la banque.

Les participants à la réunion de Wembley vont, enfin, avoir confirmation des autres actions judiciaires intentées par Touche Ross : la firme a engagé des poursuites contre, d'une part, Price Waterhouse et Ernst & Whinney, les firmes de commissaires aux comptes de la BCCI, et, d'autre part, la National Commercial Bank of Saudi Arabia, afin d'obtenir, respectivement, 8 et 10,5 milliards de dollars de dommages et intérêts.

L. Z.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GFC

Les recettes locatives du premier trimestre 1993 se sont élevées à 91.302.000 F contre 87.486.000 F pour la même période de l'année 1992, soit une progression de 4,36 %.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 27 mai ↑ Prudente

L'indice CAC 40 restait aux alentours du 1 800 points jeudi, en hausse de 0,42 %, à 1 820 points, dans un marché très calme, voire « zéro », selon les intervenants. Le volume échangé sur le marché à règlement mensuel s'élevait à 1,2 milliard de francs à la mi-journée. Un opérateur expliquait les petites poches de 1 % en début de matinée par le début du déboulement à l'achat des opérations sur indice un fin de mois, et l'effet des mesures du plan Buisson sur le marché.

Le titre du Crédit local de France (CLF), en hausse de 1,30 %, à 3,05 %, a été nettement touché par la mi-journée, revenant à 407,20 francs. La valeur en sur-paiement, jugée un intervenant, et à 320 francs, la privatisation se fera à un cours infé-

rieur au cours du bourse, afin de garantir le succès de l'opération. Le président du CLF, Pierre Richard, a estimé que la privatisation de son groupe, prévue pour le début de l'été, pourrait se faire aux alentours de 600 francs par action. Les boursiers sont optimistes : ils notent que le CLF a une très bonne cote, y compris à l'étranger.

L'action Société générale négociait peu, aux propos du son président Michel Viénot selon lequel la banque pourrait accroître ses participations dans le groupe chimique Rhône-Poulenc et dans le groupe d'assurances AGF à l'occasion de leur privatisation. « Nous aurons un rôle de conseiller, de vendeur et d'investisseur », notait-il. « Nous sommes très intéressés par le capital desquels nous sommes déjà et dans lesquels nous pourrions accroître nos participations », a déclaré M. Viénot lors de l'assemblée générale.

NEW-YORK, 26 mai ↑ Nouveau record

Wall Street a inscrit un nouveau record, mercredi 26 mai, grâce à des achats informatiques qui se sont déchaînés dans l'après-midi suivant une nette baisse des taux d'intérêt sur le marché obligataire. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a fini à 3 640,16 points, en hausse de 23,65 points, soit un gain de 0,65 %.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principal référence, est tombé dans l'après-midi à 8,92 % contre 7 % la veille au soir. Dans la matinée, le taux avait été à 8,97 %, et à 8,95 % à la fin de la séance. La baisse des taux a été encouragée par la publication de commandes de biens durables inchangées en avril, alors que les experts tablèrent sur une progression de 1,5 % de cette statistique, ont noté des analystes.

Les valeurs bancaires ont bénéficié de la détente des taux d'intérêt : Chase

Banking a pris 1-7/8 à 39-1/4 et Chase Manhattan 1-3/8 à 31-5/8. Les valeurs de la haute technologie ont progressé : Motorola a fait un bond de 4-1/8 à 62-7/8 et IBM de 2-3/8 à 52-3/4.

VALEURS	Cours de 26 mai	Cours de 27 mai
Alcoa	89 1/4	89 3/4
AT&T	40 1/4	40 1/2
Bell	40 1/4	40 1/2
Chase Manhattan Bank	31 1/8	31 5/8
De l'Etat	32 1/2	32 3/4
Exxon	61 1/2	61 3/4
General Electric	32 1/2	32 3/4
IBM	52 3/4	52 3/4
Intel	38 7/8	39 1/4
Johnson & Johnson	27 1/4	27 1/2
Merck	27 1/4	27 1/2
Microsoft	27 1/4	27 1/2
Motorola	62 7/8	62 7/8
Norfolk	27 1/4	27 1/2
Oracle	27 1/4	27 1/2
Rockwell	27 1/4	27 1/2
Sony	27 1/4	27 1/2
Texas Instruments	27 1/4	27 1/2
United Tech.	27 1/4	27 1/2
Visa	27 1/4	27 1/2
Walt Disney	27 1/4	27 1/2

LONDRES, 25 mai ↑ Fermété

Les valeurs ont débuté en hausse, mercredi 26 mai, au Stock Exchange, après avoir passé l'essentiel de la séance dans la rouge, encouragées en fin de journée par les gains de Wall Street à l'ouverture. L'indice Footsie des principales valeurs a débuté en hausse de 9,2 points, soit 0,3 %, à 2 845,9 points. Le volume des échanges a été élevé à 613,3 millions de titres contre 590,3 millions la veille.

Les compagnies d'eau ont progressé après l'annonce de résultats améliorés par North-West Water Group. Les compagnies d'électricité, les pétroliers et les supermarchés ont, en revanche, subi des pertes. Le bâtiment est resté en baisse.

Le groupe chimique Courtauld, qui a annoncé une hausse de 3 % de son bénéfice annuel et la fusion de ses activités européennes dans l'acrylique et la viscose avec Hoechst, a gagné 16 pence à 541.

VALEURS	Cours de 25 mai	Cours de 26 mai
Alcoa	89 1/4	89 3/4
AT&T	40 1/4	40 1/2
Bell	40 1/4	40 1/2
Chase Manhattan Bank	31 1/8	31 5/8
De l'Etat	32 1/2	32 3/4
Exxon	61 1/2	61 3/4
General Electric	32 1/2	32 3/4
IBM	52 3/4	52 3/4
Intel	38 7/8	39 1/4
Johnson & Johnson	27 1/4	27 1/2
Merck	27 1/4	27 1/2
Microsoft	27 1/4	27 1/2
Motorola	62 7/8	62 7/8
Norfolk	27 1/4	27 1/2
Oracle	27 1/4	27 1/2
Sony	27 1/4	27 1/2
Texas Instruments	27 1/4	27 1/2
United Tech.	27 1/4	27 1/2
Visa	27 1/4	27 1/2
Walt Disney	27 1/4	27 1/2

TOKYO, 27 mai ↓ Irrégulière

Le marché tokyota a débuté sur une note inquiète, jeudi 27 mai, dans des transactions nerveuses, sous l'effet de la hausse du yen. Au terme des échanges, l'indice Nikkei a approché les 21 000 points, sans pouvoir les dépasser. Il a perdu 43,38 points, soit 0,21 %, à 20 956,63.

D'importantes ventes d'étrangers ont d'abord profité au marché mais des prises de bénéfices et des ventes liées à des opérations d'arbitrage ont freiné la hausse.

La progression du yen, sous les

108 pour un dollar en début d'après-midi, a également inquiété les investisseurs.

VALEURS	Cours de 26 mai	Cours de 27 mai
Alcoa	89 1/4	89 3/4
AT&T	40 1/4	40 1/2
Bell	40 1/4	40 1/2
Chase Manhattan Bank	31 1/8	31 5/8
De l'Etat	32 1/2	32 3/4
Exxon	61 1/2	61 3/4
General Electric	32 1/2	32 3/4
IBM	52 3/4	52 3/4
Intel	38 7/8	39 1/4
Johnson & Johnson	27 1/4	27 1/2
Merck	27 1/4	27 1/2
Microsoft	27 1/4	27 1/2
Motorola	62 7/8	62 7/8
Norfolk	27 1/4	27 1/2
Oracle	27 1/4	27 1/2
Sony	27 1/4	27 1/2
Texas Instruments	27 1/4	27 1/2
United Tech.	27 1/4	27 1/2
Visa	27 1/4	27 1/2
Walt Disney	27 1/4	27 1/2

CHANGES

Dollar : 5,4630 ↓

Le dollar a reculé nettement contre le franc jeudi matin 27 mai en milieu de journée à 2,463 francs contre 2,465 francs mercredi. Le franc campe toujours fermement en dessous des 3,37 francs pour 1 dollar, à 3,368 francs contre 3,364 francs mercredi.

FRANCOFRANK 26 mai 27 mai
Dollar (en DM) 1,628 1,628
Tokyo 26 mai 27 mai
Dollar (en yen) 166,25 166,25

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (27 mai) 776-9 %

New-York (26 mai) 3,38 %

BOURSES

25 mai 26 mai
Indice général CAC 318,54 318,54
Indice CAC 40 1 821,09 1 821,09

NEW-YORK (Indice Dow Jones)
25 mai 26 mai
Indice général 3 640,16 3 640,16

LONDRES (Indice Financial Times)
25 mai 26 mai
100 valeurs 2 845,9 2 845,9
30 valeurs 2 845,9 2 845,9
Indice CAC 40 1 821,09 1 821,09

FRANCOFRANK
25 mai 26 mai
Dex 1 628,18 1 628,18

TOKYO
25 mai 26 mai
Nikkei Dow Jones 20 956,63 20 956,63
Indice général 1 628,18 1 628,18

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offre	Demande	Offre
\$ E-U	5,4630	5,461	5,5180	5,6220
Yen (100)	166,25	166,02	161,186	151,258
DM	1,628	1,628	1,6186	1,6186
Deutschmark	3,3780	3,378	3,3683	3,3712
Franc suisse	3,3630	3,363	3,3682	3,3727
Lira italienne (1000)	3,3630	3,363	3,3682	3,3727
Livre sterling	4,8415	4,840	4,8145	4,8280
Peseta (100)	4,9075	4,912	4,8294	4,7750

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
Demande	Offre	Demande	Offre
\$ E-U	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Yen (100)	7 1/2	7 1/2	7 1/2
DM	7 1/2	7 1/2	7 1/2
Franc suisse	7 1/2	7 1/2	7 1/2
Franc belge	7 1/2	7 1/2	7 1/2
Franc italien (1000)	7 1/2	7 1/2	7 1/2
Lira italienne	7 1/2	7 1/2	7 1/2
Franc espagnol	7 1/2	7 1/2	7 1/2
Franc portugais	7 1/2	7 1/2	7 1/2
FRANCOFRANK	7 1/2	7 1/2	7 1/2

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

BOURSE DE PARIS DU

Comptant

Second

CHÉS FINANCIERS

PARIS. 27 mai ↑ Prudente

l'union au cours de laquelle, en garantissant la succession de l'opinion présidentielle du C. P. F. Pierre Laroche, a été élu président du groupe, prévu pour la fin de l'année, pour avoir obtenu la majorité par action de la gauche communiste. Les notes de la C. G. ont été très bonnes, ce qui a été l'occasion d'un échange de vues.

L'action Société générale lui a permis d'être élu président du groupe. Marc Vinet, tout de suite élu, a été élu président du groupe. L'assemblée a été présidée par le groupe chimique Laroche, qui a été élu président du groupe. L'assemblée a été présidée par le groupe chimique Laroche, qui a été élu président du groupe. L'assemblée a été présidée par le groupe chimique Laroche, qui a été élu président du groupe.

↑ Nouveau record

[illegible]

EXPOSES DE LA Fermeté

DATE	DESCRIPTION	AMOUNT	BALANCE
1950-01-01	Balance		100.00
1950-01-15	Deposited	50.00	150.00
1950-02-01	Withdrawal	25.00	125.00
1950-02-15	Deposited	75.00	200.00
1950-03-01	Withdrawal	100.00	100.00
1950-03-15	Deposited	50.00	150.00
1950-04-01	Withdrawal	75.00	75.00
1950-04-15	Deposited	25.00	100.00
1950-05-01	Withdrawal	50.00	50.00
1950-05-15	Deposited	25.00	75.00
1950-06-01	Withdrawal	75.00	0.00
1950-06-15	Deposited	50.00	50.00
1950-07-01	Withdrawal	25.00	25.00
1950-07-15	Deposited	75.00	100.00
1950-08-01	Withdrawal	50.00	50.00
1950-08-15	Deposited	25.00	75.00
1950-09-01	Withdrawal	75.00	0.00
1950-09-15	Deposited	50.00	50.00
1950-10-01	Withdrawal	25.00	25.00
1950-10-15	Deposited	75.00	100.00
1950-11-01	Withdrawal	50.00	50.00
1950-11-15	Deposited	25.00	75.00
1950-12-01	Withdrawal	75.00	0.00
1950-12-15	Deposited	50.00	50.00
1951-01-01	Withdrawal	25.00	25.00
1951-01-15	Deposited	75.00	100.00
1951-02-01	Withdrawal	50.00	50.00
1951-02-15	Deposited	25.00	75.00
1951-03-01	Withdrawal	75.00	0.00
1951-03-15	Deposited	50.00	50.00
1951-04-01	Withdrawal	25.00	25.00
1951-04-15	Deposited	75.00	100.00
1951-05-01	Withdrawal	50.00	50.00
1951-05-15	Deposited	25.00	75.00
1951-06-01	Withdrawal	75.00	0.00
1951-06-15	Deposited	50.00	50.00
1951-07-01	Withdrawal	25.00	25.00
1951-07-15	Deposited	75.00	100.00
1951-08-01	Withdrawal	50.00	50.00
1951-08-15	Deposited	25.00	75.00
1951-09-01	Withdrawal	75.00	0.00
1951-09-15	Deposited	50.00	50.00
1951-10-01	Withdrawal	25.00	25.00
1951-10-15	Deposited	75.00	100.00
1951-11-01	Withdrawal	50.00	50.00
1951-11-15	Deposited	25.00	75.00
1951-12-01	Withdrawal	75.00	0.00
1951-12-15	Deposited	50.00	50.00
1952-01-01	Withdrawal	25.00	25.00
1952-01-15	Deposited	75.00	100.00
1952-02-01	Withdrawal	50.00	50.00
1952-02-15	Deposited	25.00	75.00
1952-03-01	Withdrawal	75.00	0.00
1952-03-15	Deposited	50.00	50.00
1952-04-01	Withdrawal	25.00	25.00
1952-04-15	Deposited	75.00	100.00
1952-05-01	Withdrawal	50.00	50.00
1952-05-15	Deposited	25.00	75.00
1952-06-01	Withdrawal	75.00	0.00
1952-06-15	Deposited	50.00	50.00
1952-07-01	Withdrawal	25.00	25.00
1952-07-15	Deposited	75.00	100.00
1952-08-01	Withdrawal	50.00	50.00
1952-08-15	Deposited	25.00	75.00
1952-09-01	Withdrawal	75.00	0.00
1952-09-15	Deposited	50.00	50.00
1952-10-01	Withdrawal	25.00	25.00
1952-10-15	Deposited	75.00	100.00
1952-11-01	Withdrawal	50.00	50.00
1952-11-15	Deposited	25.00	75.00
1952-12-01	Withdrawal	75.00	0.00
1952-12-15	Deposited	50.00	50.00
1953-01-01	Withdrawal	25.00	25.00
1953-01-15	Deposited	75.00	100.00
1953-02-01	Withdrawal	50.00	50.00
1953-02-15	Deposited		

Irregular

WORDS	Count	Value
Léon	10	10
Maman	10	10
Papa	10	10
Grand-mère	10	10
Grand-père	10	10
Daddy	10	10
Mami	10	10
Papi	10	10
Grand-mère	10	10
Grand-père	10	10
Daddy	10	10
Mami	10	10
Papi	10	10

[illegible]

INTERBANCAIRE DES DEVICES

1960

1961

1962

1963

1964

1965

1966

1967

1968

1969

1970

1971

1972

1973

1974

1975

1976

1977

1978

1979

1980

1981

1982

1983

1984

1985

1986

1987

1988

1989

1990

1991

1992

1993

1994

1995

1996

1997

1998

1999

2000

2001

2002

2003

2004

2005

2006

2007

2008

2009

2010

2011

2012

2013

2014

2015

2016

2017

2018

2019

2020

2021

2022

2023

2024

2025

2026

2027

2028

2029

2030

2031

2032

2033

2034

2035

2036

2037

2038

2039

2040

2041

2042

2043

2044

2045

2046

2047

2048

2049

2050

2051

2052

2053

2054

2055

2056

2057

2058

2059

2060

2061

2062

2063

2064

2065

2066

2067

2068

2069

2070

2071

2072

2073

2074

2075

2076

2077

2078

2079

2080

2081

2082

2083

2084

2085

2086

2087

2088

2089

2090

2091

2092

2093

2094

2095

2096

2097

2098

2099

2100

2101

2102

2103

2104

2105

2106

2107

2108

2109

2110

2111

2112

2113

2114

2115

2116

2117

2118

2119

2120

2121

2122

2123

2124

2125

2126

2127

2128

2129

2130

2131

2132

2133

2134

2135

2136

2137

2138

2139

2140

2141

2142

2143

2144

2145

2146

2147

2148

2149

2150

2151

2152

2153

2154

2155

2156

2157

2158

2159

2160

2161

2162

2163

2164

2165

2166

2167

2168

2169

2170

2171

2172

2173

2174

2175

2176

2177

2178

2179

2180

2181

2182

2183

2184

2185

2186

2187

2188

2189

2190

2191

2192

2193

2194

2195

2196

2197

2198

2199

2200

2201

2202

2203

2204

2205

2206

2207

2208

2209

2210

2211

2212

2213

2214

2215

2216

2217

2218

2219

2220

2221

2222

2223

2224

2225

2226

2227

2228

2229

2230

2231

2232

2233

2234

2235

2236

2237

2238

2239

2240

2241

2242

2243

2244

2245

2246

2247

2248

2249

2250

2251

2252

2253

2254

2255

2256

2257

2258

2259

2260

2261

2262

2263

2264

2265

2266

2267

2268

2269

2270

2271

2272

2273

2274

2275

2276

2277

2278

2279

2280

2281

2282

2283

2284

2285

2286

2287

2288

2289

2290

2291

2292

2293

2294

2295

2296

2297

2298

2299

2300

2301

2302

2303

2304

2305

2306

2307

2308

2309

2310

2311

2312

2313

2314

2315

2316

2317

2318

2319

2320

2321

2322

2323

2324

2325

2326

2327

2328

2329

2330

2331

2332

2333

2334

2335

2336

2337

2338

2339

2340

2341

2342

2343

2344

2345

2346

2347

2348

2349

2350

2351

2352

2353

2354

2355

2356

2357

2358

2359

2360

2361

2362

2363

2364

2365

2366

2367

2368

2369

2370

2371

2372

2373

2374

2375

2376

2377

2378

2379

2380

2381

2382

2383

2384

2385

2386

2387

2388

2389

2390

2391

2392

2393

2394

2395

2396

2397

2398

2399

2400

2401

2402

2403

2404

2405

2406

2407

2408

2409

2410

2411

2412

2

INTERET DES ECH

BOURSE DE PARIS DU 27 MAI

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel

Comp. rank	VALEURS	Comp. project	Preceder	Dominer	%	Comp. rank	VALEURS	Comp. project	Preceder	Dominer	%	Comp. rank	VALEURS	Comp. project	Preceder	Dominer	%	Comp. rank	VALEURS	Comp. project	Preceder	Dominer	%
5570	CALP 26	5590	5670	5670	+1.08	1010	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	195	Lapras	208	200	200.25	-2.82	355	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5585	R.M.P. T.P.	1000	1000	1000	+0.06	1015	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	196	Lapras	208	261	260	+2.61	356	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5590	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1016	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	197	Lapras	208	261	260	+2.61	357	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5595	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1017	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	198	Lapras	208	261	260	+2.61	358	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5600	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1018	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	199	Lapras	208	261	260	+2.61	359	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5605	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1019	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	200	Lapras	208	261	260	+2.61	360	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5610	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1020	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	201	Lapras	208	261	260	+2.61	361	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5615	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1021	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	202	Lapras	208	261	260	+2.61	362	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5620	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1022	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	203	Lapras	208	261	260	+2.61	363	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5625	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1023	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	204	Lapras	208	261	260	+2.61	364	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5630	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1024	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	205	Lapras	208	261	260	+2.61	365	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5635	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1025	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	206	Lapras	208	261	260	+2.61	366	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5640	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1026	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	207	Lapras	208	261	260	+2.61	367	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5645	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1027	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	208	Lapras	208	261	260	+2.61	368	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5650	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1028	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	209	Lapras	208	261	260	+2.61	369	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5655	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1029	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	210	Lapras	208	261	260	+2.61	370	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5660	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1030	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	211	Lapras	208	261	260	+2.61	371	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5665	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1031	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	212	Lapras	208	261	260	+2.61	372	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5670	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1032	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	213	Lapras	208	261	260	+2.61	373	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5675	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1033	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	214	Lapras	208	261	260	+2.61	374	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5680	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1034	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	215	Lapras	208	261	260	+2.61	375	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5685	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1035	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	216	Lapras	208	261	260	+2.61	376	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5690	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1036	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	217	Lapras	208	261	260	+2.61	377	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5695	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1037	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	218	Lapras	208	261	260	+2.61	378	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5700	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1038	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	219	Lapras	208	261	260	+2.61	379	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5705	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1039	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	220	Lapras	208	261	260	+2.61	380	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5710	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1040	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	221	Lapras	208	261	260	+2.61	381	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5715	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1041	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	222	Lapras	208	261	260	+2.61	382	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5720	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1042	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	223	Lapras	208	261	260	+2.61	383	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5725	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1043	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	224	Lapras	208	261	260	+2.61	384	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5730	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1044	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	225	Lapras	208	261	260	+2.61	385	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5735	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1045	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	226	Lapras	208	261	260	+2.61	386	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5740	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1046	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	227	Lapras	208	261	260	+2.61	387	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5745	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1047	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	228	Lapras	208	261	260	+2.61	388	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5750	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1048	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	229	Lapras	208	261	260	+2.61	389	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5755	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1049	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	230	Lapras	208	261	260	+2.61	390	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5760	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1050	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	231	Lapras	208	261	260	+2.61	391	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5765	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1051	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	232	Lapras	208	261	260	+2.61	392	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5770	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1052	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	233	Lapras	208	261	260	+2.61	393	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5775	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1053	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	234	Lapras	208	261	260	+2.61	394	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5780	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1054	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	235	Lapras	208	261	260	+2.61	395	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5785	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1055	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	236	Lapras	208	261	260	+2.61	396	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5790	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1056	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	237	Lapras	208	261	260	+2.61	397	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5795	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1057	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	238	Lapras	208	261	260	+2.61	398	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5800	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1058	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	239	Lapras	208	261	260	+2.61	399	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5805	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1059	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	240	Lapras	208	261	260	+2.61	400	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5810	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1060	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	241	Lapras	208	261	260	+2.61	401	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5815	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1061	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	242	Lapras	208	261	260	+2.61	402	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5820	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1062	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	243	Lapras	208	261	260	+2.61	403	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5825	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1063	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	244	Lapras	208	261	260	+2.61	404	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5830	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1064	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	245	Lapras	208	261	260	+2.61	405	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5835	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1065	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	246	Lapras	208	261	260	+2.61	406	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5840	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1066	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	247	Lapras	208	261	260	+2.61	407	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5845	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1067	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	248	Lapras	208	261	260	+2.61	408	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5850	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1068	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	249	Lapras	208	261	260	+2.61	409	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5855	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1069	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	250	Lapras	208	261	260	+2.61	410	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5860	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1070	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	251	Lapras	208	261	260	+2.61	411	Encon Corp	360.80	362	362	+0.33
5865	CALP 26	1000	1000	1000	+0.06	1071	Oldfield Power	1018	1025	1022	+0.30	252											

Comptant (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS	
Emission	Rachet	Emission	Rachet	Emission	Rachet	Emission	Rachet
Frans Inc.	net	Frans Inc.	net	Frans Inc.	net	Frans Inc.	net
Accion	232 236	226 236	220 32	270 38	Parties Capitaux	137 05	171 38
Accionnaires C & D	3 1246 40	3 1246 40	4 78 03	471 32	Parties Opportunités	135 05	125 55
Accionnaires E	232 236	226 236	4 78 03	471 32	Parties Opportunités	135 05	125 55
Amphibies	667 63	667 23	115 40	112 10	Parties Opportunités	249 23	243 42
Amphibies	77016 85	717016 85	1156 12	1131 18	Parties Opportunités	809 72	557 58
Amphibies	7557 91	7397 91	38 38	38 38	Parties Opportunités	1235 68	1264 52
Amphibies	7557 91	7397 91	38 38	38 38	Parties Opportunités	1454 68	1450 68
Amphibies	1137 82	1137 82	247 24	243 59	Parties Opportunités	820 59	800 59
Amphibies	461 17	461 17	195 19	190 68	Parties Opportunités	7560 64	7290 64
Amphibies	1587 10	1521 53	125 12	182 67	Parties Opportunités	1077 12	1038 31
Amphibies	1886 88	1886 88	53 53	53 53	Parties Opportunités	106 65	107 52
Amphibies	155 65	155 65	169 15	169 15	Parties Opportunités	2225 04	2225 04
Amphibies	5782 70	5782 70	87 80	83 77	Parties Opportunités	141 04	139 48
Amphibies	1081 15	1030 24	1292 18	1361 01	Parties Opportunités	143 10	140 10
Amphibies	632 07	620 01	1637 35	1531 38	Parties Opportunités	166 65	164 38
Amphibies	124 73	124 73	105 44	104 44	Parties Opportunités	5521 91	5467 74
Amphibies	124 73	124 73	105 44	104 44	Parties Opportunités	1175 84	1175 84
Amphibies	124 73	124 73	105 44	104 44	Parties Opportunités	70 70	70 70
Amphibies	124 73	124 73	105 44	104 44	Parties Opportunités	12231 88	12230 34
Amphibies	124 73	124 73	105 44	104 44	Parties Opportunités	738 60	738 60
Amphibies	124 73	124 73	105 44	104 44	Parties Opportunités	738 60	738 60
Amphibies	124 73	124 73	105 44	104 44	Parties Opportunités	16417 24	16417 24
Amphibies	124 73	124 73	105 44	104 44	Parties Opportunités	1906 50	1906 50
Amphibies	124 73	124 73	105 44	104 44	Parties Opportunités	31410 44	31408 22
Amphibies	124 73	124 73	105 44	104 44	Parties Opportunités	1827 80	1827 80
Amphibies	124 73	124 73	105 44	104 44	Parties Opportunités	725 70	725 70
Amphibies	124 73	124 73	105 44	104 44	Parties Opportunités	20324 24	20324 24
Amphibies	124 73	124 73	105 44	104 44	Parties Opportunités	702 82	702 82
Amphibies	124 73	124 73	105 44	104 44	Parties Opportunités	1272 88	1247 01
Amphibies	124 73	124 73	105 44	104 44	Parties Opportunités	1454 68	1454 68
Amphibies	124 73	124 73	105 44	104 44	Parties Opportunités	725 70	725 70
Amphibies	124 73	124 73	105 44	104 44	Parties Opportunités	725 70	725 70
Amphibies	124 73	124 73	105 44	104 44	Parties Opportunités	416 44	416 44

Second marché (sélection)

[illegible]

Marché des Changes	Marché boursier
--------------------	-----------------

COURS INDICATIFS	COURS prix.	COURS 27/5	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS. prix.	COURS 27/5
			achat	vente			
Etats Unis (1 USD)	5 482		5 2	6 7	Or fin (100 en barre)	56500	56300
Ecu	5 597				Or fin (en lingot)	55200	55150
Allemagne (100 DM)	338 470		328	348	Néofin (200)	374	382
Belgique (100 F)	145 0		15	18	Place Fr (10 000)	389	370
Paye-Bas (100 f)	300 740		288	308	Place Suisse (20 000)	378	382
Italie (1000 lire)	3 454		34	32	Place Lirine (20 000)	374	378
Islande (100 kr)	88 010		84	86	Souverain	473	475
Japon (1 Yip)	8 230		7 9	8 1	Place 20 dollars	1280	1240
Grèce-Suisse (1 L)	2 478		2 5	2 6	Place 10 dollars	1352 50	1352 80
Grèce (100 Drachmes)	4 438		4 3	4 5	Place 5 dollars	650	570
Suisse (100 F)	375 800		362	382	Place 50 pesos	2420	2440
Suède (100 kron)	76 030		70	75	Place 10 florins	383	380
Maroc (100 L)	72 750		74	84			
Australie (100 australian)	47 886		46 5	48 5			
Espagne (100 pes)	4 357		4 3	4 5			
Portugal (100 esc)	5 035		4 9	5 1			
Chili (1 peso)	4 346		4 1	4 5			
Japon (100 yen)	5 538		5 3	5 6			

Marché libre de l'or

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15
TAPEZ LE MONDE

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

Marché à terme international de France MATIF
Cotation du 26 mai 1993

CAC 40 A TERME

Nombre de contrats estimés : 63 871	Volume : 33 199
-------------------------------------	-----------------

COURS	Jun 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Mai 93	Jun 93	Juillet
Dernier ----	117,12	116,84	-	Dernier ----	1 887,50	1 871	1 866,
Précédent	117,12	116,86	116,30	Précédent	1 887	1 870,50	1 867

o : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

CARNET DU Monde

Pentecôte : les services ouverts ou fermés

entre de la kabbale, 20, passage Tur-
netil, Paris-11^e, métro Nation.
Renseignements : 43-56-01-38.

MINITEL par le 11

43-20-74-52

Le Monde
sans visa

1

dimanche 30 mai 1993, à 18 heures,
 Centre de la kabbale, 20, passage Tur-
 ottil, Paris-11^e, métro Nation.
 Réservations : 43-56-01-38.

- La sagesse de la kabbale, un enseignement accessible à tous, séminaire exceptionnel « Le visage et les mains », dimanche 30 mai 1993, à 18 heures, Centre de la kabbale, 20, passage Tur-

Avec le soutien du SPD

Le Bundestag a adopté la réforme de la Constitution limitant le droit d'asile en Allemagne

Par 521 voix contre 132, le Parlement allemand a approuvé, mercredi 26 mai, une modification de la Constitution restreignant les possibilités de demander l'asile politique en Allemagne. Deux autres textes ont été adoptés portant sur la réduction des allocations financières aux demandeurs d'asile dont les dossiers sont en cours d'examen et les procédures d'expulsion.

BONN

de notre correspondant

Après deux ans de polémique, le vote a été acquis sans surprise à l'issue d'une longue journée de débats tenus sous la protection d'importantes forces de police et marquée par les interventions des chefs des groupes parlementaires chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates, respectivement Wolfgang Schäuble et Hans-Ulrich Klose. Ce dernier a dû une nouvelle fois se justifier contre les attaques de la gauche de son parti, au nom des nouvelles réalités européennes et des tensions sociales suscitées par des mouvements de migration incontrôlés, et expliquer les raisons d'un compromis modifiant le droit d'asile.

Quelques milliers de manifestants venus de toute l'Allemagne pour dénoncer la réforme avaient bloqué le matin les accès au quartier du Bundestag, empêchant les députés et leurs collaborateurs d'entrer. Il y eut quelques bousculades. Certains députés durent gagner la salle des séances en hélicoptère.

La journée d'action, qui réunissait beaucoup de jeunes, militait pour les droits de l'homme ou d'organisations de gauche, s'est passée dans l'ensemble dans une ambiance bon enfant. Une répli-

que du mur de Berlin avait été dressée symboliquement sur la chaussée pour signifier que la démarcation allait séparer à nouveau l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est.

Le nouvel article 16a de la Loi fondamentale, qui complète l'ancien, confirme que « les personnes poursuivies pour des raisons politiques bénéficient du droit d'asile ». Mais il prévoit désormais, dans un deuxième paragraphe, toute une série de restrictions limitant les possibilités d'exercice de ce droit. Jusqu'à présent, toute personne entrant en Allemagne et y demandant l'asile ne pouvait être expulsée avant d'avoir défendu devant les tribunaux la légitimité de sa requête.

Compte tenu du nombre des dossiers en suspens et de la longueur des procédures, cela revenait à donner à toute personne arrivant en RFA, même n'ayant aucune chance de bénéficier du statut de réfugié, l'espoir de passer au moins quelques mois à gagner des deutsches marks, sans forme d'aide sociale ou de revenus de travail au noir.

Tous les pays voisins concernés

L'Allemagne estime désormais qu'elle n'a pas à servir de lieu de concentration de ces réfugiés. Selon les nouvelles règles adoptées, leur dossier doit être examiné dès leur arrivée « dans le premier pays » respectant les conventions internationales en matière de droits de l'homme. Ce point concerne tous les pays voisins de l'Allemagne, notamment la Pologne et la République tchèque, par où transitent la grande majorité des réfugiés.

Le nouvel article stipule que ne peut plus bénéficier du droit d'asile « celui qui arrive d'un Etat de la Communauté européenne ou d'un autre Etat tiers où l'application de l'accord sur les droits des réfugiés et la convention pour la protection des droits de l'homme et

des libertés fondamentales est assurée. Les Etats en dehors de la Communauté européenne (...) seront désignés par une loi qui suppose l'approbation du Parlement ».

Des compensations financières

Le nouvel article stipule ensuite qu'« un étranger venant d'un tel pays ne peut être considéré comme poursuivi pour des raisons politiques, sauf s'il peut faire la preuve du contraire ». Dans ce cas et « dans d'autres cas qui sont manifestement non justifiés », la mise en application de mesures d'expulsion ne peut être stoppée par le tribunal que « s'il y a des doutes sérieux sur la légitimité de ces mesures ». Auparavant, le tribunal devait au contraire prouver qu'il n'y avait pas d'opposition à l'expulsion.

Pour atténuer les conséquences de cette nouvelle législation en Pologne et en République tchèque,

L'Allemagne a proposé à ces deux pays une aide technique et des compensations financières pour les aider à prendre en charge les réfugiés arrivant chez eux et qui ne pourront plus désormais continuer leur chemin vers l'Allemagne. Un accord a été signé début mai avec Varsovie. Il prévoit le versement jusqu'à la fin de 1994 de 120 millions de deutsches marks destinés au renforcement des contrôles de frontières et à l'aménagement d'infrastructures d'accueil. Les autorités polonaises se sont engagées à reprendre tous les réfugiés entrés illégalement en Allemagne par son territoire dans un délai de six mois. Cet accord doit servir de modèle dans les discussions en cours avec Prague qui avertit en outre que les problèmes entre les Républiques tchèque et slovaque.

HENRI DE BRESSON.

438 000 demandeurs d'asile en 1992

BONN

de notre correspondant

438 000 demandeurs d'asile politique ont été enregistrés en Allemagne en 1992, soit presque le double qu'en 1991 (256 000) qui était déjà une année record. La plus grande part, 310 000, venait des pays d'Europe de l'Est et de l'ex-Yougoslavie; 50 000 d'Asie et 36 000 d'Afrique. La validité des demandes de droit d'asile a été reconnue par les tribunaux compétents dans 4,3 % des cas seulement en 1992 (26,8 % en 1984).

Cette tendance s'est maintenue pour les premiers mois de l'année 1993. Au cours des quatre premiers mois, 161 000 demandes avaient été enregistrées. Les trois-quarts viennent toujours d'Europe de l'Est et du sud. Pour le seul mois

d'avril, la plus grosse contingent (12 500) était roumain, parmi lesquels de nombreux tziganes. On dénombre également 11 100 ressortissants de l'ex-Yougoslavie, 3 100 Bulgares, 2500 réfugiés venant de l'ex-URSS et 1900 Turcs.

L'Allemagne a d'autre part accueilli en 1992 plusieurs dizaines de milliers de réfugiés de guerre venant de l'ex-Yougoslavie dont beaucoup demandant pas à bénéficier du droit d'asile politique. Elle continue en outre de recevoir au rythme d'environ 200 000 à 230 000 par an, selon les chiffres cités, mercredi, au Bundestag par le chef du groupe parlementaire chrétien-démocrate, Wolfgang Schäuble, des Allemands de souche venant de l'ex-Union soviétique.

H. de B.

■ Démission du ministre-président de Bavière. — Max Streibl, ministre-président de l'Etat libre de Bavière, a présenté sa démission, mercredi 26 mai, devant le groupe parlementaire chrétien-social (CSU) du Parlement régional. Cette démission est la conséquence de révélations de la presse sur les avantages matériels dont a bénéfi-

cié M. Streibl de la part d'industriels bavarois. Le groupe CSU a désigné pour lui succéder Edmund Stoiber, ministre de l'Intérieur, par 118 voix sur 124. Celui-ci devait être élu jeudi en tant que ministre-président, la CSU disposant de la majorité absolue au Parlement de Munich. — (AFP, Reuters)

Une décision historique de la Cour suprême

Nawaz Sharif est réintégré dans les fonctions de chef du gouvernement pakistanais

Une période politique très délicate s'est ouverte au Pakistan après le jugement de la Cour suprême, rendu public mercredi 26 mai, qui invalidait la dissolution de l'Assemblée nationale et le limogeage du premier ministre Nawaz Sharif, annoncés le 18 avril par le président Ghulam Ishaq Khan.

La journée du jeudi 27 mai devait être décisive au Pakistan après que la Cour suprême eut, la veille, déclaré « illégale et contraire à la Constitution » la décision du président Ghulam Ishaq Khan, annoncée le 18 avril, de mettre fin aux fonctions du premier ministre Nawaz Sharif et de dissoudre l'Assemblée nationale. Le chef de l'Etat a fait connaître, indique l'agence UPI, son intention de respecter le jugement, ce qui devrait conduire à la réunion immédiate du Parlement pour entendre le premier ministre réintégré.

Néanmoins, une « cohabitation » ne peut plus guère aller de soi entre deux hommes qui ont eu, l'un envers l'autre, des propos très durs. S'exprimant à la télévision la veille de son limogeage, le chef de l'Alliance démocratique islamique (JI, modérée) au pouvoir, avait dénoncé les « coups bas » de la présidence. Organisant, ces cinq dernières semaines, des manifestations à travers le pays, l'ex-chef du gouvernement avait appelé à « lyncher » celui qu'il appelle « le vieux » (le chef de l'Etat est âgé de soixante-dix-huit ans), s'il ne démissionnait pas. Le président, quant à lui, avait justifié sa décision du 18 avril en alléguant l'« incompétence, la corruption et le népotisme » du premier ministre.

Divers scénarios évoqués

La lutte entre les deux hommes pour la prééminence au sein de l'exécutif avait pris un tour juridique et pourtant personnel, au début de cette année, lorsque le chef du gouvernement avait fait connaître son intention d'obtenir du Parlement une obrogation du huitième amendement de la Constitution, imposé en 1985 par le dictateur Zia Ul-Haq. Ce texte fait du président, au détriment du premier ministre — et aussi du Parlement — le plus puissant personnage de l'Etat. Une telle modification de l'ordre légal aurait impliqué que Ghulam Ishaq Khan renonce à son intention affichée d'obtenir des « grands électeurs » (parlementaires et élus des cinq assemblées provinciales) un renouvellement de son mandat.

Divers scénarios sont à présent évoqués à Islamabad, indique

l'AFP. Le plus insistant n'est pas, cette fois, une prise de pouvoir par une armée qui a, pourtant, régné pendant la moitié de ses quarante-six ans d'indépendance. C'est au Parlement que devraient avoir lieu les prochaines étapes : une destitution (impeachment) d'un président dont l'image est évidemment très malmenée par l'actuel épisode judiciaire — et dont le mandat, quoi qu'il en soit, expire fin 1993; et / ou un vote de défiance envers un premier ministre dont la majorité, déjà écornée depuis un an, s'était nettement affaiblie dans les semaines ayant précédé son limogeage. Une imposition de l'état d'urgence ne peut non plus être écartée.

Parmi les « victimes » de la décision de la Cour figure le leader de l'opposition Benazir Bhutto. Bien qu'elle eût aussi connu, en 1988, un limogeage ignominieux, le chef du PPP (Parti du peuple pakistanais) avait décidé d'appuyer la décision présidentielle du 18 avril, dans sa crainte de voir Nawaz Sharif se pérenniser au pouvoir. Elle avait, dans cette optique, délégué cinq de ses proches comme ministres de l'actuel gouvernement provisoire de Baluch Sher Mazari. Parmi eux figurait son mari, Ali Zardari, récemment sorti de la prison où l'avait envoyé un « juge spécial » nommé à cet effet par le chef de l'Etat. M^{me} Bhutto espérait ainsi aborder en bonne position les élections annoncées pour le 14 juillet — après qu'elle eût dénoncé comme « truquées » la consultation qui, en 1990, avait vu la victoire du chef de l'Etat.

JEAN-PIERRE CLERC

■ Nominations à la SNCF. — Jean-Marie Metzler, directeur général des lignes à la SNCF et l'un des pères du système de réservation « Socrate », est nommé directeur délégué, auprès du président, chargé des développements internationaux du système de distribution voyageurs à compter du 1^{er} septembre. Il est remplacé par Jacques Berducou, actuellement directeur voyageurs Ile-de-France.

A nos lecteurs

Lundi 31 mai étant un jour férié, la parution de notre supplément « Radio-Télévision » sera avancée d'un jour, pour que nos abonnés de province puissent prendre connaissance à temps des programmes de la semaine du 31 mai au 6 juin. Le supplément sera distribué vendredi avec le quotidien daté samedi 29 mai.

SOMMAIRE

DEBATS

Politique : état de grâce et rigueur de l'Etat : et si nous avions perdu la gauche ? Acquis sociaux : a-t-on le droit de faire des enfants ? 2

ETRANGER

Le « programme d'action » de Washington pour la Bosnie ennuie-t-elle de susciter des vives controverses entre alliés 3
Grande-Bretagne : les suites de la « trêve » 4
Cambodge : le prince Sihanouk prend-elle des distances avec les Khmers rouges 4
Chine : le réveil de l'empire ? 5

POLITIQUE

M. Fabius annonce un recours au Conseil constitutionnel contre la déductibilité de la CSG 7
Le Sénat modifie la composition du Conseil supérieur de la magistrature 8

SOCIÉTÉ

Médecine : l'utilisation de la pilule abortive RU 486 pourrait être améliorée et simplifiée 9
Le rapport Dormant précise les conditions d'utilisation de l'AZT dans le traitement du sida 9
Tennis : les Internationaux de France à Roland Garros 11
Football : la victoire de l'Olympique de Marseille au Coup d'Europe des clubs champions 12

CULTURE

Enquête, l'art et l'Etat : acheter, exposer, propager 13

ECONOMIE

Le projet de loi de privatisation adopté par le conseil des ministres 17
La SNCF inflige au gouvernement Balladur sa première grève natio-

nale 17
L'accord entre les Douanes et des pays pauvres producteurs de bananes est entamé par la GATT 18
Le rapport mondial sur le développement humain 1993 : les laissés-pour-compte de la planète 18

COMMUNICATION

Les suites de la machination avortée contre Hervé Bourges 15

LE MONDE DES LIVRES

Françoise Dalt, titulaire d'une psychanalyse, de Jean-François Sauverzac • Histoire littéraire par François Bont • Le divin marabout • Actualité : Derak Walcott à Saint-Malo • Les encyclopédies de Diderot au CD-ROM • Le feuilleton de Pierre Lepape : Enquêtes d'elle-même 25 à 32

Services

Abonnements 2
Annonces classées 10
Cartes 22
Expositions 16
Loto 14
Marchés financiers 20-21
Météorologie 23
Mots croisés 19
Philatélie 22
Radio-télévision 23
La télévision du Monde : 38 15 LEMONDE
38 15 LM
Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » daté 27 mai 1993
s'est tiré à 472 004 exemplaires.

Le numéro du « Monde »

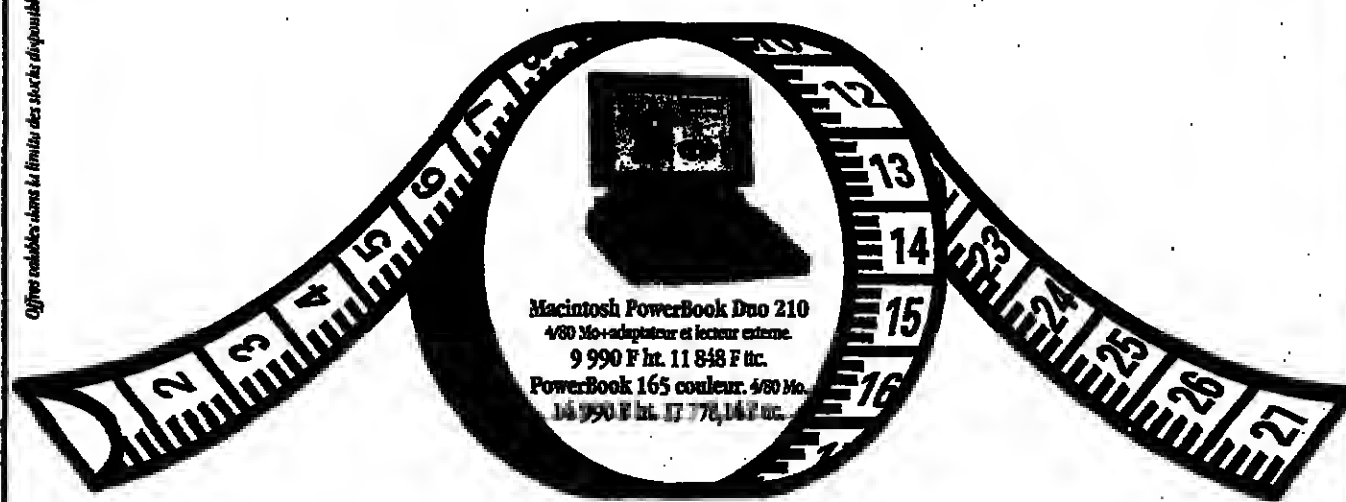
Demain dans « le Monde »

« Sans visa » :

Everest, quarante ans d'assaut

Le 29 mai 1953, le Néo-Zélandais Edmund Hillary et le Sherpa Tenzing Norgay, conquérèrent le sommet de l'Everest. Depuis quarante ans, une centaine d'expéditions y ont parvenu.

Quinzaine du prêt-à-porter chez IC :
Apple à des prix sur mesure.



Qui vous offre les derniers modèles de la collection PowerBook à des prix sur mesure ? IC. Et pourquoi les promotions défilent chez IC ? Parce qu'avec plus de 50 000 Macintosh installés en 10 ans, IC est le premier



distributeur Apple en Europe. Et que seul un leader peut vous offrir des prix aussi bas alliés au plus haut degré de services (art graphique, gestion, maintenance). Vous devriez déjà être chez IC.

IC BRUXELLES PARIS 4e (1) 44 78 36 36 - IC VANDERBRUGEN PARIS 15e (1) 41 86 90 90
- IC MICRO VALLEY PARIS 15e (1) 40 90 00 00 - IC MARSEILLE 91 37 25 53

IC TOULOUSE 61 25 62 32 - IC NANTES 40 47 06 62 - IC LYON 78 62 38 38
- IC AIX EN PROVENCE 42 30 23 03 - IC AVIGNON 90 82 22 22

ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

Histoire



Exercices de misogyn

Exercices de misogynie

DES LIVRES

Histoires à tenir debout

Françoise Dolto a réinventé l'enfance.
Peut-être pour supporter les douleurs de la sienne ?

FRANÇOISE DOLTO
Histoires à tenir debout
d'une psychanalyste
de Jean-François de Sauverzac.
Aubier, 404 p. 130 F.



Françoise Dolto : une vie sans Histoire.

Toute la vie, au fond, se passe à se raconter des histoires ou à s'en faire raconter. Le fait qu'elles soient vraies, en gros ou en détail, n'a finalement que peu d'importance, au moins pour la fonction de psychisme. Ce qui compte est la manière dont nous sentons, ressentons, supportons les choses.

Nous sommes tous tissés de cette étoffe de semi-réveries et de demi-vérités qui occupent l'espace d'une biographie (c'est ainsi qu'on nomme une vie quand, après la mort, d'autres l'écrivent et la décrivent). Une étoffe avec ses plis, ses dessins nets, ses ombres impénétrables, ses revers et ses mouvements. Quand il s'agit de Dolto, née Françoise Marete, à laquelle l'un de ses plus proches collaborateurs, Jean-François de Sauverzac, consacre un ouvrage sous-titré « l'itinéraire d'une psychanalyste », il convient de se précipiter... de se précipiter. Non que la proximité de l'auteur et de son sujet (on ne saurait dire, en l'occurrence, objet) induise outrageusement le risque hagiographique, mais qu'il trace, honnêtement, lucidement et avec une certaine violence, une vie de saint. Et l'itinéraire, il faut l'entendre par rapport à soi-même.

D'être, comme tant de contemporains, tombé sous le charme de Françoise Dolto, d'avoir durant tant d'années été ébloui par sa parole — plus que par ses écrits — et par la sagesse libérale qui émanait d'elle, doit rendre circospect le pèlerin revisitant. Il lui faut admettre que la dette à l'égard de Dolto doit autant à la « biographie » de cette dame qu'à celle des admirateurs de son écoute, et qu'elle réside dans ce secret tout simple, banal comme un jeu d'enfant : elle restituait à chacun la dignité de son enfance, le rétablissait à posteriori dans l'état d'un sujet doté d'une dynamique d'être éclairant tout ce qui allait suivre dans nos vies compliquées, coincées ou prétentieuses.

Elle réinventait l'enfance, le replaçait dans un mouvement de

forces contraires et générant l'avenir. Elle ne supportait pas la vulgarité au sujet des petits et, apte à rire ou sourire de tout, elle excluait seulement les enfants du champ de la dérision. L'utilisation du mot « goétes », par exemple, la mettait en sainte colère.

Le livre de Jean-François de Sauverzac, publié cinq ans après sa mort, adopte à l'égard de Françoise Dolto la méthode de la psychanalyse : « On ne s'y occupe pas des faits mais de la manière dont ils sont ressentis et interprétés par le sujet. » Pas d'enquête, donc, pas de recherche anxieuse ou méthodique des notes de blanchisseuse

et, sur la vie personnelle, rien que ce qu'en a dit l'intéressée (au plutôt l'intéressé). Ce livre est donc une autobiographie psychique par plume interposée.

On suit la petite « Vava », fillette bougeuse née en 1908 dans les beaux quartiers de Paris, et les incroyables tensions de sa période de formation. A la veille de sa première communion, Françoise Marete est sommée par sa mère de prier pour sa sœur aînée — et la plus aimée — Jacqueline, atteinte d'un cancer. La mort ne se laissera pas fléchir et la petite survivante sera entretenue par la foi de sa mère dans une culpabilité

pesante pour n'avoir pas su trouver la force d'obtenir du ciel la guérison de l'autre, rivale perpétuelle et modèle ressacé.

On connaît d'autres moments forts de ce parcours : la mort au front, en 1916, d'un oncle chéri, son parrain, avec lequel elle était « fiancée », ce qui vaudra à la fillette âgée de huit ans de se présenter le plus sérieusement du monde comme « veuve de guerre ». Il y avait eu, quelques années auparavant, sur une passerelle au-dessus du chemin de fer de ceinture, la question sans réponse posée à une gouvernante sur la vie après la mort, et le sentiment que les grandes personnes cachaient ou ignoraient l'essentiel de ce qu'il faudrait savoir pour consentir à vivre. Et puis, encore plus tôt, cette incroyable histoire, redécouverte en analyse, d'une nounou irlandaise allant arrondir ses fins de mois dans une maison close où elle se rendait avec le bébé Françoise jusqu'à ce que, le pot aux roses découvert, on chasse la pécheresse aux cheveux roux.

Histoire psychique élargie, entre un père faible et moderne (c'est lui qui introduira, par ses lectures, sa fille sur les chemins de la psychanalyse), une mère tourmentée à l'égard de sa fille, des débuts universitaires de sa fille,

contrainte de renoncer provisoirement à des études de médecine mais se contraignant aussi à survivre, jusqu'à l'âge de vingt-huit ans, dans cette famille pathogène.

Finalement Françoise parvient à devenir ce « médecin d'éducation » qu'elle voulait être dès l'âge de huit ans. Elle serait la pionnière, dans l'après-guerre, de la psychanalyse appliquée aux enfants. Une activité dans laquelle elle se réfugia durant les années sombres au point qu'une « incroyable naïveté » (c'est son expression) lui fit consentir à s'installer, à partir de l'été 1942, dans un appartement de la rue Saint-Jacques à un moment où, précisément, beaucoup d'appartements parisiens se trouvaient « libérés » du fait des rafles et des persécutions envers les juifs.

L'itinéraire de Françoise Dolto, sa formation personnelle, les spécialistes qui influèrent sur sa vision de l'enfance, de la psychanalyse, et ses trouvailles cliniques, ses fulgurantes inventions, son amitié ambivalente avec Jacques Lacan, les ailes de l'institution freudienne, la passerelle qu'elle établit — au grand scandale des petits marquis cyniques du lacanisme — entre sa foi catholique et la psychanalyse (Jésus « maître du désir »), tout cela est rapporté, balisé, par Sauverzac avec une grande abondance de citations des uns et des autres.

Mais il y a dans ce livre un manque, qui tient plus à Dolto qu'à l'auteur du livre, c'est l'absence totale de l'Histoire dans cette vie. Fancièrement de son siècle, et même très en avance, Françoise Dolto paraît avoir traversé son temps avec une insouciance a-historique. La première guerre est celle de son petit veuvage, la seconde ne lui revient qu'après la Libération sous la forme d'observations psychiques sur le délabrement d'enfants traumatisés. Le champ du social n'existe que par l'éducation et le champ politique est un ailleurs où nulle excursion ne paraît la mener.

Célébrée, écoutée, statufiée, Dolto — Dol, to, souffrance trop tôt ? — aura consacré sa vie terrestre aux racines de nos petites histoires pour la très compréhensible raison qu'il lui fallait élucider la sienne propre pour simplement supporter d'être là. Restera sa voix, sa stature, son respect des enfants qui furent et des enfants qui adviendront : plus qu'une méthode, une attitude.

Bruno Frappat

Lire également page 30 l'article du psychanalyste André Green sur l'influence de Françoise Dolto.

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le divin manchot

Il leissa son bras droit dans les tranchées de 14. Auparavant Frédéric Seuser avait exploré le monde d'est en ouest. Après Moscou et le Sibérie, il partit pour New-York. C'est là qu'il prit le nom de Blaise Cendrars, afin de « réinventer le lyrisme » et de faire la poésie de « l'existence moderne ».

Page 26

ACTUALITÉS

Derek Walcott à Saint-Malo

Pour sa quatrième édition, le Festival international du livre d'aventures et de voyages de Saint-Malo était placé sous le signe de la créolité et des écritures mélangées, en présence du Prix Nobel 1992. Volontiers à contre-courant, Walcott refuse d'enfermer le poète caribéen en le considérant comme un prolongement de la littérature africaine : « On ne peut réduire la littérature des Caraïbes à la seule négritude. »

Page 28

Les encyclopédies de Diderot au CD-ROM

La crise économique en général, et celle de l'édition en particulier, ont contraint les éditeurs d'encyclopédies à faire le point sur leur stratégie : développement des réseaux de ventes, « recadrage » pédagogique, utilisation des nouvelles technologies. Avec en outre-plan une interrogation : le concept de l'encyclopédie traditionnelle est-il encore adapté ?

Page 28

LE FEUILLETON

de Pierre Lepape

Enquêtrice d'elle-même

... Et toute ma sympathie est le trente-septième livre de Sagan. Une œuvre a priori légère, recueil d'articles, de portraits, de réflexions. Un livre apparemment fait de bric et de broc. En fait soigneusement composé pour donner un autoportrait de Sagan, femme et écrivain.

Page 32

A nos lecteurs

Le 27 mai 1993, à 18 heures, sur France 2, à 20 heures, sur France 3, à 21 heures, sur France 4, à 22 heures, sur France 5, à 23 heures, sur France 6, à 24 heures, sur France 7, à 25 heures, sur France 8, à 26 heures, sur France 9, à 27 heures, sur France 10, à 28 heures, sur France 11, à 29 heures, sur France 12, à 30 heures, sur France 13, à 31 heures, sur France 14, à 32 heures, sur France 15, à 33 heures, sur France 16, à 34 heures, sur France 17, à 35 heures, sur France 18, à 36 heures, sur France 19, à 37 heures, sur France 20, à 38 heures, sur France 21, à 39 heures, sur France 22, à 40 heures, sur France 23, à 41 heures, sur France 24, à 42 heures, sur France 25, à 43 heures, sur France 26, à 44 heures, sur France 27, à 45 heures, sur France 28, à 46 heures, sur France 29, à 47 heures, sur France 30, à 48 heures, sur France 31, à 49 heures, sur France 32, à 50 heures, sur France 33, à 51 heures, sur France 34, à 52 heures, sur France 35, à 53 heures, sur France 36, à 54 heures, sur France 37, à 55 heures, sur France 38, à 56 heures, sur France 39, à 57 heures, sur France 40, à 58 heures, sur France 41, à 59 heures, sur France 42, à 60 heures, sur France 43, à 61 heures, sur France 44, à 62 heures, sur France 45, à 63 heures, sur France 46, à 64 heures, sur France 47, à 65 heures, sur France 48, à 66 heures, sur France 49, à 67 heures, sur France 50, à 68 heures, sur France 51, à 69 heures, sur France 52, à 70 heures, sur France 53, à 71 heures, sur France 54, à 72 heures, sur France 55, à 73 heures, sur France 56, à 74 heures, sur France 57, à 75 heures, sur France 58, à 76 heures, sur France 59, à 77 heures, sur France 60, à 78 heures, sur France 61, à 79 heures, sur France 62, à 80 heures, sur France 63, à 81 heures, sur France 64, à 82 heures, sur France 65, à 83 heures, sur France 66, à 84 heures, sur France 67, à 85 heures, sur France 68, à 86 heures, sur France 69, à 87 heures, sur France 70, à 88 heures, sur France 71, à 89 heures, sur France 72, à 90 heures, sur France 73, à 91 heures, sur France 74, à 92 heures, sur France 75, à 93 heures, sur France 76, à 94 heures, sur France 77, à 95 heures, sur France 78, à 96 heures, sur France 79, à 97 heures, sur France 80, à 98 heures, sur France 81, à 99 heures, sur France 82, à 100 heures, sur France 83, à 101 heures, sur France 84, à 102 heures, sur France 85, à 103 heures, sur France 86, à 104 heures, sur France 87, à 105 heures, sur France 88, à 106 heures, sur France 89, à 107 heures, sur France 90, à 108 heures, sur France 91, à 109 heures, sur France 92, à 110 heures, sur France 93, à 111 heures, sur France 94, à 112 heures, sur France 95, à 113 heures, sur France 96, à 114 heures, sur France 97, à 115 heures, sur France 98, à 116 heures, sur France 99, à 117 heures, sur France 100, à 118 heures, sur France 101, à 119 heures, sur France 102, à 120 heures, sur France 103, à 121 heures, sur France 104, à 122 heures, sur France 105, à 123 heures, sur France 106, à 124 heures, sur France 107, à 125 heures, sur France 108, à 126 heures, sur France 109, à 127 heures, sur France 110, à 128 heures, sur France 111, à 129 heures, sur France 112, à 130 heures, sur France 113, à 131 heures, sur France 114, à 132 heures, sur France 115, à 133 heures, sur France 116, à 134 heures, sur France 117, à 135 heures, sur France 118, à 136 heures, sur France 119, à 137 heures, sur France 120, à 138 heures, sur France 121, à 139 heures, sur France 122, à 140 heures, sur France 123, à 141 heures, sur France 124, à 142 heures, sur France 125, à 143 heures, sur France 126, à 144 heures, sur France 127, à 145 heures, sur France 128, à 146 heures, sur France 129, à 147 heures, sur France 130, à 148 heures, sur France 131, à 149 heures, sur France 132, à 150 heures, sur France 133, à 151 heures, sur France 134, à 152 heures, sur France 135, à 153 heures, sur France 136, à 154 heures, sur France 137, à 155 heures, sur France 138, à 156 heures, sur France 139, à 157 heures, sur France 140, à 158 heures, sur France 141, à 159 heures, sur France 142, à 160 heures, sur France 143, à 161 heures, sur France 144, à 162 heures, sur France 145, à 163 heures, sur France 146, à 164 heures, sur France 147, à 165 heures, sur France 148, à 166 heures, sur France 149, à 167 heures, sur France 150, à 168 heures, sur France 151, à 169 heures, sur France 152, à 170 heures, sur France 153, à 171 heures, sur France 154, à 172 heures, sur France 155, à 173 heures, sur France 156, à 174 heures, sur France 157, à 175 heures, sur France 158, à 176 heures, sur France 159, à 177 heures, sur France 160, à 178 heures, sur France 161, à 179 heures, sur France 162, à 180 heures, sur France 163, à 181 heures, sur France 164, à 182 heures, sur France 165, à 183 heures, sur France 166, à 184 heures, sur France 167, à 185 heures, sur France 168, à 186 heures, sur France 169, à 187 heures, sur France 170, à 188 heures, sur France 171, à 189 heures, sur France 172, à 190 heures, sur France 173, à 191 heures, sur France 174, à 192 heures, sur France 175, à 193 heures, sur France 176, à 194 heures, sur France 177, à 195 heures, sur France 178, à 196 heures, sur France 179, à 197 heures, sur France 180, à 198 heures, sur France 181, à 199 heures, sur France 182, à 200 heures, sur France 183, à 201 heures, sur France 184, à 202 heures, sur France 185, à 203 heures, sur France 186, à 204 heures, sur France 187, à 205 heures, sur France 188, à 206 heures, sur France 189, à 207 heures, sur France 190, à 208 heures, sur France 191, à 209 heures, sur France 192, à 210 heures, sur France 193, à 211 heures, sur France 194, à 212 heures, sur France 195, à 213 heures, sur France 196, à 214 heures, sur France 197, à 215 heures, sur France 198, à 216 heures, sur France 199, à 217 heures, sur France 200, à 218 heures, sur France 201, à 219 heures, sur France 202, à 220 heures, sur France 203, à 221 heures, sur France 204, à 222 heures, sur France 205, à 223 heures, sur France 206, à 224 heures, sur France 207, à 225 heures, sur France 208, à 226 heures, sur France 209, à 227 heures, sur France 210, à 228 heures, sur France 211, à 229 heures, sur France 212, à 230 heures, sur France 213, à 231 heures, sur France 214, à 232 heures, sur France 215, à 233 heures, sur France 216, à 234 heures, sur France 217, à 235 heures, sur France 218, à 236 heures, sur France 219, à 237 heures, sur France 220, à 238 heures, sur France 221, à 239 heures, sur France 222, à 240 heures, sur France 223, à 241 heures, sur France 224, à 242 heures, sur France 225, à 243 heures, sur France 226, à 244 heures, sur France 227, à 245 heures, sur France 228, à 246 heures, sur France 229, à 247 heures, sur France 230, à 248 heures, sur France 231, à 249 heures, sur France 232, à 250 heures, sur France 233, à 251 heures, sur France 234, à 252 heures, sur France 235, à 253 heures, sur France 236, à 254 heures, sur France 237, à 255 heures, sur France 238, à 256 heures, sur France 239, à 257 heures, sur France 240, à 258 heures, sur France 241, à 259 heures, sur France 242, à 260 heures, sur France 243, à 261 heures, sur France 244, à 262 heures, sur France 245, à 263 heures, sur France 246, à 264 heures, sur France 247, à 265 heures, sur France 248, à 266 heures, sur France 249, à 267 heures, sur France 250, à 268 heures, sur France 251, à 269 heures, sur France 252, à 270 heures, sur France 253, à 271 heures, sur France 254, à 272 heures, sur France 255, à 273 heures, sur France 256, à 274 heures, sur France 257, à 275 heures, sur France 258, à 276 heures, sur France 259, à 277 heures, sur France 260, à 278 heures, sur France 261, à 279 heures, sur France 262, à 280 heures, sur France 263, à 281 heures, sur France 264, à 282 heures, sur France 265, à 283 heures, sur France 266, à 284 heures, sur France 267, à 285 heures, sur France 268, à 286 heures, sur France 269, à 287 heures, sur France 270, à 288 heures, sur France 271, à 289 heures, sur France 272, à 290 heures, sur France 273, à 291 heures, sur France 274, à 292 heures, sur France 275, à 293 heures, sur France 276, à 294 heures, sur France 277, à 295 heures, sur France 278, à 296 heures, sur France 279, à 297 heures, sur France 280, à 298 heures, sur France 281, à 299 heures, sur France 282, à 300 heures, sur France 283, à 301 heures, sur France 284, à 302 heures, sur France 285, à 303 heures, sur France 286, à 304 heures, sur France 287, à 305 heures, sur France 288, à 306 heures, sur France 289, à 307 heures, sur France 290, à 308 heures, sur France 291, à 309 heures, sur France 292, à 310 heures, sur France 293, à 311 heures, sur France 294, à 312 heures, sur France 295, à 313 heures, sur France 296, à 314 heures, sur France 297, à 315 heures, sur France 298, à 316 heures, sur France 299, à 317 heures, sur France 300, à 318 heures, sur France 301, à 319 heures, sur France 302, à 320 heures, sur France 303, à 321 heures, sur France 304, à 322 heures, sur France 305, à 323 heures, sur France 306, à 324 heures, sur France 307, à 325 heures, sur France 308, à 326 heures, sur France 309, à 327 heures, sur France 310, à 328 heures, sur France 311, à 329 heures, sur France 312, à 330 heures, sur France 313, à 331 heures, sur France 314, à 332 heures, sur France 315, à 333 heures, sur France 316, à 334 heures, sur France 317, à 335 heures, sur France 318, à 336 heures, sur France 319, à 337 heures, sur France 320, à 338 heures, sur France 321, à 339 heures, sur France 322, à 340 heures, sur France 323, à 341 heures, sur France 324, à 342 heures, sur France 325, à 343 heures, sur France 326, à 344 heures, sur France 327, à 345 heures, sur France 328, à 346 heures, sur France 329, à 347 heures, sur France 330, à 348 heures, sur France 331, à 349 heures, sur France 332, à 350 heures, sur France 333, à 351 heures, sur France 334, à 352 heures, sur France 335, à 353 heures, sur France 336, à 354 heures, sur France 337, à 355 heures, sur France 338, à 356 heures, sur France 339, à 357 heures, sur France 340, à 358 heures, sur France 341, à 359 heures, sur France 342, à 360 heures, sur France 343, à 361 heures, sur France 344, à 362 heures, sur France 345, à 363 heures, sur France 346, à 364 heures, sur France 347, à 365 heures, sur France 348, à 366 heures, sur France 349, à 367 heures, sur France 350, à 368 heures, sur France 351, à 369 heures, sur France 352, à 370 heures, sur France 353, à 371 heures, sur France 354, à 372 heures, sur France 355, à 373 heures, sur France 356, à 374 heures, sur France 357, à 375 heures, sur France 358, à 376 heures, sur France 359, à 377 heures, sur France 360, à 378 heures, sur France 361, à 379 heures, sur France 362, à 380 heures, sur France 363, à 381 heures, sur France 364, à 382 heures, sur France 365, à 383 heures, sur France 366, à 384 heures, sur France 367, à 385 heures, sur France 368, à 386 heures, sur France 369, à 387 heures, sur France 370, à 388 heures, sur France 371, à 389 heures, sur France 372, à 390 heures, sur France 373, à 391 heures, sur France 374, à 392 heures, sur France 375, à 393 heures, sur France 376, à 394 heures, sur France 377, à 395 heures, sur France 378, à 396 heures, sur France 379, à 397 heures, sur France 380, à 398 heures, sur France 381, à 399 heures, sur France 382, à 400 heures, sur France 383, à 401 heures, sur France 384, à 402 heures, sur France 385, à 403 heures, sur France 386, à 404 heures, sur France 387, à 405 heures, sur France 388, à 406 heures, sur France 389, à 407 heures, sur France 390, à 408 heures, sur France 391, à 409 heures, sur France 392, à 410 heures, sur France 393, à 411 heures, sur France 394, à 412 heures, sur France 395, à 413 heures, sur France 396, à 414 heures, sur France 397, à 415 heures, sur France 398, à 416 heures, sur France 399, à 417 heures, sur France 400, à 418 heures, sur France 401, à 419 heures, sur France 402, à 420 heures, sur France 403, à 421 heures, sur France 404, à 422 heures, sur France 405, à 423 heures, sur France 406, à 424 heures, sur France 407, à 425 heures, sur France 408, à 426 heures, sur France 409, à 427 heures, sur France 410, à 428 heures, sur France 411, à 429 heures, sur France 412, à 430 heures, sur France 413, à 431 heures, sur France 414, à 432 heures, sur France 415, à 433 heures, sur France 416, à 434 heures, sur France 417, à 435 heures, sur France 418, à 436 heures, sur France 419, à 437 heures, sur France 420, à 438 heures, sur France 421, à 439 heures, sur France 422, à 440 heures, sur France 423, à 441 heures, sur France 424, à 442 heures, sur France 425, à 443 heures, sur France 426, à 444 heures, sur France 427, à 445 heures, sur France 428, à 446 heures, sur France 429, à 447 heures, sur France 430, à 448 heures, sur France 431, à 449 heures, sur France 432, à 450 heures, sur France 433, à 451 heures, sur France 434, à 452 heures, sur France 435, à 453 heures, sur France 436, à 454 heures, sur France 437, à 455 heures, sur France 438, à 456 heures, sur France 439, à 457 heures, sur France 440, à 458 heures, sur France 441, à 459 heures, sur France 442, à 460 heures, sur France 443, à 461 heures, sur France 444, à 462 heures, sur France 445, à 463 heures, sur France 446, à 464 heures, sur France 447, à 465 heures, sur France 448, à 466 heures, sur France 449, à 467 heures, sur France 450, à 468 heures, sur France 451, à 469 heures, sur France 452, à 470 heures, sur France 453, à 471 heures, sur France 454, à 472 heures, sur France 455, à 473 heures, sur France 456, à 474 heures, sur France 457, à 475 heures, sur France 458, à 476 heures, sur France 459, à 477 heures, sur France 460, à 478 heures, sur France 461, à 479 heures, sur France 462, à 480 heures, sur France 463, à 481 heures, sur France 464, à 482 heures, sur France 465, à 483 heures, sur France 466, à 484 heures, sur France 467, à 485 heures, sur France 468, à 486 heures, sur France 469, à 487 heures, sur France 470, à 488 heures, sur France 471, à 489 heures, sur France 472, à 490 heures, sur France 473, à 491 heures, sur France 474, à 492 heures, sur France 475, à 493 heures, sur France 476, à 494 heures, sur France 477, à 495 heures, sur France 478, à 496 heures, sur France 479, à 497 heures, sur France 480, à 498 heures, sur France 481, à 499 heures, sur France 482, à 500 heures, sur France 483, à 501 heures, sur France 484, à 502 heures, sur France 485, à 503 heures, sur France 486, à 504 heures, sur France 487, à 505 heures, sur France 488, à 506 heures, sur France 489, à 507 heures, sur France 490, à 508 heures, sur France 491, à 509 heures, sur France 492, à 510 heures, sur France 493, à 511 heures, sur France 494, à 512 heures, sur France 495, à 513 heures, sur France 496, à 514 heures, sur France 497, à 515 heures, sur France 498, à 516 heures, sur France 499, à 517 heures, sur France 500, à 518 heures, sur France 501, à 519 heures, sur France 502, à 520 heures, sur France 503, à 521 heures, sur France 504, à 522 heures, sur France 505, à 523 heures, sur France 506, à 524 heures, sur France 507, à 525 heures, sur France 508, à 526 heures, sur France 509, à 527 heures, sur France 510, à 528 heures, sur France 511, à 529 heures, sur France 512, à 530 heures, sur France 513, à 531 heures, sur France 514, à 532 heures, sur France 515, à 533 heures, sur France 516, à 534 heures, sur France 517, à 535 heures, sur France 518, à 536 heures, sur France 519, à 537 heures, sur France 520, à 538 heures, sur France 521, à 539 heures, sur France 522, à 540 heures, sur France 523, à 541 heures, sur France 524, à 542 heures, sur France 525, à 543 heures, sur France 526, à 544 heures, sur France 527, à 545 heures, sur France 528, à 546 heures, sur France 529, à 547 heures, sur France 530, à 548 heures, sur France 531, à 549 heures, sur France 532, à 550 heures, sur France 533, à 551 heures, sur France 534, à 552 heures, sur France 535, à 553 heures, sur France 536, à 554 heures, sur France 537, à 555 heures, sur France 538, à 556 heures, sur France 539, à 557 heures, sur France 540, à 558 heures, sur France 541, à 559 heures, sur France 542, à 560 heures, sur France 543, à 561 heures, sur France 544, à 562 heures, sur France 545, à 563 heures, sur France 546, à 564 heures, sur France 547, à 565 heures, sur France 548, à 566 heures, sur France 549, à 567 heures, sur France 550, à 568 heures, sur France 551, à 569 heures, sur France 552, à 570 heures, sur France 553, à 571 heures, sur France 554, à 572 heures, sur France 555, à 573 heures, sur France 556, à 574 heures, sur France 557, à 575 heures, sur France 558, à 576 heures, sur France 559, à 577 heures, sur France 560, à 578 heures, sur France 561, à 579 heures, sur France 562, à 580 heures, sur France 563, à 581 heures, sur France 564, à 582 heures, sur France 565, à 583 heures, sur France 566, à 584 heures, sur France 567, à 585 heures, sur France 568, à 586 heures, sur France 569, à 587 heures, sur France 570, à 588 heures, sur France 571, à 589 heures, sur France 572, à 590 heures, sur France 573, à 591 heures, sur France 574, à 592 heures, sur France 575, à 593 heures, sur France 576, à 594 heures, sur France 577, à 595 heures, sur France 578, à 596 heures, sur France 579, à 597 heures, sur France 580, à 598 heures, sur France 581, à 599 heures, sur France 582, à 600 heures, sur France 583, à 601 heures, sur France 584, à 602 heures, sur France 585, à 603 heures, sur France 586, à 604 heures, sur France 587, à 605 heures, sur France 588, à 606 heures, sur France 589, à 607 heures, sur France 590, à 608 heures, sur France 591, à 609 heures, sur France 592, à 610 heures, sur France 593, à 611 heures, sur France 594, à 612 heures, sur France 595, à 613 heures, sur France 596, à 614 heures, sur France 597, à 615 heures, sur France 598, à 616 heures, sur France 599, à 617 heures, sur France 600, à 618 heures, sur France 601, à 619 heures, sur France 602, à 620 heures, sur France 603, à 621 heures, sur France 604, à 622 heures, sur France 605, à 623 heures, sur France 606, à 624 heures, sur France 607, à 625 heures, sur France 608, à 626 heures, sur France 609, à 627 heures, sur France 610, à 628 heures, sur France 611, à 629 heures, sur France 612, à 630 heures, sur France 61

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le divin manchot



BLAISE CENDRARS
de Frédéric Ferney.
François Bourin, 166 p., 115 F.

BLAISE CENDRARS
de Miriam Cendrars.
Balland, 632 p., 240 F.

C'ÉTAIT le divin manchot de la littérature française. Il faisait peur à John Dos Passos, quand il emmenait celui-ci dans sa voiture, sur les routes du Massif central. Mais Henry Miller admirait les performances de cet « athlète » qui avait écrit tant de livres en si peu de temps, avec sa main gauche. Pour l'auteur de *Big Sur* et du *Colosse de Maroussi*, Blaise Cendrars était « plus près de la nature que de l'homme ». Venant d'Amérique, ce n'était pas le moindre des compliments.

Lorsqu'il parcourait le monde, Cendrars avait, entre les lèvres, une éternelle cigarette. Elle servait à mesurer le passage des minutes. Le temps qu'il fallait pour écrire un poème ou « la durée du trajet en autobus », entre les Batignolles et la gare Montparnasse. Considérant les voyages de Blaise comme une « aventure spirituelle », Paul Morand l'appelait le « reporter de Dieu ». Le monarque céleste désirait sans doute en savoir davantage sur l'époque moderne. Et Cendrars lui adressait des télégrammes. Il lui racontait que l'une des « merveilles » du siècle, c'était « la nuque dénudée d'une femme qui vient de se faire couper les cheveux ». Mais tellement de merveilles neissaient et mouraient à chaque instant...

Miriam Cendrars a mis à jour et complété la biographie de son père, qui datait de 1984, tandis que Frédéric Ferney a tenté de faire le portrait de ce personnage dont la légende et

la vie ne cessent de se confondre. Comme si Blaise avait voulu ambler et décourager tous les historiens de la littérature... Avec son visage de boxeur, « tatoué de souvenirs », il s'établissait dans les arrières-salles pour retracer sa « vie shakespearienne ». Il avait le génie des « boniments », et Roger Nimier le classe dans « cette fameuse lignée de bavards » à laquelle appartiennent « Rabelais, si l'on veut, et Diderot, et Restif, et Miller ». Mais Cendrars savait que l'autobiographie des écrivains ne pouvait être que mythologique. C'était le métier qu'il voulait. Aussi, Ferney fait moins la part de « la vérité » ou de l'exactitude que celle de « la vérité ». Il est du même avis que Miller sur le paradoxe de Blaise, qui pouvait « proférer les plus abominables mensonges et demeurer absolument véridique ».

CENDRARS nequit le 1^{er} septembre 1897, à La Chaux-de-Fonds, en Suisse. Il s'appelait alors Frédéric Sausser ou « Freddy ». Morand et lui étaient sans doute donnés le mot, car « l'homme pressé » vint au monde six mois après. Ils avaient pris rendez-vous afin de rénover le genre littéraire nomade ou l'école cosmopolite. Celle-ci réunissait les affarés d'espace, qui font des rêves planétaires. Ils vont « de Panama à Panama », comme s'ils passaient de la Crause à la Haute-Vienne. Car ils regardent l'univers comme leur province et

l'infini comme leur patrie. « Je suis de la Terre », dirait Blaise. Et du ciel aussi... Morand et lui ferraient de l'excès de vitesse leur mode d'existence et leur manière d'écrire. Mais Cendrars aurait une gueule de Madison Square Garden, et Morand une figure de Quai d'Orsay.

Dans sa jeunesse, Frédéric Sausser fit quelques voyages avec ses parents et de nombreuses fugues solitaires. Naturellement, celles-ci avaient davantage de charme. Pour célébrer ses dix-sept ans, il

visita Moscou, prit le Transsibérien et fit l'amour avec une demoiselle de Tchita, à l'est du lac Baïkal. C'était la Sibérie de tous les apprentissages... « Car mon adolescence », écrit Blaise, « était alors si ardente et si folle ! Que mon cœur, tour à tour, brûlait comme le temple d'Éphèse ou comme la place Rouge de Moscou ! Quand le soleil se couchait... »

Après quoi, Frédéric Sausser travailla dans une joaillerie de Saint-Petersbourg. Il découvrit à la fois les belles femmes, l'or et

les révolutionnaires de 1905. Il jouait au football, et sa « fiancée » des bords de la Neva se prénomma Héliane. Malheureusement, elle ne vécut pas très longtemps. Elle allait être « brûlée vive, après avoir renversé sa lampe à pétrole ». Cela coûte cher une éducation... Cependant, le jeune Sausser notait ses impressions sur des cahiers. Il avait déjà la « déman-gelaison » d'écrire.

Après avoir exploré l'Est, il partit pour New-York, à l'automne 1911. Sans argent, il débrouilla dans la ville avec des sentiments de naufragé. Mais c'est là qu'il se donna le nom de Blaise Cendrars, afin de « réinventer le lyrisme » et de faire la poésie de l'existence moderne. « Ce mélange d'âme et de photographie », comme le dit Morand...

A Paris, pendant l'été 1912, Cendrars mène la vie de bohème. Il fut arrêté pour avoir volé un exemplaire de *l'Héréditaire* de Guillaume Apollinaire, dans une librairie, sur la place du Palais-Royal. Les deux poètes firent connaissance quelque temps après, et se promènèrent souvent ensemble. De quoi se parlaient Guillaume et Blaise ? En 1913, dans un café du boulevard Saint-Michel, Cendrars écrit la *Prose du Transsibérien* et de la petite Jeanne de France. Il travaillait jusqu'à l'heure de la fermeture. Il était, chaque nuit, le dernier client. D'habitude, c'était qui mettait des Sibériens, des locomotives,

des gares et des banquises dans la poésie...

Blaise fit la guerre de 14 dans un régiment de la légion étrangère. Un obus emporta son bras droit, le 28 septembre 1915. Et le caporal Cendrars fut obligé d'apprendre à écrire de la main gauche. Ses camarades de régiment, qui étaient de la Bastille, de Belleville ou de la Nation, lui avaient enseigné le « beau langage imagé de Paris ». En 39-40, Blaise fut correspondant de guerre chez les Anglais. Ensuite, pendant les trois premières années de l'Occupation, il prit de funèbres vacances. Je veux dire qu'il abandonna la littérature, ce « grand remue-ménage d'idées ». Il y revint en août 1943, afin de continuer « le roman » de son existence et de brouiller encore les traces de son aventure.

Qu'était-il vraiment ? Ferney parle de son « intranquillité ». Le France a découvert ce mot en lisant Fernando Pessoa, mais il convient sûrement à Blaise. Il était du parti de l'inquiétude, avec ses airs de « baroudeur » ou de filibustier. Ferney dit (très bien) que personne ne fut aussi tourmenté, « avec autant d'appétit pour le monde ». Cendrars célébrait les « exploits » de son époque et légiférait ou « ratifiait » l'univers, mais, au fond de lui-même, il laissait deviner « certains désastres muets ».

« Je suis prêt, déclarait-il en évoquant sa disparition future, mais je suis également prêt à vivre encore cent mille ans. » Il mourut le 21 janvier 1971, la même année que Dashiell Hammett, la romancière détective de San-Francisco. C'était son « ultime croisière ». Il rejoignait certainement la mer des Sargasses, car il était originaire de « Pélégie ». C'est-à-dire la haute ou la pleine mer.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



Go West!

dans tout cela, y a-t-il une place pour moi ? « Aux approches de New-York circuleront parmi nous des récits terrifiants, faits pour inspirer la crainte. On aura cru que nous allions débarquer dans un pays de cannibales. Il était essentiel de ne parler à personne dans la rue sans quoi l'on était dépourvu et battu. Il fallait prendre des précautions militaires pour pénétrer dans un hôtel, où le moins qu'on eût à redouter était de s'éveiller le lendemain matin sans argent, sans bagages, sans le moindre vêtement. » Ce qu'écrivait R. L. Stevenson en 1879 semble ne pas avoir changé, et on ne lui parle que d'agressions, de meurtres, de crack, de toxicomanes, de massacres quotidiens. De la « sauvagerie tapie au cœur de l'Amérique ». Une perception européenne, simplificatrice, des États-Unis.

Il voyage seul, par goût, parce que cela permet davantage le hasard. Non pas sec au dos ou en autocar, comme un « clochard céleste » ou un bébé cool attardé, mais en Dodge Spirit 89 blanche, en Spectrum couleur cerise, en Alamo bleue dernier modèle. A bord, il est l'invité du propriétaire. A New-York, il se délecte à explorer les étages de Macy's pour mettre à l'épreuve son œil, et l'arbitre du goût urbain américain de l'ère Reagan, le fils d'un émigrant russe du melting-pot pour que ses clients se voient comme de riches oisifs descendant tous du Mayflower ! Il est prêt cependant à dormir dans des motels minables « Eaz off. Eaz on » (1), ou à faire quelques

kilomètres en plus pour échapper aux « comtés secs » où l'alcool est interdit.

Et il décrit avec beaucoup de justesse et de drôlerie la « nouvelle classe » des immigrants de Corée à Seattle, ou bien la campagne précédant un vote pour ou contre la prohibition dans une petite ville du « Sud profond » hantée par le Christ et par une religion omniprésente dans la vie quotidienne. « Comment voterait Jésus s'il était citoyen de cette ville ? » demandent les « citoyens concernés ». « Dieu veut-il de nous là-haut ? » Interroge un scientifique à propos du programme spatial. Tandis que là-bas, à Seattle, sur le Pacifique, les dissidents adoptent le bouddhisme pour trouver un antidote à la société américaine...

A-t-il trop lu de littérature pour la jeunesse ? « Je crois qu'il va falloir que je file pour le Territoire avant les autres, parce que tant Sally veut m'adopter et me transformer en civilisé et je ne peux pas supporter ça ! » disait Huckleberry Finn à la fin du roman de Mark Twain, comme pour prouver qu'il était un homme véritable. Et Jonathan Raban se demande si échapper à Tante Sally était vraiment une marque de virilité ou bien le signe de l'échec, le dernier recours de l'homme aux abois. Il s'en prend à la responsabilité des livres qui l'avaient abreuvé de l'histoire de l'ouest et du romantisme de la « frontière », avec un homme idéal qui se situait entre Buck Rogers, Harry Morgan et Huckleberry Finn : « Les hommes de ma génération ont été nourris avec une sorte de littérature tribale qui aurait mieux convenu à la préparation à la vie d'un guerrier apache qu'à l'existence de mari et de père dans la banlieue américaine (...). La vraie vie, selon ces livres et ces films, se passait toujours dehors. Elle était essentiellement solitaire. Et dangereuse. Avant toute autre qualité humaine, elle faisait appel à l'indépendance. Le travail du bois et la connaissance de la navigation vous y rendaient de plus grands services que la faculté d'exprimer l'affection. »

A des milliers de kilomètres de chez soi, il serait si facile de tout quitter et de refaire sa vie. Et d'acquiescer une place dans un de ces cailloux collectifs à Key West (« la seule propriété en ville pour laquelle on ne paie pas d'impôts »). Pour l'éternité. Œuvre de romancier, complexe, provocante, toujours passionnante, malgré la lenteur de certains développements, récompensée par le Thomas Cook Travel Book Award 1991, *Nouveau Monde* est la preuve qu'un tel voyage dans l'écriture laisse des traces. Une note nous précise que Jonathan Raban vit aujourd'hui à Seattle.

Si les longs voyages vous effraient, plongez-vous dans la Grande Voie blanche, un parcours sur Broadway, depuis Battery vers le Bronx, entrepris par Nik Cohn. « A l'origine, je voulais faire le tour du monde, mais mon ami Jon Bradshaw m'en a dissuadé. Il m'a montré la Grande Voie blanche : « Voici le monde au cœur du monde. » Alors j'ai commencé à marcher », prévient l'auteur de ce voyage au cœur de la ville. Une trouvée antihéroïque qui n'ignore ni la Bourse, ni City Hall, ni Chinatown, ni la 52^e rue, la « rue où on ne dortait jamais », ni les truands, les prostitués, ni les mafieux russes ou italiens, ou les musiques qui font danser et pleurer, dans un livre amplement documenté. Qui ne craint pas les clichés. Ni l'extravagance. Ce qui ne nuit pas forcément à Broadway.

Signelons également la perution de New-Yorkaises, un recueil de nouvelles de Lamed Shapiro dont nous avions pu lire le très beau Royaume juit paru en 1919 (Seuil, 1987) qui l'avait rendu célèbre. Né en 1878 dans un shtetl de la province de Kiev, il part en 1905 pour les États-Unis. Dans ces cinq nouvelles revit un univers dans lequel New-York semble tout proche encore du « Vieux Pays » qu'on a laissé traduire du yiddish par Delphine Bechtel, Carole Kaszianer et Jacques Mandelbaum, 216 p., 120 F.

(1) « Easy off, easy on », vite parti, vite calé.

NOUVEAU MONDE
(Hunting Mister Heartbreak)
de Jonathan Raban.
Traduit de l'anglais par Jacques Chabert.
Payot, coll. « Voyageurs », 480 p., 170 F.

LA GRANDE VOIE BLANCHE
(The Heart of the World)
de Nik Cohn.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Elisabeth Peckolert.
Julliard, 482 p., 150 F.

Il était une phrase qui avait toujours fait rêver Jonathan Raban et qu'il n'avait jamais pu lire sans envie son auteur heureux : « Arrivé à Liverpool, je m'embarquai pour le Nouveau Monde. » Alors, sur les traces de ces aventuriers qui fuyaient l'Europe parce qu'ils y étaient misérables et persécutés, lui, l'auteur d'*Arabia* et de *Terre étrangère* (Payot, 1989 et 1992), il était parti à la recherche de l'Homme nouveau, de celui que le poète John Berryman nomme Mr Heartbreak (« l'Homme nouveau venu cultiver une terre de dingue », traduisant littéralement le nom de l'auteur des *Lettres d'un cultivateur américain* (1782), J. Hector St John de Crèvecoeur. C'est ce qu'il nous conte dans *Nouveau Monde*, un reportage d'un homme de lettres et d'un critique connu qui est le contraire d'un bouffeur.

C'était en octobre 1988, Jonathan Raban avait quarante-six ans. Le moment peut-être de changer de vie, de continent, de famille, de femme. De changer de peau. Emigrer. Innover. Migrer... Oser la grande aventure de la traversée de l'Atlantique pour écrire en essayant de comprendre de l'intérieur ce pays que les Européens croient connaître, parce qu'ils sont allés à New-York et à San-Francisco ! Pour vérifier par soi-même ce que les films et les livres nous en ont dit.

Alors que l'émigrant d'aujourd'hui traverse les océans dans la cabine bordée d'un 747, ou clandestinement par le Rio Grande ou le sud de la Floride, il a tenu, comme un voyageur d'un autre siècle, à se soumettre au rituel maritime et à s'embarquer, à Liverpool. « Avant toute autre chose, l'Amérique était la traversée elle-même, écrit-il. Rares furent les émigrants qui pouvaient imaginer l'avenir qui les attendait après cette épreuve de l'eau. »

Puisque l'Atlantique nord est presque totalement fermé aux transports de passagers depuis plus de quinze ans, il a trouvé un de ces porte-conteneurs géants qui chargent à Anvers, Rotterdam, Göteborg, Brême, La Havre, et qui transportent du fret vers le Canada et les États-Unis. « De quelque 275 mètres de long et jaugeant 56 000 tonnes, le Conveyor était un camion de déménagement maritime du dernier cri. A l'arrière s'élevait un Hôtel Hilton devant une longue rue de conteneurs encastrés les uns dans les autres. Sur les ponts à automobiles, on pouvait voir un luxueux embouteillage de Jaguar, de Porsche et de Mercedes sans plaque minéralogique. Des milliers de tonnes d'un bric-à-brac bizarre : des montres suédoises, du cognac français, de la viande de phoque congelée, des bulbes de tulipes hollandais, du parfum, du gaz hilarant, de l'hélium... »

En sept chapitres, en sept « stations », armé de son stylo et chargé de livres (Henry Roth, Dickens, Stevenson, Irving Howe, Crèvecoeur, mais aussi Flannery O'Connor, Eudora Welty, Truman Capote, Carson McCullers, William Faulkner, Boudha), Jonathan Raban va s'enfouir, feindre le bernard-l'ermite, dans des îlots de vie américaine. Cerner le Nouveau Monde : à New-York chez Macy's, « le plus grand magasin du monde », sur les routes du Sud, à Gunterville dans le Tennessee, à Seattle sur le Pacifique, à Key West. Se posant la question qui a certainement taraudé tout immigrant :

La descente au p...



Nous viei...

LE MONDE DES LIVRES

LITTÉRATURE FRANÇAISE

La descente au paradis

« La vie quotidienne, voilà la difficulté » :
Pierrette Fleutiaux explore notre préhistoire intime

SAUVÉE !
de Pierrette Fleutiaux.
Gallimard, 180 p., 88 F.

Une femme est au centre de gravité des nouvelles de Pierrette Fleutiaux, un personnage qui s'oblige à « faire surface », à se couler parmi ses semblables, à rompre avec l'enfance. Les dix récits de *Sauvée !* présentent la mémoire de cette initiation redoutée. Victime et témoin de l'oubli, l'écrivain affronte l'indicible, l'angoisse de naître à la réalité des autres. Elle décrit l'écho intérieur du rituel social, l'entre-deux des actes, le mouvement avorté qui nous tire vers le groupe au-delà du désir. Pierrette Fleutiaux écrit à contre-courant. Elle montre le dessous des cartes quand la vie se joue à codes fermés.

Dans *Sauvée !*, Pierrette Fleutiaux s'adonne aux fastes du voyeurisme. Pas celui ordinaire, qui croit le sexe notre seul tabou, mais celui du plongeur des profondeurs, là où se concorde le drame de la séparation. L'écrivain raconte la déchirure et dissocie le *pathos* du *logos* pour tenir la douleur à distance, quitte à payer le privilège de son exclusion du réel. « Le jour d'en haut n'est pas le jour d'en bas. Le jour de la surface est d'une incroyable brutalité », l'auteur d'*Histoire du gouffre* et de la lune (1) et de *Nous sommes éternels* (2) tient la promesse de rendre compte de cette ascension traumatique. Les récits de Pierrette Fleutiaux ne paient pas avec nos peurs. Ils s'adressent à des lecteurs adultes qui acceptent une vision grave du monde et de l'enfance.



Pierrette Fleutiaux : à contre-courant.

L'esprit et de toutes les nouvelles, sauf une qui échappe quelque peu à l'ambivalence. Dans la rue est l'histoire d'une jeune femme qui ramène un enfant perdu dans sa chambre. Une magnifique bouffée de tendresse. L'enfant jeté au monde serait-il l'unique raison de fermer les portes et d'inventer l'amour ?

Cette interrogation capitale remplit les histoires de Pierrette Fleutiaux. Faut-il tenter cette escalade périlleuse, canchancière, que, drôle parfois, qui nous maintient à la périphérie des événements ? Est-il nécessaire, comme Nadia (le mariage de Nadia), d'être asservi à une biographie rédigée d'avance ?

Pierrette Fleutiaux est un écrivain d'une violence originale dans un temps où les écrivains craignent d'exhiber la part fantasmatique de l'imaginaire. Elle regarde la vie avec les yeux des morts. Elle nous incite à retrouver notre préhistoire intime. Avec la narratrice, nous navigons vers une autre vérité, celle de la pénombre trouble. Pierrette Fleutiaux n'écrit donc pas « serré », comme il est de mode pour être efficace. Elle s'interdit le coup de talon convenable, coup d'épée dans l'eau, qui la propulserait dans le désert des fictions sans risque.

Son écriture remue ciel et terre, laboure un chemin droit d'angle dans la complexité épaisse des

Hugo Marsan

(1) Julliard, 1976.
(2) Gallimard, 1990, repris en « Folio » (n° 2413).

Le paradoxe d'être suisse

Ramuz et Haldas face à la « situation douloureuse et incommode d'être non pas français de France, mais français de langue »

L'ECOLE DU MEURTRE
de Georges Haldas.
L'Age d'homme, 410 p., 150 F.

DEUX LETTRES
de C. F. Ramuz.
Préface de Georges Haldas.
L'Age d'homme, « Poche suisse », 110 p., 40 F.

En Grèce, de temps de l'Iliade, il fallait être aveugle pour être voyant. En Suisse, pendant la seconde guerre mondiale, il fallait sans doute être myope pour observer de si près les moindres failles d'un pays officiellement neutre et qui n'en était pas moins agité. C'est le propos latent de *L'Ecole du meurtre*. Georges Haldas, que sa mauvaise vue avait fait jurer à prendre les armes, venge son âme de croisé en recherchant, à côté de la guerre, sous la guerre, sa vérité profonde et celle, apparemment paradoxale, de ce pays qui, en plein état de guerre, n'était pas en guerre.

Drôle de Suisse, drôle de sentiment d'être suisse et qu'exprimait à la fin des années 20 le grand écrivain vaudois Charles Ferdinand Ramuz. Dans deux magnifiques lettres à ses éditeurs Bernard Grasset et Henry-Louis Mermoud, sorte d'art poétique et de manifeste du droit à être soi-même, Ramuz expose son paradoxe à lui, cette « situation douloureuse et incommode d'être non pas français de France, mais français de langue et par la langue seulement », justifiant l'écriture « vaudoise » que si la sienne contre un français classique qui ne lui appartenait pas. On lui reproche d'« écrire mal », d'« user d'un français plein de fautes », quand il a pour souci que la « fidélité profonde » à sa langue et à lui-même : « Voilà pour moi le point le plus douloureux du débat : parce que j'aurais voulu ressembler à quelque chose alors qu'on m'assure que je diffère et je diffère sans raison : parce que j'aurais voulu m'oublier moi-même, me faire oublier en ceux que j'aime et qu'on me reproche au contraire de chercher à me distinguer ».

Chez Said, le café où il a pris racine, à Genève, derrière ses grosses lunettes et la gitanie mais

so bec, Haldas le comprend. Fidèle à Ramuz comme Ramuz l'était au parler de son pays, lui Haldas, résident suisse et d'origine grecque, toujours là et un peu à côté, en état d'exil, dévoile sa connivence, le sentiment d'une vraie rencontre, dans une préface inspirée à ces deux lettres. Et il semble que l'ombre de Ramuz ne le quitte pas dans les *Confessions d'une graine*, où il tient pas à pas la chronique de sa mémoire et dont *L'Ecole du meurtre*, centrée sur la guerre, est le troisième volet.

De cette guerre, Haldas ne retient ni les concepts ni les grands événements qui marquent l'Histoire jour après jour. Si la proclamation de l'Anschluss, alors qu'il est étudiant à Genève, est déterminante sur le cours de sa propre histoire, si les avancées terrifiantes des nazis lui donnent l'élan, rétrospectivement, de sa chronique intime, ce sont des signes minuscules, les anecdotes apparemment accessoires, qui agrippent son regard.

Nous pas par cette sorte de pudeur qu'avait Jünger à décrire les iris plutôt que les corps bombardés, nous pas pour se cacher les yeux devant l'horreur grandissante, mais pour être toujours plus profondément à l'écoute du monde. Comme si le foedemoot de la réalité venait se nicher dans les plus petites choses de la vie, et que c'est là qu'il fallait aller voir.

Un état
de meurtre officieux

A la fois acteur et témoin, complice et critique, cogagé et exilé, Haldas pose comme il ressent, écrit comme il respire, à coups de phrases simples et justes qui vous embarquent sans cérémonie. Le regard présent, dans le café, se confond à celui qu'il avait au temps où sa mémoire le reconduisait, où déjà le jeune Georges n'avait qu'une préoccupation : écrire des poèmes, vivre ces

moments de grâce, d'« état de poésie » où il lui est donné de saisir le dedans des choses.

Depuis son observatoire privilégié, de l'autre côté du lac, Haldas note les « germes noirs » qui entraînent les âmes dans l'exclusion, l'indifférence, la destruction. Des détails infimes et quotidiens qui, n'ayant rien à voir avec la guerre, renvoient à la guerre, car la respectable Suisse, prétendument épargnée, n'échappait pas à cet état de meurtre officieux, latent dans l'obscurité des individus, dont la guerre, la bas, n'était que l'explosion spectaculaire. *L'Ecole du meurtre*, c'est l'apprentissage d'une vérité de l'homme, partagé entre la tentation du meurtre et une aspiration à « l'anti-meurtre » qui, accomplie, mènerait à l'état de grâce.

Tenaillé tout à la fois par les rêves d'une utopie socialisante et par une sorte de quête mystique, obsédante et enfusée, Georges Haldas garde une méfiance sympathique à l'égard des théories. Il croque d'abord le réel, le harcèle de questions, soucieux des évocations impeccables, acrobate ou tendre, grave et toujours simple, car sa manière d'être « poète », réceptif au monde, s'enracine dans la joie du bon vivant.

Ramuz n'est pas loin, qui reconstruisait ce « être mis à mal écrire » que « précisément par souci d'être plus vrai ou si on veut plus authentique ». L'état de poésie de Georges Haldas est là, dans le propos haé, qui se fêce d'être joli du moment qu'il est vrai, enté à ne rien laisser passer de la réalité. Le lire, qu'on le veuille ou non, c'est l'écouter et lui répondre, dans le bruit des tasses de café.

Marion van Renterghem

* Les Editions Sempé (125, rue Jean-Baptiste-Vigier, 44400 Rezé) ont publié dans leur « Collection ramuzienne », animée par Jean-Louis Péri, plusieurs textes courts de Ramuz : dernier titre : le Gros Polonois du lac (postface de Gérard Philouze).

Le secret de la vie

« L'homme n'est qu'un être éphémère », dit le poète. C'est bien sûr, l'écrivain possédant le don ravageur de ne jamais quitter les espaces du sommeil tout en se précipitant sous les projecteurs de l'existence. Pierrette Fleutiaux consacre ses nouvelles à cette remontée, une émigration fataliste vers un lieu d'accueil désenchanté : « La vie quotidienne, voilà la difficulté ».

L'héroïne de Pierrette Fleutiaux est un corps-regard qui s'approprie la totalité des apparences avec les armes du rêve, une narratrice broyée de compassion pour ses frères compromis dans la brève affaire de vivre.

Chaque récit est l'histoire d'une compromission : quitter le ventre des origines où le sujet jouissait d'être objet afin d'accéder à la surface du monde en quête de contrats dont le plus vanté est le bonheur. Atteindre cette première lumière grise et triste, sociale en quelque sorte, ne s'obtient pas sans douleur, les âmes se cognant, hémorragiques, les uns aux autres (le *Cylindre* ou *En voiture*) longtemps avant de s'éteindre. Pour y parvenir, il faut débayer le passage, découvrir la corde qui permet de se hisser, arracher le cordon ombilical qui nous a initiés au désir d'amour. Il faut passer d'une immense étendue de présentiments sans âge, aux sentiments qui rétrécissent le temps.

Égaré parmi les humains, on n'est pas sûr d'apercevoir le ciel promis qui, parfois, comme l'espoir, est une échappée éphémère au-dessus de l'entassement urbain. Lâché à l'extérieur, l'homme perd le secret de la vie.

Dans *Sauvée !*, qui donne son titre au recueil, la narratrice se réveille en pleine nuit et perçoit « quelque chose d'énorme, d'absolument révoltant (qui) était assis sur la ville. On était dessous, pris par surprise, déjà assommés, sans espoir de pouvoir se dégager ». Les nouvelles de Pierrette Fleutiaux ne se résument pas à une révolte. Ce qui est en jeu c'est la soumission à la dimension collective du langage, au détriment du cri individuel.

Vivre ensemble, c'est se contenter d'un visage de façade. Une fois de plus, refaire surface pour comprendre à quelle vie apparente on nous assujettit, quel rôle il a fallu choisir pour devenir membre d'une société à un moment de son histoire, une existence tirée au sort comme si vivre était un accident dans la superbe amnésie de l'univers. C'est le thème magnifique du *Fond de*

Nous vieillirons ensemble

AH ! L'AMOUR, TOUJOURS L'AMOUR
de Claude Sarrute.
Flammarion, 250 p., 95 F.

Notre collaboratrice Claude Sarrute vient de publier un nouveau roman. Nous avons demandé à la romancière Madeleine Chapsal, membre du jury du prix Femina, d'en rendre compte.

Avec son talent pour observer les mœurs nouvelles, son langage recréé au plus près du parler actuel, Claude Sarrute s'attaque à ce qui est devenu l'ennemi public numéro un : le sentiment de vieillir.

Nous vieillissons tous, individuellement, mais, pour la première fois dans l'histoire des sociétés, le vieillissement devient collectif, en ce sens qu'on y survit. Et même longtemps, très longtemps... C'est un nouveau fait de société, avec ses drames, ses tragédies, ses ridicules, ses à-côtés, ses paradis, son dévouement. Son silence aussi. Et c'est lui qui brise Claude Sarrute, romancière, avec l'audace dissimulée sous la drôlerie de l'exceptionnelle chroniqueuse.

Rien ne lui échappe, du navrant au saugrenu, et quand on se dit « Elle ne va quand même pas se en parler de ça ! », on peut être sûr qu'elle le fera dans la phrase suivante. Vais-je, moi, oser la citer ? C'est le vagin des femmes ménopausées devant une « rapée », si l'on n'y met bon ordre par les traitements aux hormones, les femmes qui retrouvent alors leurs règles laissant

fièrement traîner tampons et garnitures...

C'est le rapetissement inévitable de la taille, la diminution de la vue, de l'audition, de l'embellissement, nées par les insensées, et ce que cela demande d'ajustement exaspéré de la part de l'entraîneur.

Les hommes sont tout autant servis par Claude Sarrute, dans leur déclin galopant : du jour où ils sont retraités, comme René, les voilà basculant dans la misère métaphysique, en même temps que leurs capacités viriles s'estompent (tout le naufrage vu et dénoté par le petit bout de la longnette, minutieusement décrit).

Ce sont les voyages organisés : « Les grisonnements, claudicants troupeaux de vieux tribulés d'Amsterdam à Bruxelles, qu'on envoie peindre devant le *Menneken-Pis* ».

Ce sont les thés dansants où tournoient des Ginger Rogers octogénaires aux bras de Fred Astaire qui n'en comptent pas moins... Les fauteuils roulants, les couches (il n'y a pas que pour les bébés, nous confirme l'auteur), les bouffées de chaleur à en tordre sa chemise, les places qu'on vous cède dans le bus (sans qu'on n'ait rien demandé), les litiges curés dont les nobles de ce... Da sa propre apparence : « Ses gros seins rebondissants sur son ventre tendu de flanelle grise, et ses chevilles, énormes, gainées de bas blancs, débordant de ses baskets blanches... » Jusqu'à l'oubli de tout, sauf des repas, d'autant plus généreux que les

régimes, eux aussi, s'effritent. Est-ce désespérant ou hilarant ? On dit parfois que les femmes ont pas d'amour, moins que les hommes en tout cas, mais quand elles en ont, comme Sarrute, Brécher, aucun tabou ne leur résiste... Et l'on sort de leurs livres décapés.

En meilleure forme aussi, car enfin c'est dit, formulé, constaté, le dérapage non contrôlé vers le quatrième, puis le cinquième âge ! Et d'être mis en mots — souvent pour la première fois — nos maux s'en trouvent comme attégués.

Toutefois, comme l'indique le titre du roman, *Ah ! L'amour, toujours l'amour*, quelque chose résiste sauvagement au sinistre : c'est l'amour. Sous toutes ses formes, sentimentales, idéalisées — qu'il reste beau ce « vieux » très aimé pour se tendre « vieille » — et même physique (pour les privilégiés). Et quand « les papies et les mamies » s'envoient en l'air, c'est en poussant des cris sauvages, affirme Sarrute !

Alors, vieillir, dans ces conditions, qu'est-ce que c'est ? Du plus nu qu'avant, du plus vrai. Les masques tombent, les rôles aussi, naît une violence, robotique envie de vivre. Claude Sarrute, qui la possède, nous la communique à chaque ligne...

Ce constat, parfois tendre, s'il divertit peut aussi faire peur. La condition humaine dans sa dernière ligne droite y apparaît telle quelle : c'est le rire de Nietzsche, de Georges Batallier, face au spectacle d'une danse où ne « rockent » plus que les ne.

Madeleine Chapsal

J.C. Clartès

MICHEL GRISOLIA
FRANCIS GIROD
La Justice de
l'abbé Moisan



Michel Grisolia
Francis Girod
La Justice de
l'abbé Moisan



Récit mordant,
en prise directe
sur l'époque,
pétillant d'humour.
Jean-Luc Douvin
Télérama

« Une bénédiction
pour les amateurs.
Bernard Le Soux
L'Événement du Jeudi »

Le 007 de Dieu est
de retour.
Paul-Jean Franceschini
L'Express

Un personnage
de polar qui est au
Vatican ce que
Maigret est au Quai
des Orfèvres.
Nita Rousseau
Le Nouvel Observateur



Derek Walcott, « détonnant voyageur » de Saint-Malo

Le Festival du livre d'aventures et de voyages était placé sous le signe des « écritures métisses », en présence du Prix Nobel 1992

Pour la quatrième fois, « Étonnants voyageurs », le Festival international du livre d'aventures et de voyages réunissait à Saint-Malo, à l'appel de Michel Le Bris, l'auteur du *Grand Débord*, l'animateur passionné de Robert-Louis Stevenson, des écrivains, des poètes, des cinéastes, des dessinateurs, des éditeurs, des libraires, des amateurs de voyages, tout simplement.

Pendant quatre jours, du 20 au 23 mai, dans toute la ville, au Palais du Grand Large, au Manoir Jacques-Cartier, dans les cinémas et le théâtre de Saint-Servan, ainsi que dans la belle et vivante Maison des poètes et des écrivains, eurent lieu une suite ininterrompue de débats, de projections, d'émissions de radio (sur France Culture), mais aussi des expositions (Glen Baxter, Victor Segalen, Sherlock Holmes, le monde des Lutes de Claudine et Roland Sabatier). Des auteurs de polars comme James Crumley ou Robert Sims Seid venaient tout droit de Missoula (Montana), mais aussi Michael Moorcock ou Paco Ignacio Taibo II, ou encore Luis Sepúlveda.

Des films, avec notamment la première de *Migrations*, d'Alexandre Petrovic, d'après le beau roman de Tserianski, production franco-yougoslave bloquée depuis cinq ans. Avec un beau concert réunissant le Trio Marchand en langue bretonne et la Cap-Verdienne Cesaria Evora. Et, sous une tente de 1 000 mètres carrés, une impressionnante librairie de livres de voyages. Un budget de quelque 4 millions de francs (dont 2,5 millions de la municipalité) pour une manifestation culturelle internationale devenue indispensable. Aux voyageurs. Et surtout à ceux qui ne voyagent qu'en chambre.

Placé cette année sous le signe de la « métisse » et des « écritures métisses », le festival avait le grand bonheur de recevoir, pour son premier voyage en France, le poète caribbe Derek Walcott, lau-

réat du prix Nobel de littérature 1992, né à Sainte-Lucie, une île des Petites Antilles, en 1930. Une région riche en écrivains et en poètes, tel l'anglophone V. S. Naipaul, et les francophones Chamoiseau, Glissant, Césaire ou Saint-John Perse. L'accompagnait à Saint-Malo Claire Malroux, sa traductrice (Prix M.-E. Coindreau pour sa traduction des poèmes d'Emily Dickinson parus aux éditions Belin, 1989), et le Strasbourgeois Claude Lutz, son éditeur plein de flair et de goût qui, seul de toute l'édition française, avait en l'audace, avant même le Nobel, de publier aux éditions Circé, qu'il a créées en 1988, en édition bilingue, le *Royaume du fruit-étoile*, œuvre de ce poète alors inconnu, qui mêle en lui l'influence multiculturelle de son île natale et enseigne à Harvard et à Boston. Un second volume, *Heureux le voyageur* (*The Fortunate Traveller*, 1982), doit paraître à l'automne chez le même éditeur.

Césaire
et Saint-John Perse

« (...) Je connais ces îles de Monas à Nassou/maitot nu crâne rouillé et aux yeux glauques, / on m'appelle Chablin, le surnom en patois / de tous les nègres rouges, et moi, Chablin, j'ai vu les taudis de l'empire quand ils étaient un paradis. / Je ne suis qu'un nègre rouge qui aime la mer / j'ai reçu une solide éducation coloniale / j'ai du hollandais en moi, du nègre, et de l'anglais, / et moi, je ne suis personne, / moi, je suis une nation. » (*Adios carabage*)

Ainsi se présente, dans le premier poème du recueil, le poète pour qui le métissage a été source d'angoisse et de créativité (« Comment choisir / entre cette Afrique et la langue anglaise que je chéris ? »), mais qui refuse, contrairement aux écrivains caribbes francophones, de ne voir que l'influence africaine et qui, après



trois jours de rencontres, face aux francophones comme Raphaël Confiant ou Jean-Claude Charles, refusait nettement de se laisser enfermer dans l'idéologisation d'une poésie caribbe considérée comme un prolongement de la littérature africaine.

« On ne peut réduire la littérature des Caraïbes à la seule négritude, expliquait-il, insistant sur les influences indiennes, chinoises, libanaises. Je partage avec les écrivains des Caraïbes une seule expérience, celle des migrants, des exilés qui vont fleurir autour d'eux des formes littéraires. L'attention qu'on porte à une littérature qui n'est ni française, ni anglaise, ni hispanique, ni oméricaine peut n'être qu'un exotisme temporaire. On une autre manière de faire du tourisme. C'est ce qui était arrivé à la littérature latino-américaine par exemple. »

Interrogé sur Aimé Césaire, dont on va fêter les quatre-vingt ans, on sent qu'il appartient à une autre génération, à une autre culture : « Césaire d'un retour au pays natal est un merveilleux poème et j'ai un peu de gêne parce que Césaire aurait pu recevoir le prix Nobel à ma place, dit-il. Mais il y a un autre très grand poète qui est Saint John Perse. Voilà un poète blanc de la Guadeloupe et un poète noir de la Martinique, un privilégié et un pauvre colonisé, mais ce sont tous deux de très grands poètes. Le fait que l'un soit blanc et l'autre noir ne change pas l'appréciation qu'on peut avoir de leur œuvre. Pourtant, comme je disais un jour à de jeunes Martiniquais nous combien l'appréciais la poésie de Saint-John Perse, ils m'ont répondu : « Oui, mais c'est un Blanc ! »

L'exil avait longtemps été un de

ses thèmes : « J'utilisais le mot « exil » plus facilement jusqu'à ce que j'aie rencontré des exilés réels, interdits de séjour chez eux. Je pense notamment à mon très cher ami Joseph Brodsky qui même quand son père et sa mère étaient en train de mourir, n'a pas pu les rejoindre en Russie. Ça, c'est l'exil. Mais le fait que je ne vis pas tout le temps aux Caraïbes, c'est autre chose : je ne peux y retourner quand je veux, je ne me sens pas un exilé. Cependant on a toujours une certaine attirance, une nostalgie, pour l'endroit où on se sent bien. Quand j'étais au collège à Sainte-Lucie, on lisait la pièce de Shakespeare, *Henri V*, où Bolingbroke est envoyé par le roi en exil en France ; et je me disais toujours : quel est son problème ? Il va à Paris !... » (Rire.)

« J'ai de la chance d'avoir acquis une certaine célébrité, même si je trouve le mot horrible. En tant que poète, qui n'est pas non plus un mot que j'aime prononcer, il n'est pas important de se soucier du nombre de lecteurs que vous avez. Un poète n'a qu'un bon lecteur à la fois. C'est la différence avec le théâtre ou avec le roman. Ce n'était pas très important de n'avoir pas été publié en France et maintenant, je vais être publié en Corée. Je ne dis pas ça par vanité. Mais le prix Nobel a été reçu comme une fierté aux Caraïbes. Il a été ressenti lib-bas comme une marque de respect et il était étonnant de découvrir que le monde ne nous prend plus pour des voyous ou des gars de café. »

Auteur dramatique, il a fondé à Trinidad un atelier de théâtre et continue à écrire pour la scène : « Quand j'écris, je ne pense jamais que j'adapte pour ceux qui comprennent mal, même si mes auditeurs sont illettrés. J'essaie toujours d'écrire le mieux possible. En cherchant peut-être davantage la bonne musique que le mot juste. Et comment vit-il l'impérialisme de la langue anglaise ? « Aucun poète ne considère la langue comme un empire.

Le poète n'est pas soumis à la langue qu'il parle. Si vous considérez le débat entre Caliban et Prospero, c'est à Caliban, le sauvage, que Shakespeare donne les plus beaux mots, la meilleure poésie. Avec Joyce : quand Stephen Dedalus parle de la langue anglaise, il s'exprime en anglais, pas en irlandais. Joyce n'est pas dominé par la langue anglaise, c'est lui qui en est le maître. De même pour l'Irlandais Seamus Heaney. Pour un poète, considérer la langue en termes de politique est une absurdité. »

Le débat reste ouvert, que l'on voit se profiler dans le très bon numéro de la revue *Gulliver* intitulé « World Fiction ». « Après des décennies de repli sur soi et d'abandon aux avant-gardes, quand on commençait à croire en péril le genre romanesque, l'indécence, tout à coup d'une littérature nouvelle, bruyante, colorée, métissée, qui nous donne à voir, à lire, enfin, le monde en train de naître », écrit Michel Le Bris qui veut retrouver là ce qu'il a toujours défendu. Pour défendre cette parole vive, des articles de Raphaël Confiant, Jacques Lacarrière, Hans Christian Buch, Ben Okri, Olivier Mongin, Neil Bissonndath, Kazuo Ishiguro, Anita Desai, Bharati Mukherjee. Ainsi qu'un très beau texte, enfin plutôt que canin, de William Burroughs, *Le Livre des chats* (*Gulliver*, n° 11, été 1993, 120 F).

Déjà, entre le Grand-Bé et Samos, se prépare le prochain Festival, qui coïncidera avec le centenaire anniversaire de la mort de R.-L. Stevenson.

N. Z.

Le Prix de l'Astrolabe a été décerné récemment à la collection d'un nombre de son jury, Régis Gahery, morte le 15 mai en repartant, jeta du dévot de *Shakespeare*, dans l'attente d'éprouver que la poésie l'espérance transfigurée. Le prix est allé cette année à un livre de Raymond Depardon et Jean-Claude Gallaud : *Le Calice des anges* (Seuil).

Les encyclopédies, de Diderot au CD-ROM

La crise a contraint les éditeurs d'ouvrages en plusieurs volumes à adapter leur stratégie : amélioration des réseaux de vente, affirmation de leur rôle pédagogique, innovations techniques. Avec en arrière-plan une interrogation : le concept de l'encyclopédie traditionnelle est-il encore adapté ?

La carte de l'édition française comprend une région singulière où la production de nouveaux ouvrages est un événement exceptionnel. Ce pays si curieux, presque incongru dans le paysage des lettres, les éditeurs l'ont baptisé d'un nom qui évoque plus la métallurgie que le livre : le secteur des « produits lourds », autrement dit des collections comprenant plus de cinq volumes et, au sens large, des encyclopédies. Lourd, ce domaine l'est par les investissements qu'il nécessite, par les prix de vente qu'il suppose... et par les pertes qu'il peut entraîner.

Depuis quelques années, les chiffres publiés par le Syndicat national de l'édition font état d'un affaissement du chiffre d'affaires dégringolant par les produits lourds. Plus récemment, le démantèlement du réseau de vente du dictionnaire encyclopédique Le Robert est venu souligner le caractère risqué de cette activité. Véritables dinosaurs de l'édition, les collections encyclopédiques généralistes ploient sous la charge de leur volumineux format. Pourtant, la plupart des éditeurs se montrent confiants dans leurs capacités à surmonter la crise, et quelques-uns se risquent même à concevoir des nouveautés.

Cette récession, probablement latente depuis assez longtemps, s'est déclarée de façon sévère au moment où des bruits de bottes ont commencé à retentir dans le Golfe. Le Livre de Paris, filiale d'Hachette Livre spécialisée dans les produits lourds, a vu ses ventes dégringoler de 30 % entre 1990 et 1992. Or, avec un chiffre d'affaires de 620 millions de francs en 1992 - soit 10 % du chiffre d'affaires d'Hachette Livre - cette société réalise, à elle seule, une bonne moitié de la production encyclopédique française. D'où l'impact de ce reflux sur les données globales du secteur. Les

maisons qui se répartissent le reste du marché n'ont pas tous, cependant, elle non plus, des mois bien fastes. La Société générale d'édition et de diffusion (SGED) - filiale à parts égales du Groupe de la Cité et de l'Alliance Bertelsmann - qui contrôle les encyclopédies Bordas, n'a vu son chiffre d'affaires diminuer de 10 % en 1991. Larousse a connu un ralentissement cette même année, bien que l'activité se soit maintenue en volume, et Encyclopædia Universalis chiffre à 20 % son manque à gagner de 1992 par rapport à l'exercice précédent, excellent il est vrai.

« Cercle vicieux »

1993 ne se présente pas sous d'aussi noirs auspices que 1991, l'annus horribilis de l'édition dans son ensemble et des produits lourds en particulier. Après avoir procédé à quatre plans sociaux et tout en continuant à perdre de l'argent, Le Livre de Paris commence à regagner du terrain. De son côté, la SGED espère voir progresser son chiffre d'affaires de 24 % cette année, tandis que les responsables de Larousse et d'Universalis se montrent confiants. Enfin, les éditions Atlas, filiale du groupe italien De Agostini spécialisée dans les encyclopédies grand public, affichent une certaine sérénité.

Mais les tensions géopolitiques ont cédé la place à une récession économique qui touche toutes les catégories sociales, y compris les cadres, clientèle privilégiée des fabricants d'encyclopédies. L'édifice demeure donc fragile, pour des raisons que la crise a cruellement mises en lumière.

Outre que certains éditeurs se plaignent de l'augmentation des coûts de production et de commercialisation, beaucoup constatent que le niveau élevé des taux

d'intérêt les a longtemps contrariés. « 90 % des collections se vendent à crédit, souligne Pierre Venot, gérant de la SGED. Or, lorsque les consommateurs ont peur de l'avenir, ils hésitent à s'engager. » Le prix des ouvrages - généralement entre 2 000 et 10 000 francs, selon les maisons - explique ces réticences face à un investissement qui n'est pas de première nécessité.

Le mode de vente des encyclopédies, dont la plupart ne sont pas disponibles en librairie, est un autre facteur de risque. Les maisons ont recours à des réseaux de courtage, dont l'importance numérique peut être considérable, puisqu'il regroupe 2 000 personnes chez Hachette et 500 chez Larousse. La fermeture du Robert diffusion directe, filiale des dictionnaires du même nom chargée de la commercialisation du Grand Robert, a rattrapé quelque 350 courtiers. Or ces « forces de vente » sont extrêmement sensibles et volatiles.

« Il existe un cercle vicieux lorsque l'activité ralentit », explique Jean-Louis Lisimachio, PDG d'Hachette Livre. Les courtiers vendent moins, donc gagnent moins, ont tendance à s'écarter et à partir. Résultat : il y a moins de vendeurs expérimentés, on a du mal à en former d'autres et l'efficacité d'un réseau diminue. »

La désagrégation de son réseau a mis le Grand Robert en péril. « Notre réseau était jeune, souligne ainsi Michel Legrain, directeur général des Dictionnaires Le Robert. Il y a eu des problèmes de qualité d'embauche et de formation qui ont entraîné un turnover trop important. D'autre part, ce réseau n'atteignait pas le seul critère de chiffre d'affaires qui aurait permis de financer les investissements. » Le courtage exige donc une gestion des hommes attentive et souvent délicate, comme en témoignent les précautions ora-

toires employées par les éditeurs. À les entendre, il semble que les réseaux de vente soient des basins de nitroglycérine prêts à exploser d'un instant à l'autre. S'il n'est pas d'un maniement complexe, le courtage constitue cependant la pièce maîtresse du puzzle commercial des fabricants d'encyclopédies. « C'est la seule façon de diagnostiquer les besoins réels d'un acheteur potentiel », affirme Jean-Jacques Rabilloud, directeur général de Larousse diffusion directe.

Les éditeurs qui ont choisi d'autres modes de commercialisation restent minoritaires. Encyclopædia Universalis est à la fois vendue par courtage et par correspondance, ce qui permet, affirment ses dirigeants, de sensibiliser un plus grand nombre de gens. La vente par correspondance, « plus souple, mais plus risquée », selon Marc Bédouelle, qui la coordonne chez Universalis, pourrait devenir l'un des systèmes de vente du Grand Robert.

Les éditions Atlas, qui viennent d'en reprendre la commercialisation, forment un flot atypique dans le monde des éditeurs d'encyclopédies. Leurs propres ouvrages sont d'abord vendus en kiosque, sous forme de fascicules, puis par courtage. 80 % des ventes sont réalisées par le premier canal, et les collections sont à peu près rentabilisées lorsqu'elles entrent dans les réseaux de courtage.

Face à l'évolution du marché, les fabricants d'encyclopédies sont souvent contraints d'innover. Les adaptations les plus spectaculaires ont consisté à réduire les prix de vente et les taux d'intérêt, mais également à mettre l'accent sur la formation des courtiers. Les éditeurs veillent aussi à leur politique de marketing, en cherchant le meilleur positionnement pour leurs produits. L'étendard du « soutien pédagogique » demeure

l'un des arguments publicitaires les plus efficaces, surtout en période de chômage.

Chez Larousse, où les vendeurs sont appelés « conseillers pédagogiques », les ouvrages sont édités en direction d'un public jeune. « Au fil de nos éditions, nous nous rapprochons des programmes scolaires », note Jean-Jacques Rabilloud. Le Grand Larousse universel du XIX^e siècle, riche de ses 400 millions de signes, s'est transformé progressivement en un dictionnaire encyclopédique moins dense, moins ambitieux, mais plus maniable.

Et pare à ceux qui se trompent de cible : l'aventure peut être fatale. C'est du moins ce que pensent certains concurrents du Grand Robert. « Ces collections ont longtemps dégagé un chiffre d'affaires très honorable en s'adressant à un public de lettrés, déclare l'un d'eux. Puis les responsables ont voulu développer leurs ventes en les proposant aux familles comme instrument pédagogique. Or le Grand Robert n'était pas forcément adapté à ce public. »

L'heure du multimédia

Une autre façon d'affronter les jours difficiles consiste, évidemment, à améliorer les produits existants et à en créer d'autres. Larousse a ainsi peaufiné une édition du Grand Larousse junior qui est encore en souscription, la SGED prépare une nouvelle collection alphabétique pour l'année prochaine, et Le Livre de Paris a largement dépeuplé son *Tout l'univers*, dont une version remaniée est parue en janvier.

Hachette Livre vient aussi de mettre sur le marché Axis, une nouvelle encyclopédie qui a englouti 100 millions de francs d'investissements. Constatant que le public attend principalement

une aide à la scolarité, l'éditeur n'occupait une collection s'adressant à un large public, mais privilégiant les adolescents de treize à dix-huit ans. Ceux-ci peuvent consulter le dictionnaire encyclopédique en six tomes, assorti d'un public technique, de dix volumes de dictionnaires et d'un atlas. Mais l'argument principal de cette « encyclopédie du troisième millénaire » est son architecture « multimédia », mot magique s'il en est. Axis associe l'écrit, le son et l'image, par l'intermédiaire d'un CD-ROM (disque compact optique), le tout formant « un univers documentaire conçu comme un système de bases de données », selon Jean-Louis Lisimachio. Le faible équipement des Français en lecteurs de CD-ROM ne semble pas constituer un problème aux yeux de M. Lisimachio.

Les concurrents d'Hachette Livre considèrent cette nouveauté d'un œil sceptique : soit ils n'ont pas les reins assez solides pour se lancer dans pareille entreprise, soit ils trouvent le terme trop flou, recouvrant des techniques pas vraiment performantes. Certains avancent ainsi que la lecture de textes du CD-ROM est épuisante, d'autres qu'elle n'est qu'un gadget par rapport au papier.

Les fabricants d'encyclopédies ressemblent, en somme, à ces baigneurs qui tâtent l'eau du bout du pied pour savoir s'il vaut vraiment la peine de se y lancer. Le « multimédia » n'est peut-être pas la panacée, mais certains commencent à se demander si le concept de l'encyclopédie traditionnelle est encore adapté aux attentes du public. Immergés dans un secteur devenu moins rentable qu'autrefois, ils s'interrogent sur la direction à prendre pour survivre sans trahir tout à fait Diderot et les Encyclopédistes.

Raphaële Rivelle



ACTUALITÉS

LE MONDE DES LIVRES

ESSAIS

SOCIÉTÉS

par Georges Balandier

Passage en revues

Littérature, poésie

Profitant du printemps, plusieurs revues voient le jour.

● **Rémanence**, « revue de littérature générale » dirigée par Yvan Mecif, a adopté un format et une présentation exactement calquée sur la NRF. La répartition par genre — poésie (Guillevic, Jean Joubert, François Boddaert, Derek Walcott...), essai, textes, nouvelles, chroniques et notes de lecture — apparaît un peu hasardeuse et incohérente. L'entreprise est certes méritoire mais l'essai demande encore à être transformé... Attendez les prochains numéros (13, rue René-Cassin, 34600 Bédarieux, 85 F).

● C'est sous l'égide du merveilleux Jean Follain, dont on vient de publier les *Agendas* (1), et sous un titre qui lui est emprunté, *Chef-Lieu*, que paraît, aux Éditions Le Temps qu'il fait, une nouvelle « revue de littérature ». Le sommaire est riche et varié, mêlant les noms connus et d'autres qui le sont moins — Jean-Pierre Vidal, Baptiste-Marrey, Vincent Gracy, Paul de Roux — « visitant » l'atelier du peintre Xavier Vals, Luc Dietrich, Vincenzo Consolo, Christian Robin... Une belle et sobre présentation concourt à la qualité de cette publication (Ed. Le Temps qu'il fait, Cognac, 96 F).

● Le premier numéro de *Grippe*, « revue de littérature contemporaine à l'université de Clermont-Ferrand », présente un ensemble d'interventions d'écrivains et de poètes (Marie Redonet, Jean-Marie Gleize...) qui ont travaillé avec des étudiants dans le cadre d'un atelier d'écriture (c/o Marie-Luce Demonet, service université-culture, 29, bd Gergovia, 63037 Clermont-Ferrand, 30 F).

● *Il*, revue marcelleuse animée par Henri Delny, Jean-Claude Depaulis, Liliane Girardon et Jean-Jacques Viton, en est à son deuxième numéro. L'Américaine Mina Loy, qui fut l'amie de Pound et de William Carlos Williams et la femme d'Arthur Cravan (« *Mari / combien tu m'as secrètement occulté avec la mort...* »), figure en tête de ce cahier, comme Anna Akhmatova et Marina Tchékhova au début du premier numéro. Mina Loy est l'auteur de poèmes naturels, sublimement détournés vers l'ironie et le non-sens. Dans ce même deuxième numéro, un bel ensemble de poèmes de Jean-Luc Sarre et une traduction d'un poète catalan du XV^e siècle, Ausias March (*Il*, 12,

place Castellane, 13006 Marseille, 60 F).

● A côté des derniers-nés, quatre revues qui ont déjà un passé : *Arpa* fête, avec son numéro 50-51, ses quinze ans d'existence, voués à une poésie « enracinée dans le mystère de l'homme et du monde ». Un riche sommaire, de proses et de poèmes, marque cet anniversaire : Philippe Jaccottet, Jean Grosjean, Roger Minnier, Jean-Claude Renard, Jacques Réda, Charles Juliet, Pierre Oster, Paul de Roux... sont présents (*Arpa*, 148, rue du Docteur-Hospital, 63100 Clermont-Ferrand, 100 F). *Polyphonies* a repensé et révisé sa présentation à l'occasion de sa seizième livraison, dont le thème est : « *Flamme, parole de l'ombre* ». Bernard Simeone a traduit un extrait du dernier livre de Mario Luzi, qui ouvre ce numéro (*Polyphonies*, BP 189, 75665 Paris Cedex 14, 65 F). *Théodore Balmoral* s'est imposé comme une excellente revue de littérature ; les noms qui figurent dans le sommaire du numéro 14 (Berguignon, Stefan, Ennez, Roudaut et d'autres moins connus) confirment cette excellence discrète et sûre (*Théodore Balmoral*, 5, rue Neuve-Tudelle, 45100 Orléans, 80 F). *Niques* (n° 6) s'ouvre sur un dialogue de Heidegger avec un maître zen sur « l'essence de l'art », dans le même cahier : Marcel Cohen, Jean Laude et Albane Provost (*Niques*, La Sclère, Jacques Clerc éditeur, 4, rue Cromer 26400 Crest, 95 F).

● *Recueil*, dirigé par Richard Millet, est également une revue qui place généralement l'exigence de qualité à une hauteur adéquate. Michel Butor, Yves Charnet (un non qui lui faut suivre, d'une revue à l'autre, pour saisir la cohérence grave et puissante d'une œuvre encore en travail), Hédi Kaddour... pour le dernier numéro (27), ont été pas de mal à correspondre à cette exigence. Une enquête auprès d'écrivains et de poètes qui font métier d'enseignants sur « Littérature et enseignement » permet d'approcher, sinon les réponses, du moins les vraies questions, en un domaine particulièrement sensible. Mais une autre partie de *Recueil*, présentée depuis plusieurs numéros, tire cette hauteur vers son contraire : une bassesse inextinguible. Sous le titre « *Humeurs* », Marc Fournier se complait dans un genre littéraire en lui-même déjà suspect et qu'il ne contribue guère à relever. L'« humeur » doit-elle excuser les

relents nationalistes au même raciste, les méchancetés gratuites ? Les signaux d'esprit sentent-elles à l'ordre du jour ? (*Recueil*, Ed. Champ Vallon, 85 F).

● *Le Moule à gaufres*, une jeune revue qui ne cherche pas à s'inventer des idées, a exhumé, au lieu du thème (on de l'injonction) « Arrêt d'urgence », un numéro où l'on retrouve notamment les noms de Louis Calaferte, Philippe Sollers, Charles Bukowski et Egon Schiele ; de ce dernier, extrait d'un journal de prison, en date du 18 avril 1912, une manière de réponse à Marc Fournier : « Comment se peut-il que certaines gens éprouvent de la joie (joie, à la source de lumière éternelle) à humilier ainsi quand ? D'où sort ce besoin de mal faire ? » (*Le Moule à gaufres*, Ed. Métail, 14 rue de l'Atlas, 75019 Paris, 75 F).

● *Optique* de la description et statut du personnage : sous ce titre un peu savant *Quai Voltaire* (n° 8) donne quelques éléments de réflexion sur le présent et l'avenir de la narration. Au-delà des questions de technique romanesque c'est celle des rapports de l'homme au monde qui se pose. François Bon, Claude Burgin (à propos de Perce), Catherine Lépront (Henry James), Jacques Borel ou Belinda Cannone (qui interroge la « poésie » du roman du vingtième siècle) participent à cette réflexion. Pour ne pas rester un slogan vide, un prétexte à polémique malveillante, la notion de « crise exemplaire du roman contemporain », avancée dans l'éditorial de *Quai Voltaire*, doit prendre un peu d'épaisseur. *Quai Voltaire*, 64, du même nom, 98 F).

● Signaux enfin deux intéressantes numéros thématiques : *Le Chien de Troie*, qui se consacre aux cultures et littératures méditerranéennes, après un numéro sur l'Inquisition, s'est attaché à un autre sujet brûlant : « *L'Etna* » (n° 7) : mythe, histoire, littérature, rêve et réalité, sous le double patronage d'Éliade et d'Harcourt-Tardif de Chabot (n° 2), cours Victor-Hugo, 33000 Bordeaux, 100 F). Philippe Soupeult fait l'objet d'un riche dossier d'*Europe* (n° 769) présenté par Claude Leroy, et comportant plusieurs inédits (*Europe*, 146, rue du Faubourg-Foissonnière, 75010 Paris, 95 F).

Patrick Kéchichian

(1) *Il*, voir « Le Monde des livres » du 21 mai.

EN BREF

● **Prix littéraires**. — Les grands prix de printemps ont été décernés par la Société des gens de lettres de France. Parmi ceux-ci, la littérature : Jacques Borel a été récompensé pour l'ensemble de son œuvre, Bruno Bontempelli pour son roman *L'Arbre du voyageur* (Grasset), Jean-Jacques Salgon pour ses nouvelles *07* et autres *Pélicans* (Verdier) ; et en poésie Vénus Khoury-Gata pour l'ensemble de son œuvre. En outre, le

Grand Prix des lectrices de *Elle* a été décerné à Bernard Werber pour son roman *Jour des fourmis* (Albin Michel) et à l'ouvrage collectif *Le Respect, de la famille à la délinquance* (Autrement), le prix Jules-Supervielle a été attribué à Jean Grosjean pour son recueil *Le Lueur des jours* (Gallimard). Enfin, Vassilis Alexakis a reçu le prix Albert-Camus pour son roman *Avant* (Seuil).

● **Mort de l'écrivain** Vincent La Soudrière. — L'écrivain Vincent La Soudrière est mort à Paris le 6 mai. Né le 6 septembre 1939, il avait interrompu ses études à la Sorbonne à la fin des années 50, avant d'exercer des métiers aussi divers que magasinier, aide-libraire ou palefrenier en Espagne, pays qu'il aimait par dessus tout. En 1978, cet écrivain peu connu avait publié, aux éditions Fata Morgana, un ouvrage intitulé *Chroniques antérieures*, augmenté d'un frontispice d'Henri Michaux, dont il fut l'auteur. *Chroniques antérieures* est resté l'unique livre de cet auteur effacé qui publia également quelques textes dans les revues *Les Belles Lettres*, *Argile* et *Noir sur blanc*.

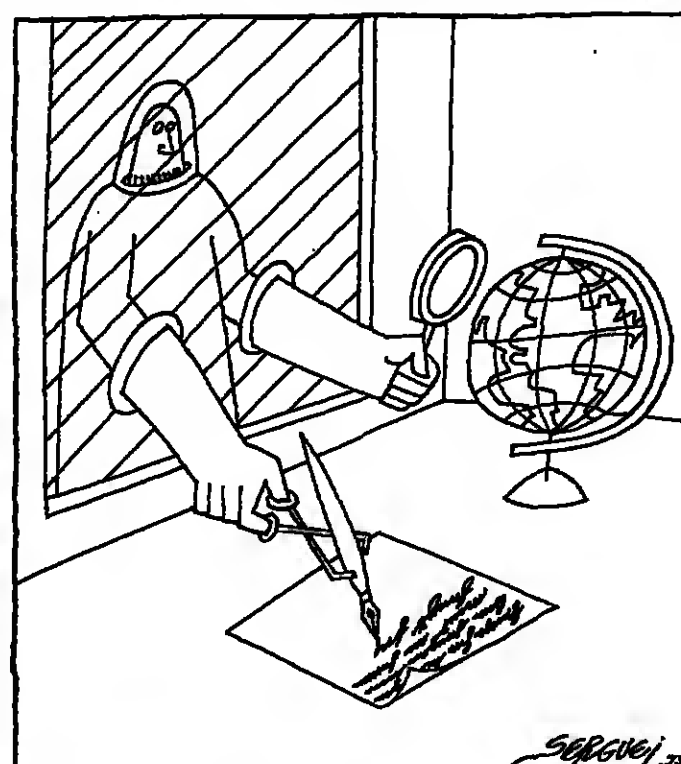
● **Opération de solidarité** culturelle avec les pays de l'Est. — Dix mille livres seront offerts par les éditions Complexe aux universités de six pays d'Europe centrale et orientale : la Lituanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne et les Républiques tchèque et slovaque. Une délégation, constituée, entre autres, de libraires, se rendra du 3 au 6 juin à Budapest. Les ouvrages seront acheminés avec le soutien logistique du ministère des affaires étrangères. Les entreprises Elf, la compagnie aérienne hongroise Meleg et Novotel se sont également associées à l'opération.

● **Festival franco-anglais de poésie**. — Le seizième Festival franco-anglais de poésie se tiendra à la Maison des écrivains (53, rue de Verneuil 75007 Paris) du 1^{er} au 5 juin. Des lectures bilingues et des ateliers de traduction seront organisés, à cette occasion.

● **Table ronde** sur « Les Juifs de Roumanie, hier et aujourd'hui ». — Un débat est organisé autour de ce thème, mercredi 2 juin à 20 h 30, au centre Rachi (30, bd. de Port-Royal 75005 Paris). Présidé par André Kaspi, professeur à l'université Paris-8-Sorbonne, la table ronde réunira l'historien Carol Iancu et notre collaborateur Edgar Reichmann.

Le testament de Norbert Elias

ENGAGEMENT ET DISTANCIACTION
(Engagement und Distanzierung)
de Norbert Elias.
Avant-propos de Roger Chartier.
Traduit de l'allemand par Michèle Hulst.
Fayard, 258 p., 120 F.



LES œuvres singulières, fortes et dérangeantes, procédant d'une histoire personnelle qui n'est tout autant, Le parcours du sociologue Norbert Elias, qui s'achève avec sa disparition en 1990, en donne la preuve. Il a été entraîné dans toutes les turbulences du siècle, dont celles d'une Allemagne où le nazisme triomphait le contraire à l'exil. Après un temps d'errance, il se fixe en Angleterre, il y rédige le plus important de ses ouvrages, le plus ambitieux : celui qui traite du « processus de civilisation » de l'homme occidental, des changements dans les mœurs qui accompagnent les mutations du pouvoir (1).

Le dispositif théorique se précise alors, reçoit ses premières applications et vérifications. Il n'est pas le produit d'un enfermement dans une discipline, une spécialisation, mais d'une culture largement ouverte. D'une éducation et d'une formation où la philosophie, la science médicale, la sociologie, la psychologie et la psychanalyse conjuguèrent leurs apports, sans concession à l'éclectisme.

Une même exigence est maintenue : parvenir à une connaissance de la société « aussi réaliste que possible », ne pas s'en tenir aux idées acquises, voir des relations que les tenants des disciplines établies ne voient pas. Une sociologie de la connaissance est entendument en voie de se faire ; elle s'attache à suivre l'évolution du savoir que la société a d'elle-même — en décelant les erreurs et les égarements. Elle rejette ce qui se sépare au détriment de ce qui est en état de constante inter relation : elle porte l'attention vers « les aspects de liaison et d'intégration » que les partages disciplinaires décomposent. Elle refuse toute interprétation analytique qui croit pouvoir saisir les propriétés de l'ensemble à partir des éléments, à partir des individus dans le cas des sociétés.

C'est la dénonciation d'un « dogme atomistique ». La démarche ne tolère pas davantage la commodité de s'en tenir à la considération d'« états statiques », les configurations dynamiques qui procèdent de ceux-ci, en oubliant que « l'homme est lui-même un processus ». Les textes présentés dans *Engagement et distanciation* reprennent les thèmes, les précisions, les compléments et les illustrations.

Norbert Elias rassemble les pièces qui composent une sorte de testament intellectuel, et un guide nécessaire à l'exploration de ce qui lui paraît avoir été délaissé par la recherche sociologique — la dynamique des relations entre États. On y retrouve les concepts qui ont orienté toute son œuvre. Celui de « configuration », qui permet de penser le monde social comme un tissu de relations où s'exerce le contrôle des impulsions et des affects, où la personne entière est engagée dans des rapports à la fois d'alliance et d'opposition. Celui d'« interdépendance fonctionnelle », dont dépend l'évaluation de l'intégration. Celui de « processus non planifié », qui donne la possibilité d'attribuer une place aux déterminations lointaines et invisibles, aux surajustements de l'inattendu, à ce dont l'individu n'a ni conscience ni expérience.

Elias se fait, selon sa propre formule, « chasseur de mythes » : il est le détecteur des investissements de l'affectivité et de l'imagination qui faussent la compréhension de tous les phénomènes. Il invite fermement à une sorte d'ascèse intellectuelle, qui conduit à renoncer aux catégories habituellement retenues, à briser

les enlacements. Il porte haut l'ambition : contribuer à un « relâchement de la contrainte exercée sur la pensée et l'action humaine ».

Le premier des textes réunis dans *Engagement et distanciation* est consacré à ces deux positions interdépendantes, aux effets desquelles l'exercice du travail scientifique ne peut entièrement se soustraire. En utilisant ces concepts, « on renvoie à des équilibres changeants entre deux types d'impulsions gouvernant le comportement et la manière de vivre les événements ». En les traitant en tant qu'outils intellectuels, on les utilise comme des « notions limites », des moyens de définir les « différents degrés de distanciation et d'engagement dans les normes qui, d'une société à l'autre, régissent le comportement et l'expérience ». Dans une perspective résolument évolutionniste, Elias retrace le cheminement qui réduit l'« implication émotionnelle », accompli une part du désengagement émotionnel.

Ce qui le mène à considérer cette progression, sans séparer les domaines, sur trois plans principaux : celui des relations aux forces naturelles, celui des relations constitutives de la société, celui des rapports entre les unités les plus englobantes, les États. La capacité de se distancer, de marquer cet écart qui rend possible l'interprétation scientifique, est évidemment très inégale d'une société à une autre.

Dans les civilisations qui sont dites « antérieures », où la science ne s'est pas encore constituée, l'emprise « magico-mythique » prévaut et répond à des besoins éternels. Mais la distanciation apparaît inégalement accomplie dans les civilisations dites scientifiques, lorsque chacun des trois niveaux des configurations est exploré. Elle décroît en passant de l'un à l'autre, de ce qui permet le contrôle des phénomènes naturels à ce qui contribue au contrôle des phénomènes sociaux, et davantage encore à ce qui assure une certaine régulation de la violence dans les rapports entre États.

ET inévitablement de la distanciation, ces effets maintenus de l'engagement, de l'implication éternelle dans la connaissance et les pratiques, entraînent une dynamique de « double contrainte ». Il y a là un processus de circularité — déjà observé par Gregory Bateson lors de l'étude des syndromes psychiques — qui résulte d'injonctions contradictoires. Ce jeu des doubles dépendances est celui qui entrave le plus les individus, notamment dans les situations critiques où les réponses émotionnelles se renforcent, perturbent l'appréciation réaliste et diminuent les chances d'une adaptation pratique.

Il n'épargne pas non plus les

scientifiques, les producteurs de savoirs, bien que la capacité à se distancer soit beaucoup plus grande dans les sciences de la nature et leur donne en quelque sorte une valeur exemplaire. Elias conteste cependant la possibilité du « transfert d'un champ du savoir à un autre », il y reconnaît une « pseudo-distanciation ».

Il souligne, à cet égard, les difficultés particulières aux sciences sociales, les dépendances qui résultent des intérêts, des passions et des partialités, de l'« engagement dans les conflits de l'époque » au de la position du témoin impliqué. Il demande au chercheur d'objectiver sa relation, de consentir au « désenchantement émotionnel » et d'établir une distance. Ce qui impose d'échapper au piège des deux positions inconciliables : celle du chercheur désengagé, celle du participant à une société, à des groupes, qui tire de cette appartenance une certaine « connaissance du social ».

Sans aller trop loin dans la séparation, sans se satisfaire d'un simple « vernis d'objectivité ». L'issue est montrée, dans le rejet d'une apposition qui discrimine le vrai du faux « une fois pour toutes », dans l'entretien d'une « confrontation critique ininterrompue ». C'est de cette connaissance toujours renouvelée que résulte le desserrement des contraintes, et une meilleure gestion des dangers.

Norbert Elias désigne les « configurations » — d'autres diraient les systèmes — qui imposent leurs lois aux acteurs sociaux. Il révèle les montées de la civilisation comme des renforcements de la maîtrise conquise par les hommes, sans méconnaître les décalages et les contradictions, les risques d'inversions et de rétroactions. C'est dans les relations entre États qu'il enregistre l'incapacité, comme « aux époques archaïques », de contrôler le recours à la force, la dynamique qui n'a rien à voir avec les idéaux confrontés mais avec la lutte pour l'hégémonie. Aucune instance extérieure n'existe, qui pourrait limiter la rivalité des plus puissants. Ce n'est pas une incitation à accepter la fatalité, mais au contraire, face à ces risques et à tous les autres, une injonction à ne pas admettre que nous ayons « atteint le point de non-retour ».

(1) L'ouvrage consacré au « processus de civilisation » a été publié en traduction française (incomplète) en deux volumes : *La Civilisation des mœurs et la Dynamique de l'Occident*, Calmann-Lévy, 1973 et 1975. Les traductions d'autres ouvrages ont suivi : comme pour le présent livre, les présentations de Roger Chartier composent une excellente introduction à la connaissance de l'œuvre.

CLAUDE SARRAUTE

Ah ! l'amour, toujours l'amour.

Flammarion

CD-ROM

La vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

la vente affirmée de la

Dolto,
« petit dragon »

par André Green

Lorsque Françoise Dolto disparaît, l'été 1988, sa mort eut un grand retentissement car elle avait réussi à acquiescer une popularité qu'aucun autre analyste français n'avait atteinte. D'autres furent célébrés, mais elle, pour avoir une réputation moins prestigieuse, était devenue une figure presque familière grâce à une présence médiatique qui avait mis en valeur sa simplicité et sa sincérité. On l'appela, sur le fin, la grand-mère de la psychanalyse.

En s'adressant au grand public, bien qu'elle ne dédaignât point de recourir à la métaphore, elle avait su trouver les mots pour s'adresser à des inconnus, qui étaient loin d'être des intellectuels, en reconnaissant le langage de tous les jours avec les détours labyrinthiques de l'inconscient selon Lacan. Elle pouvait répondre à un problème posé par des parents sur les ondes en ignorant à peu près tout du contexte et sur la foi de quelques renseignements fragmentaires dont elle savait tirer le maximum.

Malgré c'est avec les enfants qu'elle était vraiment elle-même. Elle parlait la langue de l'enfance en s'adressant à eux dans son style inimitable, à la fois proche et pourtant très élaboré. Quand elle en rendait compte, c'était avec un certain bon sens mûri de jugements inattendus, surprenants, pouvant susciter en certains cas le sentiment qu'elle était au-delà des limites du rationnel et souvent même au-delà.

Elle eut donc une influence indiscutable dans son domaine : la psychanalyse des enfants, ce qui ne l'empêcha pas d'être contestée, ni par ses adversaires de toujours, ni par ceux de son propre camp. Son séminaire fut très fréquenté, attirant un public qui s'étendait au-delà des limites de son groupe.

Elle avait une grande admiration et une réelle affection pour Lacan qui, parfois, lui rendait hommage, mais qu'elle égarait aussi. Il l'avait appelée « petit dragon » au temps où elle était son alliée inconsciente. Plus tard, alors qu'elle participait à des séminaires de travail chez Lacan, les remarques qu'elle faisait à propos des cas cliniques exposés par des participants le laissaient perplexe. Et l'on ne savait, lorsqu'il

e'appartait à prendre la parole après elle, s'il allait lui tresser une couronne ou prononcer l'anathème. Ensuite, lorsqu'elle exprimait ouvertement ses convictions religieuses, elle eut mille à partir avec des lacanien de fraîche date, férus de topologie et défenseurs de mathématiques.

Les limites
d'une influence

On ne peut s'empêcher de penser, quand elle s'adresse à un très jeune bébé en lui interprétant le sens de son symptôme, qu'elle s'adresse directement à son âme, capable d'entendre sa parole sans avoir acquis l'exercice du langage. Aujourd'hui ces idées sont en vogue. A la fin, elle ne put que s'opposer à Lacan ou à ceux que Lacan laissait faire.

Pourtant, dans une interview, peu avant sa mort, elle disait s'appuyer à rejoindre Lacan au ciel. Une différence importante la séparait de lui : c'était un être éminemment affectif dont la démarche était guidée par l'intuition. Les effets de celle-ci ne manquaient pas d'étonner, laissant l'interlocuteur ébahi ou incrédule. Il émanait d'elle une certaine aura, due à une singulière absence d'agressivité. D'ailleurs, à contre-courant de la tendance dominante depuis Melanie Klein, elle n'avait jamais ses interprétations sur la destructivité. L'aurait-elle fait que ses interprétations auraient sonné faux. De grands analystes d'enfants lui en firent la critique. A la fin de sa vie, elle devait reconnaître qu'il lui avait peut-être manqué une dimension de ce côté.

Est-ce là la cause aussi bien de son succès que des limites de son influence dans l'analyse d'adultes ? Toujours est-il que sa marque est plus incertaine dans ce champ. Et pourtant, certains, qui furent analysés par elle, gardent le souvenir de moments de grande émotion qui les ont profondément touchés. Elle avait su entendre l'enfant dans l'adulte en eux. Reste qu'elle fut moins convaincante que beaucoup d'autres dans ce qu'elle eut à en dire, suscitant en ce domaine moins de réactions extrêmes, positives ou négatives.

La fortune de Nicolas Flamel

On attribue depuis longtemps à ce copiste des traités d'alchimie qu'il n'écrivit jamais

ÉCRITS ALCHIMISTIQUES

de Nicolas Flamel.
Les Belles-Lettres,
coll. « Aux sources
de la tradition », 120 p., 85 F.NICOLAS FLAMEL
Des livres et de l'or
de Nigel Wilkins.
Ed. Imago, diff. PUF,
188 p., 120 F.PHILOSOPHIE DE L'ALCHIMIE
de François Bonardel.
PUF, coll. « Questions »,
708 p., 320 F.

Une chimie archaïque, encombrée de croyances vaines, de superstitions obscures, d'illusions magiques — telle serait l'alchimie. Seuls de rares illuminés s'y intéressent encore, et quelques historiens l'étudient, sans en partager les rêves. La vogue dont l'ésotérisme et l'occultisme font aujourd'hui l'objet provoque toutefois au regard d'intérêt pour certaines figures, réelles ou légendaires, de la tradition alchimique.

C'est ainsi que Nicolas Flamel, mort à Paris en 1418, fascine

encore. L'édition de certains des *Écrits alchimiques* qui lui sont attribués inaugure une nouvelle collection, « Aux sources de la tradition », dirigée aux Belles-Lettres par Jean-Jacques Pauvert (1). On y trouve principalement le *Livre des figures hiéroglyphiques*, texte aussi célèbre qu'abscons. Il est censé décrire le sens caché des sculptures que Nicolas Flamel avait fait réaliser sur une arche, aujourd'hui détruite, du cimetière des Innocents, non loin de sa propre demeure, également disparue. Or ce texte est un apocryphe, rédigé en 1612 par Arnauld de la Chevalerie, comme on le sait depuis plus de deux siècles, l'abbé Villain ayant, dès 1761, établi ce fait dans son *Histoire critique de Nicolas Flamel*.

« Le plus populaire des alchimistes français ne fut jamais d'alchimie », souligne Didier Kahn dans une brève étude renvoyée à la fin de ce volume. C'est ce que confirme l'ouvrage de Nigel Wilkins, *Nicolas Flamel. Des livres et de l'or*, qui s'efforce de reconstituer, à partir de nombreuses archives encore disponibles, la biographie de ce copiste-enlumineur. Il suit faire fortune dans son métier

d'écrivain public et de « libraire-juré » de l'université. Le vrai Nicolas Flamel aurait donc été seulement un artisan lettré et habile en affaires, devenu propriétaire de plusieurs maisons dans Paris. C'est bien après sa mort que des auteurs appartenant aux courants occultistes inventent une origine mystérieuse à sa fortune, qui ne semble d'ailleurs pas avoir été colossale, et font de Nicolas Flamel l'auteur « mystérieux » que l'on sait.

Pourquoi ces indications, qui figurent à l'intérieur des volumes, ne sont-elles pas données d'emblée au lecteur ? Le volume des Belles-Lettres est à cet égard particulièrement curieux, sinon grotesque. Tout lecteur de la postface apprend en effet que ces *Écrits alchimiques* ne sont pas de Nicolas Flamel, que celui-ci ne fut jamais alchimiste, que l'origine occulte de sa fortune est une légende postérieure à sa mort. Cela n'empêche pas la présentation figurant au dos du volume d'affirmer que « le plus célèbre alchimiste français doit sa gloire à sa prodigieuse fortune, aux origines inexplicables, sinon par la magie ». Voilà qui est étrange.

Il est heureusement d'autres manières de réfléchir à l'apport de

ces chercheurs de transmutations, qui ne concernent pas seulement les métaux, que furent les alchimistes. La voie empruntée par François Bonardel, qui vient de consacrer à la *Philosophie de l'alchimie* un volumineux travail, est originale. Elle cherche, en effet, à restituer, par-delà le mépris dans lequel on les tient, en quel sens ces penseurs et praticiens furent philosophes. Comment retrouver, aujourd'hui, la dimension « philosophale » de la pensée ? Telle est la question de départ de ce livre, dont le parcours touffu, de la Renaissance à la Naissance des romantiques, s'achève auprès des poètes. Loin des cornes et des alambics, le Grand Œuvre serait encore à faire.

Roger-Pol Droit

(1) Dans la même collection paraissent également *Les Mystères d'Égypte*, de Jamblique, traduit du grec par Édouard des Places, avec une préface de François Vieri (240 p., 135 F.), *Poèmes magiques et cosmologiques d'Orphée*, traduits et présentés par Alain Segonds, avec une postface de Luc Brisson (190 p., 125 F.), et *La Sagesse des Chaldéens*, traduit par Édouard des Places, avec une postface d'Alain Verbe (160 p., 100 F.).

Un maître influent et discret

Canguilhem, philosophe auteur d'une œuvre rigoureuse, a formé une génération qui lui rend hommage

GEORGES CANGUILHEM
Philosophe, historien
des sciencesActes du colloque
(6-8 décembre 1990)
Albin Michel,
« Bibliothèque du Collège
international
de philosophie », 332 p., 140 F.

Avec retard, l'œuvre de Georges Canguilhem commence à sortir du cercle où elle était longtemps restée cantonnée. Il est vrai qu'une volonté de discrétion et une aversion décidée pour toute espèce de publicité ont largement contribué à la demi-obscurité dans laquelle cet auteur incontesté est demeuré, pendant que certains de ses élèves,

beaucoup moins épris que lui de silence, ne refusaient pas de faire connaître largement la nature exacte de leurs moindres convictions.

Le colloque des 6, 7 et 8 décembre 1990, dont les actes paraissent aujourd'hui, témoignait en tout cas du nombre et de la diversité de ceux que Canguilhem a formés, inspirés, mis sur leur voie ; et encore ne sont-ils pas tous là, certains étant déjà morts, d'autres absents. Il faudra un jour écrire un livre sur la singulière postérité de cet historien des sciences, dont les travaux sont aussi parfaitement spécialisés et les recherches rigoureusement déterminées, que son influence est vaste, générale, polyvalente. Qui dira où commence et

surtout où s'arrête le « canguilhémisme » des générations intellectuelles françaises à partir de 1950 ? Voilà, pour ceux qui en cherchent, un sujet de thèse qui aurait le mérite d'être utile à tous.

Les sections de cet important ouvrage reflètent bien l'étendue du spectre conceptuel que l'on peut appeler pour simplifier « l'intérêt » de Canguilhem : philosophie, médecine, évolution, histoire, physiologie. On pourrait d'ailleurs ajouter, sans crainte de se tromper : politique. Sans complaisance à l'égard du maître, mais avec le sentiment justifié d'une dette, tous les auteurs convoqués, devenus entre-temps eux-mêmes spécialistes dans leur domaine, font l'épreuve de la soli-

dité des concepts mis en œuvre, depuis 1943, dans six grands livres, la plupart publiés aux éditions Vrin.

Les nouveaux
barbares

Il s'agit d'un livre de trois phrases le contenu de contributions si diverses, dont l'intérêt tient à des arguments de haut niveau. Contentons-nous de parler de l'article de Georges Canguilhem ouvrant le volume. A lui seul, il justifierait, s'il en était besoin, l'acquisition de ce livre. Intitulé « Le cerveau et la pensée », il effectue un passionnant parcours, depuis la phrénologie de Gall jusqu'aux théories contemporaines dites de l'intelligence artificielle, au terme duquel Canguilhem renvoie à leur vide philosophique ceux qui pensent qu'en assimilant le cerveau à une machine électronique on se rend capable de comprendre sa capacité d'invention. Sans en revenir le moins du monde à un quelconque spiritualisme qui n'a jamais été son genre de philosophie, Canguilhem s'oppose vigoureusement à ceux qui réduisent la pensée à la « quincaillerie électronique », pour reprendre une expression de René Thom.

A leur propos, Canguilhem retrouve une formule de Spinoza. Celle-ci, après l'assassinat de Jean de Witt, dont il partageait les convictions républicaines, avait apposé sur les murs de la ville un placard avec ces mots : *Ultimi Barbarorum* — non pas, hélas, les derniers barbares, mais les plus récents, seulement les derniers en date. « Par conséquent, les philosophes d'aujourd'hui [...] sont assurés de ne pas manquer d'occasions ou de raisons pour aller, à leurs risques, en un geste d'engagement contrôlé par leur cerveau, inscrire sur les murs, remparts ou clôtures : *Ultimi Barbarorum* ».

François Azouvi

* A signaler également un excellent ouvrage de Jacques Faguet, *Essais et leçons d'histoire de la médecine et de la biologie*, Préface de Georges Canguilhem, PUF, 176 p., 136 F.

Les enfants de Bergen-Belsen

LES GUERRES SONT LOIN

d'Aleksandra Kroh.
D'après le récit
de Lucien Duckstein.
Ed. du Scrib/Ed. Liana Levi.
124 p., 85 F.

ANNÉES D'ENFANCE

de Jona Oberski.
Traduit du néerlandais
par Philippe Noble.
Gallimard, coll. « Page
blanche », 160 p., 64 F.

En 1943, deux petits garçons ont rencontré de force l'histoire. L'un à Amsterdam, l'autre à Paris. Ils ont été conduits dans des camps de « triage » : Drancy pour le petit Français Lucien Duckstein, et Westerbork, pour Jona Oberski, le Hollandais. Puis, ils vont se côtoyer à Bergen-Belsen sans se connaître. Chacun tirera un témoignage de cette terrible entrée dans la vie. Le hasard voudra qu'ils deviennent tous deux d'éminents physiologistes. Le parallélisme de leurs destins est troublant.

Jona avait six ans. Il attendra l'âge de quarante ans, en 1978 (1), pour décrire lui-même ce qu'il a passé entre le jour où, avec son père et sa mère, il a été déporté, et celui où il a retrouvé Amsterdam, sans son père ni sa mère. Il écrit dans un style limpide et simple, sans chercher à superposer à ses souvenirs de tout petit enfant la faculté d'analyse de l'adulte qu'il est devenu. Il restitue la psychologie bouleversée d'un petit garçon aspiré par l'horreur.

Lucien avait onze ans. L'homme qui se souvient n'a pas écrit lui-même ; il a préféré parler

à une amie, elle aussi physicienne. Parce qu'il parle et n'écrit pas, sinon à travers Aleksandra Kroh, Lucien ne remonte pas le temps comme l'a fait Jona. Ce n'est pas un enfant que l'on entend, mais un adulte qui s'adresse à nous, un adulte qui juge et condamne « sans haine et sans rancune ». Comme Primo Levi (2), Lucien Duckstein a été obsédé par la crainte de ne pas être cru, une fois sorti du camp. Et sans doute faut-il chercher dans cette vieille terreur la cause d'une discrétion qui, avant ce livre, avait enseveli la mémoire de Lucien. Le désir, aussi, de ne pas communiquer aux siens une angoisse dont il ne s'est pas libéré.

L'impossible
oubli

Avec ses parents, Lucien habitait la quatorzième arrondissement de Paris. Sa famille a été déportée par des voisins dans un quartier qu'elle a retrouvé après la guerre. Il allait au lycée Buffon et il y est retourné. « C'est comme si une parenthèse s'était refermée. » Et pourtant, Lucien Duckstein et son porte-parole Aleksandra Kroh savent que les mots manquent pour décrire l'expérience concentratoire. « Dire ici « faim » ou « peur », c'est charger ces mots d'une intensité pour laquelle ils n'ont pas été conçus, leur donner une dimension qu'ils ne savent pas assumer, c'est ne jamais plus pouvoir s'en servir hors de Bergen-Belsen. »

Lucien Duckstein a émigré en Arizona, en partie pour échapper au passé, pour vivre dans un uni-

vers où son histoire, dit-il, est « inconcevable ». Il ne se découvre, malgré les fantômes prêts à se réveiller, aucune vindicte. Un jour, en 1958, il a dû travailler en Allemagne pour une firme française. Quand on lui a demandé où il avait appris à parler si bien allemand, il n'a pu mentir. On l'a muté en France. Il a compris que l'oubli était préférable, mais simplement impossible.

Jona Oberski, s'il y a une échelle dans l'horreur, a connu, sans aucun doute, pire. Pas plus que Lucien, il n'a été séparé de sa mère. Mais Lucien est revenu avec elle. Jona, lui, a vu mourir son père. Que reste-t-il d'une telle enfance ? Le souvenir d'une belle journée à Amsterdam, où le capitaine d'un bac lui a laissé la barre. Le souvenir de l'armée russe venue libérer les déportés dans leur wagon. Entre les deux, la vie quotidienne à Bergen-Belsen : les jeux mortuaires des enfants, la faim, la maladie, les cauchemars, l'amitié d'une femme qui tente vainement de lui mentir sur ce qu'il s'est déjà compris. L'extrême violence de ce récit dépeint de toute provocation tient à ce qui est écrit et non à la manière dont c'est écrit. Il y a des phrases que l'on a tout juste la force de lire, mais qu'il faut lire. Il n'y a pas de mémoire vaine.

R. de C.

(1) *Années d'enfance*, paru en 1978 en Hollande, a été publié pour la première fois en français en 1983 au Mercure de France.

(2) Dont republié *Maintenant ou jamais*, traduit de l'italien par Roland Stragliari, Julliard, 290 p., 95 F.

« Réponses à quoi ?
À toutes les interrogations humaines :
interrogations métaphysiques
ainsi qu'à celles issues du quotidien. »



En vente aux Éditions La Simarre :

Z.I. N°2, 7 rue Joseph Cugnot, 37300 JOUE-LES-TOURS.

Tél : 16 / 47 53 53 66

Le mensuel
PASSAGES
■ 4 philosophes face à la crise :
Marcel Gauchet, Paul Ricœur, Paul
Valadier, André Comte-Sponville
■ Les cas Leibniz et Derrida
par Leo Hamon, Gérard Heide et
Henri Bulawko ■ L'affaire Finlay
par Pierre Pierrard ■ La rencontre
du mois : Paul Auster
Vente en kiosque 30 F.

Mirbeau critique d'art : une leçon de rigueur et de courage, à l'usage du passé et du présent

COMBATS ESTHÉTIQUES

d'Octave Mirbeau.
Préface et notes de Pierre Michel
et Jean-François Nivet, éd Ségulier,
2 vol., 524 et 640 p., 240 et 270 F.

Octave Mirbeau était journaliste, critique d'art et romancier. Aussi haïssait-il la médecine et la vulerie, les compromissions et la complaisance. Aussi n'était-il pas loin de haïr la totalité de ses contemporains, et plus intérieurement que les autres les conservateurs de musée, les amateurs chics et les hommes politiques quand ils feignent de s'intéresser aux arts. Il aimait à répéter une maxime de Georges Leygues, ministre perpétuel de la III^e République : « Monsieur, l'Art ne peut encourager qu'un certain degré d'art. » Ce « certain degré d'art » était celui que célébrait la critique spécialisée, celui qu'exposaient les Salons, que les musées échaient et doot les auteurs étaient immortels grâce à l'Institut. Mirbeau l'a dénoncé de 1877 à 1914.

Ses chroniques esthétiques forment deux gros volumes. Ils se lisent comme une terrifiante leçon de rectitude et d'entêtement. Voilà un critique qui ne pose ni à l'érudit ni au théoricien, un critique qui n'est pas un « professionnel » comme on dit de nos jours sans rire, ni un critique sans affiliation ni parti, qui se conforme à sa fantaisie et à ses dégoûts, qui écrit ce qu'il veut - et ne se trompe pas.

Ses références? Cézanne, Rodin, Manet, Gauguin, Monet, Maillol, Seurat. Ses détestations? Le réalisme radical-socialiste, le pompérisme national, la décoration d'intérieur, la mondanité, même et le symbolisme « lillial » et « impollué » - toutes les conventions, en somme, de quelque rhétorique qu'elles relè-

vent. Ses erreurs? Un engouement pour Raffaëlli bientôt dénoué, un rico de faiblesse pour Constantin Meunier. Parfait. Admirable vision. Triomphe sur toute la ligne. Mieux que Zola, qui finit par renier ses engagements, et mieux que Hynsmans, gagné par le mysticisme et la nostalgie des hautes époques.

Parfait et simple. Mcirbeau n'a pas de méthode, observe moi un système. Il observe, il sait observer, cela suffit. En 1885, il regarde les œuvres récentes de Gervex – « des bonshommes sans corps qui brinqueballet sous des habits frêpes, et des habits frêpes qui flottent sur des corps absents ». La phrase du romancier s'accorde au motif qu'il décrit et, s'y accordant, en révèle le vide. « Pour ce qui est de la science et de l'originalité [Gervex] les remplace aisément par l'abondance et la blague. » La démonstration est faite.

« Ce pêle-mêle assourdissant »

Tout l'art d'un demi-siècle, la peinture entre Manet et Matisse, subit l'épreuve du style. Mirbeau romancier met en phrases descriptives et des paysages. Mirbeau critique met en phrases des critiques. Le style est le langage du change pas d'activité, en vérité, pas plus qu'il ne change de vocabulaire, de rythme, de construction. Il aime les termes précis, les adjectifs exacts, les tournures, les cassures. Il aime ce qui interdit le pompier, les généralités, les lieux communs, les lieux communs. Aux bavardages des chroniqueurs ses confrères, il oppose son refus des effets sur par cœur et du lyrique bon marché. Aux lieux communs qui leur servent à « boucher » un article, il objecte la précision, les références, les références. Vaincu, beaucoup d'histoire et une science apprise dans les ateliers.

A black and white photograph of a man in a dark suit and tie standing in a room. He is holding a large, light-colored rectangular object, possibly a book or a folder, in front of him. The room has a striped curtain on the left, a lamp on a table to the right, and a patterned rug on the floor.

Il veut le mot juste. Du Victor Hugo de Rodin, il remarque la bouche « aux plans rétrécis ». Des vues de Venise de Monet, il note : « La lumière ordonne et révèle les objets. Elle est, sur les canaux, plus solide et plus massive. Les reflets s'agglomèrent. On dirait que l'eau et la lumière

s'appuient et s'affermissent aux façades. » Proust a-t-il lu *l'Art moderne* du 2 juin 1912 ?

Ainsi procède l'écrivain Mirbeau, sans se laisser décourager par l'inertie et l'hypoërisie des contemporains. Les mœurs du temps, les beaux-arts de l'époque sont soumis à un vent de sable

qui décape, érode, griffe et révèle. Fanx-semblaots, mensonges pieux, figures sans épaisseur, statues sans densité, paroles sans fondements, tout cela s'émiette et s'effondre – se défait littéralement. Les petites tergiversations de l'Etat refusant le legs Caillebotte sans le refuser.

les pauvres manœuvres de la Société des gens de lettres offensée par le *Balzac* de Rodio sont dénoçées avec une violence à la mesure de leur ouillité.

L'no des artistes coosacrés à cette dernière affaire a pour titre *Ante percos*. Cootre ceux qui « ont pu ramasser un musée à conserver, un palais national à administrer, un rapport sur les beaux-arts à rédiger », contre la haine de la singularité, cootre la peur de l'art, la résistance oe peut finir, animée par une seule certitude : « on peut « embêter » le génie, on ne l'abat point. » Voir...

La conclusion? « Vingt artistes suffisent à immortaliser les belles époques de l'art. Nous les avons, ces vingt être privilégiés, aussi dignes d'admiration que les plus illustres parmi les génies des temps disparus. Mais qui songe à les reconnaître, dans ce pêle-mêle assourdissant? Eux-mêmes, dégoûtés de cette promiscuité de plus en plus envahissante s'éloignent, s'enferment. Et loin du bruit, ils travaillent à des choses que nous ne comprenons pas. » Rieo à redire, rieo à omedore. Le critique est toujours ainsi, entre la colère, le ravissement et le doute.

Philippe Dagen

Exercices de misogynie

Suite de la page 25.

On comprend dès lors ce personnage de Maupassant qui, d'abord effrayé par le mariage puis écœuré par « le souffle léger des pourritures humaines » qu'exhale sa pourtant fraîche épouse, renonce à le chair en faveur du végétal : « Oh ! la chair, » écrit-il, fumer éduisant et vivant, putréfaction qui marche, qui pense, qui parle, qui regarde et qui sourit... Pourquoi les fleurs, seules, sentent-elles si bon ? »

Plus cynique, Baudelaire aimait raconter l'histoire de cet homme qui va au tir au pistolet, accompagné de son épouse. Il ejuste une poupée et souffle à sa compagne : « *Je me figure que c'est toi.* » Il ferme les yeux et abat la poupée. Puis il dit en baisant la main de sa femme : « *Cher ange, que je te remercie de mon adresse.* »

Celui qui *camélise* tous les désirs de *mourtré*, celui qui, comme le note Mireille Dottin Orsini, personifie l'assassinat parfait de la femme archétypale, c'est Jeck l'Eventreur, ultime compagnon de la Lulu de Wedekind, son destin, en même temps que son *after ego*. Il s'agit d'un visage ni personnelisé, c'est le porte-gleive d'une peur collective, l'incarnation du seul dénouement possible. Car c'est Lulu qui fait peur, bien plus que l'assassin resté introuvable.

Sans aller jusqu'au meurtre ni à la nécrophilie, cette tentation permanente des décadents qui tiennent pour assuré que le femme idéale est la femme morte, il est toujours possible de se replier sur des positions moins radicales. Tolstoï, par exemple, prônera la chasteté, cependant que le philosophe Edouard von Hartmann se dira que le *conclusion* logique de

l'antagonisme des sexes serait de « se faire châtrer ».

Le renoncement à la sexualité

ironise Mireille Dattin-Oreini, est présenté comme une libération, celle de l'homme émancipé de la femme : qu'elle soit mégère ou ménagère, elle est la prison de la liberté masculine. Tolstoï encore : « La laideur et l'insanité de notre vie viennent du pouvoir qu'ont les femmes : ce n'est pas à la femme d'élever des revendications contre l'homme, mais à l'homme de s'émanciper de la femme. » Ainsi se trouve inversée, et ridiculisée, le prétention de cette dernière à s'émanciper. Paul Adam le rappelle, dans ses *Morale de l'Amour* : « Peut-être qu'avant d'affranchir l'épouse, il conviendrait pour les hommes intelligents de s'affranchir d'elle. »

Personne, cependant, n'aurait l'air de quoi Weininger, qui proposera une « solution définitive » au problème de la femme, qu'elle soit mâle ou putain : l'effacement du féminin. « Si toutes féministes sont immortelles, dit-il dans *Sexe et caractère*, la femme doit, comme d'habitude, mourir. La femme n'a plus à naître, la femme n'a plus à mourir. Tout ce qu'elle a à faire est de se quipiller en elle-même. Cela veut dire que la femme doit disparaître comme femme. » En renonçant au coté, elle accèderait au stade de « pur Être humain », un statut enviable certes, et dont nous savons aujourd'hui — et il n'est pas certain que ce savoir constitutif un progrès — qu'il n'est pas plus à la portée des femmes que des hommes.

Roland Jaccard

★ A signaler également : *Choix de maximes consolantes sur l'amour*, de Charles Bandelairo. Ed. Maresse/Calmann-Lévy, 121 p., 65 F, et *Dictionnaire misogyne*, d'Agnès Michaux. J.-C. Lattès, 269 p., 110 F.

Il était une fois la Pléiade...

C'est l'histoire, 400 fois
répétée, de ce livre
unique, objet d'un désir
infini. De Baudelaire à Borges, c'est
toujours la même volupté de lire et
d'offrir. Est-ce le petit format, la
douceur du papier bible, l'élégance
du coffret, la beauté de la reliure
pleine peau, dorée à l'or fin ? Est-ce le
choix des auteurs, les commentaires
ou l'appareil critique ? Est-ce
le tout à la fois
fait de chacun
des 400 volumes
de la Pléiade, le
livre d'une vie ?..

La Pléiade
— ou la volupté de lire
CALLIMARD

**N°400
Borges**

Borges

LE FEUILLETON

Pierre Lepape

DEPUIS *Bonjour tristesse*, Françoise Sagan a publié trente-six livres (1). Celle devrait suffire à ce qu'on la regarde comme un écrivain. Mais quand le mecine à fabriquer des mythes s'est emparée d'une proie, il est difficile de lui décerner le machoire. Quand le monstre lâche le mollet, c'est pour mieux mordre la cuisse, la joue ou la gorge. Il change ses prises avec le temps mais il n'abandonne jamais. Sagan en a pris son parti, elle n'ose même plus demander qu'un lui fiche la paix tant elle sait que l'impolitesse de notre époque entretient cette appétence comme une coquetterie et redouble d'inconvenance. Elle préfère céder au racket, écriver à la meute une petite part d'elle-même pour conserver l'indispensable. Par paradoxe, cet indispensable est ce qui devrait être le plus public, le plus largement partagé par tous, ses livres, la littérature.

... Et toute sa sympathie ne va pas dissiper le malentendu. Prolongement thématique d'*Avec mon meilleur souvenir*, paru il y a neuf ans, déjà, le livre est un paquet de longues cartes postales envoyées à des amis. Un portrait d'Ava Gardner, un paysage de Cézanne, une rencontre avec Catherine Deneuve, une autre avec Federico Fellini, un éloge vibrant de Gorbatchev, une pochade sur les débats télévisés, le souvenir d'un été parisien à l'époque des blouses noires tachées d'encre, des méditations sur la nature et sur le rire, un poème sur les maisons qu'on quitte, une lettre adressée à un amour qui s'éloigne, une apologie du cheval, une préface, déjà publiée, aux lettres qu'échangeaient George Sand et Alfred de Musset. Morceaux épars, dire-t-on, ou encore œuvres de circonstance reliées et ficelées, nouvelles pièces au procès de la nonchalance éternelle, alors qu'il s'agit précisément du contraire : d'un livre soigneusement, précisément composé, d'un autoprotrait, figé jusqu'à dans ses blancs, ses ruses de perspectives et ses silences, de Sagan, femme et écrivain.

Le thème est joué, net, clair, à pleine voix dans les premières pages, d'ailleurs le bel élogisme d'Ava Gardner et de son mystère de star : « Je pourrais juste dire qu'elle était belle, et seule, et généreuse, et qu'elle émettait rires parfois. Je pourrais dire qu'elle était de ces gens qui font de notre vie parfois une sorte de paysage poétique, mais dont on a le sentiment qu'elle est pour eux un désert d'amertume, de ces gens primitifs ou décadents, dont on ne sait où ils vont, et qui sans doute ne le savent

pas eux-mêmes, tant ils sont ligotés par la nature. » Cette phrase, si émouvante, si exacte — un parfait équilibre d'intelligence et de frison, de timidité et d'assurance, d'eau froide et de soleil doux, — est comme une poignée de sable jetée dans un étang. Le reste du livre est fait de légères ondulations qu'elle provoque : comment écrire et vivre tout à la fois, se livrer aux autres sans cesser de s'appartenir, se donner aux mots et à l'imagination sans rompre les amarres avec le monde ? Comment se vouloir seule, unique, singulière et éviter que la solitude ne vous étouffe ?

Et avec toute sa sympathie ne répond bien sûr à aucune de ces questions qui ne trouvent jamais que des réponses de hasard et des solutions provisoires. Pas de dogme ici, et pas de révélation, sinon celles de l'incertitude, de la fragilité, de la félicité. « La félicité blonde », c'est le sous-titre que donne Sagan à son entretien avec Catherine Deneuve. On sent d'abord l'écrivain ébloui, fasciné par la formidable sensibilité d'équilibre que donne la comédienne, « qui ne s'était pas permis depuis vingt ans la moindre faute de goût » et dont le réserve, le pudeur, le fermé lui valaient les qualificatifs de « froide » ou de « mystérieuse ». Et puis Sagan, habituée des stars, de ces êtres expulsés d'eux-mêmes par leur image, rencontre une femme, tout simplement, une vedette qui paraît être parvenue à demeurer une femme : « Son champ de bataille ne se passe pas sur les planches ni sous les spots ni dans les studios. Son champ de bataille, c'est les sentiments. » L'amour, l'émotion, l'angoisse, le goût du bonheur, tout cela miraculeusement préservé des atteintes de la gloire et du prix exorbitant de ses rançons. Vraiment préservé, indemne dans sa totalité ? Sagan, l'entretien achevé, ne le croit plus : Deneuve lui a superbement montré ce qu'elle n'était pas, sans jamais lui laisser entrevoir ce qu'elle était : « Peut-être ce sentiment d'innocence, quelque chose qu'on ou quelque chose à lui e-t-il fait perdre pour qu'elle n'ose pas parler d'elle autrement que dans une forme interro-négative... Peut-être cela est-il le meilleur et le pire de son charme que cette fleur mate qui parfois surgit du châtain de ses yeux, s'efface et laisse deviner une félicité dans toute cette blondeur. »

« Peut-être », « parfois », « pourrait », « ignore » : enquêtrice d'elle-même, par images interposées, Sagan persécuta sa piste de ces petits cailloux de doute comme d'autres le faisaient de repères. Tout tremble de ce qu'elle décrit, tout passe, tout glisse, tout se prête à l'usage et à la corruption, au combat incertain, à la trahison, à la décadence, tout sauf l'écriture elle-même, cette matière qu'elle façonne pour arracher l'instant à l'oubli, le souvenir à la mélancolie, l'image à la facilité, l'élan à la fatigue et à la vieillesse. La littérature est sa boussole.

ELLE peut, quant au reste, quent à la vie, quent au bonheur, se tromper du tout ou tout. Et être trompée. Confondre amie et parasites — ils peuvent être, après tout, l'un et l'autre — griserie et passion, lenteur et ennui. Mais l'usage des mots la rend à se voir, à une lucidité lumineuse, et tendre et profonde. Nous voilà enfin aux antipodes du « charmant petit monstre » qui troublait tant Mauriac. La

à l'exhibition : la vraie générosité se doit d'être discrète. On ne s'étonnera donc pas de voir Sagan s'essayer à tous les tons, à tous les genres ; du court essai sur les vertus du rire — dont elle reproche à Bergson, par étourderie, d'avoir écrit qu'il est « le propre de l'homme » — à un éloge lyrique et drôle du cheval, de la force de chanoine à la confession poétique — « cette femme bizarre, enfantine et ratée, / mais qui te suit partout et te fait des reproches », — du reportage sur un tournage de Fellini à une étude sur les amours de Musset et de Sand qui est aussi — qui est encore — une manière de parler de ses sentiments et de leur morale : « J'aime, c'est vrai, mille fois plus Musset que Sand : et dans leur œuvre, et dans leur personne, et dans leur personnalité... Je donnerais toutes mes œuvres à elle pour une pièce de lui... Il n'empêche qu'à lire ses lettres, j'aurais préféré, je dois le dire, être l'amie de Sand que celle de Musset... Elle souffrait d'amour, elle souffrait d'amitié, elle souffrait d'estime, elle souffrait de tout ce que j'aime et admire, alors que lui souffrait de tout ce que je redoute et méprise, mais parfois rassens. »

Dans ce riche et joli nuancier du cœur et du style, ne manquant même pas l'enthousiasme et le panegyrique. La surprise vient du sujet élu, Gorbatchev. Non pas que l'ancien maître de l'ancienne Union soviétique ne mérite pas qu'on lui tresse des couronnes, mais on n'avait pas pensé à Françoise Sagan pour la rôle. Trouvant les prétendants officiels trop mous, trop hésitants, trop prudents, pleutres en un mot, elle s'empare hardiment de la trompette. Au nom de la générosité encore, celle de Gorbatchev, de son courage, de son sourire, de son élégance, de sa défaite même quand l'essentiel fut accompli. Et devant le spectacle de cette voix frêle, trépidante, un peu brisée qu'il sait d'un seul coup s'enfler, prendre de l'eudace et s'élever dans les registres interdits pour crier son admiration, on s'enivre de terminer comme elle : « Chapeau ! Bravo ! Hourra ! Merci ! »

(1) Guy Schoeller, dans sa collection « Bouquins » de chez Laffont, vient de rassembler, en un volume, quarante des romans de Sagan et une pièce de théâtre, *Château en Suède*. Le tout en 1 500 pages et pour 150 F. *Bonjour tristesse*, à titre d'exemple, n'en occupe que soixante. Les *Faux-Monnayeurs* (1991), qui figurent dans ce volume, vient d'être repris en Poésie-Pocket (n° 2 867).

Enquêtrice d'elle-même

boussole de Sagan n'indique pas un nord d'enfer, de désenchantement, de chacun pour soi, de repli égoïste et craintif, de valeurs pour et interchangeables. Son pôle se nomme générosité, ce qui se décline en d'autres mots : éléance, rire, courage, création, gentillesse. On ne peut pas seulement écrire des livres ; il faut bien vivre aussi, ce qui réclame d'autres épreuves, mais on peut faire que la vie et les livres se rejoignent sur un point au moins : cette générosité. Générosité de la personne, générosité de l'écrivain, c'est ici tout comme. Ce qu'elle garde par dessus sol, par pudeur, par éléance, par modestie, la personne laisse au style le soin de l'offrir : les blessures, les regrets, les peurs, les colères. Ce qu'elle avoue ou contraire, c'est, au style, qu'il revient de le retenir, de le civiliser et d'éviter qu'il ne tourne

Le mystère Forster

A quarante-cinq ans il publia son dernier roman. Il mourut quarante-six ans plus tard. Virginia Woolf le comparait à un « papillon bleu »

ASPECTS DU ROMAN

(Aspects of the Novel)
de E. M. Forster.
Traduit de l'anglais
par Sophie Basch.
Préface de Gérard-Georges Lemaire.
Christian Bourgois, 210 p., 120 F.

E. M. FORSTER ET SON MONDE

de Francis King.
Traduit de l'anglais
par Pierre Girard.
Ed. du Passage du Marais,
160 p., 120 illustrations, 145 F.

Il est en commun avec Sibelius et Greta Garbo de s'être arrêté au faite de sa carrière. En 1924, E. M. Forster, âgé de quarante-cinq ans, publie son cinquième roman, *La Route des Indes* (1). Ce sera le dernier. Les quarante-six ans qui restent encore à l'écrivain seront réservés à des articles, des nouvelles, des conférences, un journal intime, des émissions radiophoniques, un livret d'opéra et une pièce. Il avait pourtant écrit un sixième roman qu'il avait beaucoup fait lire, mais dont il différa la publication « après sa mort et celle de l'Angleterre ». Rédigé en 1914, sous l'influence du prosaïste de la « vie simple » et de l'homosexualité, Edward Carpenter, *Maurice* (2) déconcerta les amis les plus intimes du romancier, qui livrait pourtant le secret fondamental de son inspiration et peut-être même ce qui sera la cause d'une stérilité qui dura un demi-siècle.

Selon l'usage de ses biographes, P. N. Furbank (3), Forster aurait renoncé à écrire des romans parce que, « étant homosexuel, il en avait assez de parler de mariage et de relations entre hommes et femmes ». C'était peut-être, écrit encore Furbank, l'angoisse qu'instille le succès. Car Forster était porté aux nues. Dans une lettre à T. E. Lawrence, il évoque la légende de l'anneau de Polydore, rapportée par Hérodote. Le tyran

de Samos, inquiet de la constance de sa bonne fortune, suit le conseil du roi d'Egypte de sacrifier volontairement un de ses biens les plus précieux : il jette à la mer une bague qui lui revient dans le ventre d'un poisson qu'on lui sert quelques jours plus tard. Forster pensait-il sa gloire disproportionnée avec ses mérites ? Sans doute aussi craignait-il d'être mal compris. A ses débuts, il avait déclaré : « Rares sont ceux qui aiment mes œuvres, mais la plupart des gens m'aiment. » Éternelle insatisfaction des créateurs géniaux.

Buckingham le policeman

Car, comme le montre le très bel album publié par les jeunes éditions du Passage du Marais, Forster ne gardait pas pour lui les bénéfices de son succès. Financièrement et littérairement. Il ne ménagea pas son temps pour soutenir les écrivains débutants ou obscurs ni pour défendre les auteurs harcelés par la censure (Radclyffe Hall et, bien entendu, D. H. Lawrence).

Dès son premier roman, *Monte-rano* (4), il était comparé à Tourgueniev. Sa réputation devait aller croissant, avec un sommet atteint par *Howards End* (5), qui fit connaître de tous sa fameuse devise : « Only connect », interprétée par Francis King dans le sens de « Découvrez l'harmonie en vous ». Mais il s'agissait également d'une cohérence formelle propre à l'œuvre d'art.

C'est paradoxalement le cinéma qui étendit la renommée posthume de Forster. Les films de James Ivory et de David Lean ont multiplié son public. Et, dans son essai *Aspects du roman*, Forster se demandoit déjà, en 1926 : le roman « sera-t-il tué par le cinéma » ? Préoccupation de la plupart des romanciers à cette époque. Au même moment, Pirandello se posait la même question. Forster entretenait un rapport

ambigu avec son image extérieure. D'abord en ce qui concernait sa sexualité : si ses biographes connaissent et livrent le oom de ses amis, indiens, égyptiens, anglais, ils ne s'évanouissent guère sur la réalité physique de ces amitiés passionnées. Puis pour ce qui était de sa carrière : soupçonneux à

l'égard des reconnaissances officielles (il refusa le titre de Sir) il finit, dans sa grande vieillesse, par accepter quelques honneurs. Mais le plus grand d'entre eux fut assurément pour lui l'offre d'une chambre à l'université de King's College, où il avait fait ses études, mais n'enseigna jamais. Il y vécut

vingt ans, partageant son temps entre cette cellule studieuse et l'appartement d'un policeman marié dont il fut l'« amant platonique » jusqu'à sa mort.

Avec Bob Buckingham, il réalisait son rêve d'une « affection démocratique » : « Je voudrais aimer un costaud issu du peuple et qu'il m'aime aussi, et même qu'il me fasse souffrir. » Aspirait-il alors à la cruauté, certes incomparable, d'une blessure inconsciemment infligée ? Car, si le brave Buckingham le fit souffrir, ce fut à son insu : le policier prétendait ignorer, jusqu'à l'événement tardif de Forster (à quatre-vingt-trois ans) la nature de la passion qu'il inspirait.

Même si on insinua, comme l'écrivit King, que « la célébrité de Forster s'était nourrie de tous les livres qu'il n'avait pas écrits », il ne fait pas de doute que la littérature fut la grande affaire de sa vie. Lorsqu'il accepta, en 1926, de donner toute une série de conférences à Trinity College, il prouve avec brio quel lecteur perspicace il fut : des classiques anglais, certes, mais aussi de ses contemporains, Joyce, Virginia Woolf, Gide (dont il démonte, avec une impitoyable ironie, la méthode en analysant les *Faux-Monnayeurs*), Proust (« L'œuvre est chaotique, mal construite, n'a et n'aura jamais de forme extérieure ; et cependant elle tient par ses courbes internes, grâce à ses rythmes ») et Henry James (« Il faut que la vie humaine disparaisse à peu près intégralement avant qu'il puisse nous faire un roman »).

L'ensemble de ses conférences (qui sont, dans les pays anglosaxons, considérées comme un exemple insurpassable de critique littéraire) est moins convaincant par son système que par ses détails. Les définitions parfois un peu grossières du genre romanesque et de ses instruments sont illustrées par des œuvres mal connues en France (6). Elles ont souvent une valeur polémique par opposition à des préjugés dominants outre-Manche. L'abus des métaphores, et de fins souvent humoristiques, déconcentre, il faut

bien l'avouer, la démonstration, malgré des formules pertinentes : « Tandis que je discours devant vous, j'entends le tic-tac de cette montre ou je ne l'entends pas, j'ignore ou je rejette la notion du temps ; alors qu'il y a toujours une montre dans un roman, même si ça déplaît à l'auteur. » Ces petites phrases seront une mine inépuisable de sujets d'examens et de thèses.

Le problème essentiel demeurait pour Forster de distinguer l'analyse psychologique « dans la vie » et la psyché de la fiction. L'écriture procédait dans ses romans : « Nous ne pouvons nous comprendre les uns les autres ; nous ne pouvons révéler ce que nous sommes, quand bien même nous le voudrions ; nous n'employons le terme d'intimité que par défaut ; la connaissance parfaite est illusoire. Alors que les gens nous permettent de connaître les romans à la perfection sans compter que, à côté du plaisir général de la lecture, il compense les faiblesses de la vie. En ce sens, le roman est plus vrai que l'Histoire. »

Forster, que Virginia Woolf comparait à un « papillon bleu » pour sa « transparence et sa légèreté », était convaincu que nous enfonçons tous en nous un secret : personne n'a le pouvoir de nous forcer à le livrer. Le romancier seul, en transformant une personne en personnage, rend l'être humain limpide. Le pessimisme de l'homme se transfigure en optimisme de l'écrivain.

René de Coecky

- (1) 1914, n° 1476.
- (2) 1918, n° 1979.
- (3) E. M. Forster : *a life*, Cardinal, 1988.
- (4) 1918, n° 1510.
- (5) 1918, n° 1509.
- (6) Outre les chefs-d'œuvre de Swift, Defoe, Jane Austen, Emily Brontë, Melville ou Dickens, il s'agit d'ouvrages de Meredith, George Eliot, Richardson, Thackeray, etc., dont certains titres ont été récemment publiés ou réédités dans la collection de Jean Gattegno, chez Julliard.

LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES DE FRANCE
a remis ses grands prix le 25 mai 1993

LITTÉRATURE

Jacques BOREL Grand prix de la Société des Gens de Lettres pour l'ensemble de l'œuvre

Bruno BONTÉPELLE Prix SGDL du Roman
L'arbre du voyageur (Grasset)

Jean-Jacques SALON Prix SGDL de la Nouvelle
07 et autres récits (Verdier)

Pierre DUBOIS Prix SGDL du livre des Arts
Claudine et Roland (Savignac)

André OZGAINE Prix SGDL du livre d'Histoire
Histoire du théâtre dessinée (Nizet)

Francis LACASSIN Prix SGDL de l'Essai
Passagers clandestins (Julliard)

Gérard FUSSEY Prix du livre Jeunesse
Pauvres de l'école (École des Loisirs)

Pierre MAGNAN Grand prix Paul Féval de littérature populaire pour l'ensemble de l'œuvre
Le Dictionnaire de Robert

Alain REY Prix Spécial du Comité

POÉSIE

Véronique KOURY-GATA Grand Prix de la Société des Gens de Lettres pour l'ensemble de l'œuvre
Le Passager (La Bartavelle)

Claude de BURINE Prix Charles Vildrac

